Le Monde

NATIONAL GEOGRAPHIC

HISTOIRE & CIVILISATIONS

HISTOIRE & CIVILISATIONS

HORS-SÉRIE



XVII^E SIÈCLE

MONARCHIES ABSOLUES

LA VIE

Malte en famille

AVENTURES ET DÉCOUVERTES AU CŒUR DE LA MÉDITERRANÉE

Du 18 au 24 avril 2026



© Patrick Urvoy

AVEC :

Dominique Fonlupt, journaliste à *La Vie*, pôle actualité et société, rédactrice en chef adjointe chargée des conférences.

À DÉCOUVRIR : La Valette – Vittoriosa (Birgu) Le Sud maltais – Mosta – Mdina – Rabat Gozo (archipel maltais) – Marsaxlokk.

PARTEZ EN FAMILLE AVEC *LA VIE* !

Et partagez avec vos enfants ou vos petits-enfants (à partir de 8 ans), des moments d'émerveillements et de jeux sur l'archipel maltais.

L'EXCLUSIVITÉ *LA VIE*

Un atelier éducatif sur les médias pour aiguiser la curiosité des enfants et des adultes.

ARTS ET VIE
VOYAGES CULTURELS

Lic. IM075110169

Réservez votre documentation gratuite auprès de notre partenaire :
ARTS ET VIE (réf. 61M901P), 251 rue de Vaugirard, 75015 Paris
Au **01 40 43 20 21** ou à **info@artsetvie.com**

SOMMAIRE

ÉDITORIAL ____ 7

LA GUERRE DE TRENTE ANS ____ 8

L'APOGÉE DU MONDE ATLANTIQUE ____ 30
Dossier : La révolution scientifique ____ 52

LE ROI-SOLEIL D'UN SIÈCLE FRANÇAIS ____ 60
Dossier : Versailles, modèle des cours européennes ____ 84

UNE MÉDITERRANÉE QUI S'ASSOUPIT ____ 92
Dossier : La révolution baroque à Rome ____ 112

LE NORD ET LE SAINT EMPIRE ____ 118

ANNEXES ____ 140

Posée sur la 4e de couverture, pour les abonnés à l'offre couplée : une lettre *Histoire & Civilisations*.







EDITORIAL

Le XVII[e] siècle se caractérisa en Europe par une crise directement liée aux nombreuses nouveautés héritées de la Renaissance. Les conflits dynastiques entre les monarchies prirent des dimensions européennes, mêlant les considérations politiques et religieuses. La guerre de Trente Ans (1618-1648) illustra comment la politique extérieure avait fini par s'imposer comme un système autonome de relations internationales, par-delà les vicissitudes personnelles ou confessionnelles des souverains. Alors que les théoriciens de l'absolutisme prétendaient que la figure du monarque devait décider du destin de millions de sujets depuis ses grands palais, la réalité prit souvent d'autres voies. C'est ainsi qu'en marge du règne long et complexe de Louis XIV (1643-1715), le Roi-Soleil, les autres puissances européennes affrontèrent des situations de crise des systèmes politiques traditionnels. L'émergence de premiers ministres tout-puissants, favoris du souverain (Richelieu, Mazarin, Oxenstierna, Olivares…), fut un premier symptôme de cette fatigue monarchique. Par ailleurs, les puissances hégémoniques d'antan, telle la monarchie espagnole, entamèrent un processus de décadence. À la suite d'une série de révoltes, dans les années 1640, cela conduisit à l'éclatement territorial, puis à la perte de possessions dans les confrontations entre puissances. Certains pays adoptèrent un régime républicain. Ce changement d'institutions, qui affecta plus particulièrement l'Europe atlantique, connut des sorts différents selon les États. Il fut bref dans le cas de l'expérience républicaine anglaise, qui se conclut par l'institution d'une monarchie parlementaire. Il dura plus longtemps dans les Provinces-Unies, où le républicanisme prit le dessus sur les dérives autoritaires de la maison d'Orange, même si la situation économique du pays fut marquée par un déclin irréversible qui le conduisit à de sérieux problèmes au début du XVIII[e] siècle. En Europe centrale et orientale, après la paix de Westphalie, les bases de la construction de pouvoirs territoriaux plus centralisés furent jetées. Dans un contexte géographique marqué jusque-là par l'éclatement, de nouvelles puissances qui allaient peser dans l'Europe du XVIII[e] siècle commencèrent alors à s'affirmer, notamment la Prusse et la Russie. Toutes ces convulsions sociales et politiques, luttes violentes entre absolutisme et révolution, entre Réforme et Contre-Réforme, favorisèrent par ailleurs les questionnements scientifiques, la remise en cause de la tradition et l'éclosion du style baroque, caractérisé par l'exubérance et le sens du théâtral.

PAGES 4-5. La galerie des Glaces du château de Versailles. **PAGE DE GAUCHE.** *Le Soldat et la jeune fille souriant*, tableau de Johannes Vermeer peint vers 1658 (Frick Collection, New York).

LA GUERRE TOTALE. *Une bataille de l'armée hollandaise*, par Peter Snayers (Pinacothèque nationale, Sienne). En page suivante, casque de l'empereur Ferdinand II, de Giovanni Serrabaglio (musée de l'Histoire de l'Art, Vienne).



LA GUERRE DE TRENTE ANS

Han Jacob C. Grimmelshausen débute son roman *Simplicissimus l'aventurier*, qui se déroule en pleine guerre de Trente Ans, par une lamentation : « À notre siècle. Et beaucoup croient qu'il pourrait être le dernier… » Cette guerre est restée dans les mémoires comme un conflit particulièrement funeste, né d'une dispute locale qui finit par dégénérer en une lutte généralisée pour la domination de l'Europe.

Les principaux protagonistes de la guerre de Trente Ans héritaient de rancœurs historiques. L'Empire romain germanique était en effet en proie à des querelles religieuses datant du XVI^e siècle, et le théâtre de la lutte des Habsbourg de Vienne et de Madrid contre les Bourbons de France. En accédant au trône, la nouvelle maison royale de France avait poursuivi la politique anti-espagnole des Valois, qui avaient précédé les Bourbons.

Malgré tout cela, à la fin du XVI^e siècle, rien ne laissait présager une guerre de dimension européenne. En 1598, la paix de Vervins, conclue par la France et l'Espagne avec la médiation du pape Clément VIII, avait mis fin aux conflits entre les deux royaumes les plus puissants de l'époque. Elle confirmait la plupart des accords de la paix du Cateau-Cambrésis, signée en 1559. La monarchie espagnole renonçait notamment à toute prétention au trône de France. Philippe II, qui mourut quelques mois après la signature du traité, cédait également les Flandres à sa fille Isabelle Claire Eugénie, épouse de l'archiduc Albert d'Autriche. L'objectif était d'en finir avec les anciens points de conflit militaire. En Espagne, il paraissait en effet judicieux de se replier pour faire face au désastre humain et matériel causé par la grande peste *atlantimoca*, ainsi nommée parce qu'elle

TRENTE ANS D'UNE GUERRE EUROPÉENNE SANS MERCI

1618-1625

La révolte de Bohême. L'intolérance religieuse de Fernand II conduit les nobles protestants tchèques à se révolter et à nommer un nouveau roi, Frédéric V du Palatinat.

1625-1629

L'intervention danoise. Christian IV de Danemark intervient aux côtés des protestants. Les Danois sont défaits à Lutter en 1626.

1630-1635

L'intervention suédoise. Menés par Gustave II Adolphe, les Suédois s'attaquent au Saint Empire, et font reculer les forces catholiques. Le roi meurt lors de la bataille de Lützen.

1636-1648

L'intervention française. Bien qu'elle soit un pays catholique, la France entre en guerre aux côtés du camp protestant. Elle bat l'Espagne en 1643 à Rocroi.

1648

La paix de Westphalie. La signature du traité d'Osnabrück, en mai, et de celui de Münster, en Westphalie, en octobre, met fin à la guerre.



était entrée par les ports cantabriques. L'épidémie dévasta la péninsule Ibérique pendant cinq ans (1597-1602), s'ajoutant à une succession de récoltes désastreuses. Les dernières années du règne de Philippe II furent également marquées par ses défaites militaires et des difficultés financières qui l'amenèrent à déclarer la troisième banqueroute de la Couronne en 1597.

L'Espagne entre guerre et paix

Avec Philippe III (1598-1621) débute la période dite des « Autrichiens mineurs » qui laissèrent les rênes du pouvoir à des favoris. Très différent de son père, Philippe III était d'un caractère indolent, ce qui favorisa l'ascension de personnages ambitieux, impliqués dans des scandales de corruption, à l'instar d'un Rodrigo Calderon, qui finit égorgé sur la Plaza Mayor de Madrid, en 1621. Calderon n'était pourtant qu'une figure de second plan, le protégé de Francisco Gomez de Sandoval, marquis de Denia. Ce dernier était le véritable favori du roi qui le fit duc de Lerma. Avide de prébendes, Lerma est le plus sinistre exemple de la corruption qui gangrenait cette période. Son influence était telle qu'il obtint, entre 1601 et 1606, que la Cour soit transférée de Madrid à Valladolid afin d'en tirer d'importants bénéfices immobiliers. Son fils lui succéda comme favori du roi et ne se conduisit guère mieux, même si on lui doit des initiatives importantes pour résoudre les problèmes économiques du pays. Il créa un Conseil de réforme pour analyser les difficultés et proposer des solutions. Cette politique fut d'ailleurs reprise par le souverain suivant.

Les relations extérieures de la monarchie restaient quant à elles très conflictuelles. Philippe III soutenait les héritiers des Pays-Bas, sa sœur Isabelle Claire Eugénie et l'archiduc d'Autriche, Albert, dans leur lutte contre les Provinces-Unies. La victoire hollandaise à la bataille des Dunes (1600) montra que le conflit allait durer, malgré la prise ultérieure d'Ostende (1604) par le camp espagnol. Le conflit lancé contre l'Angleterre ne donna pas de meilleurs résultats après la débâcle, en 1601, d'une escadre d'une cinquantaine de navires envoyée contre les îles Britanniques.



LA CAPITULATION DE BREDA. Sur ce tableau, aussi nommé *Les Lances*, et peint entre 1634 et 1635, Vélasquez dépeint la reddition de la ville de Breda aux régiments espagnols en 1625, pendant la guerre de Trente Ans. À gauche, les Hollandais, armés de piques et de fusils, sont commandés par Justin de Nassau, qui remet la clé de la ville à Ambroise Spinola. Ce dernier empêche le vaincu de s'agenouiller devant lui. Cet échange presque amical est très éloigné de la tradition picturale de l'époque, plus encline à montrer l'humiliation du vaincu devant la puissance supérieure de l'ennemi (musée du Prado, Madrid).

Le marasme économique et l'affaiblissement provoqués par des décennies de guerre coïncidèrent avec le renouveau des assemblées et des conseils de la monarchie, ce qui permit un changement de cap dans la politique étrangère de Philippe III. L'action pacifiste fut privilégiée et permit de réduire les dépenses affectées aux conflits contre l'Angleterre, les Pays-Bas et la France, freinant par la même occasion le déclin de la monarchie espagnole.

La mort d'Élisabeth Ire d'Angleterre, l'ennemie historique de Philippe II, permit la conclusion, à Londres, en 1604, d'un traité de paix avec Jacques Ier. En 1609, à La Haye, ce fut la signature avec les Pays-Bas d'une trêve qui se prolongea jusqu'en 1621. Les relations avec la France s'apaisèrent après l'assassinat d'Henri IV, en 1610, avec la régence de Marie de Médicis. Les liens familiaux entre les deux monarchies furent alors renforcés par le double mariage de la fille de Philippe III, Anne d'Autriche, avec Louis XIII de France, et d'Isabelle de Bourbon, fille d'Henri IV, avec Philippe IV, l'héritier du trône d'Espagne.

Pourtant, tous les diplomates de l'époque ne partageaient pas les idées pacifistes du monarque espagnol. En Italie, le duc d'Osuna, vice-roi de Naples, montra une indépendance peu conciliante avec les directives royales. Dans le Milanais, l'attitude du comte de Fuentes fut assez similaire. Une partie de la noblesse considérait que les accords avec les puissances protestantes entamaient leur prestige et trahissaient le catholicisme de la monarchie espagnole. Bien que, dans un premier temps, ils n'aient pas réussi à relancer une politique guerrière, ils imposèrent toutefois une orientation bien plus intolérante à certaines des grandes décisions du gouvernement de Philippe III. C'est ainsi qu'entre 1609 et 1611, ces nobles intransigeants obtinrent l'expulsion brutale de deux cent soixante-quinze mille à trois cent mille Maures de la péninsule Ibérique vers l'Afrique. Convertis au christianisme tout au long du XVIe siècle, ces descendants de l'ancienne population musulmane étaient toutefois restés très fidèles à leurs traditions culturelles, ce qui leur avait valu l'hostilité des milieux catholiques

L'expulsion des Maures d'Espagne

Le 9 avril 1609, à l'instigation de son favori, le duc de Lerma, le roi d'Espagne Philippe III décréta dans tous ses royaumes l'expulsion des Maures, descendants de ces musulmans que les rois catholiques avaient fait baptiser au siècle précédent.

Géographiquement, les Maures de la péninsule Ibérique étaient surtout concentrés sur les terres agricoles de l'ancienne Couronne d'Aragon, de Murcie et d'Andalousie. À Valence, par exemple, ils représentaient un tiers de la population. Malgré leur conversion forcée au catholicisme en 1502, les Maures continuèrent à être une minorité mal assimilée. Le reste de la population chrétienne les regardait avec méfiance en raison de leurs coutumes, mais aussi de leur capacité de travail et de la bonne administration de leurs biens. Ils étaient soupçonnés surtout de s'entendre avec les Turcs et avec les pirates barbaresques, ce qui en aurait fait une menace intérieure. La cohabitation difficile entre chrétiens et Maures aboutit à la déportation de ces derniers en 1609. Le coût de ce bannissement fut élevé, surtout en Aragon et à Valence, dont les campagnes se dépeuplèrent. Illustration : couverture du livre *Memorable expulsión y justísimo destierro de los moros de España*, publié à Pamplune en 1613 (Bibliothèque nationale, Madrid).


MEMORABLE
EXPVLSION Y
IVSTISSIMO DESTIERRO
de los Moriſcos de Eſpaña.
NVEVAMENTE COMPVESTA Y ORDENADA
por F. Marco de Guadalajara y Xauierr, Religioſo y general Hiſtoriador de la Orden de nueſtra Señora del Carmen Obſeruante en la Prouincia de Aragon.
DIRIGIDA A LOS CATHOLICOS Y SERENiſsimos Principes de Eſpaña, Don Felipe Emanuel, Don Carlos, y Don Fernando de Auſtria.
Año 1613.
CON PRIVILEGIO.
En Pamplona, por Nicolas de Aſsiayn: Impreſſor del Reyno de Nauarra.

les plus radicaux. Dans certaines régions de l'Espagne, les conséquences de cette saignée démographique furent particulièrement ravageuses. Gaspar Juan Escolano, un chroniqueur de l'époque, écrivit à propos de Valence : « Ce qui était le royaume le plus brillant d'Espagne est devenu aujourd'hui un territoire austère et terne à cause de l'expulsion des Maures. »

Finalement, la victoire définitive de la ligne politique la plus belliciste coïncida avec la disgrâce du duc de Lerma, vieillissant et corrompu, et avec le début de la guerre de Trente Ans, en 1618. À ce moment-là, la solidarité dynastique entre les Cours de Madrid et de Vienne finit par s'imposer. C'était comme si le règne pacifiste de Philippe III, connu comme la période de *pax hispanica*, n'avait été qu'une trêve, une période de repos permettant à la monarchie espagnole de récupérer ses capacités militaires. L'année même de la disparition de Philippe III, les Pays-Bas repassèrent sous le contrôle de la Couronne espagnole. Ils avaient été cédés en 1598 à l'archiduc Albert d'Autriche et à son épouse Isabelle Claire Eugénie, la fille de Philippe II, mais celle-ci mourut sans descendance en 1621. La monarchie espagnole récupérait des territoires stratégiques et étendait à nouveau sa zone d'influence militaire.

Le Saint Empire prêt à la guerre

La situation religieuse dans l'Empire était très complexe. À la mort de Ferdinand Ier, en 1564, elle fut mal gérée par ses successeurs. Maximilien II (1564-1576), Rodolphe II (1576-1612) et Mathias Ier (1612-1619) furent des empereurs médiocres qui perdirent une partie de leurs pouvoirs souverains au bénéfice des principautés périphériques. Certaines clauses des traités de paix signés à partir de 1552, comme celle qui empêchait toute sécularisation du Saint Empire, ne furent jamais acceptées par les luthériens. Pendant un demi-siècle, leur application évolua très peu. Les dernières décennies du XVIIe siècle furent en outre une période d'expansion du calvinisme en Europe centrale. Il devint donc urgent d'aborder le problème des droits des princes calvinistes, une question qui n'avait pas été traitée par la paix d'Augsbourg

ratifiée en 1555. Cette paix avait mis fin à l'affrontement armé entre princes luthériens et princes calvinistes mais n'avait tenu aucun compte des autres mouvements de la Réforme.

Durant les premières années du XVII[e] siècle, les calvinistes multiplièrent les incidents, dans l'intention de réclamer une révision des statuts des religions au sein de l'Empire. Les tensions latentes s'accentuèrent, ouvrant la voie à une dangereuse polarisation de la société impériale. Il devint bientôt évident que la paix d'Augsbourg n'avait été qu'un armistice passager. Les haines religieuses s'exacerbèrent, et les incidents violents s'intensifièrent sur tout le territoire allemand. L'Empire fut inondé d'imprimés et de pamphlets nourris d'une propagande enflammée. Dans les milieux réformés, ces tracts faisaient référence au pape comme à un « jumeau bâtard de l'Antéchrist oriental, Mahomet ». De leur côté, les jésuites catholiques se déchaînaient contre Luther et les maîtres doctrinaux des sectes protestantes. Cet esprit de confrontation ne tarda pas à se propager à la sphère politico-militaire.

La formation de ligues armées fut le premier symptôme de cette évolution. En mai 1608, un groupe de princes protestants et calvinistes fonda l'Union évangéliste, dont le prince calviniste Frédéric IV du Palatinat prit la tête. En réponse directe, dès 1609, ce fut la naissance de la Ligue catholique allemande qui prit pour chef Maximilien, duc de Bavière. Ces deux coalitions protégeaient les droits confessionnels de leurs membres tout en entretenant des troupes et en cherchant des alliances au cas où la situation s'aggraverait. En 1609, par exemple, une crise successorale affectant les domaines du duché de Juliers-Clèves faillit bien provoquer un conflit. Une négociation réussit heureusement à être entamée, et une série de trêves successives permit d'aboutir, en 1614, à un arrangement qui écarta définitivement le danger de guerre. Bien que ni l'empereur ni le pape ne fissent partie de la Ligue, Maximilien de Bavière obtint l'appui espagnol pour arriver à ses fins. De leur côté, après la mort d'Henri IV, les protestants décrochèrent le soutien de l'Angleterre et de la Suède.

UN PUISSANT BASTION. Le château d'Heidelberg fut un objectif militaire important pendant la guerre de Trente Ans. Ci-dessous, buste de bronze de l'empereur Rodolphe II (1603), œuvre de Leone Leoni (musée de l'Histoire de l'Art, Vienne).





Le catholicisme extrémiste de l'empereur Ferdinand II

Le 20 mars 1619, l'empereur Mathias de Habsbourg mourut sans fils. La Couronne du Saint Empire romain germanique échut à son cousin germain, Ferdinand de Styrie. Ainsi commençait un règne qui serait marqué par une dramatique résurgence des conflits entre catholiques et protestants. Le premier épisode de cette lutte fut la révolte de Bohême, qui devint le prologue de la guerre de Trente Ans.

L'intransigeance religieuse de Ferdinand II raviva les conflits religieux dans le Saint Empire. Le nouveau souverain ne se contentait pas d'être un fervent catholique qui allait à la messe à toute heure de la journée, faisait pénitence et s'entourait de jésuites. Il était surtout convaincu que la consolidation des Habsbourg sur le trône ne pourrait se faire qu'en utilisant la religion catholique comme élément coalisant de l'Empire. La Bohême, dont il portait la Couronne depuis 1617, fut le premier territoire à s'opposer à sa politique procatholique. Elle fut vaincue, mais sa rébellion déboucha sur une guerre à l'échelle de toute l'Europe, qui dura pendant tout le règne de Ferdinand II et dont hérita, à sa mort en 1637, son fils Ferdinand III. Illustration : *Portrait de Ferdinand II*, par Justus Sustermans (palais Pitti, Florence).

Cependant, dans ce climat de guerre froide, n'importe quel incident pouvait déclencher une bascule des alliances qui conduirait à l'hécatombe.

En tant que membre de la maison des Habsbourg, Rodolphe II, l'empereur catholique d'Allemagne, était également roi de Bohême. En 1609, il accorda une lettre de majesté à ses sujets protestants de Bohême, leur garantissant la liberté religieuse. Néanmoins, l'application de cette charte fut très discutée et contribua plutôt à augmenter les tensions confessionnelles en Bohême. Cette aggravation s'accentua avec l'accession au trône de Mathias Ier, en 1612, car le nouveau souverain soutint résolument la politique contre-réformiste de son chancelier, le cardinal Melchior Klesl.

Rodolphe II désigna Ferdinand, le duc de Styrie, comme son successeur. Les rebelles protestants surnommaient ce catholique intransigeant l'« homme des jésuites ». Ferdinand réussit malgré tout à se faire reconnaître roi de Bohême en 1617, puis roi de Hongrie en 1618. Durant ces deux ans, il temporisa, surtout parce qu'il manquait de moyens financiers et militaires. Mais tout changea en 1619, quand il devint empereur. Ferdinand II, monarque du Saint Empire romain germanique (1619-1637), se caractérisa dès lors par un militantisme catholique particulièrement extrémiste. Il conduisit une lutte féroce contre toutes les variantes du protestantisme. Par ailleurs, pour renforcer efficacement son autorité, il centralisa étroitement sous sa férule ses possessions héréditaires (l'Autriche et les duchés alpins) et ses Couronnes électives (Bohême et Hongrie).

L'escalade vers le conflit

Malgré les tentatives de paix, des incidents éclatèrent dans l'une des zones les plus sensibles d'Europe. La guerre qui se déclencha en Bohême et au Palatinat servit de détonateur à un conflit sanglant qui affecterait toute l'Europe pendant trente ans. Les hostilités passèrent par plusieurs étapes.

Au-delà des conflits ponctuels, le panorama européen durant les deux premières décennies du XVIIe siècle offrait une apparence de paix. Les grandes puissances avaient progressivement résolu leurs différends les plus importants par des accords bilatéraux. En plus des traités signés par la monarchie espagnole avec la France, l'Angleterre et les Pays-Bas, il y avait eu les trêves conclues entre l'empereur et le sultan ottoman, Ahmet Ier en 1606, entre le Danemark et la Suède en 1613, la Suède et la Russie en 1617. En 1618 la ratification de traités de paix entre la Suède et la Pologne ainsi qu'entre la Pologne et la Russie avait même paru imminente. Pourtant, il ne s'agissait toujours que de solutions provisoires, comportant peu d'engagements de la part des signataires.



La défenestration des gouverneurs de Prague

En 1609, la lettre de majesté de Rodolphe II ne calma que provisoirement les esprits entre protestants et catholiques de Bohême. La tension atteignit en effet son maximum en 1617, après le couronnement de Ferdinand II comme souverain de ce royaume.

Le 23 mai 1618, un groupe de nobles protestants pénétra dans le château de Prague et précipita par la fenêtre deux hauts fonctionnaires impériaux du gouvernement de Bohême, les catholiques Jaroslav Borita de Martinic et Vilem Slavata de Chlum, ainsi qu'un employé de bureau. Tous trois survécurent à la chute grâce à la présence d'un tas d'immondices, mais cette action fut considérée comme une provocation envers l'autorité royale. Elle rappelait les défenestrations qui avaient aussi eut lieu à Prague en 1419 et 1483, dans le cadre des guerres hussites. Mais cette fois-ci, les rebelles ne se contentèrent pas de cet acte violent. Tout en envoyant à Vienne une lettre où ils affirmaient que leur action n'était pas dirigée contre l'empereur, ils expulsèrent les édiles fidèles aux Habsbourg de l'hôtel de ville de Prague. Puis, le jour suivant, les États protestants réunis en assemblée choisirent un nouveau gouvernement ; en 1619, ce même gouvernement allait couronner Frédéric V du Palatinat comme roi de Bohême. Illustration : gravure inspirée de la peinture de Wenzel von Broziksur la défenestration de Prague.



LA SPLENDEUR BAROQUE (P. 15). L'église Saint-Nicolas de Mala Strana, à Prague, est considérée comme l'un des chefs-d'œuvre de l'architecture religieuse baroque. Conçue par Krystof et Kilian Ignac Dientzenhofer, elle fut bâtie lors de la reconstruction de la ville, dans la seconde moitié du XVII[e] siècle, qui coïncidait avec les changements politiques qui suivirent la bataille de la Montagne Blanche, le retour de la Bohême révoltée au catholicisme et l'instauration du pouvoir monarchique.

La politique d'intransigeance religieuse menée par Ferdinand II polarisa les camps confessionnels en Bohême et dans l'Empire, mais elle inquiéta aussi des puissances comme la France, le Danemark ou la Suède. Ces pays voyaient dans les ambitions centralisatrices de l'empereur allemand la préfiguration d'une grande puissance catholique liée aux Habsbourg, qui viendrait s'ajouter à la puissance hégémonique de la monarchie espagnole. La tension devenait telle qu'il n'était plus possible de trouver une solution au seul niveau local. Comme l'écrivit un agent des États généraux des Provinces-Unies en 1619 : « La guerre de Bohême décidera de notre sort à tous. »

Guerre en Bohême et au Palatinat

En juin 1617, l'archiduc Ferdinand avait été proclamé roi de Bohême. En accord avec le plan de contre-réforme catholique que lui avait inspiré sa formation jésuite, l'une des premières mesures de son gouvernement fut d'annuler les concessions de liberté religieuse que Rodolphe II avait consenties aux protestants en 1609. Pourtant, ce furent plutôt les mesures de renforcement de son pouvoir personnel face aux aristocrates de Bohême qui lui valurent le rejet le plus radical. Les querelles religieuses et politiques convergèrent, et la rébellion des Bohémiens éclata en 1618. Cette année-là, les gouverneurs catholiques de Prague furent jetés par une fenêtre dans les fossés du palais, lors de la fameuse troisième « défenestration de Prague ». Cet affront au monarque marqua le début de la révolte. Les rebelles nommèrent une assemblée de trente membres et s'empressèrent de rechercher l'appui des princes protestants.

Ferdinand succéda à Mathias et fut élu empereur en 1619. Les rebelles bohémiens refusèrent de le reconnaître et élurent à sa place l'Électeur palatin, qui monta sur le trône sous le nom de Frédéric V (1619-1620.) Surnommé « roi d'un hiver », car il ne gouverna que de novembre 1619 à novembre 1620, ce calviniste s'était déjà distingué comme dirigeant de l'Union protestante. Il fut pourtant dépassé par le radicalisme de ses sujets. Prague tomba bientôt dans les mains de mutins qui marchèrent aussitôt sur Vienne en vue




Warhafftige Zeitung

Aus Praag

Darinnen kürtzlich vermeldet wird/ der gefährliche Zustandt/ welcher über die Evangelische Stände hat ergehen sollen/Aber von Gott dem Allerhöchsten verhütet worden/vnd hernachmals sich das Widerspiel begeben/ das es über die Rahtgeber (so Gott vnd dem Landesfrieden zuwieder/) selbsten außgangen / Auch wie sich einer von den rähtinsführer/ aus angst seines bösen Gewissens/ zu den Capuciner München ins Kloster versteckt / entlichen über herauß geben müssen/ vnd den Evangelischen Ständen gefänglichen vberantwortet. Wie sie dann auch ferner ihr eigen bekändniß gethan/ vnd vmb Gnade gebeten.

Gedruckt im Jahr 1618.

RÉPERCUSSIONS DE LA DÉFENESTRATION. La nouvelle de la troisième défenestration de Prague se répandit comme une traînée de poudre dans toute l'Europe, qu'elle soit catholique ou protestante. L'ambassadeur d'Espagne à Vienne envoya à Madrid des missives paniquées devant la soudaine aggravation de la situation en Bohême. Dans les cercles protestants, l'événement fut accueilli avec enthousiasme et abondamment couvert dans les gazettes, les tracts et les almanachs populaires. Illustration : une page de la gazette *Warhafftige Zeitung*, imprimée la même année (1618) et présentant une gravure de la défenestration.

de l'assiéger. De leur côté, les princes luthériens de l'Empire se gardèrent d'intervenir, et le duc de Saxe lui-même, réputé pour son anticalvinisme, afficha son soutien à l'empereur catholique.

Le pape, la monarchie espagnole, la Pologne et la Ligue catholique allemande se rangèrent massivement aux côtés de Ferdinand II. C'est alors qu'en 1620 se produisit, près de Prague, un fait militaire décisif. Le comte de Tilly, Johann Tserclaes, connu comme « le moine en armure », remporta pour les catholiques la bataille de la Montagne Blanche. Après à peine deux heures de combat, les rebelles furent dispersés. Le Palatinat fut envahi et démembré. Tout le reste de la Bohême et de la Moravie fut occupé sans manifester une très grande résistance.

Les conséquences de ces écrasantes victoires catholiques furent très importantes. L'empereur transforma la Bohême en un état patrimonial qui lui appartenait en propre. La Couronne de Bohême devenait héréditaire au sein de la maison d'Autriche sans qu'il soit nécessaire d'obtenir l'approbation de la Diète, le parlement territorial. Ferdinand déchira de ses propres mains la lettre de majesté et entreprit de persécuter les calvinistes. Les pasteurs luthériens furent expulsés ou emprisonnés tandis que les jésuites étaient réintégrés dans les centres de culte et d'enseignement.

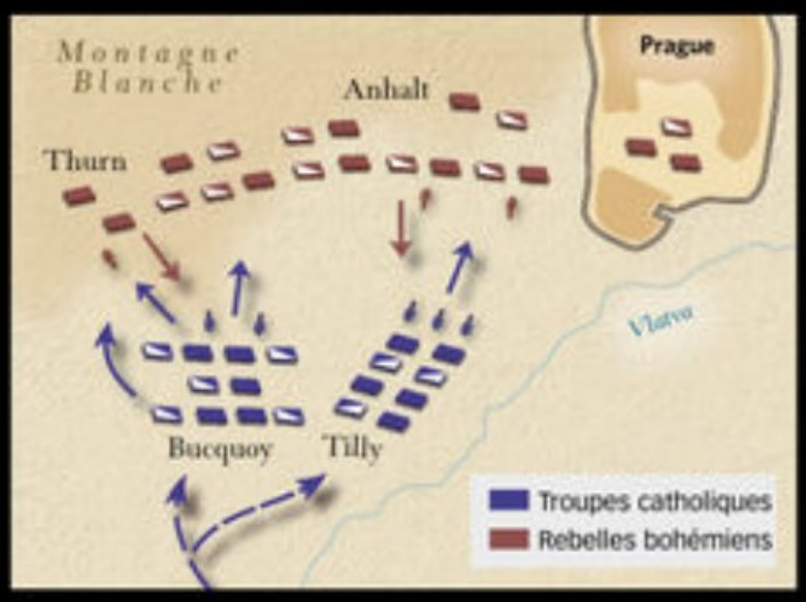
Le Palatinat fut envahi, démembré et soumis à la domination espagnole et bavaroise. Vers 1623, la cause catholique que défendait l'empereur semblait avoir remporté une victoire définitive dans le Saint Empire. La nouvelle réorganisation territoriale favorisait les princes catholiques, qui virent leur nombre augmenter significativement au sein du corps des Électeurs impériaux. Maximilien de Bavière obtint le titre d'Électeur et s'empara du Palatinat, puis il entreprit une campagne systématique de contre-réforme radicale dans ses nouvelles possessions.

Cependant, en 1621, l'arrivée au pouvoir en Espagne du comte-duc d'Olivares marqua le retour d'une politique hispanique agressive et belliciste. C'est ainsi que la guerre contre les Provinces-Unies fut relancée, ce qui fit naturellement monter l'inquiétude des puissances protestantes.

LA VICTOIRE CATHOLIQUE DE LA MONTAGNE BLANCHE

Le 18 novembre 1620, alors que les cloches de l'horloge de la cathédrale de San Vito de Prague sonnaient midi, un combat décisif pour le destin de la Bohême commençait sur les collines proches : la bataille de la Montagne Blanche. L'armée des États protestants, formée de mercenaires d'origines diverses, y affrontait celle de l'empereur catholique Fernand II. La victoire catholique, que la légende attribue à l'intervention miraculeuse de la Vierge de la victoire, fut complète. Elle entraîna la fin de la révolte protestante en Bohême. Bien pire, le royaume y perdit son indépendance et devint un énième territoire du patrimoine des Habsbourg. En tant que possesseur de ce royaume, l'empereur avait dès lors les mains libres pour mener à son terme un programme combinant la répression politique et la réorganisation catholique. Les chefs de l'insurrection qui n'avaient pas pu fuir à l'étranger furent faits prisonniers. Vingt-sept d'entre eux furent décapités à Prague, le 21 juin 1621. Parallèlement, l'allemand fut imposé comme langue officielle, la tolérance religieuse fut abolie, et les habitants furent obligés de se convertir au catholicisme. Illustration : peinture à l'huile, représentant la bataille de la Montagne Blanche, conservée à l'église de Santa Maria della Vittoria (Rome).





UNE DÉFAITE ANNONCÉE

Alors que la position des troupes protestantes en haut du coteau aurait dû favoriser leur défense, une série de circonstances entraîna leur déroute : d'une part leurs soldats étaient arrivés fatigués et découragés après un affrontement précédent à Rakovník ; d'autre part, leur nombre (20 000) était inférieur à celui d'une armée catholique mieux entraînée (29 000). Cette dernière bloqua la route de Prague et concentra toutes ses attaques sur le corps central tchèque, qui ne put résister que deux heures, tandis que la cavalerie hongroise et les régiments du comte de Thurn fuyaient dans la débandade. Quand les 3 000 cavaliers du prince de Transylvanie arrivèrent sur le champ de bataille au secours des troupes protestantes, le combat était déjà perdu. Près de 5 000 protestants et 1 000 catholiques perdirent la vie ce jour-là.



1 LA MONTAGNE BLANCHE.
Aujourd'hui, il ne reste qu'un simple tumulus de pierres pour rappeler que cette colline aux limites nord de Prague fut le théâtre, en 1620, de la bataille de la Montagne Blanche (Bílé Hore en tchèque).

2 L'ARMÉE CATHOLIQUE.
Les troupes catholiques comptaient des troupes du Saint Empire romain germanique, dirigées par le comte de Bucquoy, ainsi que des hommes de la Ligue catholique, sous les ordres du comte de Tilly.

3 L'ARMÉE PROTESTANTE.
Commandée par le prince Christian d'Anhalt, elle comprenait des mercenaires tchèques, hongrois et allemands, ainsi que de petits contingents qui étaient venus d'Angleterre et des Pays-Bas.

4 LA CAVALERIE IMPÉRIALE.
Elle se constituait d'un corps international comportant des régiments en provenance d'Italie. L'un d'eux, envoyé par le grand-duc de Toscane, était dirigé par Ottavio Piccolomini, le duc d'Amalfi.

5 FORÊTS DE PIQUES.
Aguerris sur les champs de bataille des interminables conflits des Flandres, les *tercios* espagnols, sous le commandement de Tilly et de Bucquoy, se distinguèrent à la bataille de la Montagne Blanche.

6 LA VILLE DE PRAGUE.
Une fois la défaite protestante connue, la capitale tchèque se rendit sans résistance à l'armée impériale. Frédéric V, le roi d'un seul hiver, prit la fuite, et la Bohême perdit son indépendance jusqu'en 1918.

Le général von Wallenstein, un ambitieux génie militaire

Le 25 juillet 1625, Ferdinand II nommait généralissime un ambitieux noble tchèque, Albrecht von Wallenstein. À la tête d'une armée de mercenaires payés de sa poche, il remporta tant de succès dans sa campagne de Saxe qu'il finit par devenir un personnage trop puissant et bientôt gênant pour l'empereur. Celui-ci prit le parti de le congédier en 1630 et le fit assassiner quatre ans plus tard.

Né en 1583 dans une terne famille de la noblesse tchèque, Wallenstein montra dès sa jeunesse une grande ambition. Ainsi, bien qu'élevé dans le luthéranisme, il se convertit en 1606 au catholicisme pour faire carrière dans l'armée impériale. Son mariage avec une riche veuve en 1609 et son habileté à s'approprier une partie des biens des nobles tchèques exécutés après leur défaite de la Montagne Blanche en 1620, en firent l'un des hommes les plus fortunés de Bohême. Il était si riche qu'il put proposer à l'empereur de créer son armée personnelle pour combattre aux côtés des armées catholiques. C'est ainsi qu'il devint généralissime de l'Empire en 1625 et le resta jusqu'à son renvoi en 1630. Deux ans plus tard, Ferdinand II eut de nouveau recours à lui, mais, le soupçonnant de trahison, l'empereur décida de le faire mourir. Wallenstein s'enfuit mais fut assassiné à Cheb, le 25 février 1634. Illustration : statue en bronze de Wallenstein, dans les jardins du palais qui porte son nom, à Prague.



Au sein de l'Empire, certains princes protestants tentèrent de s'unir et de trouver des appuis à l'étranger. En réalité, le brasier allumé par la guerre entre catholiques et protestants était loin de s'éteindre. Certains chefs de guerre et mercenaires protestants, tels Ernest von Mansfeld, le féroce Christian de Brunswick ou Georg Friedrich de Bade-Durlach, prirent la tête de bandes armées qui dévastèrent le territoire allemand et ne laissèrent pas de répit aux vainqueurs catholiques.

L'intermède danois

Le roi du Danemark, Christian IV, finit par devenir le grand défenseur du parti protestant. Ce luthérien était prince de l'Empire en sa qualité de duc de Holstein. À ses convictions religieuses s'ajoutait un intérêt dynastique : il désirait en effet hériter des territoires sécularisés des évêchés allemands situés entre l'Elbe et la Weser. Au niveau régional, il lui fallait devancer les prétentions d'hégémonie sur la mer Baltique de la Suède, grande rivale du Danemark dans la région. Derrière le bellicisme du monarque danois se profilaient aussi l'influence de l'Angleterre et des Provinces-Unies ainsi que les manœuvres diplomatiques des agents français du cardinal de Richelieu. Christian IV lança donc sa campagne, mais sans tenir compte des changements qui s'étaient produits au plan militaire dans le camp catholique.

Grâce à Albrecht von Wallenstein, un aristocrate tchèque converti au catholicisme, l'armée impériale s'était renforcée. L'habileté militaire du personnage lui valut d'être récompensé par l'empereur, qui lui accorda le fief de Friedland, situé en Bohême septentrionale, d'abord élevé au rang de principauté puis de duché. Le flamboyant duc de Friedland fut un véritable seigneur de la guerre. Grâce à son aide, l'empereur ne dépendait plus exclusivement des troupes de la Ligue catholique, c'est-à-dire de princes qui, bien que catholiques, n'en voulaient pas moins préserver leur grande autonomie politique. Wallenstein s'engagea à recruter vingt mille mercenaires armés et nourris sur ses propres deniers. Cette puissante armée, qui n'hésitait pas sur le terrain à se ravitailler par le vol et le pillage, procura une efficacité bien plus grande au camp catholique. Les désertions étaient peu nombreuses, et Wallenstein savait les prévoir et les mesurer quand il planifiait ses campagnes de recrutement. Il remporta donc un grand nombre de triomphes. Après la défaite des troupes de Christian IV à Lutter (1626), l'armée impériale occupa les territoires danois du Holstein, du Schleswig sans oublier ceux du Jutland. Elle soumit en outre les possessions des ducs de Mecklembourg et de Poméranie.

En 1629, Ferdinand II promulgua ce que l'on nomma l'édit de Restitution, qui marqua un tournant dans la politique religieuse de l'Empire puisqu'il prétendait revenir à la situation du siècle précédent. Ainsi, toutes les terres qui avaient été confisquées à l'Église catholique depuis l'édit de Passau de 1552 devaient lui être restituées, y compris plus d'une centaine de monastères et de fondations. Par ailleurs, seuls les protestants qui avaient adhéré à la Confession d'Augsbourg *(Confessio Augustana)*, rédigée en 1530, pouvaient continuer à bénéficier de la liberté de culte. Toutes les autres obédiences devaient être considérées comme des « sectes », et leurs congrégations devaient être dissoutes. L'empereur promulgua l'édit unilatéralement, sans même avoir consulté au préalable le Parlement impérial. Cette décision autoritaire provoqua même l'opposition de plusieurs princes catholiques, dont le duc de Bavière. L'édit de Restitution fut néanmoins appliqué strictement par les troupes de la Ligue commandées par le comte de Tilly et le chef de guerre Albrecht von Wallenstein.



Deux mois plus tard, le 29 mai 1629, la paix de Lübeck sonnait la fin de l'intervention danoise dans la guerre de Trente Ans. Christian IV abandonna ses alliés protestants en échange de la restitution des territoires danois qui avaient été occupés par les troupes impériales. Quant aux possessions du duché de Mecklembourg, elles furent attribuées au général Wallenstein. La paix paraissait si bien établie que l'empereur céda à une partie du camp catholique – notamment le parti bavarois – et à l'assemblée électorale de Ratisbonne (Regensburg) réunie en 1630 : il releva de son commandement le puissant Wallenstein. Il licencia de la même façon une grande partie de ses troupes qui souffraient d'une épouvantable réputation de pillages sauvages. Les forces catholiques de l'Allemagne passèrent alors sous les ordres du comte de Tilly.

La guerre totale

En juin 1630, le roi de Suède, Gustave II Adolphe, débarqua sur les côtes de Poméranie et relança les hostilités. La Suède s'érigeait en défenseur du camp protestant, en vertu de la parenté entre le roi de Suède et les ducs de Mecklembourg qui venaient d'être déposés. Derrière ces arguments conjoncturels, se profilait l'objectif suédois de devenir la grande puissance baltique. Pour ce faire, il lui fallait obtenir des positions en Europe continentale, tout particulièrement en Poméranie et en Prusse. Par ailleurs, la Suède avait signé un accord d'aide réciproque avec la France du cardinal de Richelieu, une puissance qui s'impliquait chaque jour davantage dans le guêpier allemand en raison de son propre conflit avec la monarchie espagnole. La France consentit donc un subside annuel de un million de livres à la Suède, en échange de l'engagement du roi Gustave Adolphe de respecter le culte catholique dans les territoires impériaux qu'il viendrait à posséder à l'issue de sa campagne.

En mai 1631, après s'être approprié le Mecklembourg, le souverain suédois reçut l'appui de tous les princes protestants, les Électeurs de Saxe et de Brandebourg devenant ses principaux alliés. Entre juin 1631 et novembre 1632, les troupes

CHRISTIAN IV.
Portrait équestre du souverain danois (vers 1640), attribué à Karel van Mander III (château de Rosenborg, Copenhague). Son règne de 59 ans, le plus long jusqu'alors dans l'histoire du Danemark, se caractérisa par des réformes militaires et économiques, et par l'impulsion qu'il donna au commerce maritime, lançant ainsi l'expansion impériale danoise.

LA GUERRE DE TRENTE ANS À TRAVERS LES BATAILLES

1620

La Montagne Blanche. Les troupes impériales mettent en déroute les protestants et entrent à Prague. La Bohême perd son indépendance.

1626

Lutter. Le comte de Tilly, de la Ligue catholique, bat le roi danois Christian IV. Ce dernier perd l'appui des princes du nord de l'Allemagne.

1632

Lutzen. Les Suédois, vainqueurs à Breitenfeld en 1631, obtiennent une victoire à la Pyrrhus et perdent leur roi, Gustave Adolphe.

1643

Rocroi. L'Espagne essaie d'envahir la France, mais ses *tercios* sont mis en déroute par la cavalerie française commandée par le duc d'Enghien.

1645

Jankov. Grâce à l'efficacité de leur artillerie, les Suédois annihilent l'armée impériale, lors d'une des batailles les plus sanglantes de la guerre.

1648

Lens. La dernière grande bataille de la guerre a lieu sur le sol belge, et marque la victoire française sur les troupes espagnoles.

suédoises emportèrent tout sur leur passage, lors de leur « grande marche ». Elles étaient portées par l'ardeur au combat des Suédois, des protestants fervents. Pour entretenir leur moral, l'armée permettait à de simples soldats de grimper tous les échelons de la hiérarchie, pour autant qu'ils montrent leurs mérites. Outre leur vaillance au combat, cela permettait de réorganiser en permanence et très rapidement les régiments en cas de mort des officiers. Gustave Adolphe introduisit une autre nouveauté, l'usage d'un uniforme, et il fournit à ses hommes des gilets de peau de mouton pour les protéger du froid. L'importance des troupes était impressionnante : la colonne d'infanterie était en effet composée de deux régiments de deux mille hommes dont mille cent étaient armés de mousquetons et neuf cents de piques. Les Suédois rénovèrent aussi l'artillerie en fabriquant des canons plus légers qui permettaient plus de flexibilité et de vivacité au combat. Durant les premier affrontements, cette série d'innovations déconcerta l'ennemi.

C'est ainsi qu'en septembre 1631, le comte de Tilly fut défait à Breitenfeld. La ligne de l'Elbe resta donc aux mains des Suédois. Un an plus tard, en novembre 1632, même le légendaire Wallenstein, qui avait retrouvé ses fonctions militaires, fut battu par les Suédois à Lützen, près de Leipzig. Le roi Gustave II Adolphe perdit toutefois la vie dans cette bataille. Au cours de l'année 1633, cette mort provoqua la dissolution irrémédiable de la coalition protestante, malgré les efforts de la diplomatie française pour maintenir la pression contre les Habsbourg. Le chancelier suédois Axel Oxenstierna eut les plus grandes peines à poursuivre les plans ambitieux de son défunt monarque. L'Électeur de Brandebourg posa des conditions intenables à son acceptation du protectorat suédois. Pour sa part, l'Électeur de Saxe commença ouvertement des pourparlers de paix avec l'empereur, dans le but d'obtenir des conditions défavorables aux Suédois.

Pourtant, au sein du camp catholique, Wallenstein devenait un dangereux problème car il prétendait s'ériger roi de Bohême. Il s'attira les foudres à la fois des catholiques et des protestants en participant à des intrigues diverses avec les ennemis de l'empereur. Ferdinand II le releva alors de ses fonctions militaires et le fit assassiner en février 1634. Malgré la disparition du grand général, les catholiques vainquirent les Suédois à Nördlingen, en septembre 1634. Les négociations de paix s'ouvrirent en mai de l'année suivante, sous l'égide de l'Électeur de Saxe. Les accords préliminaires de Pirna, qui furent confirmés à Prague en mai 1635, instituèrent la permanence de la paix d'Augsbourg, assouplirent les engagements de l'édit de Restitution et décidèrent d'une amnistie générale qui passait par la dissolution des ligues. Dans les mois qui suivirent, tous les princes allemands adhérèrent aux termes de cette paix.

Cependant, cette guerre en Allemagne avait depuis de nombreuses années cessé d'être une affaire uniquement régionale. L'accord de réconciliation germanique passé à Pirna et à Prague ne répondait ni aux aspirations françaises ni à celles des Espagnols. À la Cour d'Espagne, le favori Olivares était engagé dans une guerre sans merci contre les Provinces-Unies, et il tenait pour indispensable un renforcement des positions espagnoles en Rhénanie. À la Cour de France, Richelieu s'inquiétait du succès diplomatique que constituaient ces accords de paix. Pour le cardinal, le moment était venu de déclarer ouvertement la guerre aux Habsbourg. Au début de 1635, la France signa des traités d'alliance avec les Provinces-Unies, la Suède et la Savoie, en même temps qu'elle s'assurait, sur le terrain, des services militaires de Bernard de Saxe-Weimar, un ancien lieutenant de Gustave Adolphe. Le 19 mai 1635, le

L'Europe centrale, un champ de bataille dévasté

Ce qui avait commencé en 1618 comme une simple révolte dans l'un des territoires de l'Empire, la Bohême, devint rapidement un conflit qui, bien que localisé en Europe centrale, eut des répercussions sur tout le continent.

En 1628, le roi Gustave Adolphe de Suède soulignait que « toutes les guerres en cours en Europe n'en faisaient plus qu'une ». C'était effectivement le cas : malgré l'écrasement de la révolte bohémienne à la bataille de la Montagne Blanche, le conflit entre protestants et catholiques finit par se généraliser avec l'entrée en scène de nouveaux acteurs. Les Anglais et les Hollandais vinrent d'abord appuyer les protestants, suivis par les Danois à partir de 1625, les Suédois à partir de 1630 et, vers la fin du conflit, la France. Cette dernière, bien que catholique, avait pris cette position en raison de sa propre rivalité avec les Habsbourg de l'Empire et d'Espagne. L'Espagne faisait bien entendu partie du camp catholique, auquel s'ajoutèrent aussi des soldats en provenance d'Italie et des Flandres. L'Europe centrale, théâtre principal du conflit dès son origine, fut entièrement dévastée, non seulement par les armées mais également par la faim et les épidémies.



roi de France déclara officiellement la guerre à la monarchie espagnole. Un an plus tard, l'empereur déclara à son tour la guerre à Louis XIII.

Les affrontements se prolongèrent pendant encore plus d'une décennie, bien que l'état de guerre permanent fit progressivement place à la recherche d'une forme de paix. Les diplomates négociaient dans les cours, les soldats combattaient sur les champs de bataille et les populations souffraient atrocement. Le 17 janvier 1647, une annotation manuscrite sur une Bible témoigne de cette situation ambiguë : « On dit que la terrible guerre est finie. Mais l'on ne voit pas de signes de paix ; seulement des signes de haine et de violence. C'est ce que nous avons retiré de la guerre [...]. Nous vivons comme des bêtes, arrachant l'herbe avec nos dents [...]. Nombreux sont ceux qui affirment que Dieu n'est pas là. »

La paix sous l'égide de la France

La conflagration se propagea sur de vastes territoires. Dans l'Empire, depuis les Pays-Bas jusqu'à l'Italie, et aussi tout au long des Pyrénées, la France entama une lutte féroce contre les possessions des Habsbourg. Les premiers résultats ne répondirent toutefois pas aux attentes de Richelieu. La situation financière de la France était très mauvaise, les troupes manquaient d'équipement autant que de stratégie. En 1636, les Espagnols reprirent l'initiative et ouvrirent deux fronts, en Picardie et en Bourgogne. En août de la même année, la peur de voir la cavalerie espagnole attaquer Paris déclencha une panique dans la capitale française. Mais au cours des années suivantes (1637-1642), la France et ses alliés se réorganisèrent et obtinrent des succès remarquables.

En Alsace, de nombreuses villes choisirent de se placer sous la protection de Louis XIII et de Bernard de Saxe-Weimar, qui put traverser le Rhin et consolider ses positions à Brisach, en 1637. L'année suivante, la mort du général allemand permit à la France de contenir les troupes allemandes, et lui donna la possibilité de reprendre l'administration de l'enclave de Brisach et de la plus grande partie de l'Alsace. Les célèbres généraux français Turenne et Enghien prirent l'initiative.

LA MILICES DES PROVINCES-UNIES (p. 24-25). *La compagnie du capitaine Reynier Reael et du lieutenant C.M. Blaeuw à Amsterdam*, également connue comme *La Maigre Compagnie* (à cause de l'aspect élancé des hallebardiers qui la composaient). C'est l'un des tableaux les plus célèbres du peintre néerlandais Frans Hals, peint entre 1633 et 1637, en pleine guerre de Trente Ans. (Rijksmuseum, Amsterdam).





Rocroi, point d'inflexion de la guerre

Le 19 mai 1643, à Rocroi, dans les Flandres, commença la décadence des régiments espagnols, qui avaient joué un rôle si remarquable dans l'expansion et la permanence de l'Empire de Philippe IV sur de nombreux champs de bataille européens.

La mort du cardinal de Richelieu en 1642 et la sortie du comte-duc d'Olivares de la scène politique presque deux mois plus tard n'apportèrent aucun changement à la politique étrangère belliciste et agressive de leurs royaumes respectifs, la France et l'Espagne. Au lieu d'initier des négociations de paix, les deux puissances s'engagèrent toujours plus dans un effort de guerre disproportionné, devenu impossible à soutenir en raison du nombre de théâtres des opérations. C'est dans cette spirale de guerre que les Espagnols décidèrent, en 1643, d'envahir la France à partir des Flandres, pour tenter d'alléger la pression qu'exerçaient les troupes françaises sur une Catalogne en révolte armée depuis 1640. Cependant, la défaite sans appel que l'Espagne subit à Rocroi marqua un tournant dans la guerre. Il lui devenait dès lors impossible de déclencher une autre offensive depuis les Pays-Bas, ni même d'y acheminer des renforts. Illustration : *La Bataille de Rocroi*, peinture à l'huile (1688) de l'artiste français Sauveur Le Conte (musée Condé, Chantilly).

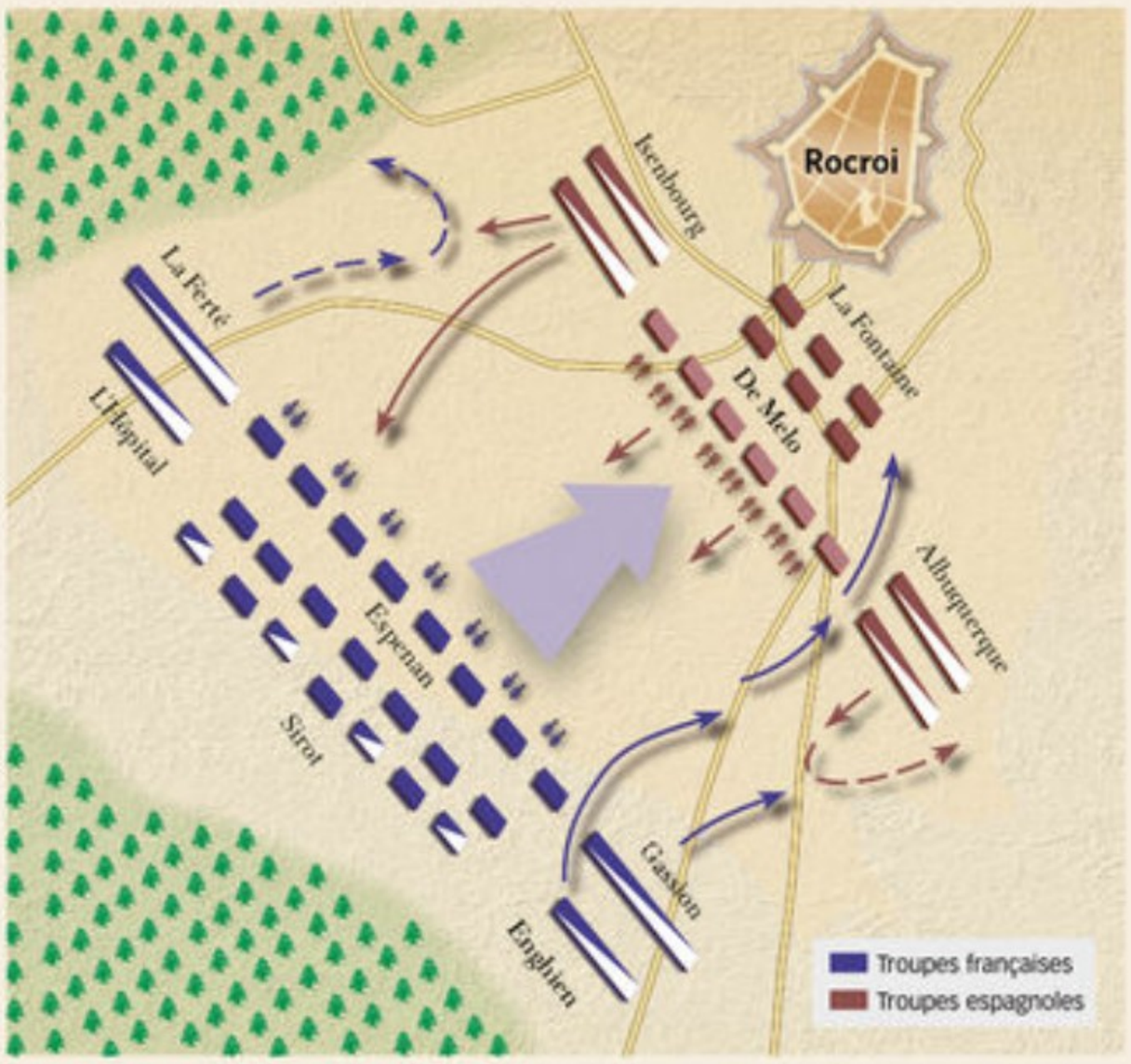


Sur le théâtre des Flandres, l'alliance entre la France et les Pays-Bas rendit possible la pénétration française en Artois et la prise d'Arras, en août 1640. Sur le front des Pyrénées, les principales places fortes du Roussillon tombèrent, en même temps que les troupes françaises établissaient un protectorat sur la Catalogne, qui s'était soulevée contre Philippe IV. Enfin, sur le front allemand, le nouvel empereur, Ferdinand III, devait à nouveau combattre les Suédois qui avaient envahi la Silésie et la Bohême, et qui avaient vaincu les troupes impériales en 1642.

C'est à ce moment-là que disparurent, en l'espace de quelques mois, les deux principaux partisans de la guerre totale. Le 4 décembre 1642, le cardinal de Richelieu mourait à Paris. En janvier 1643, le comte-duc d'Olivares tombait en disgrâce à la Cour de Philippe IV. L'épuisement des combattants était alors général, mais les catholiques lancèrent pourtant une puissante offensive finale en direction de Paris. Le 19 mai 1643, à Rocroi, le jeune duc d'Enghien (fait prince de Condé en 1646) défit la puissante armée impériale qui comptait vingt-cinq mille hommes. Dans cette bataille, les régiments espagnols perdirent leur réputation d'invincibilité.

Malgré la mort de Louis XIII en 1643, le cardinal de Mazarin, nouvel homme fort à la Cour de France, maintint des directives bellicistes, en dépit des espoirs de paix de Vienne et de Madrid. En Allemagne, Turenne et Enghien vainquirent les troupes impériales à Fribourg (1644) et à la deuxième bataille de Nördlingen (1645). En 1646, Turenne (devenu entre-temps maréchal de France) envahit la Bavière avec l'appui de l'armée suédoise. Le duc de Bavière n'eut d'autre choix que de signer un armistice temporaire avec la France, en mars 1647. La Bavière reprit pourtant les armes quelques mois plus tard, ce qui lui valut d'être à nouveau envahie par les troupes franco-suédoises. Cette armée mixte, victorieuse à Zusmarshausen, près d'Augsbourg, marcha ensuite sur Vienne, pendant que les troupes suédoises envahissaient la Bohême et se dirigeaient vers Prague. Seule l'annonce de la paix de Westphalie (englobant les traités d'Osnabrück et de Münster





LA STRATÉGIE DU PRINCE DE CONDÉ. Le 19 mai 1643, à Rocroi, près de l'actuelle frontière avec la Belgique, les armées française et espagnole s'affrontèrent. La première comptait vingt-trois mille hommes, commandés par Louis II, prince de Bourbon-Condé et duc d'Enghien ; Francisco de Melo, gouverneur des Pays-Bas dirigeait la seconde, composée de vingt-cinq mille soldats. La bataille fut rondement menée par la cavalerie française, qui enfonça le flanc gauche de la cavalerie espagnole, et se rabattit par cette brèche sur les régiments de fantassins, qui ne purent résister à cet assaut.

signés le 6 août et le 8 septembre 1648) stoppèrent l'offensive finale contre la capitale autrichienne. Dans le même temps, la guerre eut des résultats divers sur le front espagnol. En Italie, où une révolte avait fourni à Mazarin un prétexte pour intervenir à Naples, ainsi qu'en Catalogne qui s'était soulevée contre Philippe IV, les Français ne purent obtenir de résultats décisifs. Aux Pays-Bas, en revanche, Condé triompha plusieurs fois, entre 1645 et 1648, dans la zone maritime des Flandres. Certaines de ces batailles atteignirent une dimension épique, comme celle de Lens, en 1648, dans laquelle Condé s'imposa à une armée espagnole très supérieure en nombre, malgré le retrait des troupes hollandaises qui voulaient signer une paix séparée entre l'Espagne et les Provinces-Unies. Quelques semaines plus tard, la France signerait également la paix de Westphalie.

La paix de Westphalie

Une femme anonyme, qui avait suivi les armées pendant des années, résume la situation générale de l'Europe en 1648 : « Je suis née dans la guerre, je n'ai ni foyer, ni pays, ni amis… Mon seul capital est la guerre et maintenant, où irai-je ? » La paix de Westphalie mettait fin à un conflit qui avait bouleversé toute une génération d'Européens, qui avaient fini par croire que la guerre était dans l'ordre normal des choses, qu'elle constituait leur seul horizon. Les traités étaient bien sûr une tentative d'en finir avec le terrible conflit qui avait ravagé le continent, mais de toute évidence ils ne purent cicatriser les horribles blessures infligées à la population par des décennies de guerre.

Même si l'on tend à ne retenir que la date de 1648 comme fin de la guerre, les négociations s'étaient en réalité prolongées pendant plus de quatre ans. Les conditions générales avaient été acceptées dès 1641 par l'empereur allemand, la France et la Suède. Cependant, à partir de 1643, les ambassadeurs impériaux participèrent régulièrement à des réunions de travail avec les représentants français et suédois pour concrétiser l'accord. Les discussions finirent par aboutir, malgré les multiples réticences de l'empereur. En 1644, une réunion eut lieu dans la ville de

Münster sous la médiation du nonce. Elle rassemblait les représentants de l'empereur, des princes et des principales villes de l'Empire, des roi d'Espagne et de France, des cantons suisses, des Provinces-Unies et même des envoyés de divers États italiens. Dans la cité d'Osnabrück, le débat portait sur les questions opposant la Suède à l'Empire. Mais toutes ces négociations se prolongeaient indéfiniment sans produire de résultats substantiels. En janvier 1648, la monarchie espagnole amorça un virage en signant une paix séparée avec les Provinces-Unies : elle reconnaissait leur indépendance, leur accordait des avantages commerciaux sur l'Escaut ainsi que divers territoires en Flandres, en plus des forteresses de Berg-op-Zoom, Brède et Maastricht et de quelques comptoirs marchands outremer. L'Espagne fermait ainsi un front militaire, pour pouvoir concentrer ses efforts de guerre contre la France. Mais le 24 octobre 1648, les alliés traditionnels de l'Espagne, les Habsbourg de Vienne, signèrent la paix avec la France sous la pression de leurs alliés allemands, et plus particulièrement du duc de Bavière.

Les termes de la paix de Westphalie confirmèrent l'échec des ambitions des Habsbourg de Vienne et la victoire de la politique française. L'empereur Ferdinand III dut accepter la division religieuse de l'Empire germanique ainsi que l'affaiblissement de sa propre autorité. Les clauses de la paix d'Augsbourg furent confirmées, mais cette fois elles favorisaient non seulement les luthériens mais aussi les calvinistes. En ce qui concernait les sécularisations, on convint d'en revenir à la situation existant au 1er janvier 1624, ce qui fit perdre aux catholiques les restitutions qu'ils avaient obtenues par l'édit de 1629. Au nom des « libertés allemandes », la France et ses alliés limitèrent les pouvoirs de l'empereur et renforcèrent la souveraineté de trois cent cinquante États allemands, leur accordant le droit de nouer des alliances entre eux ou avec des puissances étrangères, en excluant toutefois les alliances qui pourraient se faire au détriment de l'empereur ou de la paix publique. Le degré d'autonomie atteint fut tel, que même les attributions de la Diète impériale furent restreintes, ce qui provoqua une sorte d'« anarchie institutionnelle ». Des changements furent apportés au collège électoral, désormais composé de trois Électeurs protestants face à cinq catholiques. Le Brandebourg reçut les évêchés sécularisés de Halberstadt et de Minden, une grande partie de la Poméranie orientale et des droits de l'archevêché de Magdebourg ; avec ces dispositions territoriales, il obtenait le contrôle de la navigation sur les cours moyens des principaux bassins fluviaux allemands.



LA PAIX DE WESTPHALIE. Médaille commémorative frappée en 1648, à l'occasion de la signature de la paix de Westphalie, qui mit fin à la guerre de Trente Ans. Les trois longues décennies de guerre continuelle en Europe centrale laissèrent un continent dévasté et de grands espaces pratiquement dépeuplés.

Westphalie : la fin d'un conflit interminable

À partir du moment où les négociations de paix commencèrent à Münster, en 1644, il fallut attendre quatre ans pour que les adversaires mettent fin à une guerre qui avait eu des effets dévastateurs sur la société européenne.

Au cours de ces longues et difficiles négociations, on releva des anecdotes curieuses : à Münster, par exemple, il n'y avait qu'un lit pour deux délégués, mais ils se virent attribuer entre deux et trois litres de vin chacun... Néanmoins, plus qu'au manque de commodité ou à l'alcool, la lenteur des discussions était due à la nécessité de consulter continuellement les gouvernements respectifs, ce qui généra une masse de correspondance phénoménale. À cela, il faut ajouter les fluctuations causées par l'évolution propre de la guerre, dont le contexte se modifiait sans cesse selon que l'avantage changeait de camp : « Que cette paix et cette amitié soient observées et cultivées en toute sincérité et, qu'avec zèle, chaque camp s'efforce d'apporter des bénéfices, de l'honneur et des avantages à l'autre. » Illustration : *Signature du traité de Münster*, œuvre du peintre néerlandais Gerard ter Borch, datée de 1648 (Rijksmuseum, Amsterdam).

En termes de gains de territoires, la France obtenait les places de Metz, de Toul et de Verdun, ainsi qu'une grande partie de l'Alsace. Comme fruit des victoires de Gustave Adolphe, le roi de Suède remportait la Poméranie occidentale et une partie de la Poméranie orientale. Il réalisait également son rêve de dominer l'embouchure des grandes rivières allemandes (Oder, Elbe et Weser), grâce au contrôle des villes de Stettin et de Wismar, ainsi que des évêchés de Brême et de Verden. L'empire suédois s'installait ainsi sur les rivages de la mer Baltique.

La Suède et la France seraient les puissances garantes des accords, ce qui leur permettrait d'intervenir en territoire allemand. Malgré tout, les accords de Westphalie ne signifièrent pas la fin de la guerre dans la totalité de l'Europe. Par exemple, ils ne mirent pas un terme aux tensions sur la mer Baltique, pas plus qu'ils ne jouaient dans l'affrontement qui se prolongea entre la France et l'Espagne. Une autre constatation amère s'imposait : la Bohême, qui avait été l'étincelle déclenchant toute la guerre, en

sortait comme la grande vaincue. Ni les catholiques ni les protestants ne réussirent à atteindre les objectifs qu'ils s'étaient fixés au départ.

Bien que les témoignages de l'époque aient exagéré le niveau des destructions causées par cette guerre, certaines régions restèrent bel et bien désolées. Les combats, la faim et les maladies éliminèrent les trois quarts de la population d'Augsbourg, les quatre cinquièmes de celles du Wurtemberg et de la Thuringe, et une proportion encore plus importante au Palatinat. La Bohême, qui comptait quatre millions de sujets au début du conflit, n'en avait plus que huit cent mille à la signature de la paix. Pourtant, tous ceux qui disparurent de Bohême et d'autres régions n'étaient pas morts. Les déplacements de population et l'exode se généralisèrent. Mieux documentés, les destructions d'infrastructures et de récoltes dues à la guerre ainsi que les pillages mirent à mal l'économie de nombreux villages et villes. L'angoisse collective se traduisit par une recrudescence de visions apocalyptiques et la propagation de croyances en l'imminence de la fin du monde.

La guerre de Trente Ans fut la dernière des grandes guerres de religion européennes. Après 1648, les différentes confessions chrétiennes perdirent une part de l'influence déterminante qu'elles avaient eu sur les décisions politiques des grandes puissances. Après ces trois décennies de combats acharnés, de profonds changements se produisirent en matière de relations internationales. Les monarchies héréditaires ne purent plus dominer à elles toutes seules la carte du continent. Les expériences républicaines en Angleterre et dans les Provinces-Unies placèrent solidement les identités politiques nationales au-dessus des croyances religieuses. De la même façon, souverains et ministres exercèrent leur pouvoir en dehors de tout choix doctrinal. Par ailleurs, le rôle stratégique de la papauté s'estompa. Dès lors, il ne s'agirait plus de défendre des principes de droit ou de religion, mais plutôt d'imposer son hégémonie par la force des armes. C'est une nouvelle conception de la pratique politique qui prit le dessus, avec, en filigrane, la volonté de la France de Louis XIV d'imposer sa suprématie. ■

VUE D'AMSTERDAM
La place Dam, à Amsterdam, capitale des Provinces-Unies, sur un tableau (1659) de Jacob Van der Ulft (musée Condé, Chantilly). En page suivante, écu aux armes de Jacques Ier, sur un azulejo du XVIIe siècle (British Museum, Londres).



L'APOGÉE DU MONDE ATLANTIQUE

L'Angleterre et les Provinces-Unies connaissent de violents conflits internes et doivent se battre pour asseoir leur prestige face aux puissances traditionnelles, ce qui constitue en fait une crise de croissance et de consolidation politique de leur pouvoir économique à l'échelle européenne. Les Provinces-Unies deviennent le magasin du monde, tandis que l'Angleterre commence à leur faire de l'ombre dans le commerce maritime et l'industrie.

Au fil du XVII[e] siècle, l'Angleterre réussit à s'approprier la maîtrise de la mer en Europe. Pour ce faire, elle affronta la concurrence directe et permanente des Provinces-Unies et de la France. C'était loin d'être un défi mineur, car l'Angleterre de l'époque subit deux grandes révolutions qui prirent la forme de guerres civiles. La première, en 1649, conduisit à une expérience républicaine, après l'exécution du roi Charles I[er]. La seconde jeta, en 1660, les bases d'une restauration absolutiste et catholique de la dynastie des Stuarts. Malgré tout, la Déclaration des droits de 1686 réussit à imposer un régime parlementaire fondé sur la tradition protestante et l'esprit de pacte qui caractérise l'anglicanisme. Les origines de ces profondes transformations politiques remontaient à la fin du règne d'Élisabeth I[re], l'une des grandes périodes de la splendeur anglaise. La disparition de la souveraine fut comme « celle du soleil le plus brillant qui finit par se coucher à l'ouest » et qui parut plonger le royaume dans l'obscurité.

Le règne de la dynastie des Stuarts débuta le 24 mars 1603, lorsque la reine Élisabeth I[re] mourut sans laisser d'héritier, ce qui entraîna la fin de la maison Tudor. Jacques VI d'Écosse, fils de la légendaire reine Marie Stuart, accéda au trône et rassembla les deux royaumes, sur lesquels il

La Conspiration des poudres, une tentative manquée de régicide

En 1605, un groupe de catholiques menés par Guy Fawkes tenta de faire sauter le palais de Westminster et d'éliminer le roi, Jacques Ier, ainsi qu'un groupe de protestants réunis en session parlementaire. Son objectif était la restauration du catholicisme comme religion officielle.

Bien que baptisé catholique par ses parents, la reine Marie Stuart et son second mari, Lord Danley, Jacques VI d'Écosse et Ier d'Angleterre reçut une éducation calviniste, en accord avec les principes de l'Église d'Écosse. C'est pourquoi les catholiques ne le voyaient pas d'un bon œil. Ses relations avec la hiérarchie presbytérienne n'étaient pas plus faciles. En 1588 déjà, l'année même où le roi d'Espagne, Philippe II, avait envoyé l'Invincible Armada contre l'Angleterre d'Élisabeth Ire, Jacques VI d'Écosse avait dû réprimer une révolte catholique dans son pays. La tentative la plus sérieuse d'attenter à sa vie eut lieu deux ans après son Couronnement comme roi d'Angleterre. Elle se déroula le 5 novembre 1605, à Londres, quand les catholiques faillirent faire sauter en même temps le roi et le Parlement, lors d'un épisode connu sous le nom de Conspiration des poudres. L'un des conspirateurs, le soldat Guy Fawkes, fut découvert dans les sous-sols de Westminster en possession de trente-six barils de poudre prêts à être mis à feu. Guy Fawkes fut torturé et mis à mort comme le reste des conjurés. Leur chef, Robert Catesby, fut tué d'une balle alors qu'il tentait de s'enfuir. Le but du complot était de mettre sur le trône la fille de Jacques, Élisabeth, alors âgée de neuf ans, de la convertir au catholicisme et de replacer ainsi le pays sous la tutelle de Rome. Illustration : *La Découverte du Complot des poudres*, une huile du peintre Henry Perronet Briggs (Laing Art Gallery, Newcastle upon Tyne).



régna de 1603 à 1625, sous le nom de Jacques Ier d'Angleterre. Il devint rapidement très impopulaire. Son caractère vaniteux et son physique ingrat en firent bientôt l'objet de moqueries et de complots permanents. De plus, son absolutisme fit naître de nombreuses frictions avec les puissants nobles anglais. Malgré l'adhésion de ses sujets à la figure du monarque, les positions très souverainistes du roi Jacques déclenchèrent de nombreuses polémiques. Il proclama ainsi la « royauté de droit divin », faisant sienne la devise romaine *A Deo rex, a rege lex* « Le roi procède de Dieu et la loi, du roi ». Mais si ce principe d'autorité trouvait ses racines dans l'histoire de l'Écosse, il s'avéra très vite qu'il était inapplicable auprès des chambres du Parlement anglais.

Angleterre : monarchie et Parlement

Malgré ses prétentions autoritaires, le roi Jacques tint initialement compte du respect dû aux lois et aux traditions du royaume, en particulier des privilèges du Parlement. Tout au long de son règne, il évita d'avoir à le convoquer, préférant le contourner habilement. Par exemple, comme il incombait au Parlement de contrôler les impôts directs prélevés dans le royaume, Jacques Ier institua une nouvelle sorte de fiscalité, fondée sur des droits de douane taxant les produits de consommation ou sur l'établissement de monopoles de produits tels que le tabac. Bien que le rendement de ce système fût modeste, il donnait au souverain une certaine marge d'autonomie.

Jacques Ier promut l'unification des Couronnes d'Angleterre et d'Écosse, alors qu'elles n'avaient que le souverain en commun. Pour ce faire, il tenta de rapprocher les Églises anglicane et presbytérienne. Mais cette initiative causa des tensions, à cause de l'importance que prenaient progressivement les milieux puritains en Angleterre, plus particulièrement auprès de la petite noblesse et de la bourgeoisie. Les puritains (*puritans*), ou « défenseurs de la pureté », exigeaient que l'Église anglicane soit « purifiée » de tous les rites, cérémonies et célébrations qui rappelaient les coutumes liturgiques catholiques. Dans leurs déclarations les plus radicales, ils affirmaient que les actions





GUY FAWKES. L'exécutant de la conjuration s'était battu pendant des années en Flandres, comme soldat au service de la catholique Espagne. Après son arrestation, il fut torturé sans succès pour lui arracher les noms des autres conjurés. Il fut finalement exécuté à Londres, le 31 janvier 1606. Illustration : les conspirateurs des poudres et leur répression, gravure anonyme de 1606 (National Portrait Gallery, Londres).

de l'épiscopat anglican étaient ouvertement en contradiction avec les commandements de la loi de Dieu. La situation religieuse empira encore, car le roi, qui se considérait comme une sorte de nouveau Salomon, avait décidé de faire régner la paix entre catholiques et protestants. La majorité de la population anglaise tenait la bienveillance de Jacques Ier envers les catholiques pour une reddition à la cause espagnole, si bien que, malgré les initiatives du roi, les catholiques continuèrent à être marginalisés, ce qui les radicalisa. En 1605 eut lieu ce que l'on appelle la Conspiration des poudres, menée par Guy Fawkes, la tentative d'un groupe de catholiques d'éliminer le roi par une explosion au palais de Westminster en pleine session parlementaire. Le complot échoua et ne fit qu'augmenter l'anti-papisme. Quant aux sectes protestantes, même si les puritains étaient moins belliqueux, elles n'échappèrent pas non plus aux persécutions et aux emprisonnements. C'est ce contexte qui allait conduire, en 1620, à l'émigration de familles entières vers le Nouveau Monde, les fameux Pères pèlerins (*Pilgrim Fathers)* du *Mayflower*.

En 1618, le roi délégua une grande partie de ses tâches à son favori George Villiers, qu'il fit duc de Buckingham. Ce fut une décision très impopulaire, car Buckingham était un aventurier qui ne se souciait que d'ostentation et de faste. De plus, sa politique étrangère de rapprochement avec l'Espagne et la France était loin de remporter l'appui général. À sa mort en 1625, Jacques Ier laissait l'image d'une monarchie somptueuse et dépensière, ivre des fêtes excentriques de Westminster.

La fin de la concorde sous Charles Ier

Le nouveau souverain, Charles Ier, qui régna entre 1625 et 1642, donnait une image à l'opposé de celle de son père. Remarquablement beau et courageux, il fit preuve de prudence politique en cherchant à se rapprocher du Parlement. Il conserva cette attitude, tout au moins dans les premiers temps de son règne. Cependant, comme son prédécesseur, il croyait aveuglément à la monarchie de droit divin. Le fait qu'il maintînt auprès de lui le favori détesté, le duc de Buckingham, créa des tensions. Un autre des hommes du roi que

MONARQUES, GUERRES ET RÉVOLUTION EN ANGLETERRE

1603-1625

Jacques Ier. Le fils de Marie Stuart succède à Élisabeth Ire sur le trône d'Angleterre et essaye d'établir une monarchie de type absolutiste.

1625-1649

Charles Ier. Dès qu'il monte sur le trône, il tente de suivre la voie absolutiste de son père, source de conflits avec le Parlement.

1642-1645

La guerre civile. La tension entre Charles Ier et le Parlement déclenche une guerre civile qui oblige le roi à modérer sa politique.

1648-1649

Exécution royale. Une nouvelle guerre civile s'achève par l'arrestation du roi, son jugement et sa condamnation à mort. Il est décapité le 30 janvier 1649.

1650-1660

La République. L'Angleterre se transforme en une république. À partir de 1653, elle évolue en protectorat avec, à sa tête, Oliver Cromwell.

1660

La Restauration. Un an après la mort de Cromwell, les Stuarts sont rétablis sur le trône en la personne du nouveau roi, Charles II.

le peuple appréciait peu était l'évêque William Laud, passé à l'histoire en raison de la dureté de sa répression contre les dissidents. Quand le Parlement fut dissous en 1629 pour avoir refusé au roi le droit de créer de nouveaux impôts, ce dernier choisit résolument de s'arroger le pouvoir absolu.

Onze années de « tyrannie » s'écoulèrent, de 1629 à 1640. La dissolution du Parlement obligea le roi à réduire les dépenses de la Couronne et à trouver de nouvelles sources de financement. Le souverain décréta alors son droit indiscutable d'imposer des contributions indirectes. Tandis que son nouveau conseiller, le comte de Strafford, mettait en place les moyens de l'exercice du pouvoir absolu, l'évêque Laud fut nommé archevêque de Cantorbéry en 1633. Ces deux hommes constituaient les pièces maîtresses de la nouvelle organisation politique du royaume. Strafford mit fin aux guerres contre la France et l'Espagne, tout en augmentant les revenus fiscaux de la monarchie par le rétablissement des monopoles royaux. De plus, une fois nommé Lord protecteur de l'Irlande, il créa une armée permanente de la Couronne en recrutant des milliers de soldats irlandais. L'escalade fiscale entreprise par la monarchie anglaise atteignit son paroxysme entre 1634 et 1635, lorsqu'un nouvel impôt destiné à l'armement de navires provoqua une généralisation des révoltes.

Encore plus importants furent les problèmes créés par la politique religieuse de l'archevêque Laud, dont l'entêtement à imposer l'anglicanisme comme rite exclusif pour l'ensemble des royaumes d'Angleterre et d'Écosse, causa de profondes résistances. On procéda même à des épurations massives dans les rangs du clergé. Une partie des anglicans traditionnels suspectait derrière les mesures de Laud l'intention cachée de rétablir le catholicisme en Angleterre. La situation était encore plus compliquée en Écosse, où la confession générale était le presbytérianisme depuis la fin du XVIe siècle. En 1637, Laud essaya d'introduire dans le royaume écossais une Église nationale de type anglican, qui pratiquerait les rites de la liturgie anglaise. Cette décision provoqua la rébellion de milliers d'Écossais, qui se rassemblèrent par un pacte solennel (appelé *Covenant*) pour la défense de leur liberté religieuse. En 1639, l'armée écossaise des *covenanters* défit Charles Ier et l'obligea à engager des négociations de paix. Acculé par la défaite et face au besoin de nouveaux financements pour réarmer ses troupes, le roi convoqua le Parlement anglais en avril 1640. En raison de désaccords permanents, il dut cependant clôturer la session parlementaire dès le mois de juin de la même année. Ce bref intermède est passé dans l'histoire sous le nom de *Short Parliament* de 1640. Ce fut une manifestation majeure du divorce qui existait à l'époque entre la société anglaise et le roi Charles Ier.

Entre-temps, les armées écossaises qui continuaient leur avancée vers le sud atteignirent la région d'York. Charles Ier convoqua alors de nouveau le Parlement. Cette fois les sessions se prolongèrent jusqu'en 1653, d'où le surnom de *Long Parliament*. Très rapidement, les parlementaires commencèrent à imposer leurs conditions au roi, qui vit diminuer progressivement le nombre de ses partisans. En 1641, Strafford fut exécuté. En 1645, Laud subit le même sort. Par la suite, le Parlement obtint successivement l'exclusion des évêques anglicans de la Chambre des lords, la dissolution de l'armée irlandaise formée par Strafford et la suppression de la *Star Chamber* (Chambre étoilée), l'instance judiciaire qui avait conduit la répression pendant les premières années du règne de Charles Ier.

Le monarque essaya bien de faire front aux pressions parlementaires en encourageant une révolte catholique en Irlande, mais elle provoqua,

Charles Ier d'Angleterre : l'exécution d'un roi

Jacques Ier s'était distingué par l'idée d'une monarchie dans laquelle le roi était de droit divin et n'avait à se plier aux désirs d'aucun parlement. Son fils et héritier Charles Ier allait, de son côté, en faire tout autant.

Dans une œuvre publiée en 1598, Jacques Ier exprimait l'idée que « ce sont les rois qui font les lois et non les lois qui font les rois ». L'application de cette théorie par Charles Ier déboucha en 1642 sur une guerre civile qui finit par ce que l'on appelle la Révolution anglaise, et l'emprisonnement, le jugement et la condamnation à mort du roi pour cause de trahison. Son exécution le 30 janvier 1649 fut un fait sans précédent qui secoua l'Europe. Pas tant en raison de la mort du souverain, car le régicide (comme celui d'Henri IV de France des mains d'un fanatique catholique en 1610) ou les guerres (comme celle qui coûta la vie de Gustave II Adolphe de Suède en 1632) étaient des menaces permanentes pour tous les monarques, mais parce que cette mort était le résultat d'un processus formel mené à terme par des représentants du peuple. Illustration : *Triple Portrait de Charles Ier*, d'Anton Van Dyck (The Royal Collection, Londres).

en octobre 1641, le massacre de milliers de protestants en Ulster. La réaction parlementaire se polarisa alors autour de John Pym, un membre de la Chambre des communes, auteur d'une critique dévastatrice de la politique menée par le roi depuis 1629. En 1642, celui-ci déclara Pym et trois autres députés coupables de haute trahison. L'appui du peuple aux accusés conduisit cependant à un soulèvement contre Charles Ier, qui se vit contraint à abandonner Westminster et la capitale le 10 janvier 1642 pour se réfugier dans le Nord avec ses partisans. La guerre civile venait de commencer en Angleterre.

Les guerres civiles

L'Angleterre s'était divisée entre les affidés du monarque, en majorité des membres de la haute aristocratie traditionnelle et anglicane, auxquels s'étaient jointes certaines classes catholiques (*Cavaliers* ou « chevaliers ») et, dans le camp opposé, les partisans du Parlement. On désignait ces derniers du nom de *Roundheads* (« têtes rondes »), en raison de leur cheveux coupés court, à la mode puritaine. Leurs revendications portaient sur la défense des libertés politiques, religieuses et économiques. Sur le plan religieux, leur groupe était plutôt hétérogène, composé de nombreux presbytériens mais aussi de quelques anglicans, de puritains et de quelques autres minorités. Ce fut pourtant l'élément religieux, plus que les facteurs politique et constitutionnel (les relations qui s'établirent entre le roi et le Parlement), qui alimenta l'affrontement civil.

La guerre se déroula en deux phases bien distinctes. Entre 1642 et 1646, la situation n'évolua en faveur d'aucun des deux camps, bien que la formation militaire des « chevaliers » fidèles au roi les avantageât indubitablement sur le champ de bataille. Malgré leur enthousiasme et leur courage, les puritains se montrèrent en effet incapables de s'opposer efficacement à l'armée royale. En 1643, pressé par ces difficultés, le puritain John Pym signa donc avec les Écossais un accord assurant aux *Roundheads* un appui militaire qui leur permit de rééquilibrer la situation. De leur côté, malgré tout, les parlementaires

LES TROUPES PURITAINES. Les troupes d'Oliver Cromwell étaient un étrange mélange de soldats et d'ecclésiastiques qui se réunissaient pour prier entre deux affrontements sanglants. Ci-dessous, casque de piqueur, ou *pikeman's pot* (Victoria and Albert Museum, Londres).





Oliver Cromwell, Lord protecteur d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande

L'exécution du roi Charles Ier laissa Oliver Cromwell comme homme fort de la nouvelle Angleterre républicaine. Ce parlementaire protestant appartenant à la noblesse rurale avait joué un rôle déterminant au cours des guerres civiles qui mirent un terme au règne et à la vie du roi Stuart. En tant que Lord protecteur, Cromwell mena le destin du pays d'une main de fer jusqu'à sa mort en 1658.

Jusqu'en 1642, lorsque éclata la première guerre civile entre le Parlement et le roi, Oliver Cromwell avait été un parlementaire de peu d'importance. Tout changea ensuite : en à peine trois ans, il passa de capitaine d'un escadron de cavalerie à lieutenant (chef) de l'armée parlementaire. Ses succès militaires et une croyance inébranlable en la providence qui l'amenait à se considérer comme envoyé divin le conduisirent à radicaliser ses positions. C'est ainsi qu'il fut l'un des instigateurs de la condamnation à mort du roi Charles Ier et fut tenté de s'approprier la Couronne. Il ne le fit pas, mais comme Lord protecteur il avait plus de pouvoirs que n'importe quel souverain britannique dans l'histoire. Illustration : *Cromwell*, portrait par Robert Walker, vers 1649 (National Portrait Gallery, Londres).

contrôlaient la capitale, grand centre commercial très peuplé. Sa position désormais stabilisée dans le Nord, le roi tenta de reprendre Londres, mais les royalistes échouèrent par deux fois et furent battus de façon décisive à Marston Moor, le 2 juillet 1644. Mais les troupes du Parlement subirent elles aussi quelques revers.

La situation évolua différemment en 1645, lorsqu'un protestant indépendant, Oliver Cromwell, accéda à la lieutenance des troupes parlementaires commandées par Thomas Fairfax. Cromwell, qui appartenait à la petite noblesse campagnarde, était un puritain fervent. Il réorganisa l'armée en introduisant la *New Model Army* (« armée nouveau modèle ») fondée sur ses régiments d'*Ironsides* (« cottes de fer »). Les troupes de Cromwell se distinguaient par leurs solides convictions puritaines. En plein combat, dans les moments les plus dangereux, se produisaient des intermèdes incroyables, durant lesquels Cromwell et ses officiers se réunissaient pour faire des oraisons qui pouvaient durer des heures ou même des jours, jusqu'à ce que l'un d'entre eux trouve la solution à leur problème et que s'ouvre alors pour les combattants puritains une « porte d'Espérance ». Un officier de l'armée royaliste écrivit d'ailleurs à ce propos : « Dans notre armée, nous commettons des péchés d'hommes : nous aimons le vin et les femmes. Dans la vôtre, vous commettez les péchés du Diable : l'orgueil de l'esprit et la rébellion. » Malgré ce climat fondamentaliste, les *Ironsides* traitaient bien leurs prisonniers, à l'exception des Irlandais et des prêtres catholiques. Au-delà de cet élan spirituel, les troupes de Cromwell s'appuyaient sur des bases bien plus matérielles : des soldes princières et une intendance remarquable pour l'époque.

Le 14 juin 1645, ces innovations radicales du tissu et de l'organisation militaires permirent aux parlementaires de vaincre le prince Rupert, neveu du roi, à la bataille de Naseby. Devant la tournure que prenaient les événements, Charles Ier prit la fuite et se réfugia en Écosse. Il refusa pourtant d'accepter la liberté religieuse réclamée par le *Covenant* écossais, ce qui lui valut d'être livré à Londres par le Parlement d'Édimbourg, contre une somme de quatre cent mille livres.

L'emprisonnement du roi ne mit cependant pas un terme au conflit, car les vainqueurs étaient divisés. D'un côté, une grande majorité de parlementaires presbytériens prônaient la création d'une nouvelle Église nationale sur le modèle écossais ; de l'autre, les partisans de Cromwell, protestants indépendants et puritains, s'opposaient à l'existence d'une Église d'État et exigeaient la liberté religieuse pour toutes les confessions. Sur le plan politique, les

parlementaires presbytériens croyaient possible d'arriver à un accord avec le roi. À l'opposé, les partisans de la nouvelle armée, démobilisée par le Parlement en 1647, se radicalisèrent progressivement, face à un souverain qu'ils qualifiaient d'impie. Parmi les factions les plus extrémistes, se distinguaient les *« Levellers »* (« niveleurs ») de John Lilburne : ils réclamaient l'abolition de la monarchie, le suffrage universel et l'égalité devant la loi. Malgré de réelles difficultés, Cromwell put néanmoins résister aux pressions des *Levellers* et préserver l'unité de l'armée.

Au mois de novembre 1647, Charles Ier parvint à s'échapper de sa prison et se réfugia dans l'île de Wight, d'où il réussit regagner l'appui des Écossais. C'est alors que commença la deuxième guerre civile, plus courte. Elle s'avéra plus favorable aux parlementaires anglais. Cromwell vainquit l'armée écossaise et s'empara d'Édimbourg entre août et septembre 1648. En octobre de la même année, il faisait une entrée victorieuse à Londres. Le mois suivant, il capturait le roi en fuite. Pour imposer son autorité, il réduisit à une soixantaine le nombre de parlementaires. La première décision de ce *Rump Parliament* (Parlement croupion) fut de poursuivre le roi pour haute trahison. Dans les faits, on déclara juger « Charles Stuart, actuellement roi d'Angleterre ».

Condamné à mort comme « tyran, traître, assassin et ennemi de l'État », Charles Ier fut décapité à Whitehall, le 30 janvier 1649. Avant de mourir, il proclama sereinement son innocence. Quand le bourreau eut accompli sa tâche, une immense et longue clameur s'éleva dans la foule. Certains des assistants trempèrent même leurs mouchoirs dans le sang du souverain, qui ne tarda pas à être considéré comme un martyr.

République et protectorat

Le 19 mai 1649, le nouveau Parlement déclara le Commonwealth, la république et l'abolition de la monarchie. Comme la Chambre des lords avait également été supprimée, le *Rump Parliament* assuma tous les pouvoirs, tant au plan législatif que pour les questions de politique intérieure et étrangère. À cet effet, il créa un Conseil d'État

LE RÉGICIDE. Charles Ier, roi d'Angleterre, fut accusé de trahison et exécuté en 1649, devant la foule. Ci-dessus, la décapitation du monarque sur une gravure allemande anonyme de la même année, devant la Banqueting House, à Whitehall. Bien que la monarchie ait été restaurée en 1660, l'exécution de Charles Ier mit un terme au concept d'un monarque aux pouvoirs étendus et indiscutables.

John Milton, poète républicain et ministre de Cromwell

Bien qu'il soit surtout connu pour être l'auteur du *Paradis perdu*, un long poème épique considéré comme un des sommets de la littérature anglaise, John Milton participa activement aux guerres civiles qui détrônèrent Charles Ier et au gouvernement de Cromwell qui suivit. Il s'y chargea, en tant que secrétaire d'État aux langues étrangères, de répliquer aux attaques littéraires en provenance de l'Europe monarchique.

Les 10 000 vers du *Paradis perdu*, qui racontent la révolte de Satan et la chute d'Ève et d'Adam dans le péché, firent de Milton l'une des gloires de la littérature anglaise. Quand ce poème fut publié en 1667, cela faisait sept ans que l'aventure républicaine avait pris fin en Angleterre. Très actif durant cette période, Milton s'était d'abord consacré au recrutement de l'armée parlementaire puis, dans le gouvernement Cromwell, il s'était distingué comme secrétaire d'État aux Langues étrangères, un organisme que l'on pourrait rapprocher des services modernes de propagande et de communication. Sa mission consistait à promouvoir l'Angleterre et à faire en quelque sorte la publicité du nouveau régime à l'étranger. L'essai *Defensio secunda*, dans lequel il faisait l'éloge de Cromwell et des valeurs républicaines, est l'un des exemples de son travail à cette période. À la Restauration, ses œuvres furent brûlées publiquement. Il fut arrêté et emprisonné, avant d'être libéré sur intervention de certains membres du nouveau Parlement. Illustration : Milton selon une gravure de William French.



composé de quarante et un membres, parmi lesquels on remarquait Cromwell. L'opposition fut obligée de garder le silence.

L'armée de Cromwell, judicieusement purgée de ses éléments les plus radicaux et exaltés, devait appuyer le nouveau régime. C'est ainsi qu'en furent notamment exclus les *Levellers* (« niveleurs ») de Lilburne et les *Diggers* (« bêcheux ») du réformateur politique et religieux Gerrard Winstanley, qui réclamaient le partage des terres des grands propriétaires terriens et l'égalité sociale la plus absolue.

Cromwell se chargea personnellement de soumettre militairement l'Écosse et l'Irlande. En août 1649, il débarqua en Irlande et y mena une campagne marquée par des brutalités et des massacres. Dans l'est de l'île, de nombreux propriétaires terriens furent expulsés de leurs terres, qui passèrent aux mains de colons protestants fraîchement arrivés d'Angleterre. En Écosse, où Charles II, le fils du monarque exécuté, avait été reconnu comme roi, Cromwell s'imposa en maître, à l'issue de deux campagnes militaires menées entre 1650 et 1651. Soumise à la fin de 1651, l'Écosse fut dès lors incorporée à l'Angleterre dans le cadre d'une république.

Un important contretemps surgit toutefois en 1652, lorsque la guerre éclata avec les Provinces-Unies. Bien que la rivalité commerciale entre les deux puissances fût ancienne, la cause immédiate du conflit fut l'adoption par le *Rump Parliament*, le 9 octobre 1651, de l'acte de Navigation. Implicitement dirigée contre les intérêts hollandais, cette réglementation protectionniste réservait aux seuls navires anglais le droit d'importer les marchandises coloniales, sauf si les bateaux étrangers transportaient la production de leur propre pays. Or, les marchands des Provinces-Unies s'étaient précisément spécialisés dans la réexportation vers l'Angleterre de biens provenant des autres pays d'Europe. Ces restrictions furent par conséquent à l'origine de la guerre, la première qui opposait l'Angleterre aux Provinces-Unies. Brève, elle se déroula entre 1652 et 1654. Les Hollandais durent accepter les clauses de l'acte de Navigation. Comme le dit Cromwell, on avait « renvoyé les grenouilles bataves à leurs marais ».

L'importance des opérations militaires, tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur, facilita la prise de pouvoir par Cromwell. Appuyé par l'armée, il décida de dissoudre le *Rump Parliament* et de créer un nouveau Conseil d'État. Le 16 décembre 1654, il se fit nommer Lord protecteur d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande. Réunissant ainsi sur sa personne les pouvoirs politiques et militaires suprêmes, il imposa rapidement sa dictature personnelle. Saisi par une vision quasi mystique des choses, il se voyait comme une sorte de Moïse chargé de conduire le peuple britannique vers la Terre promise. Tout ce qui contrecarrait ses desseins devait donc être éliminé.

Ses croyances religieuses puritaines influencaient le pays jusque dans la vie quotidienne. On ferma les théâtres, et les mœurs furent soumises à une stricte surveillance. Une majorité de la population reconnaissait néanmoins en Cromwell l'homme qui avait enfin apporté la paix, après les guerres cruelles qui avaient précédemment dévasté l'Angleterre. À l'exception des catholiques, Cromwell décréta une totale liberté religieuse et appuya le protestantisme en Europe. La politique économique qu'il mit en œuvre fut très profitable aux intérêts britanniques.

Quand il mourut le 3 septembre 1658, son fils Richard, qu'il avait désigné comme successeur, prit les fonctions de Lord protecteur. Dépourvu du charisme et du caractère de son père, Richard se sentit vite dépassé et abandonna le pouvoir en mai 1659. Une période d'anarchie de plusieurs mois commença alors, qui fit craindre une

nouvelle guerre civile. En février 1660, le général George Monck marcha sur Londres et fit élire un nouveau Parlement qui décida, le 1er mai 1660, de rendre le pouvoir à Charles II.

La restauration des Stuarts

Charles II gouverna de 1660 à 1685. Au début de son règne, son caractère le poussa à pactiser. Il tenta ainsi de se maintenir sur le trône en conciliant ses convictions absolutistes et procatholiques avec le désir de coexistence pacifique de ses sujets. Il prit néanmoins des mesures punitives très concrètes pour solder la période de dictature qui venait de s'écouler. Il ordonna ainsi l'exécution de plusieurs parlementaires qui avaient participé au régicide, il démobilisa les troupes de Cromwell et abrogea la majorité des lois qui avaient été votées depuis 1642.

Un nouveau parlement fut élu en 1661. Composé majoritairement de grands propriétaires royalistes et anglicans, il prit le nom de *Cavalier Parliament*, en référence à l'origine sociale de cette nouvelle majorité. En 1664, cette assemblée approuva l'Acte triennal qui garantissait que le royaume ne soit pas privé d'un parlement plus de trois années successives.

En 1665, une deuxième guerre entre l'Angleterre et les Provinces-Unies éclata. La supériorité militaire hollandaise se révéla écrasante. En juin 1667, l'amiral hollandais Michiel de Ruyter remonta la Tamise, provoquant la panique à Londres, alors que la ville venait d'être dévastée par la peste, en 1665, puis par le terrible incendie de 1666. La paix fut enfin signée à Breda en juillet 1667. Les Hollandais cédèrent aux Anglais leur colonie américaine de la Nouvelle-Amsterdam, qui devint New York. En revanche, le Suriname fut attribué aux Provinces-Unies. Les marchands néerlandais durent toutefois accepter l'acte de Navigation de 1651, ainsi que les textes qui le complétèrent en 1660 et 1663.

À partir de 1668, Charles II commença à modifier sa politique. En 1670, il signa le traité de Douvres avec le roi de France, Louis XIV. L'une de ses expressions légale fut la Déclaration d'indulgence de 1672, qui entraîna une attitude plus

LE GRAND INCENDIE DE LONDRES. L'incendie qui dévasta Londres du 2 au 4 septembre 1666 fut une des pires catastrophes de l'histoire de la capitale. Ci-dessus, *Le Grand Incendie de Londres*, tableau du peintre hollandais Lieve Pietersz Verschuier (musée des Beaux-Arts, Budapest).

L'ŒUVRE DE CHRISTOPHER WREN (p. 41). Vue aérienne de la cathédrale Saint Paul de Londres, l'œuvre sans doute la plus emblématique de Wren qui, pour la dessiner, s'inspira de la basilique Saint-Pierre de Rome.



LE NOUVEAU LONDRES. Après l'incendie de 1666, Christopher Wren fut choisi pour reconstruire les grands bâtiments détruits. Ci-dessus, le nouveau Londres, sur une gravure de Claes Visscher. Ci-dessous, buste de Wren par Edward Pierce (Ashmolean Museum, Oxford).



tolérante envers les catholiques britanniques. Le Parlement refusa de voter cette déclaration et en exigea l'annulation. Il obtint des mesures très sévères qui excluaient les catholiques des charges publiques et du Parlement. Ces nouvelles dispositions juridiques frappèrent même Jacques Stuart, le frère du roi, converti à la foi catholique, qui se trouva exclu de l'ordre de succession au trône.

La nouvelle guerre qui éclata alors contre les Provinces-Unies ne pouvait pas plus mal tomber. Ce troisième conflit dura de 1672 à 1674. Charles II décida alors d'abandonner son alliance avec Louis XIV et de signer la paix avec les Provinces-Unies, puis un traité d'alliance en 1678. À cette époque, des rumeurs de conspirations religieuses commencèrent à circuler et à troubler l'opinion publique. Il y eut par exemple, en 1679, les fameuses « révélations » de Titus Oates, un aventurier qui déposa une plainte devant le Conseil royal pour l'avertir de l'existence d'une sinistre conspiration catholique. Parmi les conjurés qu'Oates dénonçait, se trouvait un ancien secrétaire de Jacques Stuart, dont on saisit une correspondance abondante et compromettante avec les jésuites. Un climat alarmiste s'instaura alors dans le pays. D'éminents parlementaires, tel Anthony Ashley Cooper, comte de Shaftesbury, attisèrent ces craintes et obtinrent la promulgation de lois excluant les catholiques de l'espace public. Le Parlement leur interdit par exemple d'accéder à la Chambre des lords et à la Chambre des communes.

Charles II avait de plus en plus de difficultés à accepter l'antipapisme du Parlement, et l'assemblée était agitée par les questions de succession, car le souverain n'avait pas d'enfants légitimes. Deux groupes de parlementaires commencèrent à s'y affronter. Le premier, formé de presbytériens et de dissidents qu'on allait nommer les *whigs*, préconisait la prépondérance du Parlement et souhaitait exclure de la succession Jacques Stuart, le frère du roi, en raison de sa foi catholique. Le second, le groupe des *tories*, composé de la majorité des anglicans, prenait la défense des prérogatives royales et refusait de bafouer les droits du prétendant catholique. La majorité du Parlement étant *whig*, les votes d'exclusion l'emportèrent. Dans le même temps, l'assemblée approuvait l'acte d'habeas corpus qui garantissait la liberté individuelle face à toute initiative juridique arbitraire que pourrait prendre la Couronne. Le roi repoussa ces deux décisions et finit par dissoudre le Parlement en 1681. Les complots fomentés par les *whigs* en 1682 et 1683 ne firent qu'aggraver la situation intérieure du pays. Profitant de la volonté de la population d'éviter une nouvelle guerre civile, Charles II gouverna alors en autocrate, sans Parlement, jusqu'à sa mort, le 6 février 1685.

Le catholique Jacques Stuart, frère Charles II, accéda donc au trône sous le nom de Jacques II. Mais il dut faire face à un soulèvement attisé par un fils illégitime de Charles II, le duc de Monmouth, qui était protestant. De toute façon, l'âge du nouveau souverain – cinquante-deux ans – laissait espérer que son règne serait bref et conduirait à une succession protestante, puisque sa fille et héritière, la princesse Marie, était protestante et mariée au prince hollandais Guillaume III d'Orange.

Le monarque aurait donc pu profiter d'un certain calme politique, mais ses décisions créèrent rapidement une polémique. En effet, il rassembla une armée de trente mille hommes aux portes de Londres, et il publia, en 1687, la Déclaration d'indulgence qui mettait fin aux discriminations contre les catholiques et les protestants dissidents. La plupart des anglicans estimèrent que ces décisions constituaient de la part du roi un virage ouvertement papiste. De plus, en juin 1688, la naissance tardive d'un enfant mâle qui fut baptisé catholique



LES GUERRES ENTRE LES PAYS-BAS ET L'ANGLETERRE

1652-1654
Première guerre. Provoquée par le contrôle des mers et du commerce, cette guerre finit par la défaite des Pays-Bas.

1654
Le traité de Westminster. La signature de ce traité implique l'acceptation par les Pays-Bas des actes de Navigation de l'Angleterre.

1665-1667
Deuxième guerre. Cette nouvelle guerre est marquée par les intérêts commerciaux. Essentiellement maritime, elle est gagnée par la Hollande.

1667
La paix de Breda. La Hollande cède à l'Angleterre les territoires américains des Nouveaux-Pays-Bas en échange du Suriname et de ses fabriques de sucre.

1672-1674
Troisième guerre. Cette troisième guerre est un volet de celle que Louis XIV, allié à l'Angleterre, a lancé contre les Pays-Bas.

1780-1784
L'Indépendance américaine. L'Angleterre et la Hollande s'affrontent à nouveau dans le cadre de la guerre d'Indépendance des États-Unis.

fit reculer la princesse Marie dans l'ordre de succession. Devant tout cela, les deux partis du Parlement *(tories et whigs)* s'unirent et demandèrent à Guillaume d'Orange d'intervenir pour sauvegarder la religion protestante qu'ils jugeaient menacée. Le prince hollandais accepta, car il avait besoin de l'appui de l'Angleterre pour la guerre qu'il préparait contre la France. Il débarqua donc le 5 novembre 1688, accompagné d'une armée de onze mille hommes, quatre mille cinq cents cavaliers et sept cents véhicules transportés dans soixante navires. Les forces hollandaises étaient soutenues par six régiments anglais de quatre mille hommes qui étaient au service des Provinces-Unies depuis 1677. Certains généraux de l'armée du roi anglais passèrent à l'ennemi et le gros de leurs troupes se dispersa. Jacques II dut s'enfuir et se réfugier en France, où il fut accueilli par Louis XIV. Guillaume d'Orange assuma le gouvernement provisoire du royaume et entra dans Londres.

Ces événements ne constituaient toutefois pas simplement un changement de dynastie. Les faits qui suivirent étaient si marquants qu'ils méritèrent le nom de Glorieuse Révolution, ou Seconde Révolution anglaise. La déposition de Jacques II soulignait la nécessité d'un contrat politique entre le roi et son royaume. Le souverain avait perdu son trône parce qu'il n'avait pas respecté le contrat qui l'unissait au peuple. Un nouvel acte juridique marqua cette évolution du pouvoir en Angleterre : la Déclaration des droits *(Bill of Rights)*, qui établit les obligations du roi et du royaume. Cette liste des lois et des libertés traditionnelles fut lue le 22 février 1689 devant les nouveaux monarques, Guillaume et Marie (ils régnèrent conjointement sous les noms de Marie II et Guillaume III), qui durent prêter serment sur le texte. C'était un changement décisif qui interdisait toute tentative d'absolutisme. Le pouvoir royal restait dès lors soumis au pouvoir du Parlement. Quelques semaines plus tard, l'acte de Tolérance *(Act of Toleration)* donnait la liberté d'exercer leur culte publiquement aux dissidents protestants mais la refusait aux catholiques. Ainsi prenaient fin les querelles entre protestants anglais qui avaient provoqué tant d'affrontements dans le passé.

Les événements de 1688 et 1689 eurent une immense répercussion, non seulement dans les îles Britanniques mais également sur le continent. Alors que les développements politiques dans les États européens du XVII^e siècle semblaient plutôt tendre vers la consolidation de monarchies plus ou moins absolues, fondées sur le modèle français de Louis XIV, l'Angleterre s'orientait définitivement vers un régime de monarchie parlementaire qui gagna progressivement du terrain au cours des XVIII^e et XIX^e siècles. On passa du gouvernement autocrate des Stuarts au système parlementaire qui devait caractériser la maison des Hanovres. Jusqu'en 1697, Guillaume III eut pourtant fort à faire. En plus des interminables guerres contre la France, il dut réprimer les fréquents soulèvements des jacobites, ainsi que l'on appelait les partisans de Jacques II, le roi déchu. Ce dernier avait tenté de s'emparer de l'Irlande avec l'appui de la flotte française. La victoire anglaise, en 1690, conduisit à une sévère répression des catholiques irlandais. À partir de 1692, Guillaume III regagna les Provinces-Unies, d'où il poursuivit ses opérations contre le roi de France. Le Parlement profita de son absence pour prendre de nouvelles mesures qui diminuaient encore les prérogatives royales : le nouvel Acte triennal (1694) limitait chaque législature à trois ans, ce qui évitait la possibilité d'avoir des assemblées prorogées à la guise du monarque, en fonction de ses intérêts arbitraires ; de la même façon, on vota des mesures financières, telles que l'établissement de budgets annuels et le contrôle des dépenses du gouvernement par le Parlement. Le



conseil privé des favoris du roi perdit progressivement ses pouvoirs au profit d'un cabinet formé du monarque et de plusieurs ministres.

La reine Marie II mourut en 1694 sans que le couple ait eu de descendance. Guillaume III régna dès lors seul. Il continua de se heurter aux conspirations jacobites et dut affronter le problème de sa succession. Une nouvelle guerre avec la France provoqua une grave crise économique. Finalement, en 1701, l'acte d'Établissement (ou loi d'Instauration) interdit toute candidature catholique à la succession et confirma l'obligation, pour le nouveau monarque, d'adhérer à la Déclaration des droits. À la mort de Guillaume, Anne, la sœur de Marie, monta sur le trône. Profondément anglaise et anglicane, elle régna jusqu'en 1714.

Les Provinces-Unies

Les Provinces-Unies des Pays-Bas furent le seul territoire européen de quelque importance à ne pas être gouverné par un roi ou un prince. Elles avaient acquis leur indépendance formelle lors de la paix de Westphalie, en 1648, mais avaient auparavant déjà réussi à maintenir un statut indépendant depuis leur révolte contre Philippe II, dès le milieu du XVI[e] siècle.

De concert avec le gouvernement républicain, les lignes directrices de la politique des Provinces-Unies furent largement médiatisées par l'élite de la bourgeoisie marchande qui prospérait dans les grands ports grâce aux échanges avec l'outre-mer. Un bon exemple de cette alliance entre politique et économie est illustré par la création de la Compagnie hollandaise des Indes orientales. Fondée en 1602, elle acquit un tel ascendant politique dans les territoires asiatiques qu'elle contrôlait qu'elle avait le droit de déclarer la guerre ou la paix, d'établir de nouveaux territoires ou de frapper monnaie. Pour l'élite de ces riches marchands des Provinces-Unies, la prospérité constituait le principal objectif.

Déchirées par des conflits intérieurs qui s'ajoutaient à la guerre d'Indépendance menée contre l'Espagne jusqu'en 1648, les Provinces-Unies réussirent toutefois à consolider leur importance en Europe au cours du XVII[e] siècle.

LA GLORIEUSE RÉVOLUTION. L'embarquement de Guillaume III, prince d'Orange, à Hellevoetsluis (The Royal Collection, Londres). Ci-dessous, médaille commémorative du mariage de Guillaume III et de Marie II (Timothy Millett Collection, Londres).



REMBRANDT, LE GÉNIE BAROQUE HOLLANDAIS

Rembrandt Harmenszoon Van Rijn est le grand représentant de l'âge d'or de la peinture hollandaise. L'éclosion de cette dernière coïncide avec l'irruption de la République des Provinces-Unies comme puissance économique et commerciale au XVII[e] siècle. Bien que né à Leyde en 1606, Rembrandt passa la majeure partie de sa carrière à Amsterdam, où il connut le succès mais aussi la ruine et la pauvreté. Illustration : *La Ronde de nuit*, portrait de groupe peint par Rembrandt en 1642 (Rijksmuseum, Amsterdam).



LES AUTOPORTRAITS

Dès son arrivée à Amsterdam, Rembrandt se consacra à peindre les portraits des membres les plus importants de la bourgeoisie hollandaise. Mais ce sont ses autoportraits qui démontrent le mieux sa capacité à exposer la psychologie de ses modèles ; il fut si assidu à ce genre que l'on peut suivre toute sa biographie dans ses autoportraits, depuis le jeune plein de talent qui aspire à conquérir le monde, jusqu'à l'homme âgé qui a tout perdu. Ci-dessus, *Autoportrait à trente-quatre ans* (National Gallery, Londres).



1 UN PORTRAIT DE GROUPE. Connu depuis le XVIII[e] siècle sous le nom de *La Ronde de nuit*, ce tableau s'intitule en réalité *La Compagnie du capitaine Frans Banning Cocq et du lieutenant Willem van Ruytenburgh*. Il s'agit du portrait de groupe d'une compagnie d'arquebusiers où sont représentés 19 miliciens.

2 FRANS BANNING COCQ. Le capitaine de la compagnie est le personnage principal du portrait, tant par la hiérarchie que dans la composition du tableau, dont il occupe l'axe central. Selon une annotation de l'époque, il est représenté au moment où il lance à la compagnie l'ordre d'avancer.



REMBRANDT GRAVEUR

Outre la peinture, l'artiste excellait dans le dessin et, surtout, la gravure. Son utilisation dramatique et expressionniste du clair-obscur lui permettait d'obtenir dans ces techniques le même degré de maîtrise que dans ses toiles.



LE QUOTIDIEN. Dans ses dessins, l'artiste arrivait à saisir les gestes quotidiens des gens qui l'entouraient, comme c'est le cas de cette *Femme lisant* (Petit Palais, Paris).



LA LIBERTÉ. Rembrandt explora également dans ses dessins des thèmes peu évoqués dans ses huiles, comme, par exemple, cette *Femme nue* (Petit Palais, Paris).

3 WILLEM VAN RUYTENBURGH. Le deuxième personnage le plus important du tableau est le lieutenant que Rembrandt fait se détacher au premier plan grâce à son uniforme jaune rehaussé par la lumière. Tandis que la pose des deux officiers tend à être statique, leurs hommes sont illustrés en pleine action.

4 LA JEUNE FILLE. Parmi les personnages figurant sur ce tableau, Rembrandt a inclus une jeune fille fortement éclairée. Le coq blanc accroché à sa ceinture est précisément l'emblème de la compagnie. Il s'agit peut-être d'une allégorie de la déesse de la Victoire, un hommage à sa femme, Saskia.

Ces succès se fondaient principalement sur le commerce maritime, à tel point que les Provinces-Unies devinrent la première puissance économique mondiale, du moins jusqu'en 1672, lorsqu'elles furent éclipsées par le dynamisme de l'Angleterre. Ce n'est donc pas sans raison que, pour caractériser cette période, on a parlé de « miracle » économique hollandais du XVII[e] siècle. Des facteurs géographiques contribuèrent à ce miracle, comme la position stratégique du pays entre la mer Baltique, la mer du Nord et l'océan Atlantique. Mais il faut également souligner la remarquable capacité d'innovation du pays en matière d'organisation, comme le démontrent la construction de navires plus grands ou la création de compagnies et de sociétés par actions.

Les négociations financières impliquaient peu à peu l'ensemble de la population, à tel point que beaucoup de secteurs économiques non concernés par les activités boursières finirent par en imiter les mécanismes spéculatifs. Un exemple dramatiquement célèbre, fut celui de la « tulipomanie », un épisode d'euphorie spéculative généralisée, fondée sur le commerce des bulbes de tulipes. En 1636 et 1637, elle prit naissance et se développa dans les tavernes et les brasseries, produisant une bulle spéculative totalement artificielle. La crise économique qui suivit affecta toutes les classes sociales, depuis la haute bourgeoisie jusqu'aux plus humbles artisans, avec des enrichissements rapides et des banqueroutes non moins vertigineuses. À ce titre, on peut dire que la tulipomanie se transforma en l'un des premiers phénomènes spéculatifs connus.

Politique et religion

Vers 1609, la République des Provinces-Unies était constituée de sept provinces : la Groningue, la Frise, l'Overijssel, la Gueldre, l'Utrecht, la Hollande et la Zélande. En 1648, la monarchie espagnole dut reconnaître l'indépendance de la République et lui céda alors les régions de Maastricht, le nord des Flandres et le Brabant, des territoires administrés par les États généraux des Provinces-Unies, ce qui leur valut l'appellation de « pays de la Généralité ».

Le gouvernement de la République était très complexe en raison de l'imbrication entre les institutions fédérales, régionales et locales. Chacun de ces niveaux jouissait d'une ample autonomie politique et administrative. Au niveau régional, les délégués des communes, de la noblesse et, dans certains cas, des paysans constituaient ce que l'on appelait les États provinciaux. Ils étaient chargés de voter les lois. Cette assemblée régionale nommait et finançait un administrateur appelé « pensionnaire », dont la fonction était de gérer le fonctionnement de l'assemblée et de diriger la bureaucratie régionale. Au sommet du système, se trouvait le stathouder, également nommé par les États provinciaux, et qui était chargé de faire appliquer les lois et de diriger les forces armées de sa province. La fonction de stathouder était d'une grande importance, car les Provinces-Unies étaient engagées dans une guerre d'indépendance prolongée depuis le milieu du XVI[e] siècle. Les institutions fédérales étaient constituées par les États généraux, la plus haute instance de la République des Provinces-Unies, qui siégeaient à La Haye, dans la province de Hollande. Chaque province y était représentée par un nombre variable de députés, mais ne disposait que d'une seule voix. À cause de la situation des États généraux sur son territoire et parce qu'elle était la province la plus peuplée et la plus riche, le pensionnaire de la Hollande finit par exercer l'une des fonctions les plus éminentes et les plus puissantes de la République. Désigné comme le « grand pensionnaire », le pensionnaire de Hollande finit par assumer la direction de toute la politique étrangère.

Dans ce processus de concentration progressive des pouvoirs, déjà entamé à l'époque de la rébellion de Guillaume I[er] le Taciturne contre le roi d'Espagne, les fonctions de capitaine général et d'amiral général finirent par échoir aux stathouders des provinces de Hollande et de Zélande. Elles furent occupées successivement par le prince d'Orange, Maurice de Nassau (1584-1625), son demi-frère Frédéric-Henri (1625-1647) et le fils de ce dernier, Guillaume II (1647-1650). C'est ainsi que le stathouder finit par devenir la première autorité de la République. Cette dynamique

DÉSARMEMENT À UTRECHT. Ce tableau de Pauwels Van Hillegaert (1662) évoque le désarmement par Maurice de Nassau des *waardgelders* (des mercenaires), à Utrecht. Il illustre la complexité de la politique dans les Provinces-Unies et son imbrication avec les affrontements religieux (musée du Prinsenhof, Delft).

Maurice de Nassau, stathouder des Province-Unies



Maurice de Nassau, fils de Guillaume d'Orange-Nassau et de sa deuxième épouse, Anne de Saxe, fut chargé de réorganiser l'armée des Provinces-Unies afin qu'elle devienne une force capable d'affronter et de mettre en difficulté les *tercios* du roi espagnol Philippe II, jusqu'alors invincibles.

L'irruption, à partir de 1584, de Maurice de Nassau comme stathouder des Provinces-Unies fut décisive dans la guerre qu'elles menaient contre Philippe II d'Espagne pour conquérir leur indépendance. Il apporta de nombreuses innovations au sein des milices hollandaises. Le recrutement fut organisé par levées. Des unités combattantes de petite taille, capables de lancer des attaques éclair, furent constituées. Il imposa également une augmentation de la puissance de feu de l'infanterie comme de la cavalerie. Les succès ne tardèrent pas à récompenser ces efforts. Durant les années 1590, les Espagnols perdirent ainsi les places fortes de Breda, de Nimègue et de Deventer. Pire encore, ils furent défaits en 1600 à la bataille de Nieuwpoort, ou des Dunes, la première bataille en rase campagne à être gagnée par les troupes des Provinces-Unies. Grave tomba en 1601, et L'Écluse en 1604. La signature en 1609 du traité d'Anvers, appuyée par les oligarchies urbaines malgré l'opposition du stathouder, mit fin à ces campagnes et établit une trêve de douze ans, après laquelle Maurice de Nassau, devenu prince d'Orange en 1618, ne put rééditer ses précédentes victoires. Illustration : *Maurice de Nassau* par Michiel Jansz Van Mierevelt (Rijksmuseum, Amsterdam).

de concentration des pouvoirs se justifiait en raison de l'urgence due à la guerre contre l'Espagne, mais aussi parce qu'il fallait rendre la prise de décision et les accords plus faciles et plus rapides. Le système politique était en effet si complexe que la moindre décision pouvait nécessiter l'assentiment de mille deux cents personnes !

Les Oranges et la République

L'ascendance prise par la lignée des princes de la maison d'Orange avait généré une certaine opposition au sein des Provinces-Unies. Les partisans de la république défendaient une organisation provinciale plus autonome dans une république aux liens plus lâches. Menés par le grand pensionnaire, ils défendaient les intérêts des commerçants et des manufacturiers hollandais, et voyaient la paix avec l'Espagne comme une occasion de développer davantage leurs affaires. Dans l'autre camp, les orangistes préconisaient un pouvoir central fort et se rangeaient derrière leur stathouder, dont le pouvoir était fondamentalement militaire. Leur base sociale se constituait de la noblesse, des classes urbaines les plus modestes et des paysans des provinces les plus pauvres de l'intérieur du pays, toute une population dont le lien était distendu avec l'irrésistible expansion maritime de la République.

Ces deux factions s'opposaient aussi pour des raisons religieuses. Presque tous les habitants des Provinces-Unies étaient calvinistes (sauf les pays de la Généralité, qui pour leur part étaient catholiques), mais ils se scindèrent entre les prosélytes des thèses de Jacobus Arminius (professeur à Leyde), qui niait la prédestination, et les partisans de l'orthodoxie confessionnelle, plus fidèles à la doctrine calviniste pure représentée par Franciscus Gomarus. La plupart des orangistes militaient dans le camp gomariste et considéraient les doctrines arminiennes comme une déviance papiste dont ils pensaient qu'elle dissimulait en fait des connivences avec les Espagnols.

Cette complexe imbrication entre les questions politiques et religieuses fut tragiquement illustrée en 1619. Cette année-là, le stathouder Maurice d'Orange-Nassau fit condamner à mort le grand pensionnaire Johan Van Oldenbarnevelt, en l'accusant d'être arminien. L'un des partisans de ce dernier, le grand juriste Hugo de Groot, fut pour sa part condamné à perpétuité, mais il réussit à s'échapper et à s'exiler. Ce coup de force permit néanmoins au stathouder d'augmenter ses pouvoirs. En 1621, il obtint de recommencer la guerre contre l'Espagne. À sa mort en 1625, Maurice d'Orange-Nassau conspirait pour établir aux Provinces-Unies une monarchie héréditaire au profit de la dynastie des Oranges.

Frédéric-Henri de Nassau succéda à Maurice. À sa mort, en 1647, Guillaume II prit à son tour la fonction de stathouder. Très ambitieux, il tenta lui aussi de transformer les Provinces-Unies en monarchie héréditaire. En 1648, considérant que la signature de la paix avec l'Espagne et la décision des États provinciaux de Hollande de démobiliser une partie importante de ses troupes mettaient ses intérêts en danger, il prépara un coup de force. En avril 1650, il échoua dans sa tentative pour s'emparer d'Amsterdam. Il mourut quelques semaines plus tard, à seulement vingt-quatre ans. Huit jours plus tard, naissait son fils posthume, également nommé Guillaume.

Avec l'échec de la conspiration et la mort de Guillaume II, le triomphe des républicains devenait possible. Ils imposèrent un système dit « de la vraie liberté ». Ce titre solennel désignait un type de gouvernement fédéral, antiroyaliste et anticlérical. Le poste de stathouder ne fut plus occupé jusqu'en 1672, et les provinces virent leur autonomie renforcée, ce qui garantissait l'hégémonie de la province de Hollande. C'est ce système qui permit à Jean de Witt, grand pensionnaire depuis 1653, de diriger le destin des Provinces-Unies avec encore plus de pouvoir que n'en avait eu Oliver Cromwell comme Lord Protecteur dans l'Angleterre du XVII[e] siècle.

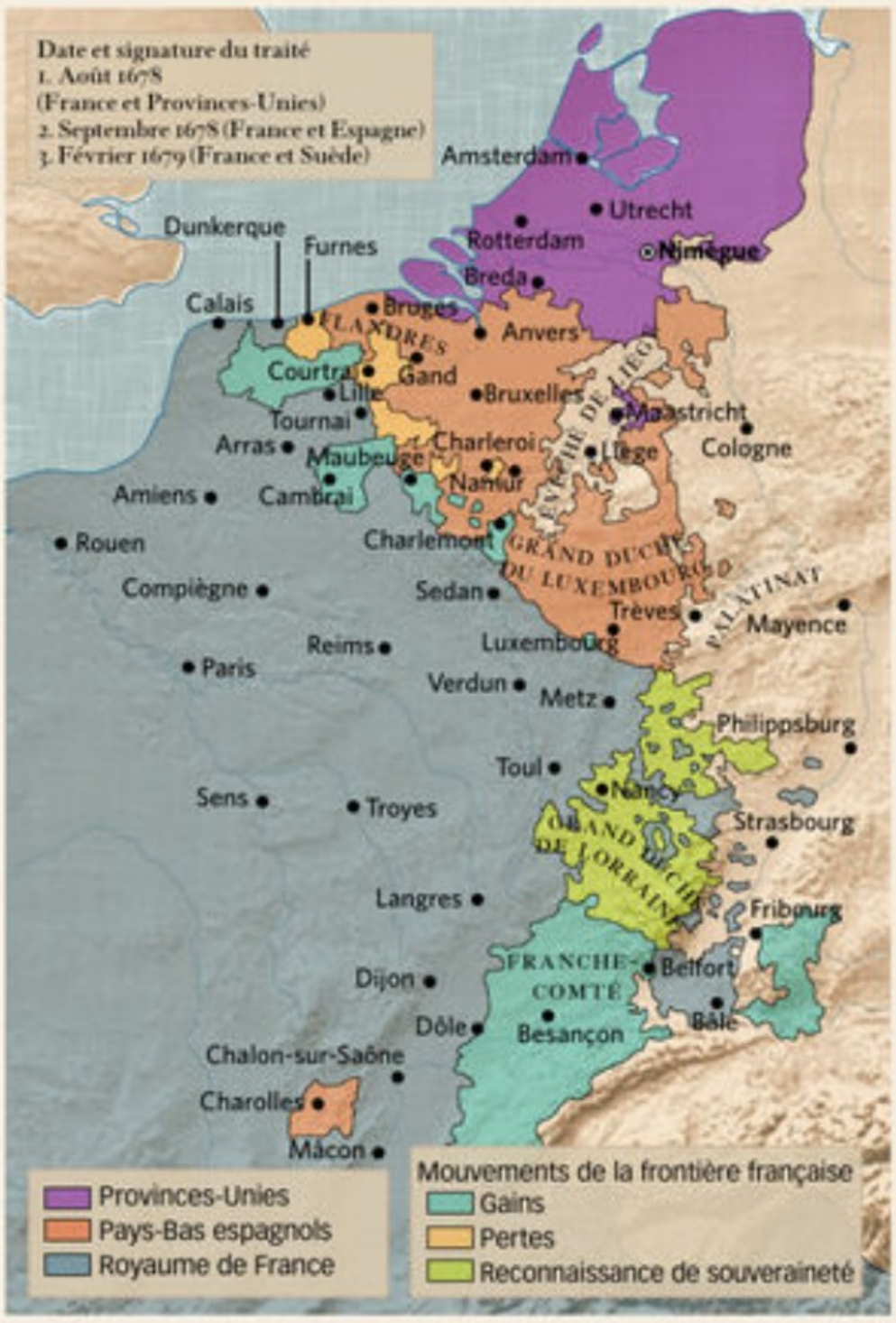
La période allant de 1650 à 1672 correspondit avec l'essor économique le plus spectaculaire, malgré la concurrence française et anglaise. Entre 1653 et 1672, cet envol fut particulièrement favorisé par l'administration du grand pensionnaire Jean de Witt. Il développa les libertés urbaines et tenta de préserver la stabilité politique du pays en empêchant à tout prix l'entrée en scène du jeune Guillaume III. Il défendit également avec acharnement les intérêts économiqu es de la République contre toute menace étrangère. Malgré tout, les Provinces-Unies furent envahies en avril 1672 par les troupes françaises, dans le cadre de la stratégie expansionniste de Louis XIV. Face à cette crise, Jean de Witt permit que les États généraux demandent l'intervention de Guillaume III. En juin 1672, ce dernier fut nommé stathouder. Mais les revers militaires se succédèrent face aux

LA PROSPÉRITÉ DES PROVINCES-UNIES. Les Provinces-Unies dominèrent l'économie et le commerce européens pendant les premières décennies du XVII[e] siècle. Ci-dessus, la Cour de la Bourse des valeurs d'Amsterdam, fondée en 1602 par la Compagnie hollandaise des Indes orientales et considérée comme la plus ancienne du monde. Cette Bourse servit aussi de marché pour les produits coloniaux. Illustration inspirée d'une toile de Job Adriaensz Berckheyde (1630-1693).

Les nouvelles frontières des traités de Nimègue

Entre les mois d'août 1678 et de décembre 1679, la ville hollandaise de Nimègue accueillit les difficiles négociations de paix qui débouchèrent sur plusieurs traités mettant fin à la guerre de Hollande qu'avaient provoquée les efforts expansionnistes du Roi-Soleil, Louis XIV.

L'invasion en 1672 des Provinces-Unies par les armées de Louis XIV déclencha une nouvelle guerre dans cette région et une alliance qu'on aurait pu croire impossible à peine quelques années auparavant : celles de ces Provinces-Unies, protestantes, avec l'Espagne catholique dont elles avaient réussi à se rendre indépendantes. À leurs côtés se battait également le Saint Empire romain germanique, tandis que la France comptait quant à elle sur l'Angleterre, la Suède et quelques principautés allemandes. Les traités de paix favorisèrent surtout les Français et les Hollandais. En août, on décida la dévolution par la France de Maastricht et de la principauté d'Orange tandis que les Provinces-Unies cédaient l'île de Tobago. En septembre de la même année, les accords signés avec l'Espagne attribuèrent à la France la Franche-Comté et des enclaves flamandes comme Cassel et Ypres. De son côté, l'Espagne récupérait des villes comme Charleroi et Courtrai, qui avaient été prises par Louis XIV. Enfin, en février 1679, la France et la Suède signèrent la paix avec le Saint Empire romain germanique. L'empereur Léopold Ier dut céder à Louis XIV la ville de Fribourg et reconnaître l'annexion de la Lorraine par la France. Illustrations : à droite, Louis XIV reçoit les ambassadeurs étrangers, tableau de Charles Le Brun (musée des Beaux-Arts, Budapest) ; à gauche, statue de Guillaume d'Orange, à Brixham (Devon).





Français. Les masses populaires orangistes s'enhardirent alors , et, le 20 août, Jean de Witt et son frère, considérés comme responsables du désastre, furent brutalement assassinés par la foule à La Haye.

Les orangistes reprirent le contrôle du pays. En 1675, les fonctions de stathouder furent déclarées héréditaires et réservées à la famille d'Orange. De nouveau, un membre de l'illustre lignée apparaissait comme sauveur et libérateur du pays, face aux assauts de l'étranger et des papistes. Comme tous les princes d'Orange-depuis les victoires de son arrière-grand-père, Guillaume III fut un partisan enthousiaste de la guerre. Il réussit à faire durer le conflit, puis, entre 1678 et 1679, à négocier une série de traités qui furent signés à Nimègue et mirent fin à la guerre de Hollande. En réalité, la paix avec la France fut signée malgré Guillaume, car il aurait préféré poursuivre la guerre pour satisfaire ses ambitions démesurées. Un an auparavant, il avait épousé Marie, la fille aînée et héritière de Jacques II, le roi d'Angleterre. Cela donnait de l'ampleur aux ambitions de Guillaume III des Pays-Bas, qui deviendrait un jour, grâce à son épouse, Guillaume III d'Angleterre.

Les Provinces-Unies après 1689

En 1689, Guillaume d'Orange devint en effet roi d'Angleterre. Mais les Provinces-Unies se rendirent bientôt compte que les intérêts des deux royaumes divergeaient. Guillaume III, submergé par la gestion de son nouveau royaume et par la coalition qu'il conduisait contre Louis XIV, abandonna progressivement les rênes du pouvoir sur les Provinces-Unies aux mains du grand pensionnaire Anthonie Heinsius. Lorsque Guillaume mourut sans descendance, les Provinces-Unies refusèrent de désigner son neveu comme successeur. Une période de gouvernement sans stathouder commença alors, qui devait durer jusqu'en 1747. Le grand pensionnaire Heinsius remplit toutefois un rôle très important jusqu'à sa mort, en 1720, en poursuivant la politique antifrançaise et en conciliant républicains et orangistes.



Tout au long du XVII[e] siècle, les possessions espagnoles au sud des Flandres avaient fait contrepoids aux Provinces-Unies du Nord. Les territoires des Flandres, de l'Artois, du Hénin, de Namur, du Brabant, d'Anvers, du Luxembourg, de Malines et du Limbourg disposaient de leurs propres États généraux, réunis à Bruxelles. La trêve de Douze Ans entre l'Espagne et les Provinces-Unies, en 1609, avait reconnu la partition définitive. En 1621, les Pays-Bas du Sud, qui avaient bénéficié depuis 1598 du gouvernement indépendant des archiducs Albert et Isabelle Claire Eugénie, réintégrèrent la monarchie espagnole. Durant les décennies suivantes, ils subirent donc les avatars de la guerre de Trente Ans.

Par le traité de Westphalie, en 1648, l'Espagne avait reconnu l'indépendance de la République des Provinces-Unies. Les souverains espagnols avaient abandonné toute prétention de gouverner les Pays-Bas unis comme ils l'avaient fait au XVI[e] siècle. Cela signifiait que les Pays-Bas espagnols seraient dès lors impliqués dans les guerres menées par la France contre les Provinces-Unies dans la deuxième moitié du XVII[e] siècle et qui cessèrent avec la paix de Nimègue. L'expansionnisme militaire français fit perdre de nombreux territoires aux Provinces-Unies. Ce fut le cas du Luxembourg, entre 1684 et 1697. Seules les prétentions françaises au trône espagnol, laissé vacant à la mort de Charles II, arrêtèrent les offensives françaises dans le Nord. La décision de choisir pour successeur du roi espagnol un prince français, Philippe d'Anjou, le petit-fils de Louis XIV, déclencha la guerre de Succession d'Espagne. Les Pays-Bas espagnols, après avoir résisté avec l'appui de la France, furent envahis par les troupes de la Grande Alliance de La Haye. Par les traités d'Utrecht et de Rastatt (1712-1715), la totalité des possessions espagnoles aux Pays-Bas passèrent sous le contrôle de l'empereur Charles VI d'Autriche. Ils resteraient aux mains des Habsbourg, tandis que commençait le règne des Bourbons en Espagne. Ainsi s'interrompaient, après deux siècles de relations, les liens politiques qui s'étaient noués avec l'accession au trône espagnol, en 1516, du prince Charles de Flandres. ■



La révolution scientifique

L'introduction de la méthode scientifique dans la recherche produit une succession de découvertes qui changent à tout jamais la conscience de l'homme et sa vision de l'univers.

Une grande part des valeurs et de la sensibilité de l'Occident fut modelée par la méthode scientifique et les avancées techniques. Tout au long de la période comprise entre les études astronomiques de Nicolas Copernic (1543) et la publication des *Principes mathématiques* d'Isaac Newton, des avancées considérables ont été faites. On établit alors la méthode scientifique comme moyen de développer la connaissance que l'on avait du monde physique.

Cette méthode scientifique, qui fut, au XVII[e] siècle, l'élément fondateur d'une vraie révolution de la connaissance, supposait la mise au point d'une méthodologie d'investigation qui combinait trois procédures. En premier lieu, la composante logique se fondait sur les méthodes de résolution (à partir de l'induction, on observait les effets pour rechercher les causes par un raisonnement a posteriori), puis de composition (suivant le principe de déduction, on projetait les effets à partir de la cause, par un raisonnement a priori). En deuxième lieu, la méthode scientifique incorporait une composante expérimentale : les avancées dans les différentes disciplines se construisaient à partir de l'exercice actif et de l'observation. C'est par la preuve, l'essai et la pratique que l'on établissait des conclusions nouvelles dépassant le stade de la simple observation. En troisième lieu, on appliquait par principe les mathématiques à toutes les disciplines. C'est ce que Galilée exprima parfaitement : « Le monde s'écrit en langage mathématique. »

Très développées dès la Renaissance, les mathématiques classiques (en particulier platoniciennes) servirent de langage pour décrire la nature des choses à partir d'une description géométrique exacte. Cela permettait de surmonter l'apparente confusion due aux perceptions sensorielles. Cette méthode scientifique fit du XVII[e] siècle une période de rupture avec l'histoire antérieure et marqua l'émergence de la science moderne. Ses règles se fondaient sur des systèmes philosophiques précis (le rationalisme et l'empirisme) et sur des moyens de discussion et de diffusion (les académies).

Science et philosophie

La méthode scientifique se développa particulièrement au XVII[e] siècle grâce au nombre important de découvreurs et d'inventeurs. La conjoncture sociale, économique et religieuse favorable créait une atmosphère stimulante. Les grands voyages d'exploration favorisèrent des améliorations en cartographie et en astronomie. Les défis techniques posés par le grand commerce atlantique expliquent l'importance des mathématiciens anglais (Robert Recorde et John Dee, maîtres de l'algèbre, conseillaient les compagnies marchandes) ou des spécialistes hollandais de l'optique (responsables des avancées en matière de télescopes et de microscopes). Des hommes d'affaires parrainaient la fondation de collèges et de chaires orientées vers les connaissances pratiques et scientifiques.

Bien dautres facteurs contribuèrent également à l'entrée de la science dans l'espace public. Depuis la Renaissance, les artistes incluaient la technique dans leurs œuvres, ainsi que plus de descriptions anatomiques et de dessins sophistiqués. La science prit de la sorte une dimension qui conjuguait systématiquement théorie et pratique.

Tout au long du XVII[e] siècle, le climat intellectuel permit d'imposer, comme base de la connaissance, la primauté de la science et de la philosophie sur la théologie. Bacon, Galilée et surtout Descartes initièrent un nouvel ordre de la pensée.

UN SIÈCLE DE GRANDES DÉCOUVERTES

À partir de 1609
Galileo Galilei, dit Galilée, améliore le télescope et fait diverses découvertes astronomiques. Il est considéré comme le père de l'astronomie moderne.

1609
Johannes Kepler publie les deux premières de ses trois lois sur le mouvement des planètes.

1616-1628
William Harvey démontre la circulation sanguine, confirmant une idée émise par Descartes.

1637
René Descartes contribue à l'établissement de la méthode scientifique et crée la méthode de raisonnement déductif.

À partir de 1653
Antonie Van Leeuwenhoek construit de puissants microscopes à lentille unique ; il est présenté comme le précurseur de la microbiologie.

1660-1687
Isaac Newton découvre parallèlement à Leibniz le calcul infinitésimal et propose la loi de la gravitation.



COPERNIC. Le système solaire de Copernic représenté par une illustration de l'atlas stellaire *Harmonia Macrocosmica* d'Andreas Cellarius.

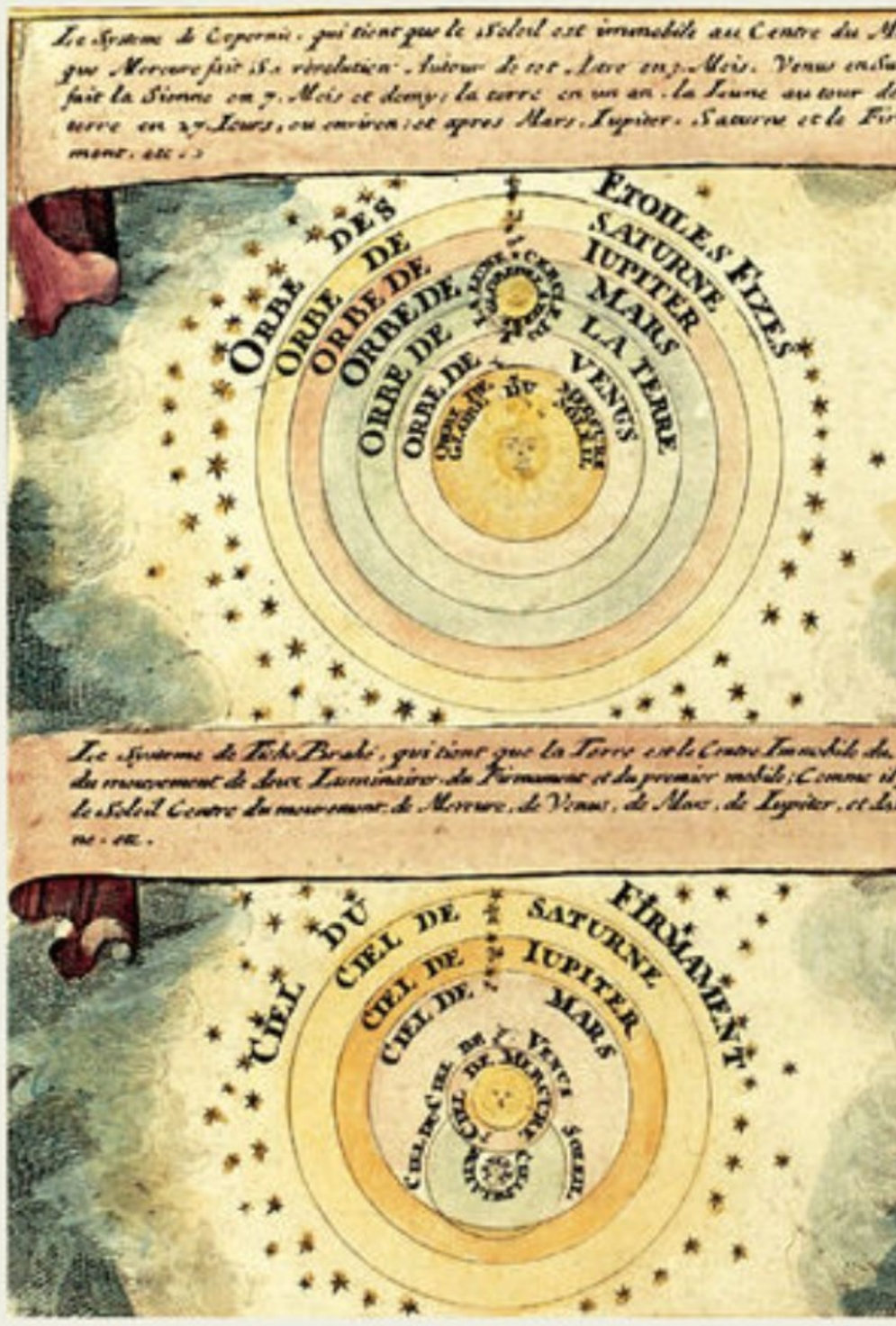
L'ALCHIMIE. Les techniques de l'alchimie sont à la base de la naissance de la chimie. *L'Alchimiste*, (1770), de Joseph Wright of Derby (Derby Museum and Art Gallery, Derby).

Perspective héliocentrique : les trois lois de Kepler

Johannes Kepler (1571-1630) fut professeur de mathématiques au séminaire de Graz à partir de 1594. Il y prit connaissance des théories de Copernic. Il publia sa première œuvre dans cette ville autrichienne, *Mystère de la cosmographie*, en 1596. Il y développait l'idée selon laquelle l'Univers fonctionne suivant une harmonie mathématique, une théorie clairement influencée par Platon, mais qui dépasse les simples calculs de Copernic. Essayer de démontrer cette hypothèse occupa le reste de sa vie.



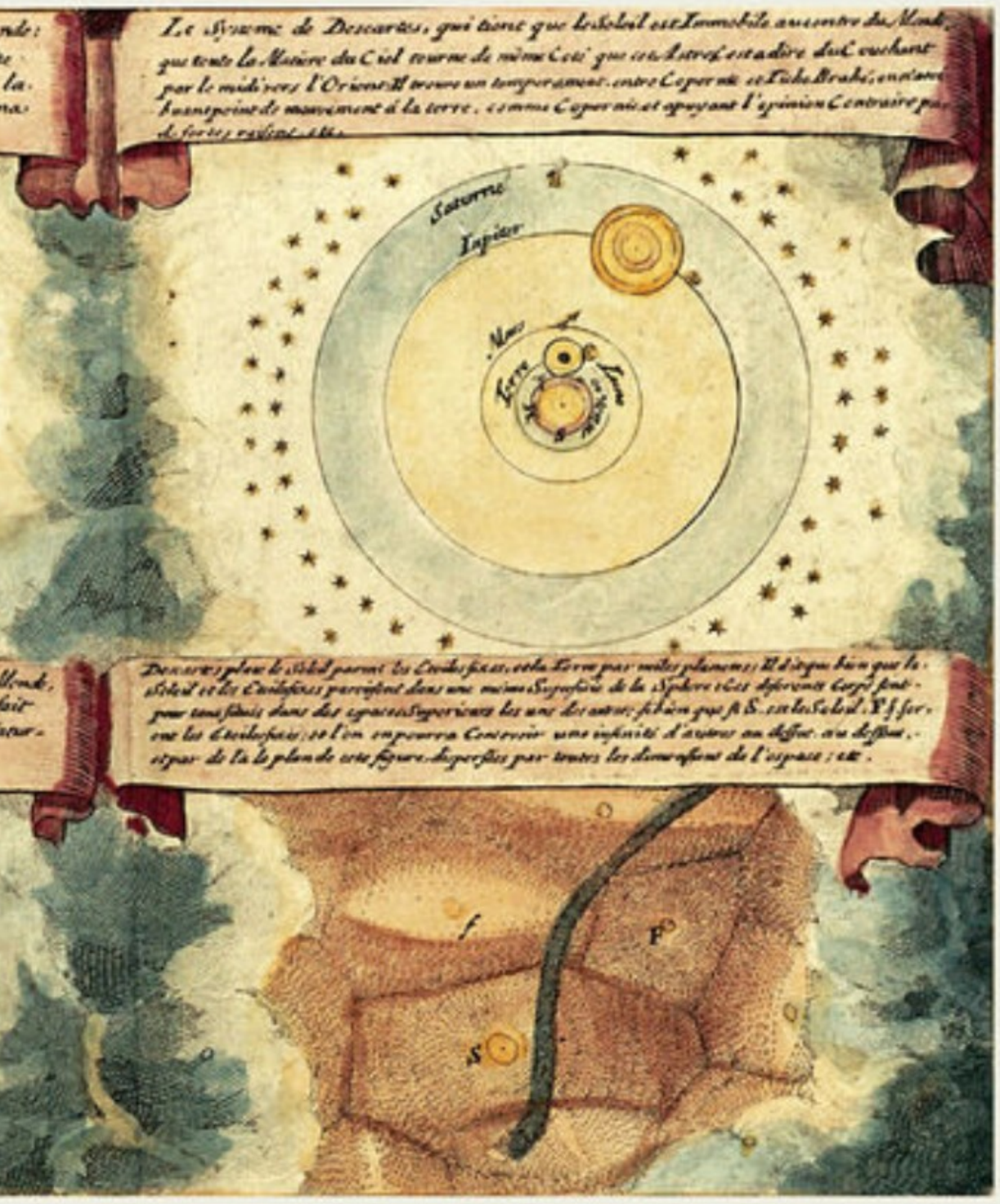
Expulsé de Graz en 1598 en raison de ses croyances protestantes, il fut invité à travailler à Prague avec Tycho Brahe et finit par formuler trois lois sur le mouvement des planètes. Il fondait ses théories sur une observation systématique des différentes planètes, mais il s'appuya principalement sur les recherches sur Mars effectuées par Brahe. Cependant les analyses de ce dernier avaient été conditionnées par les limitations techniques que posait l'usage du télescope. En résumé, les trois lois de Kepler stipulaient que l'orbite de chaque planète dessine une ellipse autour du soleil ; que le rayon vecteur de chaque planète parcourait une surface égale en un temps égal ; que les carrés des périodes des planètes étaient proportionnels aux cubes de leur distance moyenne au Soleil.Illustrations : ci-contre, à gauche, sphère armillaire en bronze (1750-1764) représentant le système copernicien, de Bonifazio Borsari (Museo Civico d'Arte, Modène) ; à droite, gravure française du XVII[e] siècle comparant les systèmes planétaires de Copernic, de Brahe et de Descartes (collection privée).



Francis Bacon (1561-1626) s'opposa à la pensée aristotélicienne dans son œuvre *Novum Organum* (1620), qui tentait de poser les bases d'une méthode expérimentale fondée sur l'induction scientifique. Il postulait que l'observation systématique et répétée de faits individualisés permettrait d'élaborer avec certitude des concepts généraux et d'arriver à une connaissance réelle de la nature. Cependant ses limites en mathématiques l'empêchèrent d'avancer de façon décisive vers une ébauche de physique moderne. Pour Galilée (1564-1642), la méthode de recherche partait d'une hypothèse de travail corroborée par l'expérimentation, formulée mathématiquement et énoncée comme universellement valide. Mais il n'a pas présenté cela de façon explicite et systématique.

René Descartes (1596-1650), de son côté, réussit à conjuguer logique scientifique et métaphysique dans une nouvelle compréhension de l'Univers. Dans son *Discours de la méthode* (1637) et, plus tard, dans ses *Principes de philosophie* (1644), il établit les fondements d'une véritable révolution intellectuelle : il validait la primauté de la raison sur la pensée prélogique, le naturalisme magique et la physique qualitative de la Renaissance. Descartes définissait la raison comme la possibilité donnée à tous les êtres humains de « bien juger et distinguer le vrai du faux ». L'erreur provenait selon lui du mauvais usage de la raison. C'est pourquoi il fallait recourir à une méthode qui garantirait l'objectivité, la nécessité et la certitude. Le doute méthodique (« ne recevoir jamais aucune chose pour vraie que je ne la connusse évidemment être telle ») et la vérité scientifique constituaient le fondement de sa méthode. Et cette vérité se construisait sur des évidences : ainsi, celle de sa propre existence (« je pense, donc je suis »), celle de la perception du monde extérieur et celle de la compréhension claire et cohérente de la structure mathématique du monde.

Ce contexte social et ces réflexions individuelles changèrent également les modalités de l'éducation scientifique. Selon Bacon, la séparation entre les arts mécaniques, fondés sur l'expérimentation, et les sciences théoriques était néfaste. Descartes et Evangelista Torricelli (1608-1647) demandèrent qu'une plus grande place fût faite aux études scientifiques dans les universités. Vers le milieu du XVII[e] siècle, des changements significatifs s'y produisirent, de nouvelles chaires furent créées, on les dota d'équipements mathématiques, chimiques et physiques, on y construisit des laboratoires, des amphithéâtres pour l'anatomie et des jardins botaniques. La situation variait selon les pays : les universités italiennes et hollandaises offraient la formation la plus





LES LOIS DE KEPLER furent publiées dans sa *Nouvelle Astronomie* (1609). Plus tard, Newton démontra qu'elles découlaient de la loi de la gravitation universelle. Ci-dessus, Kepler, huile anonyme du XVII[e] siècle (musée de l'Œuvre Notre-Dame, Strasbourg).

sophistiquée, alors que les facultés privées *(colleges)* d'Angleterre dispensaient les connaissances les plus avancées.

Nouveaux centres du savoir

Toutefois, la nouvelle science ne put s'adapter complètement à ces espaces traditionnels et il fallut développer de nouvelles institutions, telles les sociétés scientifiques. Elles naquirent comme des groupements de personnes intéressées par des thèmes scientifiques spécifiques et parrainées par des corporations ou des mécènes. Leur but était de faciliter le débat sur les nouvelles connaissances et leur diffusion. Ainsi apparurent l'Académie nationale des lynx (1603), à Rome, et l'Accademia del Cimento (« de l'expérience », en 1657), à Florence. En 1660, à Londres, les statuts de la toute nouvelle Royal Society excluaient nommément les beaux-arts, la rhétorique, la théologie et la morale. À Paris, l'Académie des sciences fut fondée en 1666. Ces sociétés jouissaient de moyens de diffusion propres qui créèrent un espace de débat public *(Philosophical Transactions, Journal des savants, Acta Eruditorum)*.

Plusieurs chercheurs se distinguèrent dans les applications concrètes de cette révolution scientifique et la diffusion du langage mathématique comme moyen de connaissance. John Napier (1550-1617) perça le mystère des logarithmes, et le Suisse Jost Burgi (1552-1632) celui des antilogarithmes. La géométrie analytique se développa grâce à Descartes et à Pierre de Fermat (1601-1665), qui développa également une théorie sur les nombres amis, naturels et premiers. La géométrie prospective fut étudiée par Blaise Pascal (1623-1662) et Gérard Desargues (1591-1661).

Fermat et Pascal travaillèrent également sur le calcul des probabilités, corrigés plus tard par Christian Huygens (1629-1695). Enfin, Gottfried Leibniz (1646-1716) et Isaac Newton (1642-1727) établirent une synthèse des connaissances mathématiques du siècle et découvrirent le calcul infinitésimal.

L'application de toutes ces avancées mathématiques au monde des sciences physiques induisit de fait de nombreuses découvertes. Galilée aborda l'étude de l'isochronisme du pendule, un domaine d'investigation où il fut suivi par Marin Mersenne (1588-1648), découvreur des nombres premiers qui portent son nom. Christian Huygens poussa plus loin ces recherches qui rendirent possible le chronomètre à pendule, très fiable et révolutionnaire pour l'horlogerie. Evangelista Torricelli, disciple de Galilée, jeta les bases de l'hydrodynamique et découvrit le principe du baromètre, avec lequel il démontra l'existence de la pression atmosphérique. Gilles de Roberval (1602-1675) étudia la description des

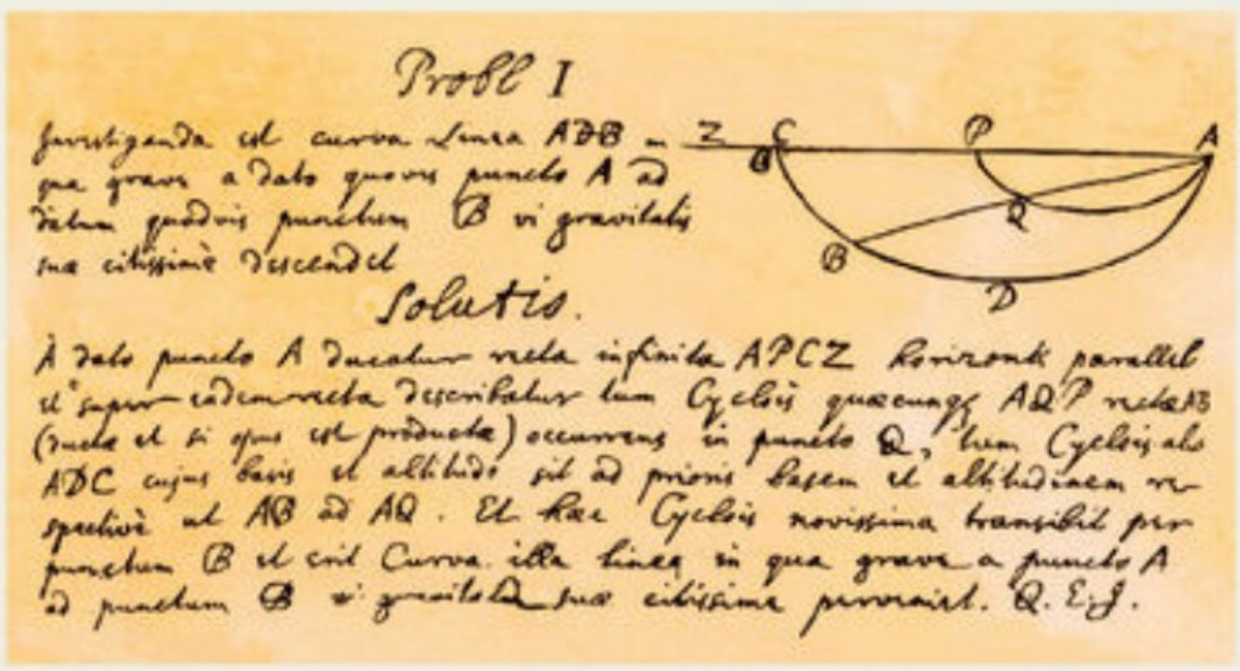
L'invention du calcul infinitésimal : Newton contre Leibniz

L'une des grandes controverses du siècle opposa Newton à Leibniz à propos de la paternité du calcul infinitésimal. Cette affaire nourrit une abondante correspondance entre les deux protagonistes.





Newton et Leibniz découvrirent, chacun de leur côté, les mathématiques infinitésimales. Newton déchiffra le calcul des flux avant que Leibniz n'élabore son calcul différentiel et intégral. Mais Leibniz publia d'abord le résultat de ses recherches alors que Newton ne divulgua pas ouvertement les siennes. Leurs hypothèses différaient. Newton partait de concepts physico-mécaniques alors que Leibniz se fondait sur des considérations philosophiques. Les deux furent alors les protagonistes d'une très vive dispute publique, chacun réclamant la paternité du développement de cette branche des mathématiques. De nos jours, cependant, les historiens de la science pensent qu'ils développèrent tous deux indépendamment le calcul infinitésimal, mais que la notation de Leibniz était la meilleure alors que la formulation de Newton s'adaptait mieux à la solution de problèmes pratiques. Cette polémique divisa les scientifiques européens, mais le désaccord entre les protagonistes ne fut pas radical au point de les empêcher d'échanger les résultats de leurs recherches.



LA COURBE BRACHISTOCHRONE. Manuscrit d'Isaac Newton montrant sa solution au problème de la courbe brachistochrone, ou courbe de la descente la plus rapide.

mouvements. Robert Boyle (1627-1691) fit de même avec le vide. Avec l'abbé français Edme Mariotte (1620-1684), il établit les lois de base sur la pression des gaz.

Les œuvres d'Ole Römer (1644-1710), Huygens et Newton conférèrent sa nature scientifique à l'optique. Römer réalisa des mesures de la vitesse de la lumière tandis que Huygens formula la théorie ondulatoire de la propagation de la lumière par ondes sphériques à travers l'éther. De son côté, Newton développa la théorie corpusculaire sur la nature de la lumière qui fut admise jusqu'au XIXe siècle. En optique, les perfectionnements dans l'utilisation des télescopes et des microscopes furent fondamentaux. La loi de réfraction fut énoncée par Willebrord Snellius (1580-1626), et celle des distances focales des lentilles concaves par Bonaventura Cavalieri (1598-1647). Johannes Kepler, Descartes, Johannes Hevelius (1611-1687), Robert Hooke (1635-1703) ainsi que Huygens contribuèrent à d'innombrables progrès techniques et théoriques. L'observation astronomique et les descriptions d'un cosmos héliocentrique mirent un terme aux concepts qui avaient cours depuis le Moyen Âge et dérivaient des théories établies par Aristote.

Galilée, Leibniz et Newton

C'est Galilée qui se distingua dans ce renouveau général des connaissances scientifiques. En 1604, il découvrit la loi du mouvement rectiligne uniformément accéléré et il formula celle des espaces proportionnels aux carrés des temps. Il étudia la loi du pendule, la loi du plan incliné et finalement celle de la chute des corps lourds. Avec ces lois, il réfutait la théorie aristotélicienne du mouvement. Ses observations du ciel à l'aide d'une lunette astronomique lui permirent de saper les bases de beaucoup d'idées établies. Dans sa prétention d'élaborer un nouveau système de connaissance, il contredit Aristote dans ses postulats fondamentaux : les limites de l'Univers, sa perfection et son immuabilité, le géocentrisme. Ses observations par télescope lui permirent de découvrir de nouvelles étoiles. L'étude de la Voie lactée lui permit d'établir que les distances par rapport au Soleil étaient incommensurablement plus grandes. Il n'affirma



L'ANATOMIE. Dans les premières décennies du XVII[e] siècle, l'anatomie connut un grand développement. Ci-dessus : *La Leçon d'anatomie du docteur Nicolaes Tulp*, par Rembrandt, peinte en 1632 (Mauritshuis, La Haye).

pas avec certitude l'infinité de l'Univers, mais il discrédita totalement la notion de sphère d'étoiles fixes d'Aristote.

En réalité, la connaissance avançait par paliers communs. Les taches solaires furent découvertes presque simultanément par Galilée à Padoue (1610-1612), Johan Fabricius à Wittenberg (1611) et Christoph Scheiner à Ingolstadt (1611), en démontrant la corruptibilité du Soleil. Le mécanicisme traditionnel fit place au dynamisme avec, à la fois, Newton et Leibniz. Tous deux attribuaient le mouvement à une force inhérente aux corps. Pour Leibniz, cette force était, pour les corps inanimés, similaire à une âme. Pour Newton, elle était due à l'attraction des corps entre eux en raison de la gravité, du magnétisme et de l'électricité. Newton découvrit et démontra mathématiquement la loi de la gravitation universelle qui porte son nom. Il sut calculer la masse du Soleil et celle de la Terre, expliqua la précision des équinoxes, déduisit l'aplatissement du globe terrestre, interpréta les irrégularités dans le déplacement de la Lune, émit une théorie crédible des marées et expliqua le déplacement des comètes. Il unifia, en somme, les physiques céleste et terrestre, et fit un immense pas en avant lorsqu'il publia, en 1687, ses *Principia (Principes mathématiques de la philosophie naturelle)*.

L'exploration du microcosme bénéficia du perfectionnement du microscope. L'anatomie descriptive des animaux et des végétaux, l'embryologie et la taxonomie par genres et par espèces connurent un développement extraordinaire. Parmi les utilisateurs les plus prestigieux du microscope figurent le Français Jean Pecquet (1622-1674), l'Italien Marcello Malpighi (1628-1694) ou le Hollandais Jan Swammerdam (1637-1680). Dans le domaine de la physiologie végétale, Malpighi précisa le rôle de la feuille dans l'élaboration de substances nutritives, et Edme Mariotte décrivit la circulation de la sève et la nutrition des espèces. Le Britannique Nehemiah Grew (1641-1712) et l'Allemand Rudolf Jakob Camerarius (1665-1721) étudièrent au microscope l'anatomie et la physiologie de la fleur, démontrant que les plantes étaient sexuées et ouvrant la voie à l'hybridation botanique. Les théories classiques sur la génération spontanée furent démenties par les travaux du médecin florentin Francesco Redi (1626-1697), qui soutint que la vie ne peut procéder que de la vie. Le père de l'embryologie moderne fut Malpighi, déjà nommé, grâce à son étude de l'embryon de poulet. Malpighi

Les machines à calculer de Pascal et Leibniz

Dans la recherche de moyens de faciliter le calcul sur la base du système décimal, il faut signaler le précurseur Wilhelm Schickard (1592-1635), un mathématicien allemand qui utilisait une machine à calculer les tables astronomiques, limitée à six chiffres et fabriquée en bois. En 1642, Blaise Pascal conçut une machine arithmétique (la future pascaline) qui additionnait et soustrayait des nombres comportant jusqu'à sept chiffres. Elle était faite de métal avec des roues qui faisaient tourner des disques portant les chiffres. Les résultats d'opérations apparaissaient à travers une fenêtre. Pascal essaya de la commercialiser, mais il n'en vendit que quinze. Pour sa part, Leibniz conçut vers 1672 différents engins qui pouvaient déjà réaliser les quatre opérations élémentaires. Il s'inspira largement de la machine à calculer de Pascal en l'améliorant sur certains points mécaniques, comme le système de transmission, responsable de l'échec commercial de la pascaline. Le prototype était si compliqué que le mathématicien dut investir jusqu'à 24 000 thalers dans le projet et qu'il eut beaucoup de difficulté à trouver des mécaniciens capables d'effectuer le montage. À cause de ces inconvénients techniques, d'autres projets mécaniques, telle une machine à extraire les racines carrées, restèrent à l'état de dessin. Leibniz inventa sa propre machine pour faciliter les calculs des astronomes.



LA PASCALINE. Après trois ans de recherche et cinquante prototypes, Pascal présenta sa première machine en 1645. Il en fabriqua une vingtaine d'exemplaires en l'améliorant progressivement. Neuf d'entre elles sont parvenues jusqu'à nous.



LA *STEPPED RECKONER*. Machine calculatrice conçue par Gottfried Wilhelm Leibniz en 1670, la première à être capable de réaliser les quatre opérations arithmétiques de base. Tout comme elle effectuait des additions et des soustractions, elle pouvait multiplier, diviser et extraire des racines carrées en passant par des séries d'additions.

fut le premier à soutenir que le germe contenait, à l'échelle microscopique, tout l'être futur. On lui doit les premières études sur la structure cellulaire des tissus, la description des vaisseaux capillaires, méconnue de William Harvey (1578-1657), la petite circulation à travers les poumons, les globules rouges… Quant à la taxonomie, les travaux du naturaliste anglais John Ray (1627-1705) marquèrent le début du classement systématique du monde organique selon le modèle moderne, c'est-à-dire en espèces, genres et ordres biologiques.

Dans le domaine médical, l'Anglais William Harvey, le médecin personnel des Stuarts et de Francis Bacon, démontra de façon irréfutable l'existence de la circulation du sang. La médecine clinique progressa grâce aux travaux du médecin anglais Thomas Sydenham (1624-1689), qui décrivit en 1676 la symptomatologie d'un grand nombre de maladies, parmi lesquelles la goutte, la vérole et la dysenterie. Dans le domaine de la chimie, l'Irlandais Boyle réfuta la théorie des éléments d'Aristote en 1661 et introduisit l'idée moderne des éléments chimiques.

Des théories à la pratique

Les sciences et les scientifiques disposaient de nouveaux moyens d'exploration et d'expérimentation. En plus de ce qui a été déjà évoqué dans le domaine de l'optique ou des observatoires de Paris (1667) et de Greenwich (1765), d'autres mécanismes comme les hémisphères de Magdebourg (1654), la marmite de Denis Papin (1690) ou le plan incliné de Galilée servirent de laboratoires pratiques permettant la reproduction expérimentale de postulats théoriques. On arriva à la précision des mesures grâce à des instruments comme le baromètre ou l'horloge pendulaire de Huygens, qui permettait de mesurer des mouvements à la demi-seconde près. Pour la température, il fut en revanche difficile de trouver une échelle. Des premières propositions basées sur le point de congélation de l'eau on passa à l'échelle maximum de sa température d'ébullition. Le consensus semblait introuvable, et les discussions traînèrent en longueur, entre les échelles Fahrenheit (de 32 à 212 °F), Celsius (de 0 à 100 °C) et de Réaumur (de 0 à 80 °Ré).

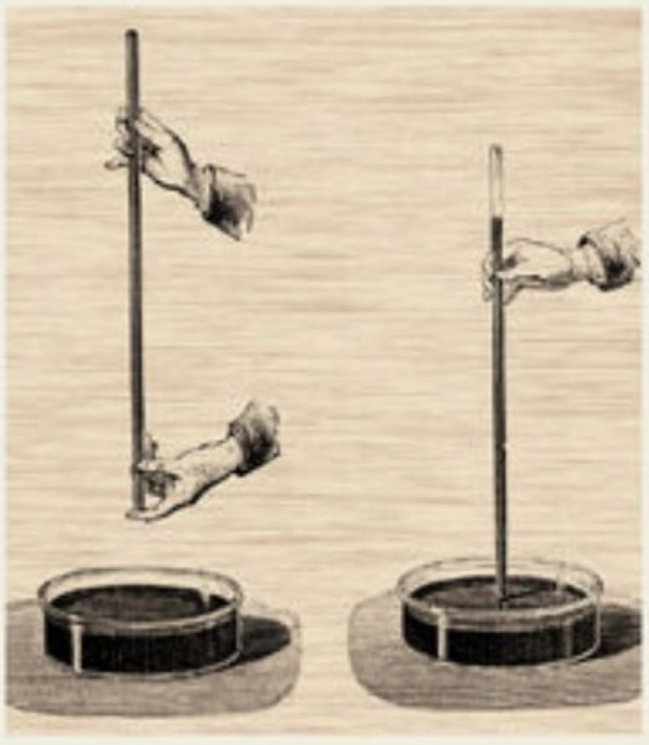
C'est lors du passage du XVII[e] au XVIII[e] siècle que les avancées de la connaissance permirent le recul des croyances irrationnelles et superstitieuses, en expliquant les choses en termes scientifiques. Mais elles contribuèrent du même coup à ébranler les croyances de beaucoup d'hommes élevés dans les doctrines traditionnelles du christianisme. Elles contribuèrent ainsi à la sécularisation de la pensée, favorisant le scepticisme et le déisme qui marqueraient le siècle suivant, celui des Lumières.

Les grandes avancées scientifiques

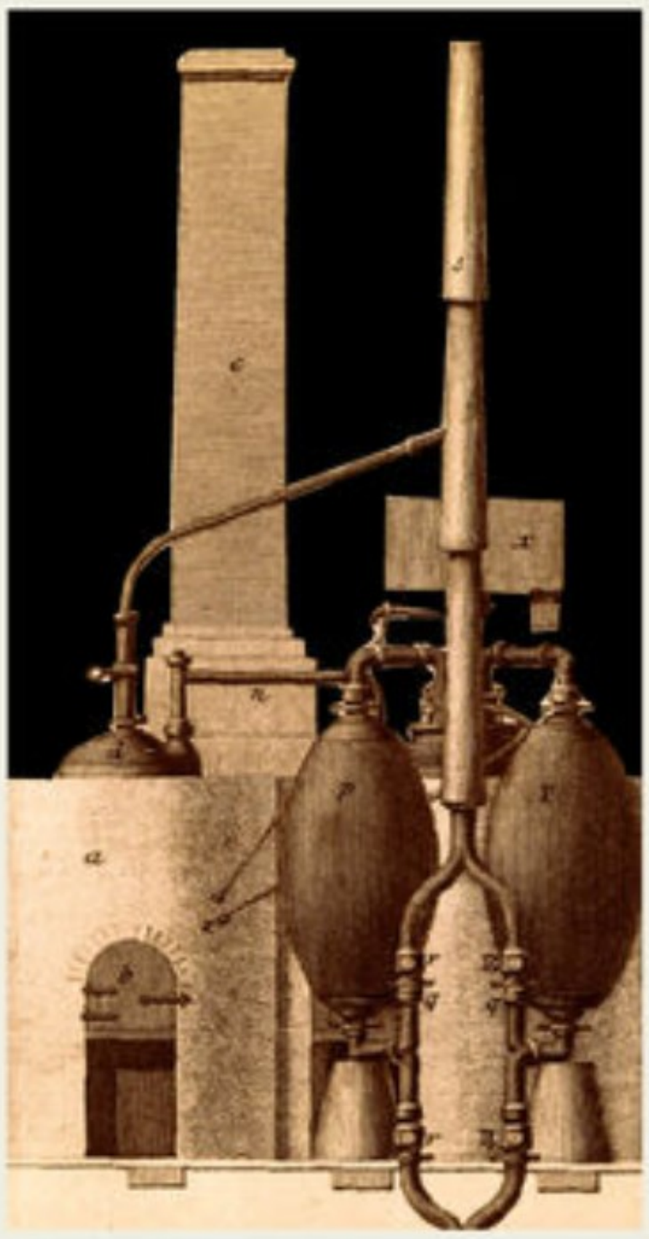
Le XVIIe siècle est une période-clé dans l'histoire de la science. Les nombreuses découvertes sont la cause de changements décisifs dans la méthode scientifique, dans la vision cosmique de l'univers, et dans la conception même de la science comme source de progrès pour l'humanité.



LE MICROSCOPE. Commerçant et tailleur de lentilles, Antonie Van Leeuwenhoek (1632-1723) construisit un microscope pouvant magnifier jusqu'à trois cents fois la taille de l'objet observé. Il put ainsi découvrir le monde des micro-organismes. Ci-dessus, l'un des microscopes de Leeuwenhoek.



LE BAROMÈTRE DE TORRICELLI. Evangelista Torricelli (1608-1647), élève de Galilée, fit en 1644 une expérience en immergeant un tube de mercure dans une cuvette du même métal pour démontrer que l'air avait un poids et prouver en conséquence l'existence de la pression atmosphérique.



LA MACHINE À VAPEUR DE SAVERY. Thomas Savery (1650-1715) concrétisa les dernières avancées concernant les mouvements des pistons dus à la pression d'un gaz. En 1698, il déposa le brevet de sa « machine à extraire de l'eau au moyen du feu » qui fut connue sous le nom de « l'amie du mineur ».



LA CIRCULATION SANGUINE. William Harvey (1578-1657) démontra le premier que la contraction des muscles cardiaques impulsait le sang à travers les artères et que le système vasculaire le conduisait ensuite aux différentes parties du corps.



LE TÉLESCOPE DE NEWTON. Afin de corriger les aberrations chromatiques des télescopes à réfraction utilisés par Galilée et Huygens, Newton présenta en 1672 un télescope à réflexion qui était nettement plus petit et éliminait les distorsions.



LA POMPE À VIDE. En 1654, le physicien et juriste allemand Otto von Guericke (1602-1686) fit une démonstration spectaculaire de la force immense que l'atmosphère pouvait exercer, connue comme l'expérience des hémisphères de Magdebourg.

LOUIS XIV. Portrait (1701) du Roi-Soleil par Hyacinthe Rigaud (musée du Louvre, Paris). En page suivante, le soleil, emblème de la monarchie française, sur une des grilles de l'entrée du château de Versailles, dessinée par Mansart.



LE ROI-SOLEIL D'UN SIÈCLE FRANÇAIS

Sous Henri IV, la restauration de l'autorité royale est l'objectif prioritaire en France. Louis XIII, avec Richelieu, lance ensuite la politique d'hégémonie en Europe. Mais c'est sous Louis XIV, le Roi-Soleil, que cette évolution atteint son point culminant. Entouré de ses collaborateurs, il établit sa cour à Versailles, le centre névralgique d'une Europe qui s'incline non seulement face aux armes, mais aussi devant l'art français.

Le couronnement d'Henri IV marqua l'avènement de la dynastie des Bourbons sur le trône de France. En reniant sa foi huguenote et en se convertissant au catholicisme, le nouveau roi cherchait à mettre fin aux conflits religieux qui déchiraient le pays. « Paris vaut bien une messe », pensait-il. Il démontra surtout que l'on pouvait rapprocher différentes sensibilités politiques et religieuses.

De 1594 à 1610, son règne montra qu'il était soucieux de rétablir l'unité du royaume par une politique de tolérance religieuse, à l'image de l'édit de Nantes (1598), qui garantissait la liberté de conscience. Henri IV finit par gagner l'appui du clergé catholique français, malgré l'inclusion parmi ses courtisans d'anciens adversaires, comme l'un des chefs protestants, Maximilien de Béthune, le fameux duc de Sully, ou comme le marquis de Villeroy, un opposant catholique.

Sur le plan international, Henri IV tenta de récupérer le terrain perdu par la France pendant la deuxième moitié du XVI^e siècle. Il s'intéressa à l'Italie, surtout après son mariage avec Marie de Médicis, fille du grand-duc de Toscane François I^er. Son action fut militaire mais aussi diplomatique, comme l'illustre l'épisode de l'Interdit de 1606-1607, quand il se fit désigner comme médiateur entre le pape et la République de Venise.

LES ROIS DE FRANCE AUX XVIe, XVIIe ET XVIIIe SIÈCLES

- 1328-1589 — Dynastie des Valois
- 1498-1515 — Louis XII
- 1515-1547 — François Ier
- 1547-1559 — Henri II
- 1559-1560 — François II
- 1560-1564 — Régence de Catherine de Médicis
- 1560-1574 — Charles IX
- 1574-1589 — Henri III
- 1589-1792 — Dynastie des Bourbons
- 1589-1610 — Henri IV
- 1610-1617 — Régence de Marie de Médicis
- 1610-1643 — Louis XIII
- 1643-1715 — Louis XIV
- 1715-1774 — Louis XV
- 1774-1792 — Louis XVI

Son pari d'une organisation multilatérale, exprimé dans son « Grand Dessein », proposait de résoudre l'instabilité du continent par une régulation des équilibres entre les six monarchies héréditaires, les cinq monarchies électives et les quatre principales républiques européennes. Ces États seraient représentés dans un Sénat fédéral dont la fonction serait de trouver une solution aux conflits internationaux. Bien que ce projet puisse être considéré comme une abstraction et un fantasme diplomatique, il n'en reste pas moins que l'importance que le roi donnait aux ambassadeurs et à la négociation, en marge de la guerre, caractérisait bien la politique étrangère de la monarchie française de cette période.

L'ambition d'Henri IV

Henri IV tenta d'étendre son pouvoir souverain dans tous les domaines. Le défi était complexe. Sa politique de tolérance religieuse envers les protestants entraîna l'apparition d'une centaine de villes fortifiées, dont les garnisons huguenotes devaient garantir l'application de l'édit de Nantes. Dans le même temps, des limitations étaient imposées à l'exercice du culte protestant à Paris et dans les régions où il ne pouvait se prévaloir d'une présence antérieure. Les enclaves protestantes devinrent des lieux d'autonomie qui réduisaient les ambitions absolutistes du roi. Il en était de même des nombreuses provinces françaises qui bénéficiaient d'un système de gouvernement autonome, proche de celui des principautés allemandes ou des comtés anglais. Certaines d'entre elles possédaient des institutions provinciales puissantes, comme le Languedoc, la Bretagne, la Provence, le Dauphiné et la Bourgogne. La Normandie était un cas à part, avec une administration fiscale et judiciaire spécifique.

Henri IV réussit toutefois à surmonter ces obstacles structurels et à réduire progressivement le rôle des villes et des assemblées représentatives provinciales. L'action de Sully, surintendant des Finances à partir de 1598, créa des bases fiscales solides pour la monarchie. Il y eut, bien entendu, de nombreuses résistances, mais elles furent réprimées avec sévérité et on finit par avancer dans les directions voulues par la monarchie. Les nombreuses révoltes populaires échouèrent, car elles étaient spontanées et trop désorganisées, et elles manquaient de revendications claires. Le roi parvint aussi à s'imposer face à des insurrections nettement plus dangereuses et ambitieuses. C'est ainsi qu'en 1602 se produisit la plus importante des révoltes d'aristocrates contre la Couronne. Charles Emmanuel de Savoie en fut l'instigateur, rejoint par le duc de Biron – gouverneur de Bourgogne – et le duc de Bouillon, un huguenot. Les rebelles étaient financés par l'Espagne, ce qui aggravait la situation pour le roi de France. Ce dernier put toutefois surmonter la rébellion et confirmer la consolidation du pouvoir royal. Biron finit par être exécuté après un procès en bonne et due forme devant le Parlement à Paris.

L'implication espagnole dans la révolte de Biron ne faisait absolument aucun doute. À partir de 1608, l'insécurité frontalière conduisit donc Henri IV à soutenir les protestants allemands et à intensifier sa diplomatie. Cette année-là, il encouragea la création de l'Union évangélique au sein du Saint Empire. En 1609, il intervint dans les trêves entre les Provinces-Unies et l'Espagne. Cette même année, la France se mit à appuyer les prétentions de l'Électeur de Brandebourg sur les territoires disputés du Saint Empire. La monarchie française semblait très proche de mettre ses menaces à exécution par les armes. Mais le 14 mai 1610, Henri IV, qui avait déjà échappé à plusieurs attentats, fut poignardé près du palais du Louvre par François Ravaillac, un catholique exalté. Ni le plomb fondu, ni l'huile bouillante, ni les quatre

Marie de Médicis, reine et banquière de France

En 1600, une année après l'annulation de son premier mariage avec Marguerite de Valois, Henri IV épousa Marie de Médicis, qui était ainsi la deuxième femme de cette puissante famille de Toscane à devenir reine de France.

Le premier mariage d'Henri IV n'avait pas donné d'enfants. Après son annulation, il fallut donc trouver une nouvelle épouse pour que, d'un côté, elle assure la continuité dynastique en assurant un héritier au roi, et de l'autre, elle soit accompagnée d'une dot susceptible de régler les problèmes financiers de la Couronne. C'est ainsi qu'Henri épousa Marie, la fille de ses principaux créanciers, les Médicis, une influente famille de ducs et de banquiers florentins. Non seulement Marie fit quatre enfants, mais elle devint aussi mécène d'artistes comme Rubens, Guido Reni ou Poussin et introduisit le goût italien à la Cour de France. Cela s'accentua encore pendant la période où elle fut régente. Son désaccord avec son fils Louis XIII, qui fit assassiner Concini, le favori de sa mère, la conduisit finalement à l'exil, où elle mourut en 1642. Illustration : *Le Couronnement de Marie de Médicis*, par Rubens (musée de l'Ermitage, Saint-Pétersbourg).

chevaux qui l'écartelèrent ne purent arracher au régicide la moindre confession sur ses motifs ou sur l'existence d'un complot. La menace d'une guerre civile et l'effondrement de l'œuvre politique du roi s'abattaient sur la France.

La régence de Marie de Médicis

Après l'assassinat d'Henri IV en 1610, son épouse, Marie de Médicis, devint régente du royaume de son fils Louis, âgé de neuf ans. Malgré ses ambitions politiques, cette fervente catholique se laissa influencer par sa sœur de lait, Leonora Galigaï, et surtout par le mari de celle-ci, Concino Concini, qui fut rapidement promu au rang de maréchal et reçut le titre de marquis d'Ancre. La régente adopta une politique catholique de rapprochement avec l'Espagne qui inquiéta les milieux protestants et les anciens collaborateurs d'Henri IV, en particulier le duc de Sully. La reine tenta de calmer ces inquiétudes par des largesses financières. En 1614, elle convoqua les états généraux du royaume, mais l'assemblée se révéla incapable de calmer les rivalités.

C'est dans ce contexte de contestation qu'éclatèrent les révoltes de grands seigneurs, comme celle de Condé en 1615. Dans le même temps, les intrigues de palais se succédaient autour de Concini et de certains de ses protégés, comme le jeune évêque de Luçon, Armand de Richelieu, qui commençait alors à se distinguer.

La conclusion de cette période fut totalement inattendue : Louis XIII prit les rênes du pouvoir en 1617, à seize ans. Pour s'affirmer, il s'éloigna immédiatement de sa mère et imposa un nouveau favori, le noble provençal Charles d'Albert de Luynes, introduisant les luttes de pouvoir au sein de la famille royale. Les années suivantes furent meublées d'intrigues et d'affrontements amers entre la mère et le fils. La jeunesse et le manque d'expérience de Louis XIII ainsi que la médiocrité de ses plus proches serviteurs finirent par leur imposer un rapprochement. En réalité, ce fut la clairvoyance de la reine mère qui définit l'orientation future de la France. Marie de Médicis suggéra à son fils de prendre comme collaborateur celui qui allait devenir l'homme

HENRI IV.
Statue du roi de France et de Navarre, premier monarque de la dynastie des Bourbons (château de Pau).



Le cardinal de Richelieu, la main de fer de Louis XIII à La Rochelle

Pour renforcer le pouvoir de la Couronne, Richelieu devait réduire l'importance des huguenots et de la noblesse féodale. Il lui fallait détruire toutes les forteresses dont ils disposaient dans le royaume, de façon à ce qu'ils ne puissent pas s'y réfugier en cas de révolte. Le cardinal lui-même dirigea la prise et la destruction de la citadelle protestante de La Rochelle.





Si quelque chose manquait à Armand Jean du Plessis, cardinal et duc de Richelieu, ce n'était certainement pas l'ambition. Il ne lésinait sur aucun moyen pour arriver à ses fins. Il le démontra avec la prise de La Rochelle, une forteresse que l'édit de Nantes, signé en 1598 par Henri IV (lui-même ancien huguenot), avait concédée aux protestants. Il voulait sa destruction en raison de la dérive procatholique qui avait suivi l'assassinat d'Henri IV, mais aussi parce qu'il était convaincu qu'une forteresse huguenote dans le royaume était une sorte d'État dans l'État et une dangereuse tête de pont pour d'éventuelles incursions d'autres royaumes protestants, comme l'Angleterre. Le siège commença en septembre 1627 et finit en octobre de l'année suivante par la capitulation de la ville, après que Richelieu eut fait construire une véritable digue qui coupait son accès à la mer. Illustrations : à gauche, buste de Richelieu sculpté par le Bernin (musée du Louvre, Paris) ; à droite, vue de La Rochelle en 1628, par Jacques Callot ; page ci-contre, *Richelieu au siège de La Rochelle*, par Henri-Paul Motte (musée d'Orbigny Bernon, La Rochelle).

fort du royaume. En 1624, Louis XIII désigna Richelieu, devenu cardinal en 1622, comme son conseiller principal.

Louis XIII, qui avait vingt-trois ans en 1624, gouverna dès lors en s'appuyant sur le cardinal de Richelieu. Celui-ci présentait sans aucun doute des qualités exceptionnelles. Il conjuguait avec habileté une volonté inflexible et un opportunisme subtil. Sa ligne de conduite fut de consolider systématiquement son propre pouvoir et celui du jeune roi. Il mena ainsi une politique de répression de toute opposition.

L'époque de Richelieu

Le cardinal de Richelieu imposa à la France un état de tension permanente. Il voulait pouvoir compter sur un royaume uni et fort, et il géra le pays d'une main de fer. Il fit réprimer sans pitié les rébellions des aristocrates, les insurrections contre les impôts ou les mutineries provoquées par la faim et la misère. En 1628, il obligea les huguenots à se plier à la volonté royale en s'emparant de La Rochelle, l'une des forteresses qui leur garantissaient le libre exercice du culte. Après cette prise, les murailles de la ville furent rasées et le gouvernement municipal perdit tous ses privilèges. Tout en maintenant l'autorisation du culte protestant, on rétablit et on favorisa la pratique du catholicisme. D'autres rébellions similaires furent réprimées, aboutissant au triomphe des positions royales. En 1629, l'édit de grâce d'Alès sauvegardait les libertés religieuses, civiles et juridiques des protestants telles que définies dans l'édit de Nantes mais il les privait, pour l'avenir, de tous privilèges politiques ou militaires.

Cette implication du cardinal de Richelieu dans les affaires confessionnelles reflétait l'âpre lutte qui déchirait la France. D'un côté, le « parti des dévots », qui s'articulait autour de Marie de Médicis et de la reine Anne d'Autriche, préconisait d'extirper le protestantisme de France et de mener à l'extérieur une politique de défense du catholicisme dans le Saint Empire. De l'autre, le « parti des bons Français », sur lequel s'appuyait Richelieu, soulignait la nécessité « d'éviter la confusion entre les intérêts de l'État et ceux



de la religion », à l'intérieur comme à l'extérieur du royaume. Louis XIII fut soumis à d'insupportables pressions de la part de ces deux groupes, ce qui aboutit à la journée des Dupes du 10 novembre 1630. Ce jour-là, Marie de Médicis se livra à une scène d'une grande violence devant le roi et le cardinal. Quelques heures plus tard, le monarque convoqua le cardinal et lui renouvela sa confiance. Le parti des dévots fut immédiatement privé de ses chefs au moyen de destitutions, d'exils et d'assignations en justice. Marie de Médicis se réfugia aux Pays-Bas, où elle mourut douze ans plus tard sans être jamais revenue en France.

Une fois assuré de la confiance aveugle du roi, Richelieu subordonna toute la politique intérieure aux exigences de la lutte de la France contre les Habsbourg. Il avait réussi à surmonter toutes les difficultés créées par les problèmes économiques, les complots à la Cour et les grandes révoltes populaires. Cependant, ces dernières furent, sans aucun doute, la manifestation la plus éclatante de l'échec de la politique de la « grande France ». Peu à peu, le mécontentement contre le cardinal gagna les vingt millions de Français. Non seulement il rassembla les paysans, mais il créa des solidarités entre certains secteurs de la bourgeoisie urbaine et de la noblesse. Les révoltes se succédèrent, rythmées par de mauvaises récoltes en 1635, 1636-1637. Il y eut celle des *croquants* de la Loire et de la Garonne, en 1639, celle des *nus-pieds* de Normandie, en 1643…

À l'extérieur, malgré les efforts acharnés de Richelieu, la menace militaire française sur l'Europe était contenue. Le cardinal avait conscience que le royaume manquait de troupes entraînées et d'une marine puissante. C'est pourquoi il fondait sa stratégie sur le combat indirect contre les Habsbourg, en déployant une grande habileté diplomatique et en distribuant des subsides très généreux aux ennemis de Madrid et de Vienne. Cependant, après la mort du roi de Suède Gustave Adolphe et la victoire espagnole de Nördlingen, les événements l'amenèrent à choisir le conflit ouvert. La France déclara la guerre à l'Espagne en 1635. Une énorme pression fiscale fut exercée sur le royaume pour faire face à l'augmentation



Mazarin, le successeur italien de Richelieu

Dans son testament, le tout-puissant Richelieu recommandait à Louis XIII de faire confiance à un cardinal de ses protégés, Mazarin, pour lui succéder comme Premier ministre de la France. Le roi mourut peu de temps après Richelieu, mais sa femme, devenue régente, tint compte du conseil.

En 1630, alors que la France se préparait à envahir le nord de l'Italie, Richelieu reçut la visite d'un jeune diplomate au service du Saint-Siège. C'était Jules Mazarin. Bien qu'il n'ait pu atteindre l'objectif de sa mission – qui consistait à freiner l'offensive française –, les qualités de l'Italien impressionnèrent favorablement Richelieu. Cette opinion se confirma lorsqu'il rencontra à nouveau Mazarin, qui s'était installé à Paris en 1635. En 1639, l'Italien obtint la nationalité française et devint l'un des collaborateurs les plus proches de Richelieu. Celui-ci œuvra pour le faire nommer cardinal et en fit son successeur pour gouverner la France. Malgré cela et malgré ses succès diplomatiques et politiques (comme le traité des Pyrénées avec l'Espagne), il fut toujours très contesté et dut faire face à des révoltes, comme la Fronde. Illustration : portrait de Mazarin, peint par Philippe de Champaigne (musée national du Château de Versailles).

des dépenses militaires. Pourtant, une série de victoires françaises semblait inciter à poursuivre dans cette voie. La mort de Richelieu en 1642 – une nouvelle accueillie avec soulagement dans tout le pays – l'empêcha de savourer pleinement la victoire des troupes françaises sur les régiments espagnols réputés invincibles.

Mazarin et les « Frondes »

Louis XIII mourut en 1643, quelques mois après son précieux ministre. Sa veuve, la reine Anne d'Autriche, assuma la régence, secondée par le cardinal Mazarin, un ancien protégé de Richelieu. La relation entre la régente et le favori était si étroite que la rumeur courut même d'un mariage secret. Ils durent en tout cas affronter ensemble le défi de la poursuite de la guerre et les difficultés à la financer. Bien que la France fût l'un des royaumes les plus peuplés d'Europe, la pression fiscale se faisait par moments si lourde qu'elle provoquait une agitation violente. Les insurrections sanglantes impliquaient des paysans mais elles touchaient aussi les faubourgs pauvres de certaines villes. Démunis et privilégiés partageaient à nouveau une profonde antipathie pour un cardinal. De plus, les mesures de centralisation du gouvernement occasionnèrent des révoltes parmi les corps représentatifs, notamment au sein des parlements régionaux, bien que le rôle principal dans les manifestations fût joué par le parlement de Paris. Mais les objectifs des paysans, des nobles et des élites urbaines étaient différents et contradictoires. Dans ces protestations successives, ou Frondes, ils n'étaient en fait d'accord que sur une chose : refuser la guerre imposée par Richelieu puis par Mazarin.

La Première Fronde fut une fronde parlementaire, entre août 1648 et mars 1649. Les magistrats parisiens décidèrent d'organiser une réunion avec les représentants des autres assemblées pour délibérer sur la nécessité d'une « réforme du royaume ». Ils décidèrent de limiter les attributions fiscales de la Couronne et réduisirent l'autonomie du monarque dans la création de fonctions et de charges. Dans d'autres accords, ils proposaient un nouveau cadre de gouvernement, qui se caractériserait par une supervision permanente par les communes.

Après une période d'indécision initiale provoquée par l'appui massif des Parisiens aux accords parlementaires, Mazarin et la famille royale quittèrent Paris. La reine régente ordonna de bloquer la capitale en dépêchant une importante armée sous les ordres du prince de Condé. Dans un climat de chaos et de destruction, les classes populaires finirent par constituer un ennemi bien trop dangereux pour les élites privilégiées. Amadoués

par des amnisties et des pensions, les notables parisiens abandonnèrent peu à peu leurs objectifs. Mais c'était un apaisement en trompe l'œil, car le mécontentement et les protestations contre Mazarin se poursuivirent à des degrés divers, à Paris comme dans le reste du royaume.

Les nobles furent quant à eux les protagonistes de la Deuxième Fronde, appelée « Fronde des princes », qui se déroula tout au long de l'année 1650. Son principal chef était le prince de Condé, qui avait joué un rôle décisif dans les événements de l'année précédente. Fier de sa gloire militaire, cet aristocrate rêvait de remplacer le cardinal Mazarin dans la faveur royale. Toutefois, après de multiples conspirations, Condé fut emprisonné sur ordre du cardinal. À sa suite, d'autres grands nobles subirent le même sort.

La situation dans les provinces commençait à échapper à tout contrôle et les Frondes atteignirent leur point culminant entre décembre 1650 et septembre 1651, quand, retrouvant toute leur ardeur, les parlementaires se joignirent à nouveau aux aristocrates. On fit pression sur le roi pour qu'il accepte le programme de réformes élaboré en 1648, et la situation finit par devenir intenable pour le cardinal. Par une manœuvre bien calculée, Mazarin libéra les princes, abandonna Paris et s'exila à Cologne. La disparition de l'ennemi commun eut un effet foudroyant et inattendu sur le royaume : loin d'apporter la paix, l'absence de bouc émissaire après tant de décennies ne fit que mettre au jour les divergences profondes qui séparaient les frondeurs. Le mouvement de rébellion se défit et ses chefs nobles, en particulier Condé, quittèrent le front des protestataires.

C'est alors qu'éclata la dernière des Frondes, celle du « Grand Condé », entre septembre 1651 et août 1653. Ce fut la plus violente et la plus désastreuse. Elle eut des conséquences catastrophiques pour l'ensemble du royaume. Condé passa des accords avec l'Espagne, transformant l'insurrection en une guerre de nature internationale. Les insurgés furent néanmoins une fois de plus victimes de leur manque d'organisation, pénalisés par l'absence d'une idéologie cohérente et d'une base sociale solide. Les nobles

LE TESTAMENT DE MAZARIN.
L'ancien collège des Quatre-Nations – devenu aujourd'hui l'Institut de France – fut construit pour répondre expressément au désir du cardinal Mazarin, qui, dans son testament, avait légué sa fortune personnelle pour la construction d'un collège destiné à l'éducation de 60 gentilshommes des quatre nations signataires des traités de Westphalie et des Pyrénées (Artois, Alsace, Pignerol et Roussillon, et Cerdagne).

Le traité des Pyrénées, bien plus qu'un partage de territoires

Bien que les traités de Westphalie aient officiellement mis fin à la guerre de Trente Ans en 1648, l'ensemble du continent n'en était pas pour autant pacifié. Un front était encore ouvert en Catalogne, la guerre des Faucheurs, dans laquelle étaient impliquées les Couronnes de France et d'Espagne. Un nouveau traité apporta finalement la paix en 1659.

Le 7 novembre de 1659, dans l'île des Faisans (sur la rivière Bidassoa, à la frontière franco-espagnole), fut paraphé solennellement un traité de paix entre les deux pays, qui mettait fin à la guerre de Catalogne. Cette paix était très avantageuse pour la France, puisqu'elle lui octroyait le Roussillon et la Cerdagne, qu'elle convoitait depuis longtemps, ainsi que le comté d'Artois et quelques places fortes de l'est, telles Metz et Verdun. En contrepartie, l'Espagne obtint que la France cesse d'apporter de l'aide au Portugal et renonce à ses ambitions sur le comté de Barcelone. Mais le traité des Pyrénées représenta bien plus qu'un simple partage de territoires. Il incluait également des dispositions sur le commerce, l'échange des prisonniers de guerre et même des engagements matrimoniaux qui mettaient fin à une longue histoire de mésententes entre les deux royaumes. Illustration : *La Signature du traité des Pyrénées*, tableau de Laumosnier (musée de Tessé, Le Mans), où apparaissent les visages de la plupart des participants. ❶ **Philippe IV,** roi d'Espagne. ❷ **Louis XIV,** roi de France. ❸ **L'infante Marie-Thérèse,** fille aînée de Philippe IV, destinée à devenir l'épouse du Roi-Soleil à condition que le couple renonce à tout droit au trône espagnol. ❹ **Don Luis Méndez de Haro,** neveu du comte-duc d'Olivares, qui fut chargé des négociations du côté espagnol. ❺ **Le cardinal Mazarin,** représentant la partie française et grand triomphateur de ce traité des Pyrénées.



cédèrent peu à peu aux offres d'indulgence et de faveurs diverses que leur firent les émissaires royaux. Après l'échec de ses opérations militaires contre Paris, Condé dut se réfugier aux Pays-Bas. La régente et le jeune monarque rappelèrent alors Mazarin à la Cour. Le cardinal récupéra toutes ses prérogatives en février 1653.

Le déclin des cardinaux

L'harmonie parut finalement s'imposer dans le royaume, bien que l'on eût à contenir quelques révoltes de nobles provinciaux et à réprimer des soulèvements paysans entre 1656 et 1659. Les crises provoquées par les Frondes avaient démontré qu'aristocrates et parlementaires étaient incapables de diriger le royaume. Fort d'un pouvoir très renforcé, le cardinal Mazarin mena une offensive absolutiste avec l'appui de la reine mère et du jeune roi. Pour cela, il s'appuya sur une solide équipe de conseillers qui commençaient alors à se faire connaître et dont les noms (Séguier, Fouquet, Colbert, Louvois) allaient contribuer plus tard à la renommée du règne de Louis XIV. Mais ce nouveau départ politique n'entraîna aucune remise en cause des intransigeantes mesures fiscales qui condamnaient sans relâche la population à une profonde misère. Néanmoins, Mazarin eut le bénéfice de ses stratagèmes politiques et diplomatiques. Le prince de Condé, gagné à la cause du cardinal, regagna tout son prestige, et les accords du traité des Pyrénées mirent un point final victorieux à la guerre contre l'Espagne.

Entre 1648 et 1652, les désordres provoqués en France par les Frondes avaient d'abord facilité les avancées des Espagnols. Cependant, à partir de 1652, le cardinal Mazarin lança une offensive diplomatique et militaire qui visait à isoler Philippe IV et à le forcer à signer un accord de paix. En 1655, la France ratifia ainsi un traité d'amitié avec l'Angleterre de Cromwell, ce qui conduisit ce dernier à apporter son aide à la France, en 1657, avec sa flotte et un contingent de six mille hommes. L'offensive maritime conjointe anglaise et française entraîna la prise de Dunkerque et infligea une défaite majeure à la flotte espagnole à la bataille des Dunes, le 14 juin 1658.



La paix entre la France et l'Espagne fut signée lors du traité des Pyrénées, en novembre 1659. Par ce traité, l'Espagne cédait à la France le Roussillon, une partie du comté de Cerdagne, la région flamande de l'Artois et plusieurs places fortes en Flandres et au Luxembourg. En outre, pour établir des relations de paix et d'amitié, il fut convenu de marier le roi de France, Louis XIV, avec l'infante espagnole Marie-Thérèse.

Le roi et sa Cour

Louis XIV décida de gouverner seul dès le lendemain de la mort du cardinal Mazarin. C'était sans aucun doute un homme bien préparé intellectuellement, très instruit et conscient des réalités du royaume. Son seul défaut fut un orgueil excessif, comme l'indiquaient son emblème, un soleil rayonnant, et sa devise *(Nec pluribus impar,* que l'on traduit souvent par « À nul autre pareil »), deux indices de son projet chimérique d'empire universel. Il devint rapidement l'archétype le plus accompli du roi absolu de son époque. Considéré comme régnant par droit divin, il déterminait toute la législation du royaume, prodiguait tous les privilèges et tenait lieu de juge suprême. Une conséquence de ce caractère prétendument surhumain fut que la Cour se mit à rendre un véritable culte à la personne du roi, à travers une liturgie quasi sacrée. La Cour de Louis XIV fut d'abord itinérante à travers le pays, puis elle se fixa finalement à Versailles en 1682. C'est dans cette enclave unique et totalement à part que le roi et son monde atteignirent des proportions fantastiques et hors du commun.

Tous ceux qui entouraient Louis XIV n'étaient toutefois pas de banals flatteurs, creux et vaniteux. Le Roi-Soleil pouvait compter sur des collaborateurs judicieusement choisis et très compétents. C'est ainsi qu'il disposait d'un Conseil royal divisé en sections spécialisées qui examinaient deux fois par semaine les grandes affaires du royaume, internes ou externes. Parmi les ministres, ceux qui se distinguèrent étaient Nicolas Fouquet (qui tomba bientôt en disgrâce pour corruption), François Michel Le Tellier de Louvois, Hugues de Lionne et, surtout, Jean-Baptiste Colbert.

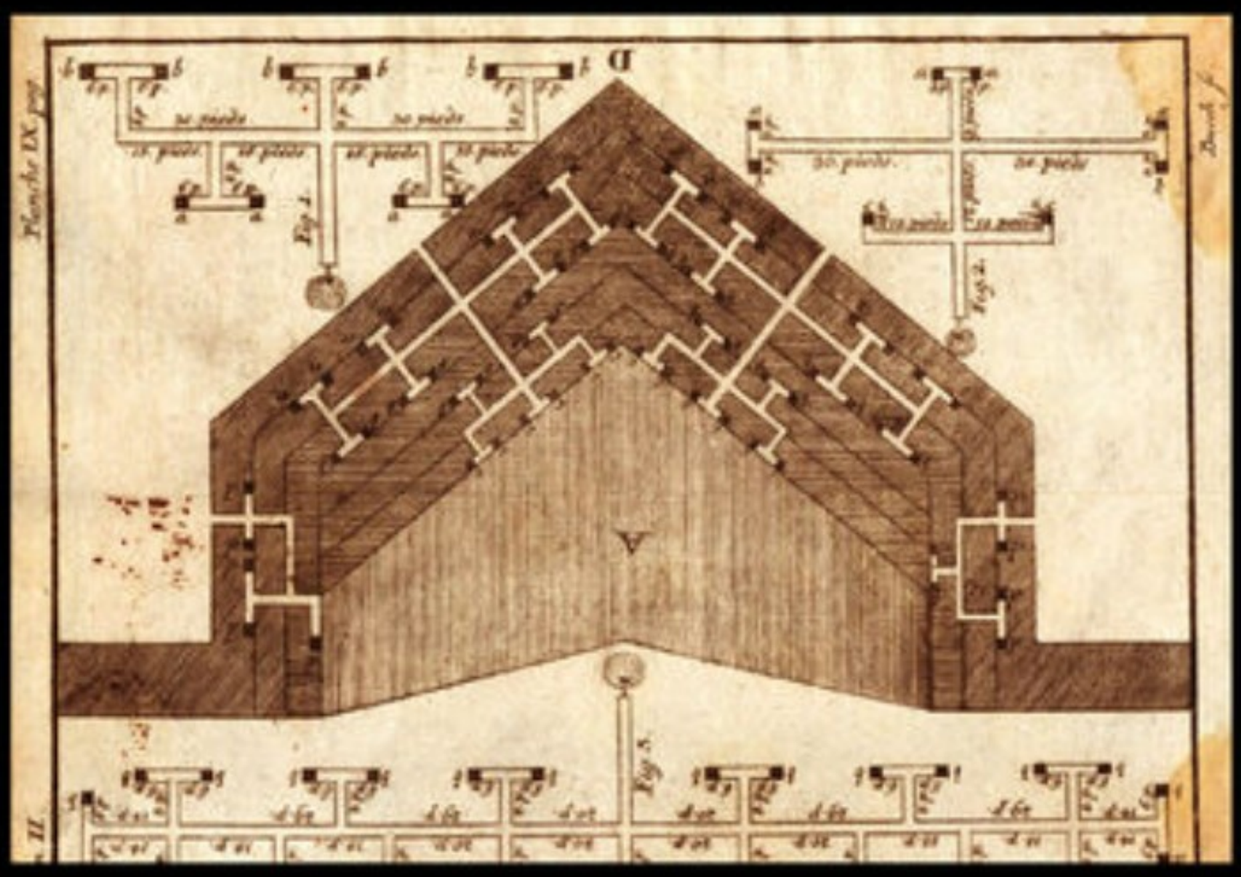
VAUBAN : LES FORTERESSES DE LA FRANCE DU ROI-SOLEIL

La politique menée par Mazarin et son successeur Jean-Baptiste Colbert n'était pas seulement interventionniste. Elle s'appliqua de manière très réaliste à fortifier les frontières du royaume, car les modifications des limites territoriales et les innovations technologiques introduites par les armées (notamment l'artillerie) avaient rendu obsolètes les forts existants. Sébastien Le Prestre, maréchal de Vauban, le plus grand ingénieur militaire du XVII[e] siècle, fut chargé de la transformation de l'ensemble du système défensif français. On lui doit le dessin, la reconstruction ou la transformation des forteresses et des citadelles des frontières à l'ouest, au nord et à l'est de la France, dont celle de Neuf-Brisach (à droite). Située en Alsace, c'est l'une des douze citadelles fortifiées par Vauban, avec, entre autres, celles d'Arras, de Longwy, de Mont-Louis et de Briançon. Depuis 2008, ces fortifications sont inscrites sur la liste du Patrimoine mondial de l'Unesco.





LA FORTERESSE DE SALSES. Reconstruite par Ferdinand le Catholique, cette forteresse catalane resta du côté français après le traité des Pyrénées. Vauban la transforma, mais comme elle était à 50 km de la nouvelle frontière, elle devint une prison.



DESSINS, PLANS, FORTIFICATIONS. Les dessins de fortifications réalisés par Vauban cherchaient à minimiser, sinon à annuler, les effets de l'artillerie, qui pouvait facilement mettre à bas les vieilles murailles médiévales. Ci-dessus, détail d'un bastion inspiré par Vauban, dans un traité d'ingénierie militaire français, publié en 1745 (Archives pour l'art et l'histoire, Berlin).



❶ **TERRAIN PLAT.** À l'inverse des ingénieurs des périodes précédentes, qui préféraient construire dans des sites abrupts et d'accès difficile, Vauban choisit d'ériger ses citadelles sur des terrains plats. Les murailles étaient basses et larges, construites de pierre et de sable. Ces matériaux absorbaient mieux l'impact des projectiles de l'artillerie ennemie.

❷ **LES BASTIONS.** L'une des caractéristiques les plus marquantes des forteresses créées par Vauban était l'utilisation de bastions. Il n'a pas inventé ces structures, dont l'origine remonte à ce que l'on nommait les fortifications à « tracé italien ». Ces bastions se projetaient vers l'extérieur, dans les angles des citadelles, afin d'en faciliter la défense.

❸ **LE RAVELIN, OU DEMI-LUNE.** Un autre élément particulier, dérivé lui aussi du « tracé italien », était le ravelin, aussi nommé « demi-lune ». Vauban l'adopta et l'exploita efficacement dans ses constructions. Il s'agit d'une fortification triangulaire, située généralement de l'autre côté du fossé périphérique. Elle obligeait l'ennemi à diviser son attaque, et servait à protéger les murs, en permettant de nourrir un feu croisé sur l'ennemi.

❹ **LE PLAN EN FORME D'ÉTOILE.** La conception de la forteresse en bastions et en ravelins aboutit à un agencement en étoile des fortifications. Toutes les puissances européennes ne tardèrent pas à copier ce modèle, y compris l'Espagne (comme au fort de San Fernando, à Figueras). Intra-muros, le plan est réticulaire, avec une place centrale sur laquelle s'ouvrent les principaux bâtiments de la citadelle.

SÉBASTIEN LE PRESTRE, MARÉCHAL DE VAUBAN

Le grand ingénieur militaire de Louis XIV commença sa carrière en tant que soldat, aux côtés du prince de Condé, durant les insurrections de la Fronde. Après avoir été fait prisonnier, il changea de camp et servit fidèlement le roi. Non seulement il traça les plans de forteresses inexpugnables, mais il en assura le commandement, chargé, selon les cas, de leur prise ou de leur défense, comme à Nimègue en 1672, à Besançon en 1674 et au Vieux-Brisach en 1703 (il avait alors 70 ans). Cette année-là, en récompense de ses services, il fut nommé maréchal de France. Il mourut quatre ans plus tard, à Paris. Ci-dessous, statue du maréchal de Vauban, par Gustave Crauk (musée du Louvre, Paris).



Jean-Baptiste Colbert, le grand ministre des Finances de Louis XIV

Colbert fut l'un des artisans de la grandeur du règne du Roi-Soleil et de ce que l'on considère comme le Grand Siècle français. Cela tenait à sa capacité à remettre en ordre les comptes de l'État et à augmenter ses recettes.

Tous les économistes n'ont pas eu la chance, ou le mérite, de donner leur nom à une doctrine économique. Jean-Baptiste Colbert est l'un de ceux-là avec le colbertisme, fondé sur le protectionnisme commercial et le rôle actif de l'État dans la création de la richesse nationale. Colbert eut l'occasion d'appliquer cette théorie dès sa nomination comme ministre des Finances, en 1661. Jusqu'alors, ce fils de commerçant s'était fait remarquer comme l'un des hommes de confiance de Mazarin, dont il administrait les biens. À la mort du cardinal et après la disgrâce du précédent surintendant des Finances, Nicolas Fouquet, Colbert accapara tous les ministères sauf ceux de la Guerre et des Affaires étrangères. Il fut impliqué dans des dossiers aussi divers que la construction du canal du Midi, l'embellissement de Paris, avec l'ouverture de neuf places et le nouveau jardin des Tuileries ou la création de l'Académie des sciences. Son talent et sa capacité de travail en firent l'une des rares personnes en lesquelles Louis XIV eut toujours confiance, même lors de la grave crise économique qui ternit ses dernières années de gouvernement. Illustration : *Buste de Jean-Baptiste Colbert*, par Nicolas Coustou (musée national du Château de Versailles).



LA CHAPELLE ROYALE (p. 73). Achevée en 1710, cinq ans avant la mort de Louis XIV, cette chapelle fut la dernière des grandes œuvres du Roi-Soleil pour Versailles. Sa construction prit plusieurs années. C'est à Jules Hardouin-Mansart, le grand artisan de Versailles, que l'on doit sa forme définitive, mais les travaux furent terminés après sa mort par son beau-frère Robert de Cotte.

À la mort de Hugues de Lionne, en 1671, le marquis de Louvois, fils de l'ancien conseiller Le Tellier intégra ce cercle de notables. Alors que Colbert se révéla un expert de grande valeur en matière financière et économique, Louvois se distingua dans la conduite des affaires militaires. La tâche fondamentale du gouvernement était de renforcer le pouvoir absolu du roi sur toute la France. Les assemblées représentatives traditionnelles (assemblée du clergé, états de la noblesse, parlements régionaux, cours de justice, villes souveraines) se virent dès lors soumises à un contrôle. Globalement, leurs pouvoirs effectifs furent réduits. Quant aux populations impliquées dans les Frondes, elles perdirent le droit d'élire leurs magistrats, qui étaient dorénavant nommés directement par le monarque. Ces innovations nécessitèrent une réforme de la législation pour tenter de l'uniformiser par des ordonnances et des codes applicables dans tout le royaume (ordonnances sur les eaux et forêts de 1669, ordonnances sur la criminalité de 1670, ordonnances maritimes de 1681…), y compris dans les territoires colonisés. Ce fut le cas, par exemple, du cruel Code noir de 1685 concernant les esclaves, appliqué dans les Antilles.

Jean-Baptiste Colbert fut particulièrement efficace dans son œuvre de réajustement financier. Jusqu'à la guerre contre les Provinces-Unies, il réussit à maintenir l'équilibre entre les recettes et les dépenses grâce à un contrôle strict de la comptabilité. Il fit diminuer les rentes et les droits qui grevaient traditionnellement la balance budgétaire et il apporta des améliorations sensibles au recouvrement des impôts. De façon un peu anachronique, on lui a attribué l'établissement de budgets dès l'année 1667. La véracité de cette affirmation est sans doute approximative, mais elle représente bien la scrupuleuse comptabilité du ministre. En tout cas, il serait injuste d'oublier qu'en plus de ses mesures fiscales, Colbert en prit bien d'autres, qui firent de lui le champion du grand commerce européen, au moyen d'une législation protectionniste et d'une politique de soutien aux manufactures.

Problèmes financiers et religieux

Les guerres finirent néanmoins par prendre le dessus sur les talents de gestionnaire de Colbert. En effet, outre le coût de l'appareil militaire et des fortifications du royaume, il fallait financer la construction d'un grand palais à Versailles et l'entretien de la cour extrêmement nombreuse du Roi-Soleil. Les finances royales devaient en permanence faire appel à des augmentations d'impôts ou négocier des emprunts à des taux abusifs auprès de banquiers privés. De plus, à partir de 1680, la concession du recouvrement des impôts à des particuliers devint la règle. Cela augmenta considérablement les abus à l'encontre des couches les plus modestes de la population, dans les villes et, plus encore, dans les campagnes, où la paysannerie était exsangue.

Outre ses difficultés financières, Louis XIV dut aussi affronter des problèmes religieux. Éduqué dans un cadre familial profondément imprégné de catholicisme, il se montra extrêmement hostile au courant janséniste, qu'il accusait non seulement d'hétérodoxie mais aussi de déloyauté envers sa personne. Les jansénistes tenaient leur nom de Cornelius Jansen, dit Jansénius, l'auteur du livre *Augustinus* (1640), qui prônait un catholicisme extrêmement rigoriste. Selon Jansen, un lecteur assidu et minutieux de la pensée de saint Augustin, le Christ n'était pas mort pour toute l'humanité, mais seulement pour un petit groupe de catholiques élus. Cette interprétation s'opposait frontalement à la doctrine jésuite, qui avait cours dans l'Europe de l'époque, une morale bien plus indulgente par certains aspects.

L'abbaye de Port-Royal, bastion du jansémisme

En 1640, on publiait à Louvain un volumineux traité, écrit en latin, sur la théologie de saint Augustin. Sans s'aligner sur un quelconque courant protestant, il constituait tout de même un important défi à l'orthodoxie catholique telle que définie un siècle auparavant à Trente. Son auteur, Cornelius Jansen, ancien évêque d'Ypres, était mort depuis deux ans.



Ennemi acharné des jésuites, Jansen, dit Jansénius, ne rompit jamais tout à fait avec l'Église de Rome : peu de temps avant sa mort, il demanda même que son livre soit examiné par les autorités ecclésiastiques. Cela fut fait, et cinq de ses propositions furent considérées comme hérétiques. L'Inquisition interdit la publication du livre, mais ni cette interdiction ni les bulles critiques des papes Urbain VIII, Innocent X et Alexandre VII ne purent empêcher l'*Augustinus* d'être imprimé et rapidement diffusé à travers la France. C'est ainsi que surgit le jansénisme, qui peut être considéré au sein du monde catholique, par son radicalisme, comme l'équivalent du calvinisme. Son rigorisme, la négation de la possibilité pour l'homme de faire du bien et surtout le fait de considérer que les autorités ecclésiastiques sont incapables de représenter la volonté divine sur Terre, en firent un mouvement dangereux, tant pour l'État que pour l'Église, qui le combattirent sans beaucoup de résultats. Le principal centre de diffusion de cette doctrine fut l'abbaye de Port-Royal des Champs, au sud-ouest de Paris. Le jansénisme s'y installa lorsqu'un ami de Jansen, Jean Duvergier de Hauranne, fut nommé directeur spirituel de la communauté féminine et des écoles qu'elle possédait dans la région. L'interdiction faite au monastère, en 1679, d'admettre de nouvelles novices, suivie de sa fermeture, puis de sa destruction, en 1710, en finirent avec le site mais non avec le mouvement. Illustration : *La Mère Catherine-Agnès Arnault et la sœur Catherine de Sainte Suzanne de Champaigne*, par Philippe de Champaigne (musée du Louvre, Paris).

En France, le mouvement janséniste s'enracina à l'abbaye de Port-Royal des Champs, où s'installèrent des personnalités importantes de l'époque, comme Blaise Pascal ou Jean Racine. Les liens entre les jansénistes et le parti des dévots avaient déjà entraîné des persécutions contre ceux que l'on surnommait les « solitaires » ou les « messieurs » de Port-Royal.

Le jansénisme était considéré par Rome comme une déviance doctrinale. Cette réprobation fut affichée en 1653, par une bulle qui condamnait cinq propositions concrètes défendues dans l'*Augustinus*. Avec cette caution pontificale, on prépara un formulaire d'adhésion à cette bulle et on le donna à signer aux principaux jansénistes français. Nombre d'entre eux, dont quatre évêques et les religieuses de Port-Royal, s'y refusèrent et entrèrent en résistance contre le roi. Seule l'intervention du nouveau pape Clément IX permit de trouver une issue : la « paix clémentine » offrit une trêve provisoire, et les évêques dissidents assumèrent un « silence obséquieux » conciliateur. Mais la polémique sur la légitimité de cette transaction finit par resurgir, car elle pointait du doigt, en filigrane, le rôle de Louis XIV comme garant de l'orthodoxie catholique en France. En 1709, le roi ordonna l'expulsion forcée des religieuses de Port-Royal des Champs. Une année plus tard, le couvent lui-même fut détruit.

L'affaire janséniste ne fut que l'une des nombreuses occasions où le choix d'un gouvernement absolutiste permit à Louis XIV de redéfinir le rôle de l'Église catholique dans le royaume. Le monarque promut sans cesse ces initiatives profrançaises dans l'Église. Si l'on sait qu'il y eut une connivence entre le roi et le pape concernant le jansénisme, dans le cas d'autres directives pontificales, le roi s'efforça plutôt de faire valoir l'autorité des évêques nationaux face à celle de Rome. Louis XIV encouragea systématiquement les discussions doctrinales sur les limites qu'il faudrait imposer à l'infaillibilité papale. Les choses prirent du temps, mais il finit par obtenir du clergé français qu'il se plie progressivement aux thèses souverainistes. On commença par ne plus publier en France les bulles du pape. Les édits de censure de l'Inquisition furent également ignorés, et la Sorbonne s'institua comme autorité théologique suprême du royaume. En 1682, l'assemblée générale du clergé français fit une déclaration en quatre articles, qui devinrent la définition synthétique de l'Église gallicane. Il y était essentiellement stipulé que le pouvoir du pape n'était que spirituel.

Mais le principal fait religieux du règne de Louis XIV fut la révocation de l'édit de Nantes, en 1685. En accord avec les principes absolutistes d'« un seul roi, un seul Dieu, une seule religion »,



le quotidien de presque un million de protestants devenait intolérable. Les soupçons de connivence avec les protestants hollandais conféraient en plus au protestantisme une allure de danger international. Tout au long de son règne, Louis XIV exerça des pressions plus ou moins fortes sur les huguenots, depuis les simples menaces jusqu'à la subornation, allant même, à l'extrême, jusqu'à obliger les familles protestantes à confier l'éducation de leurs enfants à des établissements catholiques. On avait recours à des méthodes particulièrement dures, commes les terribles dragonnades. Ces attaques dirigées contre les communautés protestantes par des soldats du corps des dragons s'accompagnaient d'agressions, d'assassinats et de conversions forcées au catholicisme.

Le 17 octobre 1685, Louis XIV signa l'édit de Fontainebleau, révoquant l'édit de Nantes qui avait porté la tolérance religieuse depuis 1598. La France redevenait officiellement catholique. Nombre de protestants (environ deux cent mille entre 1680 et 1700) quittèrent alors le royaume. Malgré tout, le protestantisme continua de vivre dans la sphère privée. Il réapparut même de façon sporadique au cours de ce que l'on appelait les « assemblées du désert », des offices cultuels qui se déroulaient en plein air dans des lieux isolés. Ceux qui y participaient risquaient bien sûr les galères ou la mort. Ces persécutions, considérées comme le martyre des protestants, favorisèrent des révoltes territoriales d'une relative importance, comme celle des Camisards, qui éclata dans le massif des Cévennes au début du XVIII[e] siècle.

La politique européenne

Au cours de la première décennie de son règne, Louis XIV imposa son hégémonie à trois grandes puissances européennes : l'Espagne, l'Angleterre et la papauté. Son dessein n'était pas de mener une politique de conquête et d'agression, mais plutôt une politique de prestige sur la scène internationale. Pour ce faire, il tissa des alliances, déployant une armée de diplomates auprès des cours européennes pour obtenir la prédominance française et des annexions territoriales, et il s'impliqua de plus en plus dans les affaires allemandes.

UN ROI MÉCÈNE

Louis XIV fit bénéficier Molière et sa compagnie théâtrale de sa protection et les installa en 1660 au théâtre du Palais-Royal. Ci-dessus, une toile de Jean Léon Gérôme, *Louis XIV et Molière*, où l'on voit le roi invitant le dramaturge à partager son dîner (Malden Public Library, Malden).

Les campagnes de Turenne et de Condé, puissants maréchaux de Louis XIV

Une bonne partie de la politique étrangère menée par Louis XIV s'appuya sur les succès de deux militaires, le vicomte de Turenne et le prince de Condé. Tous deux furent les grands protagonistes des batailles livrées par la France contre les signataires de la Triple Alliance.

Louis II de Bourbon-Condé et Henri de la Tour d'Auvergne, vicomte de Turenne, furent les deux principaux soutiens de Louis XIV sur les champs de bataille. Le premier appartenait à une famille qui s'était illustrée dans le camp protestant durant les guerres de Religion qui avaient dévasté la France pendant les règnes des trois derniers Valois. Cela ne l'empêcha pas de passer au catholicisme, suivant ainsi l'exemple d'Henri IV. Protégé de Richelieu, dont il épousa la nièce en 1641, Louis de Condé démontra son sens de la stratégie à la bataille de Rocroi. De son côté, Turenne avait également des origines protestantes ; il resta même protestant jusqu'à sa conversion tardive au catholicisme, en 1668. Ils participèrent tous deux à la guerre de Trente Ans, mais le sort les conduisit également à lutter dans des camps opposés. C'est ainsi qu'à la bataille des Dunes, en 1658, Turenne, à la tête d'une coalition franco-anglaise battit un Condé allié aux Espagnols. Le pardon royal leur permit de se battre à nouveau dans le même camp lors de la guerre de Hollande, en 1672. Illustrations : à droite, portrait équestre de *Henri de la Tour d'Auvergne devant Maastricht*, œuvre d'Adam Frans Van der Meulen (Deutsches Historische Museum, Berlin) ; à gauche, buste en bronze du *Prince de Condé*, par Antoine Coysevox (musée du Louvre, Paris).



LES CAMPAGNES DE TURENNE ET DE CONDÉ. Le prince de Condé et le vicomte de Turenne participèrent aux principales campagnes de Louis XIV, comme la guerre de Trente Ans, la guerre de Dévolution et la guerre de Hollande. Ils dirigèrent même conjointement des batailles fort importantes, comme Nördlingen en 1645, où ils vainquirent la Ligue catholique. Mais ils s'opposèrent auparavant, notamment lors de la révolte de la Troisième Fronde, quand le prince de Condé s'enfuit en Flandres, où il obtint la protection espagnole.

D'une certaine façon, cette ligne politique prolongeait la stratégie internationale menée par Richelieu et Mazarin depuis le début du XVII^e^ siècle, qui considérait que la France devait consolider ses frontières naturelles datant de la Gaule romaine. Pour protéger cet espace, le contrôle des Alpes, des Pyrénées et du Rhin était considéré comme fondamental et non négociable.

Tout fut donc mis en œuvre pour atteindre cet objectif. Par exemple, Louis XIV imposa au duc de Lorraine de le nommer son héritier. À la mort de Philippe IV d'Espagne, il réclama certains territoires flamands, arguant qu'ils devaient lui échoir en raison de son mariage avec l'infante Marie-Thérèse et être intégrés à la France. Ses arguments juridiques furent très discutés à l'époque. Cela déclencha ce que l'on appela la guerre de Dévolution (1667-1668), au cours de laquelle s'illustra le général français Condé, puiqu'elle lui permit d'obtenir une écrasante victoire à la tête d'une armée de soixante-douze mille hommes. Cette campagne expéditive entraîna l'annexion de la Franche-Comté à la France. L'Espagne paraissait bien impuissante face à ce qui ressemblait à une parade militaire des Français. Pourtant, en 1668, la Triple Alliance (Angleterre, Pays-Bas, Suède) contre la France obligea Louis XIV à signer la paix d'Aix-la-Chapelle. La Franche-Comté retourna à l'Espagne, mais la France conserva cinq places fortes sur la frontière avec l'Empire et sept villes dans la région des Flandres. Aix-la-Chapelle confirma également le déclin progressif et inéluctable du rôle de la monarchie espagnole dans la grande politique européenne. D'un autre côté, la Triple Alliance montrait également l'exemple d'une coalition comme moyen efficace de défense face à l'impérialisme de Louis XIV.

La guerre contre les Province-Unies

La République des Provinces-Unies s'était distinguée par son rôle actif au sein de la Triple Alliance. Elle menaçait en outre de devenir un concurrent sérieux pour la France sur le terrain du commerce. La guerre économique entre les deux puissances s'intensifia davantage, en raison



de la politique de protection douanière des produits français préconisée par Colbert. Pourtant, la guerre tarifaire qui faisait rage depuis 1665 ne se révélait pas favorable aux intérêts français, qui devaient faire face non seulement au dynamisme des entrepreneurs hollandais mais également aux énormes moyens financiers des banquiers d'Amsterdam et de Rotterdam.

Le premier objectif de la stratégie militaire de Louis XIV contre les Provinces-Unies fut de rompre la Triple Alliance. En échange d'importants subsides, l'Angleterre signa en 1670 un traité d'alliance avec la France. En 1672, le traité de Stockholm renouait les traditionnelles relations d'amitié avec la Suède. Les Provinces-Unies se retrouvaient donc isolées. Sans déclaration de guerre préalable, les troupes françaises envahirent la République au printemps de 1672, en s'appuyant sur un accord avec la Rhénanie.

L'occupation militaire se fit extrêmement rapidement et, en très peu de temps, les troupes de la monarchie française se retrouvèrent aux abords d'Utrecht. Pour reprendre l'initiative, les Hollandais détruisirent intentionnellement des digues pour provoquer des inondations. Guillaume III d'Orange fut chargé de la défense de la République. Dans les années qui suivirent, les Provinces-Unies réussirent à se trouver des alliés pour arrêter l'offensive française : l'empereur Léopold Ier du Saint Empire, qui s'opposait à l'alliance franco-turque ; le Brandebourg, qui se méfiait de l'hégémonie suédoise dans la Baltique ; la Savoie, menacée en permanence par l'expansionnisme français, et même la monarchie espagnole. Du côté français, l'alliance anglaise se délita à cause des pressions parlementaires qui s'exerçaient sur le roi anglais Charles II.

Néanmoins, les campagnes du vicomte de Turenne furent décisives pour la supériorité française, malgré la mort du valeureux maréchal en 1675, alors qu'il menait des opérations en Alsace. De fait, les troupes de Louis XIV paraissaient invulnérables sur terre et même sur mer, où la France remporta des victoires importantes, comme en 1676, au large des côtes de Sicile, contre l'amiral hollandais de Ruyter. La France

Louis XV, le Bien-Aimé, héritier du Roi-Soleil

Après 72 ans de règne, Louis XIV mourut sans qu'aucun des fils qu'il avait eus de son épouse Marie-Thérèse d'Autriche ne lui survive. La mort du dauphin Louis en 1711, puis de son fils firent que la Couronne passa finalement à l'arrière-petit-fils du Roi-Soleil.

Quand Louis XV succéda à Louis XIV, il n'avait que cinq ans. À la différence de son aïeul, lorsqu'il fut en âge de gouverner, il ne s'impliqua pas directement dans la gestion politique, s'appuyant sur le duc d'Orléans, qui avait été son régent, sur le cardinal de Fleury, son ancien précepteur, puis sur ses ministres. Apprécié par le peuple au début de son règne, ce qui lui valut le surnom de Bien-Aimé, il permit initialement une stabilisation de la situation financière et un essor du commerce. Mais ses dépenses fastueuses et l'influence croissante de ses maîtresses, telles la marquise de Pompadour ou la comtesse Du Barry, lui coûtèrent sa popularité, d'autant qu'en politique extérieure, la France s'était embarquée dans des guerres impopulaires, comme celle de la Succession d'Autriche (1740-1748) ou celle de Sept Ans (1756-1763), qui lui firent perdre d'importantes possessions outre-mer, parmi lesquelles le Canada. Illustration : *Louis XV à cinq ans*, portrait de Hyacinthe Rigaud (musée national du Château de Versailles).



perdait cependant peu à peu ses autres soutiens, telles la Suède et la Turquie. L'alliance entre les Provinces-Unies et l'Angleterre, scellée par le mariage entre Guillaume d'Orange et la princesse Marie, poussa définitivement la France à négocier une paix qui fût favorable à ses intérêts.

Les accords de la paix de Nimègue (1678-1679) prévoyaient l'échange de plusieurs places fortes avec l'Empire, la cession aux Provinces-Unies de Maastricht et la suppression des tarifs douaniers de 1667 qui lésaient les intérêts hollandais. Cependant, malgré la cession de certaines enclaves à l'Espagne, Louis XIV resta maître de la Franche-Comté et de quatorze places fortes dans les Flandres. De plus, il élargit sa sphère d'influence sur la Lorraine. Auusi, bien qu'elle appartint au camp des vainqueurs, la monarchie espagnole ne manqua-t-elle pas de se sentir flouée.

La trêve de Ratisbonne

En marge de l'offensive diplomatique que la France menait en permanence parallèlement à l'offensive militaire, les clauses de la paix de Nimègue furent discutées et réinterprétées par l'intendant d'Alsace, Charles Colbert – le frère cadet du célèbre ministre des Finances – dans des termes plus favorable aux intérêts de Louis XIV. Il réclama par exemple que tous les territoires liés traditionnellement à l'Alsace et à la Franche-Comté soient réintégrés à la Couronne française. En s'appuyant sur ce principe des « réunions », Louis XIV s'empara ainsi en quelques années de la plus grande partie du Luxembourg, de la principauté suédoise de Zweibrücken et de plusieurs villes allemandes, dont la stratégique Strasbourg. L'Alsace et la Lorraine durent également devenir les vassales à perpétuité de la France.

Les Habsbourg d'Autriche et d'Espagne se rassemblèrent dans l'opposition à ces spoliations françaises et furent bientôt rejoints par les Provinces-Unies et la Suède. Leur objectif était d'obliger Louis XIV à respecter scrupuleusement les termes du traité de Nimègue. Mais la coalition anti-française ne tarda pas à s'effriter, si bien que le conflit finit par se circonscrire à une guerre entre la France et l'Espagne. Louis XIV

et Léopold Ier du Saint Empire, qui était surtout mobilisé par sa lutte contre les Turcs, signèrent la trêve de Ratisbonne en 1684. Cet accord validait pour au moins vingt ans les réunions de territoires effectuées par Louis XIV depuis 1681. Charles II, le roi d'Espagne, n'eut d'autre choix que de s'incliner. Au mépris total des clauses de la paix de Nimègue, Louis XIV paraissait alors avoir atteint son zénith. Depuis son palais de Versailles, où il s'était installé en 1682, le Roi-Soleil pouvait contempler toute l'Europe prosternée à ses pieds.

Les difficultés de la fin du règne

Les années 1682 à 1686 furent marquées par une succession d'événements qui donnèrent une nouvelle inflexion au règne de Louis XIV. En 1682, la Cour s'installait à Versailles. Colbert mourut la même année. En 1684, la trêve de Ratisbonne était signée. En 1685, l'édit de Nantes était révoqué. Pour finir, en 1686, la ligue d'Augsbourg, l'alliance d'une grande partie de l'Europe contre la France, prenait forme. Les choses se mettaient en place pour amorcer le déclin du colosse.

En 1682, lorsqu'il s'installa à Versailles, le roi avait quarante-quatre ans et venait de perdre son épouse, la reine Marie-Thérèse. L'année suivante, il épousa en secret l'une de ses maîtresses, Madame de Maintenon, qui joua un rôle discret dans les orientations politiques du roi, mais fut déterminante dans son attitude face au pacifisme et au culte catholique. Le souverain vieillissait dans ce contexte quand il dut faire face à deux terribles malheurs familiaux : la mort en 1711 du dauphin, héritier du trône, et, en 1714, celle du duc de Berry qui le suivait dans la ligne de succession. Ainsi, lorsque Louis XIV mourut en 1715, à l'âge de soixante-dix-sept ans, son héritier était un très jeune prince royal, son arrière-petit-fils, le futur Louis XV, dernier fils du duc de Bourgogne.

Pendant toute cette période, les affaires religieuses continuaient de hanter le roi. La mort du pape Innocent XI facilita toutefois un accord entre Louis XIV et Rome. En 1693, la papauté accepta la prérogative royale et investit tous les évêques nommés en France depuis 1682. En compensation, Louis XIV mit un frein au gallicanisme – la

LES INVALIDES. L'édifice fut construit à Paris sur ordre de Louis XIV entre 1671 et 1674, pour loger les militaires retraités ou blessés lors de ses perpétuelles campagnes, en particulier lors de la guerre de Trente Ans. Libéral Bruant en fit les plans et en commença la construction, mais c'est son élève, Jules Hardouin-Mansart, qui, prenant en charge le monument à partir de 1676, en construisit l'église et son imposante coupole.

La Hougue, bataille décisive de la guerre de la ligue d'Augsbourg

La paix de Nimègue de 1678 freina la pénétration de la France dans les Provinces-Unies, mais ne mit pas fin aux ambitions expansionnistes du Roi-Soleil. En 1688, la pression française dans la région du Rhin provoqua une nouvelle guerre.

Le sort qui avait souri à Louis XIV sur les champs de bataille commença à tourner lors de la guerre de la ligue d'Augsbourg, quand la France dut combattre une large coalition de puissances européennes, dont l'Angleterre. L'une des batailles décisives fut celle de la Hougue, en 1692, où s'affrontèrent les flottes anglaise et française. À ce moment-là, Louis XIV se proposait de réinstaller sur le trône d'Angleterre Jacques II, qui avait été déposé par la Glorieuse Révolution en 1688. Pour ce faire, il organisa une grande armée qui devait, comme l'Invincible Armada un siècle auparavant, débarquer en Angleterre. Mais quand la flotte française se dirigea vers la Hougue, en Basse-Normandie, pour y embarquer les troupes, elle fut interceptée par la flotte anglaise, très supérieure en nombre (quatre-vingt-dix-neuf navires contre quarante-quatre, et sept mille cent canons contre trois mille cent). Le premier affrontement, le 29 mai, ne fut pas décisif mais les 2 et 3 juin, les Anglais réussirent à incendier tous les navires de leurs adversaires. Cette victoire fit de l'Angleterre la seule puissance navale restant en Europe. Illustrations : à gauche, une médaille anglaise commémorative de la bataille de la Hougue, montrant Neptune, dieu de la Mer, face à un Louis XIV prostré ; à droite, une tapisserie flamande du XVIIIe siècle représentant la défaite française (château de Schleissheim, Munich).





tendance séparatiste de l'Église de France par rapport à l'autorité du pape – et il intervint moins dans les affaires ecclésiastiques. Il comptait sur ce rapprochement avec l'Église romaine pour mieux affronter les dissidences religieuses qui pourraient mettre en péril l'unité de son royaume et son propre pouvoir. Il obtint ainsi que soient condamnées les dérives mystiques du mouvement quiétiste de François Fénelon ; il évita également la résurgence du jansénisme représentée par le père Quesnel et par les cas de conscience posés par les théologiens de la Sorbonne. Toujours bien disposée devant une demande du puissant Louis XIV, la papauté condamna fermement toutes ces positions considérées comme hétérodoxes au plan de la doctrine et dangereuses pour les intérêts du monarque. La résistance protestante évolua en revanche vers des révoltes massives, comme celle des Cévennes en 1702 et 1705. Il fallut mobiliser vingt mille soldats pour la réprimer, à un moment où la France était déjà engagée dans la guerre de Succession d'Espagne. L'attitude de Louis XIV dans ce domaine resta inflexible. Par une ordonnance de mars 1715, il considéra comme catholiques tous les protestants restés en France après 1685. Cela n'avait qu'une portée purement légale, car en pratique, dans la rue et dans la conscience de milliers de Français, la politique d'unité religieuse de Louis XIV avait été un échec sur toute la ligne.

Pourtant, les questions qui perturbèrent le plus la dernière partie du règne du Roi-Soleil furent d'ordre économique. La société française avait de plus en plus de mal à trouver les fonds pour des guerres devenues trop coûteuses. En effet, la Couronne n'était plus confrontée comme auparavant à des adversaires précis dans des territoires bien localisés. Entre 1688 et 1704, en partie à cause de la politique agressive qu'elle avait menée, la France se retrouvait face à des alliances qui liguaient pratiquement toute l'Europe contre elle.

La guerre de la ligue d'Augsbourg

En juillet 1686, la pression constante qu'exerçait la France sur le Rhin, la politique des « réunions » de Louis XIV et les mesures antiprotestantes qu'il



favorisait conduisirent les princes allemands et l'empereur Léopold Ier à former une alliance connue sous le nom de ligue d'Augsbourg. Cette coalition fut soutenue par d'autres puissances qui avaient des intérêts dans le Saint Empire, comme l'Espagne et la Suède, mais également par les Provinces Unies et par le Portugal. Leur pacte avait pour objet de garantir un équilibre en Europe en présentant un front commun, une coalition qui opposerait une menace claire et préventive à toute avance de celui qui était devenu le souverain le plus puissant du continent.

Malgré cela, la France ne renonça pas à son attitude expansionniste, bien au contraire. De manière très calculée, elle profita de l'aggravation des conflits entre l'empereur Léopold Ier et les Ottomans dans la zone du Danube pour se décider à reprendre l'initiative. En 1687, Louis XIV réclama pour l'évêque de Strasbourg la mitre de l'évêché de Cologne. L'année suivante, les troupes françaises envahirent le Palatinat en se prévalant des droits de la duchesse d'Orléans, la belle-sœur de Louis XIV, qui était princesse Palatine.

En 1688, une décennie de guerre commença, à une échelle véritablement continentale, puisque l'Angleterre se joignit au camp antifrançais et qu'en Europe orientale, le conflit impliqua aussi la Pologne, la Russie, Venise et l'Empire ottoman. Sur mer, la flotte anglaise démontra qu'elle était destinée à imposer son hégémonie dans l'avenir. Sur terre, en revanche, les généraux français se distinguèrent très nettement par leur stratégie et les succès qu'ils remportèrent. Cette décennie finit par épuiser les adversaires sans que l'on pût prévoir qui l'emporterait. Le traité de Ryswick mit fin au conflit en 1697, tandis que l'Europe se réorganisait dans l'attente d'une solution à la crise successorale en Espagne.

La Grande Alliance de La Haye

Le traité de Ryswick obligea Louis XIV à restituer tous les territoires annexés entre 1679 et 1688 en vertu du droit de réunion, à l'exception de Strasbourg. Il dut rendre les territoires conquis pendant la guerre, en particulier Fribourg, le Palatinat, la Lorraine, le Luxembourg et la Catalogne.

L'Europe après les traités d'Utrecht et de Rastatt

La paix d'Utrecht, ratifiée à Rastatt, ne fit pas que mettre fin à la guerre qui opposait Philippe V à Charles VI pour succéder à Charles II sur le trône d'Espagne. Elle entraîna aussi la naissance d'une nouvelle carte d'Europe.

Illustration : *Portrait de Charles VI* (musée royal d'Art ancien, Bruxelles).





La France retrouva ainsi les frontières prévues dans les traités de paix de Nimègue. Mais, pour ce qui est de la trêve de Ratisbonne, le résultat final fut sans aucun doute préjudiciable aux intérêts français. Sans avoir été vraiment vaincu, Louis XIV devait se résoudre à une politique modérée. Bien qu'il conservât l'Alsace et Strasbourg, et l'indiscutable prestige de ses armées, le traité de Ryswick marquait la reconnaissance d'un nouvel ordre européen. D'une politique d'hégémonie, espagnole, puis française, on passait à une politique d'équilibre.

Les négociations de Ryswick avaient certes pour objectif la paix, mais les discussions les plus vives eurent lieu à propos de la succession au trône espagnol. Depuis 1696, la santé du roi Charles II, sans enfants après ses deux mariages, était préoccupante. Or, Louis XIV et l'empereur Léopold Ier avaient tous les deux des liens familiaux qui leur permettaient de prétendre légitimement au trône d'Espagne. En 1698, ils se mirent d'accord sur un partage de la monarchie espagnole, applicable après la mort de Charles II. Selon les termes de cet accord, la Couronne espagnole et ses principales possessions passeraient à son neveu, fils de l'Électeur de Bavière. Naples, la Sicile et une partie du Pays basque échoiraient au Grand Dauphin, le fils héritier de Louis XIV. Le Milanais serait attribué à l'empereur Léopold Ier. Cependant, la mort prématurée du petit prince bavarois conduisit à un nouvel accord, signé en mars 1700, mais que l'empereur ne reconnut pas en fin de compte. De son côté, le roi d'Espagne, soucieux surtout de préserver son héritage, fit du duc d'Anjou, le second fils du Grand Dauphin de France, et par conséquent le petit-fils de Louis XIV, l'héritier du trône d'Espagne. Une clause très importante de ce testament stipulait par ailleurs que le duc d'Anjou devrait renoncer à ses droits sur le trône de France. Charles II s'éteignit le 1er novembre 1700.

Le testament fut révélé le 9 novembre en France. Louis XIV devait dès lors choisir entre accepter ce testament ou respecter le traité de partage de mars 1700. Dans tous les cas, quelle que fût sa décision, la guerre avec l'empereur



❶ **LA GRANDE-BRETAGNE.** L'Espagne lui céda Minorque et Gibraltar, en plus de son monopole sur la traite d'esclaves. Elle obtint également Terre-Neuve, la Nouvelle-Écosse et la baie d'Hudson.

❷ **LA MAISON DE SAVOIE.** Elle reçut de l'Espagne la Sicile et, en même temps qu'elle, le titre de roi, bien qu'elle l'échangeât ultérieurement avec l'Autriche contre la Sardaigne. Elle récupéra également la Savoie et Nice, qui avaient été occupées par la France au tout début du conflit.

❸ **LES PROVINCES-UNIES.** Elles reçurent ce que l'on appelait la « barrière flamande », c'est-à-dire huit forteresses (dont Ypres, Namur et Charleroi) situées sur la frontière avec la France. Cependant, la ruine économique leur fit perdre leur primauté navale et commerciale sur le continent.

❹ **LE BRANDEBOURG.** Le prince Électeur reçut pour sa part le droit de transformer son territoire en royaume et de s'attribuer le titre de roi de Prusse. Son fils Frédéric Guillaume Ier lui succéda.

❺ **LE PORTUGAL.** Le traité obligea l'Espagne à lui rendre la colonie de Sacramento (au sud-ouest de l'Uruguay), qu'elle avait occupée au début de la guerre.

❻ **LA FRANCE.** Le Brandebourg lui céda la province d'Orange, mais elle dut de son côté céder à l'Angleterre une partie de l'Acadie canadienne et l'île de Saint-Christophe, aux Antilles. Elle s'engagea, de plus, à détruire des fortifications et à bloquer le port de Dunkerque.

❼ **L'AUTRICHE.** Elle prit la place des Espagnols dans le Milanais, les Flandres, Naples et la Sardaigne. Mais l'archiduc Charles, devenu empereur du Saint Empire, renonça à toute prétention au trône d'Espagne.

❽ **L'ESPAGNE.** Philippe V de Bourbon fut reconnu roi d'une Espagne reléguée à un second rôle dans la politique européenne. Le royaume perdit au profit de l'Autriche toutes ses possessions sur le continent, ainsi que Minorque et Gibraltar au profit de l'Angleterre.

d'Autriche paraissait inévitable. Le 16 novembre, Louis XIV décida d'accepter publiquement le testament de Charles II. Tandis que l'empereur ouvrait les hostilités contre la France, le reste de l'Europe demeurait dans l'expectative, tout en acceptant les termes de la succession et en reconnaissant le nouveau roi d'Espagne, Philippe V. Toutefois, dans les mois qui suivirent, les ambitions politiques de Louis XIV lui firent prendre une série de décisions dangereuses. S'opposant à l'une des clauses du testament, il refusa que Philippe V renonce à ses droits sur la Couronne de France et il ordonna aux troupes françaises de prendre position dans les Pays-Bas espagnols, menaçant du même coup les Provinces-Unies. En 1701 et 1702, la Grande Alliance de La Haye fédéra peu à peu les principales puissances européennes contre la France et l'Espagne, qui ne purent compter comme alliés que les ducs de Savoie et de Bavière. Le 15 mai 1702, la guerre de Succession d'Espagne commençait. Elle allait durer jusqu'à la signature des traités d'Utrecht et de Rastatt, en 1713 et 1714.

Sans entrer dans le détail de leurs nombreuses clauses politiques, territoriales et économiques, force est de constater que ces traités permirent à la France de s'assurer des frontières nettement moins vulnérables qu'elles ne l'avaient été au début du XVIIe siècle. La présence d'un Bourbon sur le trône d'Espagne mettait fin à l'encerclement de la France par les Habsbourg. Mais la réalité incontestable était celle d'un royaume épuisé par un quart de siècle de conflits ininterrompus. Dès lors, Louis XIV renonça définitivement à tout rêve de domination continentale.

Le 10 août 1715, à l'âge de soixante-dix-sept ans, alors qu'il rentrait d'une journée de chasse, le Roi-Soleil, monarque absolu de France, fut pris d'une intense douleur à une jambe. Une sciatique fut diagnostiquée. Il s'agissait en réalité d'une gangrène sénile qui évolua très rapidement. Le vieux chêne se flétrit irrémédiablement. Sur son lit de mort, il fit appeler son héritier, son arrière-petit-fils Louis, et lui demanda d'être un roi pacifique et d'éviter la guerre, « ruine de peuples ». Il mourut le 1er septembre 1715. ■



Versailles, modèle des cours européennes

Il ne fait pas de doute que la splendeur de Versailles éblouit les souverains européens au point que certains tentèrent de la dépasser, comme l'impératrice Marie-Thérèse avec Schönbrunn.

Le palais de Versailles fut la création personnelle du Roi-Soleil, Louis XIV. À partir des années 1660, après l'arrêt définitif des travaux d'aménagement du palais du Louvre, l'ancienne résidence royale, Louis XIV décida de faire construire un nouveau palais qui refléterait ses projets impériaux de pouvoir et de gloire. L'emplacement choisi fut Versailles, où il imagina un vaste complexe architectural qui deviendrait le centre de la Cour et du gouvernement, en même temps qu'un lieu de plaisirs fastueux, au cœur d'un parc magnifique. Le style de Versailles et de ses jardins fut imité dans les principaux palais et villes d'Europe, entre autres par les Cours de Vienne et de Saint-Pétersbourg ou celles, plus modestes, de Potsdam et de Dresde.



L'architecte du roi

Jules Hardouin-Mansart, premier architecte de Louis XIV, est considéré comme le plus important représentant du baroque à la française. Mais sa célébrité est surtout due à la magnificence du château de Versailles, qui servit de modèle aux autres cours européennes de l'époque.





Louis XIV, monarque absolu

La splendeur de Versailles est présente partout, jusque dans l'espace l'extérieur jalonné de symboles du pouvoir royal. Ci-contre, devant la façade de la galerie des Glaces, un bassin dominé par une statue symbolisant la Seine ; ci-dessus, la statue équestre de Louis XIV, une œuvre du Bernin (galerie Borghèse, Rome).

Louis XIV fit d'abord bâtir une résidence « secondaire » sur le site d'un ancien pavillon de chasse qui datait de 1623-1624. Entre 1631 et 1634, son père, Louis XIII, avait déjà chargé le célèbre architecte Philibert Le Roy d'édifier à cet endroit un petit palais de style Renaissance. En 1661, Louis XIV lança un nouveau projet qui combinait les travaux de l'architecte Louis Le Vau (1612-1670), du peintre et décorateur Charles Le Brun (1619-1690) et du jardinier paysagiste André Le Nôtre (1613-1700). Le bâtiment existant fut peu modifié, tout son environnement en revanche fut remodelé, en ajoutant diverses constructions et des balustrades, mais, surtout, en dessinant un vaste ensemble de jardins.

En 1665, quand Louis XIV décida de faire de Versailles sa résidence principale, les quatre nouveaux pavillons qui venaient d'être construits furent annexés au bâtiment d'origine. Louis Le Vau, avec l'aide de son élève François d'Orbay (1634-1697), fut chargé de relier toutes les constructions pour en faire un ensemble imposant. Mais il restait à en concevoir le dessin intérieur. Jules Hardouin-Mansart (1646-1708), qui avait été promu premier architecte royal en 1678, en prit la tête. Il augmenta encore la superficie de l'ensemble bâti et réalisa ce qui reste son œuvre la plus aboutie, l'impressionnante galerie des Glaces.

La magnificence royale de Louis XIV s'exprimait non seulement dans l'architecture du palais de Versailles mais également dans le cadre qui lui servait d'écrin. Les jardins de Le Nôtre étaient une combinaison géométrique de massifs d'arbustes, de parterres de fleurs, de fontaines et de compositions sculptées. Les parcs, les étangs peuplés de carpes et les fontaines étaient agencés le long d'avenues au tracé géométrique, qui débouchaient sur des places circulaires ornées de haies d'ifs taillées en pyramide. La disposition générale visait à équilibrer le volume du château par des bosquets (l'Étoile, le Labyrinthe, le bois des Trois Fontaines), conjugués à des parterres décoratifs et à de grandes fontaines ornementales (Latone, Neptune, le Dragon, Apollon, les Suisses, etc.).

Dans les jardins, un nombre important de statues masculines représentaient le Roi-Soleil, figuré par des personnages mythologiques, dieux ou héros antiques. Dans cet univers qui prétendait fixer le monde de la Cour dans dans le marbre, les sculptures féminines s'inspiraient de la reine, des princesses et des principales dames de sa suite.

Les constructions qui étaient plus spécifiquement destinées aux loisirs, comme le Grand Trianon et les colonnades aux chapiteaux ioniques, ajoutaient encore à l'attrait des jardins. Versailles devint officiellement la résidence du Roi-Soleil

Peintres et sculpteurs au service du roi

Les représentations du roi servaient de substituts de sa personne. Ainsi, l'un des célèbres portraits de Rigaud occupait la place de Louis XIV dans la salle du trône en son absence. Lui tourner le dos était considéré comme une offense au roi. D'autres figures du souverain présidaient les fêtes de la Cour ou étaient portées en procession.





LA PEINTURE. Ci-contre, à gauche, une toile de Nicolas Largillière montre Le Brun travaillant à une réplique à l'échelle de *La Conquête de la Franche-Comté pour* la galerie des Glaces ; ci-dessus, fresques de François Lemoyne – surnommé le « nouveau Le Brun » – sur le plafond du Grand Appartement du roi, sous Louis XV.

Peintres et sculpteurs contribuèrent à augmenter la grandeur de Versailles en peuplant de représentations du roi l'immense complexe que constituaient le palais et ses alentours. Parmi les peintres, se distinguait Charles Le Brun dont on disait que les portraits étaient capables de rendre « les plus hautes qualités comme dans un miroir très clair ». La resplendissante galerie des Glaces de Mansart finit par devenir la pièce la plus représentative des exploits du Roi-Soleil. Les principaux sculpteurs de l'époque se produisirent également à Versailles. François Girardon (1628-1715) ou Antoine Coysevox (1640-1720) suivirent essentiellement un programme iconographique mythologique, avec des statues de nymphes, de Neptune et, particulièrement d'Apollon, comme dieu du Soleil et protecteur des arts, une très claire allusion à Louis XIV. Les réalisations de Pierre Puget (1620-1694), bien qu'également importantes, s'éloignèrent du classicisme en vogue pour refléter des concepts tourmentés et baroques particulièrement expressifs.



LA SCULPTURE. L'une des statues qui jalonnent les escaliers de la deuxième orangerie, œuvre de Jules Hardouin-Mansart.



DE VASTES JARDINS. De la fontaine de Latone, la perspective s'étend à perte de vue par-dessus les eaux du Grand Canal, à l'arrière-plan.

en 1682. Les travaux continuèrent cependant jusqu'à la fin de son règne et se prolongèrent tout au long du XVIII[e] siècle.

Un protocole sacralisé

La Cour de Versailles suivait un protocole très strict, organisé autour des divers privilèges et préséances. Un seul signe du monarque pouvait signifier l'ascension d'un courtisan ou, au contraire, sa disgrâce totale. On décidait à la Cour de l'avenir de l'aristocratie, du destin du pays et même, à l'époque de la plus grande expansion territoriale de la France, de l'avenir de l'Europe.

Le cérémonial rigoureux des fastes royaux était au centre des relations sociales de l'aristocratie. Le rythme quotidien de la vie à la Cour était imposé de façon immuable par le protocole. C'était l'un des instruments de domination du roi, car il soulignait en permanence la soumission que les courtisans devaient au souverain. La hiérarchie était marquée, par exemple, par le droit au fauteuil ou au tabouret. Aux dîners de la Cour, le privilège de s'asseoir était réservé aux seules duchesses. Des normes déterminaient quels vêtements il fallait porter en fonction de l'heure de la journée. Tout était réglementé : les saluts avec le chapeau, la façon de s'asseoir, de se lever ou d'approcher les nobles les plus importants de la Cour, le fait de baiser avec déférence les vêtements d'une duchesse avant de lui faire un compliment. Les représentants des villes devaient s'adresser au roi à genoux, pour bien les différencier des courtisans.

Cependant, ce furent les courtisans eux-mêmes qui finirent par devenir de « vrais singes de la royauté », comme l'écrivit Jean de La Bruyère dans *De la Cour*, qui les ridiculisa en décrivant de quelle manière compulsive ils tournaient la tête dès que le roi faisait un geste. Le moindre détail indiquait le rang du courtisan et lui imposait une véritable servitude. Pendant le règne de Louis XIV, ce carcan affecta des milliers d'hommes et de femmes, condamnés à participer en permanence à la représentation théâtrale de la puissance royale.

Tout Versailles tournait autour du monarque, jusque dans le plus infime détail de la vie quotidienne. Le duc de Saint-Simon, célèbre mémorialiste, résuma bien cette précision horaire du roi : « Avec un almanach et une montre, on pouvait, à trois cents lieues d'ici dire ce qu'il faisait. » Louis XIV était réveillé chaque matin par son premier valet de chambre. Sa solitude ne durait que quelques minutes. Immédiatement, les enfants royaux, le chambellan de la Cour,

les courtisans, le médecin personnel du roi et d'autres serviteurs assistaient au cérémonial du *petit lever*, un moment de proximité auquel seuls quelques hauts dignitaires pouvaient prétendre. On ouvrait ensuite les portes des chambres pour le *grand lever* dont l'assistance était moins restreinte. Les princes, les princesses, les maréchaux et les principaux courtisans venaient saluer le souverain avec force révérences et services en tout genre. Ceux qui bénéficiaient de la faveur royale lui nouaient la cravate, ajustaient ses souliers, lui tendaient ses gants, le roi les récompensant de quelques mots. Une fois l'habillage terminé, le roi disait ses prières et commençait sa journée publique.

Après une légère collation, Louis XIV traitait les affaires avec les ministres dans son cabinet. Il les voyait individuellement, car il ne tolérait pas les réunions en conseil. Les décisions du roi étaient sans appel. Après avoir traité les affaires intérieures du royaume, il recevait les diplomates étrangers, mais également tel ou tel de ses sujets désirant lui présenter une supplique. Ensuite, Louis XIV assistait à l'office religieux du matin. Sur le chemin qui menait à la chapelle royale, les courtisans se plaçaient de façon à former un couloir dans les grandes galeries du palais. Ce strict cérémonial n'était pas uniquement gestuel et mécanique : il arrivait en effet que Louis XIV remarquât l'absence d'un membre de la Cour sur le parcours et en fit la remarque.

Après la messe, le roi reprenait le travail jusqu'à une heure de l'après-midi. Pour le déjeuner, seuls le roi et la reine pouvaient s'asseoir à la table. Même le frère du souverain, Philippe d'Orléans, que l'on appelait « Monsieur », devait rester debout au début du repas. Ce n'est qu'après qu'il eût donné sa serviette au roi que ce dernier l'autorisait à s'asseoir et partager le repas des monarques.

L'après-midi s'écoulait en représentations de théâtre, en bals, en fêtes masquées, fréquemment accompagnés de spectacles pyrotechniques dans les fontaines et les parcs. Souvent, cependant, le roi ne participait pas à ces réjouissances et travaillait tard. Le dîner royal avait toujours lieu avec exactitude à dix heures du soir. Louis XIV passait ensuite une heure avec sa famille. Le moment du

Le cadre du pouvoir royal

La puissance européenne de la France était mise en scène à Versailles. Au cours des audiences publiques, on ouvrait un ou deux battants de la porte selon le prestige de la personne reçue par le monarque. Les ambassadeurs devaient parcourir de longs couloirs flanqués de gardes avant de se trouver devant le roi. La position des soldats, leur armement, le roulement de tambours et le déploiement ou non des bannières étaient des éléments qui montraient symboliquement la puissance du pays représenté par l'envoyé et l'état de ses relations avec la France. Les armes et les tambours au sol, ainsi que les étendards pliés, par exemple, montraient le désir du roi de manifester son propre pouvoir, sans rendre aucun honneur à l'ambassadeur que l'on recevait. À la Cour de Versailles, sous Louis XIV, le protocole vis-à-vis des ambassadeurs des puissances européennes était très difficile à manier. Les représentants des duchés ou des marquisats et ceux de l'Empire, devaient céder le pas aux envoyés des souverains d'Espagne, d'Angleterre, de Suède, du Danemark ou de Pologne, en accord avec les valeurs hiérarchiques traditionnelles. Pourtant, tous les ambassadeurs devaient céder le pas au nonce du pape, ce que n'acceptaient pas les États protestants et, surtout, l'Angleterre. La guerre des étiquettes provoquait des discussions qui duraient des semaines avant qu'un ambassadeur fût effectivement reçu. Illustration : à droite, vue panoramique de Versailles, peinte par Pierre Patel (musée national du Château de Versailles).





LES JARDINS. Le paysagiste André Le Nôtre, fils du jardinier de Louis XIII, bénéficia de la faveur et de la protection du Roi-Soleil, qui le chargea des jardins de Versailles et de ceux des autres résidences royales, comme Fontainebleau. À gauche, le portrait de Le Nôtre (vers 1679), réalisé par le peintre italien Carlo Maratta (musée national du Château de Versailles).



1 COUR D'HONNEUR. Elle est également appelée cour des Ministres. Les carrosses des courtisans et des ministres devaient s'y arrêter.

2 GRILLE. Elle sépare la cour d'Honneur de la cour Royale. Elle fut remplacée au XIXe siècle par une statue de Louis XIV.

3 COUR ROYALE. Les carrosses royaux, comme celui qui est représenté sur le tableau, avaient seuls le droit de pénétrer dans cet endroit.

4 COUR DE MARBRE. Elle était au centre du premier château de Louis XIII qui fut modifié par Le Vau et Hardouin-Mansart.

5 CHÂTEAU DE LOUIS XIII. C'est là que se construisit la galerie des Glaces, centre névralgique de tout le cérémonial de la Cour.

6 GRAND APPARTEMENT. Le roi recevait trois fois par semaine dans ces salons (de l'Abondance, de Vénus, de Diane, de Mars, de Mercure et d'Apollon).

7 APPARTEMENT DE LA REINE. Ces pièces luxueuses furent créées pour Marie-Thérèse d'Autriche, épouse de Louis XIV et fille de Philippe IV d'Espagne.

8 GRAND CANAL. Il fut rempli en 1680. À côté, on édifia la Petite Venise, les logements habités par les marins chargés de la flottille de la Cour.

Le Versailles de la reine Marie-Antoinette

L'alliance entre la France et l'Autriche fut assurée par le mariage, en 1770, du futur Louis XVI avec l'archiduchesse Marie-Antoinette. Ce mariage était aussi un pari du duc de Choiseul, homme de confiance du roi ; le ministre espérait que la jeune Autrichienne serait une alliée décisive face aux ambitions de la comtesse Du Barry, maîtresse du roi Louis XV.

Entre intrigues diplomatiques et tensions courtisanes, le mariage entre le futur Louis XVI et l'archiduchesse fut célébré à Versailles, le 16 mai 1770. Pour commémorer l'événement, on construisit un nouvel opéra (voir ci-dessous) dans le complexe du château. Mais la journée finit tragiquement, car les feux d'artifice provoquèrent une série d'accidents qui occasionnèrent cent trente morts. Devenue reine, Marie-Antoinette montra un caractère énergique et beaucoup d'intelligence, mais elle se révéla incapable de lutter contre les calomnies. Ses imprudences se firent de plus en plus nombreuses, causées par sa frivolité et ses goûts de luxe. Versailles fut le théâtre de ces luttes de Cour où la reine obtint occasionnellement la victoire. Sa maternité sembla la changer en 1781 ; elle ordonna la construction à Versailles, près du Petit Trianon, d'un hameau miniature où elle put se consacrer à des tâches paysannes. Cette expérience dura très peu. L'impopularité de la monarchie détruisit Marie-Antoinette, qui fut arrêtée en 1791 à Varennes, alors que la famille royale tentait de fuir. Son exécution, en 1793, déclencha immédiatement une guerre entre la jeune République française et l'Autriche.



coucher se déroulait suivant un cérémonial similaire à celui du matin. Pendant le sommeil du roi, l'obscurité de la nuit tombait sur Versailles. Ce n'est qu'avec l'aube que le Roi-Soleil revenait et illuminait de sa personne tout le palais, afin que les courtisans, à l'image d'un vol de papillons fascinés par la lumière, retrouvent leur activité exténuante et leurs agaçantes obligations de flatterie.

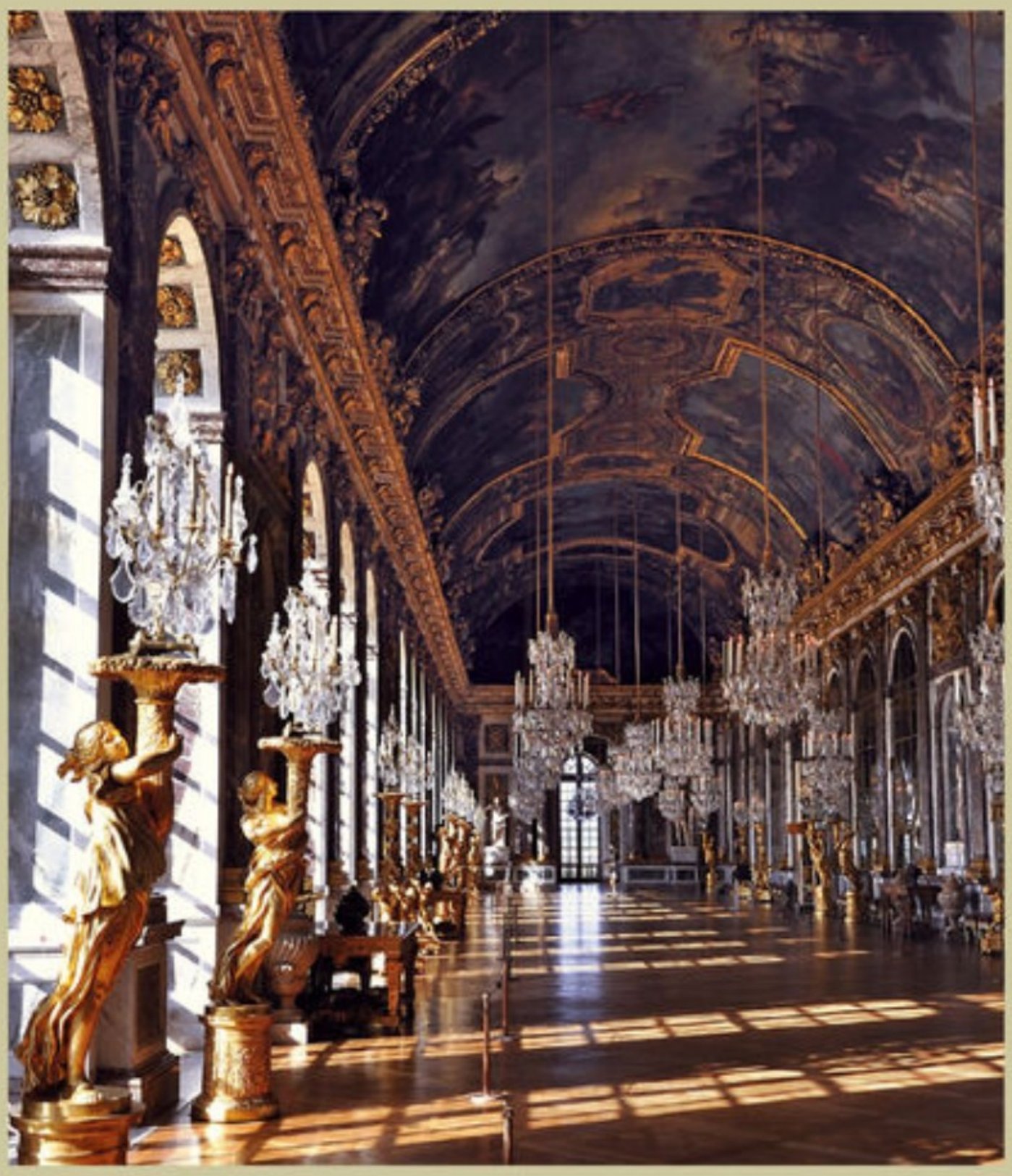
Une œuvre colossale

Les chiffres concernant la construction de Versailles sont spectaculaires. En termes de main-d'œuvre, on ne peut les comparer qu'à ceux des grands monuments bâtis par les empires de l'Antiquité. Jusqu'à la mort de Louis XIV, le palais fut constamment reconstruit, remodelé et perfectionné. Pendant les cinquante-quatre ans que durèrent les travaux (1661-1715), jusqu'à trente-six mille hommes et six mille bêtes de somme (ces chiffres furent atteints en 1685) y furent employés. Cela équivaut à cent millions de journées de travail, comme si chacun des sujets de Louis XIV avait consacré cinq jours de son existence à la construction du château. Le résultat fut une immense enceinte, entourée de 40 kilomètres de murs percés de vingt-quatre portes monumentales, incluant des bois pour les loisirs et la chasse. Tout cela entourait un palais de trois cent soixante-quatre pièces capable d'accueillir une cour de cinq mille personnes.

À l'intérieur de ce splendide palais, chaque meuble, chaque objet, était une œuvre d'art. Cependant, conçu pour exalter le Roi-Soleil, Versailles devint une véritable cage dorée pour les courtisans, obligés de suivre la routine du protocole et de participer à une série incessante de bals, de parties de chasse et de représentations théâtrales. Même leur apparence fut remodelée pour s'adapter au cérémonial d'hommage au roi. Ainsi, la mode imposa aux hommes le port de perruques bouclées et poudrées, tandis que les femmes surmontaient leurs coiffures de hautes *fontanges*, sorte de nœuds de rubans inspirés par la coquetterie de la duchesse de Fontanges, l'une des maîtresses du roi.

Mais quand s'arrêtait le temps des hommages et des célébrations publiques, ou quand arrivaient les premiers frimas de l'automne, l'immense palais se transformait alors en un glacial château de marbre et de cristal, impossible à chauffer. La routine quotidienne des courtisans leur devenait insupportable. On raconte que la nourriture gelait dans les plats, que la marquise de Rambouillet se faisait coudre une peau d'ours sur le corps, ou que le médecin du roi portait huit bonnets superposés.

L'historien Pierre Goubert décrivit, dans *Louis XIV et vingt millions de Français*, la splendeur et la misère de la vie quotidienne à Versailles, au XVII[e] siècle. Il souligna le peu d'hygiène qui régnait au palais et dans son environnement immédiat, malgré l'existence d'un réseau d'eau courante et potable, construit entre 1676 et 1688. Sur les cent millions de livres que coûta la construction de Versailles et de son parc, un quart avait été consacré aux fontaines et aux systèmes d'approvisionnement en eau. Malgré ces infrastructures fabuleuses, l'utilisation de l'eau suivait les coutumes de l'époque, bien éloignées des nôtres. L'eau servait surtout pour alimenter les fontaines et pour arroser les jardins. Louis XIV, qui souffrait de digestions difficiles, se soignait en buvant chaque jour de l'eau fraîche d'une fontaine. Quant à son hygiène personnelle, il préférait les bains « secs », c'est-à-dire limités à un change de vêtements sans avoir recours à la toilette à l'eau. Pour les autres habitants du château, plusieurs milliers de personnes, il n'y avait que deux toilettes publiques. Ces conditions d'insalubrité furent à l'origine de fréquentes épidémies, parmi lesquelles on peut souligner l'épidémie de typhus de 1734 qui tua la moitié de la population de Versailles.



LA GALERIE DES GLACES. Œuvre du premier architecte du roi, Jules Hardouin-Mansart, c'est peut-être la plus belle expression de la magnificence et du luxe dont voulait s'entourer le Roi-Soleil.

VENISE. *La Riva degli Schiavoni*, toile de Leandro Bassano (musée de l'Académie royale de San Fernando, Madrid). En page suivante, médaille du XVII[e] siècle, avec le portrait du duc Francesco Morosini (palais des Doges, Venise)



UNE MÉDITERRANÉE QUI S'ASSOUPIT

Le dynamisme du monde atlantique fait perdre de l'importance à la Méditerranée. La monarchie espagnole souffre d'une crise économique et politique dramatique. Une génération pacifiste est remplacée par les « faucons » de Philippe IV. Le Portugal paye le prix de ces choix guerriers qui désintègrent l'empire des Habsbourg. Victime de ses conflits intérieurs et des disputes entre l'Espagne et la France, l'Italie reste fragmentée.

Dès le début du règne de Philippe IV, sa volonté de rétablir une politique d'affrontements armés afin de préserver l'hégémonie espagnole en Europe nécessita un effort économique énorme. Vers 1626, le maintien de troupes sur quatre théâtres d'opérations différents – les Flandres, la Rhénanie, l'Europe centrale et l'Italie – supposait un contingent actif d'environ trois cent mille hommes. L'Espagne devait en outre assumer le coût des subsides envoyés à l'empereur d'Autriche pour l'aider dans sa lutte contre le protestantisme – environ trois cent cinquante mille ducats sur la décennie 1618-1628, pour payer les chefs militaires Tilly et Wallenstein – et contre le harcèlement ottoman qui se prolongea même jusqu'en 1683, lors de la menace qui s'abattit sur Vienne.

Parallèlement, une crise économique affectait sérieusement la Castille, cœur de la monarchie. L'arrivée des métaux précieux en provenance d'Amérique était de plus en plus irrégulière. Les différents royaumes de la péninsule ne contribuaient pas tous à égalité aux efforts de guerre. Il était inévitable que l'augmentation des dépenses militaires crée des tensions politiques importantes, d'autant que le favori de Philippe IV, le comte-duc d'Olivares encourageait l'escalade militaire et une implication croissante dans la

LE SIÈCLE D'OR DE LA MONARCHIE ESPAGNOLE

1621
Un nouveau roi. Philippe IV succède à son père Philippe III. Son règne de quarante-quatre ans est le plus long des Habsbourg espagnols.

1640
Corpus de sangre. En Catalogne, la politique d'Olivares provoque une révolte qui se transforme en guerre ouverte contre la Couronne.

1640
Indépendance du Portugal. En décembre de cette année-là, le Portugal obtient son indépendance après soixante ans de domination espagnole.

1648
Fin de la guerre de Trente Ans. La signature du traité de Westphalie reconnaît l'indépendance de la Hollande.

1659
Traité des Pyrénées. La France et l'Espagne signent un accord de paix. On y prévoit le mariage entre le Roi-Soleil et l'infante Marie-Thérèse.

1700
Fin des Autriche. La mort de Charles II provoque une guerre de succession. Philippe V de Bourbon est le nouveau roi.

guerre de Trente Ans. C'est dans cet esprit qu'il entreprit de lancer une politique de réformes pour que l'ensemble des royaumes de la Couronne contribuât au soutien de la politique étrangère de l'Espagne en levant des troupes et en apportant des ressources financières.

Le déclin de l'Empire espagnol

Le règne de Philippe IV (1621-1665) fut marqué par l'importance du comte-duc d'Olivares, le nouveau conseiller et favori qui bénéficia de la confiance du roi et évinça la lignée des Lerma. Ses desseins influencèrent toutes les grandes décisions politiques. Il signa ainsi le retour de la noblesse dans les couloirs du pouvoir à la Cour. Mais dans des moments particulièrement difficiles et complexes pour la monarchie, ses qualités en firent aussi un dirigeant habile. Toutefois, sa personnalité ambitieuse et son programme agressif de réformes finirent par l'éloigner de ceux qui dirigeaient les différents territoires de la Couronne. Cela eut des conséquences particulièrement néfastes lors de la crise de 1640.

Le comte-duc d'Olivares était bien conscient de la nécessité de réformer le noyau purement castillan d'une monarchie dont les ramifications étaient planétaires. À travers un système de commissions *(juntas)*, parmi lesquelles on remarquait particulièrement la Grande Commission de réforme, il tenta d'introduire des critères mercantilistes pour soutenir la démographie et réduire les dépenses considérées comme somptuaires. Il présenta son projet le plus ambitieux de transformation en 1624, dans un document intitulé « Grand Mémoire ». Il y avait là un ensemble de mesures qui touchaient tous les groupes sociaux – y compris les classes privilégiées de la noblesse et du clergé –, mais également un recueil de propositions qui concernaient les royaumes non castillans composant la monarchie hispanique. Il proposait essentiellement un renforcement de l'autorité du monarque face aux privilèges de chaque territoire, notamment les privilèges fiscaux. En 1625, le projet « Union des armes » émergea de ces suggestions : il visait à constituer une armée composée de cent quarante mille hommes, financée par les différents royaumes en fonction de leurs capacités théoriques, démographiques ou économiques. Alors que certains territoires se plièrent en partie aux exigences d'Olivares, les divergences ne firent qu'augmenter en Catalogne et au Portugal. Par ailleurs, le reste des mesures fiscales d'urgence prises par le favori provoquèrent rapidement des mutineries et des protestations à répétition, même en Castille, mais principalement en Catalogne, au Portugal et dans l'Italie espagnole.

La guerre des Faucheurs de Catalogne

Le 7 juin 1640, des centaines de faucheurs qui se trouvaient à Barcelone dans l'attente d'un travail se révoltèrent et assassinèrent le vice-roi, le comte de Santa Coloma. Ce fut le *Corpus de sangre*, qui ne tarda pas à déboucher sur une guerre ouverte.

Avant le *Corpus de sangre*, les relations entre la monarchie et la *Generalitat* catalane avaient déjà été mises à l'épreuve, après que, le 22 mai, des paysans avaient libéré le député Francesc de Tamarit, emprisonné pour entrave au logement des troupes royales. La guerre qui éclata après les événements de juin eut pour conséquence la disparition de l'appareil gouvernemental royal en Catalogne et la rapide négociation avec la France d'une alliance qui permît d'équiper une armée capable de s'opposer aux troupes du comte-duc d'Olivares. Le 26 janvier 1641, une première armée, envoyée pour maîtriser la révolte et commandée par le marquis de Los Vélez, fut battue par les Catalans à la bataille de Montjuic. L'aide française arriva peu après. En échange, le roi Louis XIII reçut le titre de comte de Barcelone. Illustration : *Corpus de sangre* (1607), tableau d'Antoni Estruch i Bros (Museo de Arte, Sabadell).

Tout paraissait faire inexorablement glisser la monarchie espagnole vers le précipice. En 1627, la banqueroute financière de la Couronne fut déclarée et il fallut renégocier la dette avec les différents créanciers. Cela n'empêcha pas le roi de lancer, en 1632, la construction du palais du Buen Retiro à Madrid, un édifice dont le luxe et le coût contrastaient cruellement avec la situation extrêmement précaire des finances du royaume. En 1635, pour ajouter à tous ces problèmes, la guerre éclata avec la France, principalement autour de la frontière des Pyrénées. Les frictions entre les populations civiles et les troupes ne manquèrent pas de précipiter des révoltes populaires. La principale eut lieu en Catalogne, en juin 1640. Ce soulèvement catalan, aussi appelé guerre des Faucheurs, inspira largement les mouvements indépendantistes au Portugal (en 1640) et en Italie (en 1647), ainsi que quelques tentatives mineures en Andalousie (en 1641, avec la conspiration du duc de Medina Sidonia et du marquis d'Ayamonte), ou en Aragon (en 1648, avec la rébellion conduite par le duc de Hijar).

En Catalogne, les réformes du comte-duc d'Olivares déclenchèrent une escalade des tensions qui existaient déjà depuis le début du règne de Philippe IV dans les relations avec les notables régionaux. Le déchaînement de la guerre avec la France précipita le conflit. La présence massive de régiments en Catalogne et dans les comtés de Cerdagne et du Roussillon occasionna de fréquentes altercations avec la population. Les confrontations politiques et sociales finirent par provoquer un soulèvement populaire à Barcelone, en juin 1640. On désigna cette révolte du nom de *Corpus de sangre* parce qu'elle coïncidait avec les fêtes du Corpus Christi. Dans les mois qui suivirent, la Junta de Brazos de Catalogne, un organisme de gouvernement territorial, convoqua son parlement sans l'autorisation du roi et proclama la république. Face à la pression militaire castillane, la Catalogne rechercha la protection de la France et reconnut la souveraineté de Louis XIII en janvier 1641. Le conflit dura douze ans, jusqu'à ce que Juan José d'Autriche et le marquis de Mortara reprennent Barcelone en octobre 1652.

En tout état de cause, à partir de 1640, l'Espagne dut affronter en même temps un processus de désintégration interne et l'usure provoquée par les guerres à l'étranger. En janvier 1643, au paroxysme de cette crise politique et militaire, Olivares perdit la confiance de Philippe IV. Mais la prise de conscience de ces échecs ne suffit pas pour résoudre les défis que présentait la situation. Un nouveau favori, Luis Méndez de Haro, prit les rênes du pouvoir. Il héritait d'une tâche difficile : trouver une solution aux guerres de Catalogne et du Portugal ainsi qu'aux conflits internationaux. Son succès fut inégal. En 1652, la Catalogne réintégra la monarchie hispanique, mais en 1668 l'indépendance du Portugal fut reconnue. Philippe IV était mort entre-temps, en 1665.

Bien que le souverain eût écarté Olivares et choisi de nouveaux conseillers – Luis Méndez de Haro et la religieuse Maria de Jesus de Agreda, le bilan final de son règne était sombre. La vieillesse de Philippe IV fut à nouveau marquée par la dégradation des finances publiques, ce qui provoqua une nouvelle banqueroute en 1662.

VÉLASQUEZ, MAÎTRE DE LA PEINTURE UNIVERSELLE

La capacité d'arrêter le temps et de capturer un moment magique distinguait Diego Rodriguez de Silva y Velázquez de tous les autres peintres de son époque. C'est ce qui en fit le grand artiste du Siècle d'or espagnol. D'origine portugaise par son père, il se forma à Séville, sa cité natale – alors la ville la plus prospère de la monarchie espagnole –, sous la direction du peintre et théoricien Francisco Pacheco. À dix-huit ans, il commença sa carrière indépendante en tant qu'artiste, avec des œuvres très influencées par le style ténébreux du peintre italien Le Caravage. La renommée qu'il en tira l'amena à Madrid, en 1623, une décision qui marquerait sa vie et son œuvre. Philippe IV, un monarque qui aimait particulièrement la peinture, le nomma peintre de la Cour, une charge à laquelle Vélasquez ajouta plus tard celles d'aide de camp et de maréchal des logis du palais. À droite, *Le Comte-Duc d'Olivares à cheval* (musée du Prado, Madrid).



L'ART DU PORTRAIT. Grand portraitiste de la Cour de Philippe IV, Vélasquez peignait avec la même dignité des personnages de toutes les origines. Ci-dessus, son autoportrait (musée des Beaux-Arts, Valence).



VIEILLE FEMME FAISANT FRIRE DES ŒUFS. Il montre très tôt son intérêt pour le naturalisme, comme sur cette toile de 1618 (National Gallery of Scotland, Édimbourg).



VÉNUS À SON MIROIR. Le seul nu peint par Vélasquez date du second voyage qu'il effectua en Italie, entre 1649 et 1651 (National Gallery, Londres).



LE TRIOMPHE DE BACCHUS. Mythologie et naturalisme se conjuguent, comme pour les portraits de paysans réunis dans ce tableau de 1629 (musée du Prado, Madrid).

Philippe IV, le roi-mécène du Siècle d'or espagnol

Comme son grand-père Philippe II, Philippe IV aimait profondément les arts, à tel point qu'il en arriva à négliger les tâches de gouvernement et à les confier à des favoris comme le comte-duc d'Olivares.

Malgré l'existence d'une crise endémique dans le royaume et de finances en banqueroute, Philippe IV fit tout son possible pour que ses collections d'art s'enrichissent de nouvelles acquisitions. À cette fin, il entretenait tout un réseau de correspondants en Europe qui l'informaient sur les possibilités d'achat. À cela il faut ajouter ses commandes à des génies comme Rubens ou l'emploi direct d'artistes comme Vélasquez, qui fut à son service dès 1623. Mais le roi ne se contentait pas d'être un simple collectionneur. Il semble qu'il ait possédé lui-même quelques qualités artistiques. Selon Lope de Vega, « il avait exercé l'art de la peinture dans ses tendres années ». On peut en dire autant de la musique, qu'il composait et jouait avec aisance. Dans cette discipline, il se montra ouvert à de nouvelles expériences : le premier opéra espagnol que l'on ait conservé, *Celos aun del aire matan* (livret de Calderón de la Barca, musique de Juan Hidalgo) fut donné en première au palais du Buen Retiro en 1660. Illustration : *Philippe IV en armure*, par Diego Vélasquez (musée du Prado, Madrid).



Toutefois, durant cette même période, le traité de Westphalie (1648) mit un terme à la guerre de Trente Ans, et le traité des Pyrénées (1659) scella la paix avec le royaume de France.

En contraste total avec les difficultés politiques et économiques qu'avait connues le règne de Philippe IV, cette période s'illustra par sa splendeur artistique et littéraire. Une partie du « Siècle d'or » de la culture hispanique se déroula pendant les quarante-quatre années de ce règne. Le roi fut un mécène passionné par les arts, au point d'être devenu le plus grand collectionneur de peintures et de sculptures de son époque.

Charles II et la fin de l'Empire

Charles II, qui régna de 1665 à 1700, n'était qu'un enfant de quatre ans à la mort de son père, Philippe IV. De 1665 à 1675, le pouvoir fut par conséquent assuré par la reine régente Marie-Anne d'Autriche, qui suivit la coutume royale et délégua toutes les affaires du royaume à des favoris, comme le jésuite Juan Everardo Nithard ou Fernando de Valenzuela, le marquis de Villasierra.

Des conflits successoraux permanents ponctuèrent le début du règne de Charles II, en raison des ambitions de don Juan José d'Autriche, le seul des fils illégitimes de Philippe IV à avoir été reconnu officiellement. Ce général, qui remporta par ailleurs des victoires, ne cessa d'intriguer jusqu'à sa mort en 1679. Charles II commença à régner personnellement en 1675. Sa nature maladive et certains symptômes d'insuffisances physiques et mentales lui valurent le surnom d'« ensorcelé », et il dut affronter les incertitudes que provoquait son absence de descendance. L'affaire prit alors des dimensions internationales parce que les prétendants à sa succession venaient de Savoie, de France et de l'Empire. Les intrigues se multiplièrent donc, jusqu'à ce que, en 1699, l'un des hommes de confiance du roi, le cardinal Portocarrero, profite de l'agitation populaire à Madrid pour imposer la candidature française de Philippe d'Anjou. Ce dernier devint le premier monarque espagnol de la dynastie des Bourbons, proclamé roi en novembre 1700, sous le nom de Philippe V. Les années qui suivirent,



cette option française finit par être contestée et donna lieu à la guerre de Succession d'Espagne, qui rassembla presque toute l'Europe contre la France de Louis XIV, qui protégeait naturellement la dynastie des Bourbons en Espagne.

Cette agitation et une situation politique difficile ne faisaient que confirmer la fin de l'hégémonie espagnole en Europe. Entre 1667 et 1668, bien que l'Espagne fût du côté des vainqueurs, la guerre de Dévolution avait fait perdre à Charles II une douzaine de places fortes en Flandres (paix d'Aix-la-Chapelle de 1668). Puis, après qu'il se fut joint à la coalition antifrançaise de 1674, le traité de Nimègue avait dépouillé Madrid de seize places fortes en Flandres ainsi que de l'Artois et de la Franche-Comté. En 1697, le traité de Ryswick avait amené d'autres cessions territoriales en faveur de la France. Il était évident que la monarchie espagnole avait perdu toute influence décisive et s'était transformée pour les nouvelles puissances de l'époque en un butin à partager, comme le prouvèrent d'ailleurs les accords de partitions signés à partir de 1698.

La décision de Charles II de choisir Philippe d'Anjou, le petit-fils de Louis XIV, pour lui succéder, fut en réalité un dernier effort du monarque espagnol pour maintenir l'intégrité des territoires qu'il avait hérités de son père, Philippe IV. Cette volonté de préservation était également évidente dans le choix des favoris qui développèrent la politique de réforme de l'économie espagnole. C'est ainsi que, durant la décennie 1680, le duc de Medinaceli conduisit une politique de dévaluations et de changements dans l'administration des finances qui améliorèrent, à moyen terme, le niveau social et économique du royaume, surtout dans les provinces périphériques de la péninsule.

Entre 1685 et 1691, le comte d'Oropesa continua dans cette voie en ajoutant à ces mesures un assainissement des charges et des postes administratifs. Ce renforcement intérieur était toutefois trop tardif et il eut peu de répercussions sur le devenir international d'une monarchie espagnole qui avait été offensive tout au long du XVII[e] siècle, mais qui ne faisait plus que survivre

LE MADRID DES HABSBOURG. Tableau anonyme montrant une course de taureaux sur la Plaza Mayor de Madrid, sous le règne de Charles II. Cette fête faisait partie de la célébration du mariage du roi avec Marie-Louise d'Orléans en 1679. Au fond, on aperçoit la loge royale de la *Casa de la Panaderia*, reconstruite après l'incendie qui l'avait détruite en 1672 (musée d'Histoire, Madrid).



Philippe V, le premier monarque Bourbon à la Cour d'Espagne

Quand Louis XIV et Marie-Thérèse d'Autriche, fille de Philippe IV, se marièrent, à l'issue du traité des Pyrénées, une clause précisait qu'ils renonçaient à toute prétention au trône d'Espagne. Leur petit-fils Philippe finit cependant par y accéder en 1700, à la mort de Charles II.

La mort sans descendance du dernier roi de la branche espagnole des Habsbourg ouvrit un conflit successoral qui ne prit fin qu'en 1713, avec la reconnaissance comme roi d'Espagne de Philippe de Bourbon, duc d'Anjou, deuxième fils du dauphin Louis et de Marie-Anne de Bavière et petit-fils de Louis XIV et Marie-Thérèse d'Autriche. Avec son accession au trône, commença un ambitieux programme de réforme, d'unification et de centralisation de l'État, défini dans les décrets de *Nueva Planta*. Ils abolissaient les lois et privilèges particuliers ainsi que les états généraux des royaumes historiques d'Aragon. Ils éloignaient la haute aristocratie des tâches bureaucratiques afin d'obtenir une plus grande efficacité administrative. Tout cela reproduisait le modèle français de Louis XIV. Le règne de Philippe V dura quarante-cinq ans et fut le plus long de la monarchie espagnole. Illustration : *Portrait de Philippe V*, de Miguel Jacinto Meléndez (palais de Viana, Cordoue).

sur la défensive sous le règne de Charles II. Après avoir perdu le prestige de l'ère du comte-duc Olivares, il ne restait plus au dernier représentant des Habsbourg d'Espagne qu'à se résigner.

Le Portugal : l'option atlantique

Pendant une longue partie du XVII[e] siècle, le Portugal avait été soumis à l'hégémonie hispanique. À partir de 1580, le roi d'Espagne était en même temps roi du Portugal. Pendant les premières décennies de l'union entre les deux royaumes, les monarques espagnols respectèrent les lois et l'administration de leurs sujets lusitaniens. Mais, à cause de son appartenance à l'Espagne, le Portugal fut en butte aux attaques des Provinces-Unies dans son empire colonial, en Amérique et en Asie. Sous le règne de Philippe IV, le comte-duc d'Olivares tenta d'appliquer au Portugal une politique centralisatrice au profit de la Couronne espagnole, semblable à celle qu'il avait menée dans d'autres royaumes de la péninsule. Mais le 1[er] décembre 1640, cela provoqua à Lisbonne une insurrection contre l'Espagne. Ce jour-là, le duc de Bragance, descendant de l'ancienne dynastie royale portugaise fondée par Alphonse I[er] en 1442, se proclama roi du Portugal sous le nom de Jean IV, soutenu par le clergé et la majorité de la noblesse. Le nouveau monarque, qui régna de 1640 à 1656, s'allia promptement avec les ennemis de l'Espagne, d'abord avec la France et les Provinces-Unies, puis avec l'Angleterre. Le conflit entre l'Espagne et le Portugal dura un quart de siècle.

Plusieurs victoires portugaises sur les champs de bataille valurent à Alphonse VI (1656-1683), le fils de Jean IV, d'être surnommé « le victorieux ». Après leur défaite à Villaviciosa, le 17 juin 1665, les Espagnols finirent par reconnaître officiellement l'indépendance du Portugal. L'Espagne conservait cependant la ville de Ceuta.

Pierre II (1683-1706), l'autre fils de Jean IV, servit d'abord comme régent de son frère malade à partir de 1668, puis comme roi à la mort d'Alphonse VI. Il s'efforça de mener une politique absolutiste et prit, sur le plan économique, des mesures protectionnistes. Après avoir dissous les *cortes* portugaises en 1697, il hésita plusieurs années durant entre un rapprochement avec la France ou avec l'Angleterre. Il choisit finalement de s'allier à l'Angleterre. C'est ainsi que, le 27 décembre 1703, le Portugal signa un traité commercial qui devait avoir une importance énorme pour son avenir. Les accords ouvraient les marchés portugais et brésiliens aux produits manufacturés anglais, tandis que les Anglais garantissaient des importations massives de vins portugais. Dès lors se nouèrent entre le Portugal et l'Angleterre des liens économiques très solides

qui, plus tard, lors de la guerre de Succession d'Espagne, ouvriraient la voie à des liens politiques de la plus grande importance.

L'échiquier italien

Au XVII[e] siècle, l'Italie n'avait pas encore d'existence politique. La péninsule était découpée en une mosaïque d'États, parmi lesquels certains étaient soumis à la Couronne espagnole (c'était le cas de Milan, de Naples, de la Sicile et de la Sardaigne). Les États pontificaux contrôlaient l'Italie centrale. Gênes et Venise (malgré l'exiguïté de son territoire) continuaient d'être des puissances commerciales d'importance. Dans la région des Alpes, le duché de Savoie et le Piémont se situaient sur la frontière historique face à la France. Enfin, une série de petites entités complétaient cette image fragmentée, le grand-duché de Toscane, gouverné par les Médicis, Parme par les Farnèses, Modène par les d'Este et Mantoue par les Gonzagues.

Cependant, cet aspect éclaté ne doit pas tromper sur l'importance réelle de l'Italie dans les relations européennes de l'époque. Dans une Europe partagée en monarchies, des familles comme les Médicis constituaient une source de reines pour les grandes couronnes, comme ce fut par exemple le cas en France pour Marie de Médicis. Ces petits États alternaient sans arrêt des périodes de guerre et des alliances diverses. Lors de ces nombreux épisodes militaires, ils avaient recours à l'aide des grandes puissances du moment, ce qui finissait toujours par donner aux conflits italiens une importance européenne.

Les événements de la Valteline donnèrent un exemple de cet enchaînement de tensions. Cette petite enclave catholique située en Lombardie participa aux sanglantes guerres confessionnelles qui ravagèrent le continent durant la guerre de Trente Ans. Voltaire rappelle que l'un des exemples les plus tragiques d'intolérance fut l'assassinat de six cents protestants par les catholiques, en septembre 1620, dans la vallée alpine de la Valteline. La monarchie espagnole exerçait son protectorat sur ce territoire, comme rempart contre les ligues protestantes des Grisons suisses. Toutefois, l'importance stratégique de la vallée amena la France

LA GUERRE DE RESTAURATION. L'instauration au Portugal de la dynastie des Bragances et la proclamation de Jean IV comme roi déclenchèrent la guerre de Restauration entre le Portugal et l'Espagne, et mirent fin à l'Union ibérique. Ci-dessus : panneau d'azulejos montrant diverses scènes d'une période d'hostilités qui dura 28 ans (1640-1668), visibles dans la salle des Batailles du palais des marquis de Fronteira, à Lisbonne.

CHRONOLOGIE DU DUCHÉ DE SAVOIE ET PIÉMONT

1416
Un nouveau duché. Sigismond Ier du Luxembourg, empereur du Saint Empire, concède le titre de duc de Savoie au comte Amédée VIII.

1536-1559
Occupation française. François Ier occupe le duché de Savoie. C'est la première des cinq occupations par la France.

1610
Traité de Lyon. Le duc Charles Emmanue III doit céder à la France les enclaves de Bresse, du Bugey, du Valromey et de Gex.

1655
Pâques piémontaises. Le 24 avril, l'armée du duc Charles Emmanue III massacre les vaudois au Piémont.

1689
Ligue d'Augsbourg. Pour se libérer de la tutelle française, la Savoie intègre alors la Ligue. Elle est occupée en 1690 par l'armée française.

1713
Paix d'Utrecht. La maison de Savoie récupère la Savoie et Nice, reçoit de l'Espagne la Sicile et le droit à user du titre de roi.

à intervenir en 1625. Mais en 1626, les traités de Madrid et de Monzon octroyèrent le droit de libre passage aux troupes espagnoles.

En ce qui concerne les autres États italiens, l'intervention des grandes puissances se manifesta également. Après la mort de Vincent Gonzague, une guerre de succession éclata à Mantoue et à Monferrato. L'Espagne de Philippe IV soutint les candidatures alliées du duc de Guastalla pour Mantoue et du duc de Savoie pour Monferrato. La France, en revanche, soutint le duc de Nevers qui revendiquait l'héritage de la lignée Gonzague sur les deux territoires. La guerre se déroula en 1628 et 1629 et tourna d'abord à l'avantage des Espagnols. Mais les Français remportèrent la victoire à Avigliana, en juin 1630. Cette défaite espagnole conduisit le pape Urbain VIII à s'ériger en arbitre du conflit et à faire signer, en 1631, la paix de Cherasco. Ce traité, inspiré des directives du cardinal Mazarin, modifiait en faveur de la France ce qui avait été décidé à Madrid et Monzon. Le duc de Nevers réussit à s'emparer de Monferrato tandis que le royaume de France occupait le col de Pinerolo, qui allait devenir un point essentiel de la pénétration de l'influence française en Italie.

Au XVIIe siècle, la volonté française de consolider son influence conduisit à une escalade des tensions dans cette zone. Depuis 1559 et la paix du Cateau-Cambrésis, le pouvoir dominant sur l'Italie était entre les mains espagnoles, mais au siècle suivant, les ambitions françaises se manifestèrent de façon irrésistible, ainsi qu'en témoignent les vicissitudes subies par les États italiens les plus importants (la Savoie, Venise, la papauté et les diverses possessions espagnoles).

La Savoie et le Piémont

Les enclaves stratégiques appartenant à la Savoie et au Piémont dans les cols alpins permettaient la communication entre la France et l'Italie. En conséquence, elles souffrirent de la rivalité entre Paris et Madrid. Utilisant le mariage, moyen historique de résoudre les conflits, les ducs avaient tenté de s'unir aux maisons royales des deux puissances en lice. Malgré cela, au début du XVIIe siècle, le duché de Savoie avait nettement montré sa préférence pour l'option espagnole.

Le légendaire duc Charles Emmanuel Ier (1580-1630), surnommé « tête de feu » en raison de son comportement aguerri sur le champ de bataille, était le gendre de Philippe II. À l'époque de Philippe III, il avait même envoyé ses fils à la Cour espagnole pour tenter de consolider les liens familiaux avec la nouvelle génération des Habsbourg d'Espagne. Lors des conflits avec la France, son petit royaume dut toutefois en payer les conséquences : le traité de Lyon de 1601 laissait au duc



Charles Emmanuel le marquisat de Saluzzo mais devait céder les enclaves de Bresse, du Bugey, du Valromey et de Gex au roi de France.

Son successeur, Victor Amédée Ier (1630-1637) suivit une politique plus prudente mais son règne fut bref et se termina par une guerre civile. Pendant la minorité du duc suivant, Charles Emmanuel II de Savoie (1638-1675), la régence fut assumée par sa mère Christine de France, qui eut bien du mal à contrôler la situation. Le traité de Cherasco avait laissé le territoire sous la menace de la France. De plus, la Cour ducale traversait de sérieuses difficultés, en raison de la lutte entre les factions partisanes de l'Espagne ou de la France. Bien que Charles Emmanuel II eût atteint la majorité en 1648, sa mère continua de facto à diriger le duché jusqu'à sa mort, en 1663. À l'instar d'autres maisons de l'époque, la famille ducale tenta de consolider son pouvoir territorial en combattant la moindre tentative de dissension religieuse. C'est ainsi que se déroulèrent en 1655 ce que l'on nomme les Pâques piémontaises, la répression sanglante des vaudois dans le Piémont, un

épisode qui provoqua un énorme scandale à travers toute l'Europe tant les exactions commises par les milices furent cruelles.

Le début de règne du duc suivant, Victor Amédée II (1675-1730), fut lui aussi marqué par une régence. Jusqu'en 1684, la régente, la duchesse Marie-Jeanne-Baptiste de Savoie, appliqua une politique francophile dans le duché, malgré l'occupation par Louis XIV, en 1681, de l'importante enclave de Casale. En 1685, l'influence directe du souverain français se traduisit par de nouvelles persécutions contre les protestants.

À la mort de la régente Marie-Jeanne, Victor Amédée choisit d'appliquer une autre politique et tenta de se soustraire au joug français. À partir de 1689, il milita dans la ligue d'Augsbourg. Mais, en 1696, le duc revit ses positions et s'allia à nouveau à la France. Cette nouvelle alliance prévoyait que la France rendait la Savoie et l'enclave de Pinerolo au duché, mais elle avantageait surtout considérablement Louis XIV, car elle obligeait les puissances de la Ligue à se retirer d'Italie et imposait une neutralité générale dans toute la péninsule pendant la durée du conflit. La politique d'alliance avec la France continua de varier par la suite, au gré des ambitions du duc. Ainsi, en 1701, il choisit d'appuyer la cause des Bourbons dans la guerre de Succession d'Espagne, pour ensuite changer de camp, en 1703. Ce choix final de soutenir la cause autrichienne permit au duché de se convertir en royaume en 1713 et au nouveau roi de s'emparer de la Sicile, une ancienne possession espagnole.

Venise, le rêve d'une puissance

Venise continuait d'être un centre financier actif, un port important et l'une des villes les plus belles et les plus fréquentées de la péninsule italienne. Pourtant, la concurrence des puissances maritimes de l'Atlantique, la réduction de sa flotte marchande et les dommages causés par la piraterie avaient condamné l'orgueilleuse république à une certaine torpeur. Venise devait en outre faire face à la menace constante de l'Empire ottoman, et cette lutte finissait par épuiser les ressources de la grande métropole italienne. Il convient aussi de rappeler que Venise était gouvernée par une

LE POUVOIR DES SAVOIES. La politique pragmatique du duc de Savoie, Victor Amédée II, jointe à la faiblesse de l'Espagne et à la rivalité entre la France et le Saint Empire, lui permit de gagner son indépendance et des territoires. Ci-dessus, le pavillon de chasse de Stupinigi (1729-1731), dans la ville de Nichelino, près de Turin, dessiné par l'architecte Filippo Juvara.

La Venise de Francesco Morosini face à l'expansion ottomane

Dans la deuxième moitié du XVII[e] siècle, Venise était une république en décadence. La Méditerranée avait perdu son importance économique et commerciale au profit de l'océan Atlantique. C'est dans ce contexte que Morosini lança une tentative pour reconstruire la grandeur passée de la Sérénissime aux dépens de l'Empire ottoman, qui s'était progressivement approprié toutes ses colonies méditerranéennes.

Né en 1619, Francesco Morosini n'avait que vingt ans lorsqu'il fut nommé commandant des forces vénitiennes à Candie (aujourd'hui Héraklion), la dernière possession de Venise en Crète. Sa capacité à organiser la défense de la ville et à motiver ses hommes fut telle que les Turcs ne purent y pénétrer qu'en 1669, après que Morosini eut pu négocier une paix honorable. Le siège avait duré vingt-trois ans. Après une longue retraite, Morosini revint sur scène en 1683 pour prendre part à la guerre que livrèrent Venise et l'Autriche à l'Empire ottoman. La campagne maritime qu'il conduisit en Grèce fut un succès. Il prit l'île de Leucade (1684), la ville de Coron (1685), les villes d'Argos et de Nauplie (1686) et l'ensemble du Péloponnèse ainsi que les villes d'Athènes et de Corinthe (1687), ce qui lui valut le titre de *Peloponnesiaco*, conféré par le Sénat vénitien. Il fut nommé doge en 1688 et exerça ces fonctions jusqu'à sa mort en 1694. Illustrations : à gauche, l'un des lions du Pirée, « réquisitionné » par Morosini et qui se trouve actuellement à l'entrée de l'arsenal de Venise ; à droite, une scène de la guerre de Candie (musée Correr, Venise).





élite d'origine marchande, formée par les familles du Livre d'or, qui se partageaient les charges et fonctions officielles. Les conflits internes que menaient ces différentes lignées finirent par affaiblir la ville.

Au XVII[e] siècle, avant de lutter contre les Turcs, les Vénitiens durent faire face au danger représenté par les pirates *uscocchi*, des corsaires chrétiens installés sur la côte de Dalmatie et protégés par l'Autriche. Entre 1615 et 1617, la lutte contre ces pirates entraîna de fait un affrontement avec les Habsbourg. En réalité, il régnait une atmosphère tendue de guerre froide entre Venise et les territoires espagnols du nord de l'Italie. Venise menait en effet une politique d'opposition systématique à toute consolidation du pouvoir espagnol dans la région. Pour y parvenir, la stratégie de la Sérénissime était très habile. Elle rechercha d'abord l'appui diplomatique de la Savoie, de la France et des Pays-Bas. Par ailleurs, les agents vénitiens montèrent de toutes pièces ce que l'on appela la Conjuration des Espagnols contre Venise, en 1618. Ils propagèrent la rumeur d'un complot espagnol orchestré par l'ambassadeur de Philippe III à Venise, le vice-roi de Naples et le gouverneur du Milanais. L'objet du complot était prétendument de faire sauter les arsenaux du port et de s'emparer des lieux stratégiques de la ville pour y proclamer la souveraineté espagnole. Le stratagème fut si efficace que même à Madrid il fit naître des soupçons sur la fidélité de ses principaux administrateurs en Italie. En résultat, tous les prétendus conjurés furent relevés de leurs fonctions, et Venise se trouva libérée de trois de ses plus grands ennemis…

Entre 1645 et 1669, la longue et difficile guerre de Candie (en Crète) menée contre les Turcs marqua le destin des Vénitiens pendant presque un quart de siècle. Dans un premier temps, au moins jusqu'en 1658, les amiraux Giovanni Battista Grimani et les trois frères Mocenigo réussirent à porter le fer jusqu'au cœur de l'Empire ottoman. La victoire des Dardanelles amena les navires de la Sérénissime aux portes d'Istanbul. Mais les brillants combats maritimes firent ensuite place à une guerre d'usure, centrée sur le siège de Candie, en



Crète. Malgré quelques épisodes héroïques et une aide ponctuelle de la part de la France, ce siège prolongé s'acheva par la reddition de la ville aux Turcs, en septembre 1669. Pour l'Empire ottoman, c'était le moment de son expansion maximale en Méditerranée, tandis que Venise devait abandonner une enclave qui avait été sous sa domination pendant quatre siècles et demi.

Ceci n'empêcha pas les Vénitiens de continuer d'affronter les Turcs. En 1684, ils s'allièrent à l'Autriche et à la Pologne. Les opérations militaires acquirent même une dimension de véritable croisade lorsque les alliés prirent le nom de Sainte Ligue et se placèrent sous l'autorité du pape. Commandés par Francesco Morosini, les Vénitiens obtinrent des succès notables en Grèce. Au cours des combats qui se déroulèrent entre autres à Athènes, le Parthénon subit des dommages irréparables, après avoir été bombardé et pillé par les soldats vénitiens. La conquête de la région grecque de la Morée fut achevée en 1687, et le traité de Karlowitz reconnut aux Vénitiens la possession de ce territoire en 1699. Toutefois, cette capacité de résistance militaire de Venise n'impliquait pas qu'elle avait récupéré le prestigieux rôle économique que la Sérénissime avait joué depuis l'époque médiévale.

Urbi et orbi : les États pontificaux

En plus d'exercer leur autorité spirituelle sur le monde catholique de la Contre-Réforme, les papes continuèrent de s'impliquer dans les luttes politiques italiennes en tant que souverains des États pontificaux. C'est ainsi qu'à l'extinction de la maison d'Este, à la mort d'Alphonse II, le pape Hippolyte Aldobrandini, Clément VIII (1592-1605), avait annexé le duché de Ferrare aux États pontificaux. Cela les rendait limitrophes de la République de Venise et devait conduire à une crise qui atteindrait plus tard son paroxysme dans le conflit de 1606 et 1607. Décidé à récupérer toute l'autorité politique des papes, Clément VIII s'était également imposé comme médiateur entre les principaux souverains catholiques. En 1598, il avait réussi à faire signer la paix de Vervins entre la France et l'Espagne. Mais son pontificat se caractérisa

Science contre religion : Urbain VIII et Galilée, la fin d'une amitié

Malgré sa défense à outrance de la théorie héliocentrique de Nicolas Copernic, si discutée et crainte par l'Église catholique, Galileo Galilei, dit Galilée, trouva quelques appuis auprès de certains membres connus de la hiérarchie romaine. Parmi ceux-ci, le cardinal florentin Maffeo Barberini, ami des sciences et des arts, qui accéda au trône de Saint-Pierre en 1623, sous le nom d'Urbain VIII.

Dès 1611, le cardinal Barberini s'était intéressé au travail de Galilée. Il l'avait invité à se rendre à Rome pour exposer ses découvertes à l'Académie nationale des lynx, une institution scientifique fondée depuis à peine huit ans. Les relations entre le cardinal et le scientifique étaient marquées par une affection et une admiration réciproques. C'est ainsi que Barberini non seulement déclara à Galilée : « Nous sommes disposés à toujours vous servir », mais écrivit en 1620 un poème en l'honneur de son ami, *Adulatio perniciosa*. Trois ans plus tard, son élection comme pape sembla augurer la fin des objections que Rome opposait à l'héliocentrisme. Tout se passa bien jusqu'à ce que le nouveau pape autorise Galilée à publier en 1632 ses *Dialogues sur les deux systèmes supérieurs du monde*. Les ennemis du scientifique réussirent à convaincre le pape qu'il avait été ridiculisé dans le livre sous les traits d'un de ses personnages, le bête Simplicius, ce qu'Urbain VIII ne pardonna pas. Ne bénéficiant plus de la protection du pape, Galilée fut condamné par l'Inquisition en 1633. Illustration : portrait de Galilée, d'Ottavio Mario Leoni (bibliothèque Marucelliana, Florence).



LE POUVOIR DE ROME (p. 107). La place Saint-Pierre, dessinée par le Bernin entre 1656 et 1657, et dominée par la basilique, est le meilleur symbole de la puissance de l'Église et des États pontificaux. Elle constitue également un modèle de la magnificence scénographique de l'urbanisme baroque.

également par une aggravation de la pratique du népotisme dans les nominations aux fonctions et aux charges vaticanes. Cela conduisit aux scandaleuses malversations dont se rendirent coupables ses parents Cinzio et Pietro Aldobrandini dans l'administration du patrimoine du Vatican.

Après le court pontificat de Léon XI (mars-avril 1605), membre de la famille florentine des Médicis, la lutte au sein de la curie, entre les factions des cardinaux partisans de la France (menés par les Aldobrandini) et de l'Espagne (conduits par le cardinal Montalto), s'acheva par la victoire d'un candidat des Aldobrandini, Camille Borghèse. Pourtant, en tant que pape, sous le nom de Paul V (1605-1621), ce dernier essaya de se maintenir à égale distance des grandes puissances européennes. Au début de son pontificat, Paul V était en friction constante avec les autorités vénitiennes, car la république avait limité la construction de nouvelles églises et deux prêtres étaient jugés au civil, sans tenir compte de leurs privilèges ecclésiastiques. En avril 1606, la papauté lança donc un interdit contre la Sérénissime et excommunia ses dirigeants. Seule la médiation française permit une solution à l'amiable. Toutefois, pendant la durée de l'interdit, la conduite du clergé vénitien démontra une évidente désobéissance aux directives du pape, qu'il accusait de ne défendre que des intérêts strictement politiques. Cet épisode, opportunément diffusé par des pamphlets populaires et des traités juridiques, démontra que les menaces de punitions spirituelles, qui avaient constitué par le passé l'arsenal de l'Église, n'étaient plus efficaces. D'autres incidents de même nature montrèrent que l'intérêt prioritaire des papes du XVII[e] siècle était la défense des domaines dépendants de Rome plutôt que le destin du monde catholique, dont la défense militaire restait aux mains de la dynastie des Habsbourg qui régnaient à Madrid et à Vienne.

Alexandre Ludovisi, qui prit le nom de Grégoire XV (1621-1623), succéda à Paul V sur le trône de saint Pierre. Il tenta un rapprochement avec l'empereur Ferdinand II pour pouvoir combiner le pouvoir politique des puissances catholiques avec les prérogatives spirituelles de Rome. C'est d'ailleurs dans cet objectif qu'il apporta une contribution financière importante à l'entretien des troupes impériales pendant la guerre de Trente Ans.

L'expansion territoriale des États pontificaux se poursuivit sous le pontificat de Maffeo Barberini, ou Urbain VIII (1623-1644), qui annexa le duché d'Urbino en 1631. En 1641, prétextant le non-paiement de dettes envers la papauté, il mobilisa une armée contre le duché de Castro, qui était sous la juridiction du duc de Parme, Édouard Farnèse. Cette action suscita toutefois une réaction collective de plusieurs princes qui accoururent au secours de Parme. La guerre dura trois ans. Lorsqu'en 1644 le Saint-Siège rendit le duché de Castro au duc de Parme, le conflit avait dévasté une partie des terres de la papauté, l'Ombrie, la Romagne et la région de Ferrare. Urbain VIII s'impliqua aussi dans la guerre de Trente Ans. À la différence de son prédécesseur, il milita férocement contre les puissances impériales et soutint la France. Néanmoins, cela ne freina pas le progrès de l'absolutisme du roi de France sur le clergé, et ces erreurs politiques finirent par ternir son pontificat. De plus, le népotisme qu'il pratiqua assidûment occulta en partie ses qualités d'humaniste et de mécène.

En 1644, le cardinal Giovanni Battista Pamphili fut élu pape sous le nom d'Innocent X (1644-1655). Son attitude hostile à la France et favorable aux Habsbourg causa de sérieux conflits entre Rome et les diplomates français. Innocent X refusa ainsi de reconnaître les sécessions du Portugal et de la Catalogne, et il retarda la nomination d'évêques dans les territoires qui étaient en lutte ouverte contre Philippe IV. Les tensions entre les



Innocent X, le pape qui affronta le tout-puissant Louis XIV



Depuis que l'empereur Charles Quint avait puni le pape Clément VII de ses sympathies pour les Français en mettant la ville de Rome à sac, les pontifes s'étaient rendu compte du prix élevé qu'il en coûtait d'affronter le souverain d'une grande puissance. Pourtant, certains, comme Innocent X, n'hésitèrent pas à en prendre le risque.

Le trône de saint Pierre ne pouvait rester à l'écart des luttes entre les grandes puissances. De surcroît, celles-ci œuvraient, à chaque conclave, pour que le pape élu soit favorable à leurs intérêts. La France y réussit lorsque Maffeo Barberini fut élu sous le nom d'Urbain VIII, tandis que la Couronne hispanique, représentée par le cardinal Gil de Albornoz, y parvint en 1644, lorsque Giovanni Battista Pamphili reçut la tiare papale sous le nom d'Innocent X. Bien qu'il fût déjà âgé, Innocent X prit une part active dans la politique européenne pendant les onze ans qui lui restaient à vivre et se positionna toujours aux côtés de l'Espagne et de l'empire des Habsbourg. Mais le conflit avec la France fut inévitable, surtout après qu'il eut commencé à persécuter les cardinaux Francesco et Antonio Barberini (membres de la famille de son prédécesseur Urbain VIII et ouvertement profrançais), qu'il accusa d'appropriation de biens de l'Église. Ils se réfugièrent en France, mais le pape exigea leur retour à Rome. Seule la menace du cardinal Mazarin d'envahir les territoires de la papauté le fit changer d'attitude. Illustration : portrait d'Innocent X, par Vélasquez, vers 1650 (galerie Doria Pamphili, Rome).

clergés français et espagnol atteignirent à certains moments un niveau extrême, par exemple lors des altercations de juillet 1646 entre les suites de l'amiral de Castille, ambassadeur d'Espagne, et du cardinal Richard d'Este, protecteur des intérêts de la France auprès du Saint-Siège. Malgré tout, Innocent X condamna cinq affirmations de l'œuvre de Jansen par une bulle de 1653. Cela marqua le départ de la controverse janséniste et sembla signifier un rapprochement de sa position avec les arguments défendus par Louis XIV.

Fabio Chigi, pape sous le nom d'Alexandre VII (1655-1667), fut particulièrement critique à l'encontre des projets gallicans du cardinal Mazarin. Les insolences des ambassadeurs français étaient alors constantes. En ce qui concerne le gouvernement interne de l'Église, ce pape nomma de nouveaux cardinaux avec l'intention de soustraire le conclave aux pressions extérieures. Il fixa les positions doctrinales de l'Église par rapport au jansénisme et passa également à la postérité pour avoir été le protecteur du Bernin et pour avoir accueilli la reine Christine de Suède après sa conversion au catholicisme.

Le pontificat de Giulio Rospigliosi, le pape Clément IX, fut bref. Il devait son élection à l'influence française, mais la courte durée de son gouvernement l'empêcha de mettre en œuvre ses intentions de médiation entre jésuites et jansénistes.

Par rapport à ses prédécesseurs, Benedetto Odescalchi, qui occupa le siège de saint Pierre sous le nom d'Innocent XI (1676-1689), se distingua comme l'un des papes les plus importants de l'ère moderne. À l'intérieur des États pontificaux, il mena une politique de réformes en réorganisant l'administration des finances et en moralisant l'entourage de la Cour pontificale. Mentor de la lutte contre les Ottomans, il fut le grand promoteur de la Sainte Ligue. Mais il se fit surtout remarquer par son militantisme contre l'absolutisme de Louis XIV. En réponse à la déclaration du clergé français en 1682, qui définissait les « libertés de l'Église gallicane », le pape Innocent XI refusa en effet de nommer évêque tout ecclésiastique qui en assumerait le moindre article.

Après le pontificat du très âgé Alexandre VIII (de son nom Pietro Vito Ottoboni, 1689-1691), le siècle s'acheva avec un autre pape à la personnalité remarquable, Antonio Pignatelli, ou Innocent XII (1691-1700). Ses réformes de la curie furent très importantes et il rendit plus difficile l'accès des membres de la famille du pape à des charges politiques ou à des avantages financiers. La bulle *Romanum decet Pontificem* (1692) mit définitivement fin au népotisme qui avait caractérisé les Temps modernes de l'Église romaine. Sur le plan international, Innocent XII réussit à se rapprocher

de Louis XIV, et le monarque français abrogea les règles régalistes de 1682. Ainsi, l'Église légitimait spirituellement la grande puissance européenne du moment. Le choix de la France par la papauté fut moins militant sous le pontificat suivant, celui de Clément X (1700-1721), qui coïncida avec la guerre de Succession d'Espagne.

Les pontifes du XVII[e] siècle oscillèrent donc entre l'affirmation de leur pouvoir et leur incapacité à s'affranchir de leurs liens familiaux. Les puissances européennes ne se contentaient plus de faire pression pour obtenir le soutien de Rome. Fait nouveau, comme ce fut le cas pour la France, elles choisirent d'investir le champ des compétences ecclésiastiques. Le régalisme français fut un précédent dans l'affirmation des églises nationales qui proliférèrent en Europe au cours du XVIII[e] siècle.

La crise de l'Italie espagnole

Tout au long du XVII[e] siècle, la présence espagnole en Italie se concentra dans le Milanais, d'une part, à Naples et en Sicile, d'autre part. Chacune de ces trois régions était gérée par un vice-roi. De son côté, la Sardaigne, qui appartenait à la Couronne d'Aragon depuis le XIV[e] siècle et vivait sous un régime féodal très sévère, possédait elle aussi son propre vice-roi. Au nord de l'Italie, le Milanais constituait une enclave particulièrement importante sur le plan géostratégique, mais elle traversait une période de grave récession économique, en dépit de ses richesses naturelles. Dans les territoires du sud, la présence espagnole entraînait immanquablement de sérieux problèmes sociaux et économiques. En effet, pour faire face aux besoins militaires toujours plus importants de son empire, la Couronne augmentait sans cesse la pression fiscale. La misère des paysans était en outre aggravée par les exactions de la noblesse locale. Toutes ces tensions finirent par provoquer des soulèvements massifs, qui échouèrent malgré le soutien de la France. Les plus importants de ces soulèvements furent ceux de Naples en 1647 (révolte de Masaniello) et de Messine en 1674.

La pauvreté endémique dans le royaume de Naples était gravement amplifiée par l'offensive fiscale que menaient les gouvernants espagnols

ARTISTES ET MÉCÈNES. La Rome baroque était une ville monumentale, parsemée de chefs-d'œuvre de l'architecture et de la sculpture, comme la place Navone (ci-dessus), avec les fontaines du Bernin. Son promoteur, le pape Innocent X, voulait célébrer ainsi la grandeur de la maison des Pamphili, rivale des Barberini et des Farnèses. Ci-dessus : *La Place Navone de Rome*, par Caspar Adriaensz Van Wittel (musée Thyssen-Bornemisza, Madrid).

ÉVÉNEMENTS DE LA CRISE DE L'ITALIE ESPAGNOLE

1647
La révolte de Masaniello. Conduite par un pêcheur, une mutinerie éclate à Naples, en raison des taxes élevées sur les fruits.

1648
La république napolitaine. Juan José d'Autriche écrase la révolte de Naples et met fin à la république instaurée avec l'appui français.

1656
La peste. Une épidémie de peste s'abat sur Naples et la Campanie. La ville perd presque les trois quarts de sa population.

1674
Révolte de Messine. Cette ville sicilienne prend les armes contre l'Espagne, avec l'aide de Louis XIV.

1713
Traité d'Utrecht. Les possessions italiennes des Habsbourg d'Espagne, le Milanais, Naples et la Sardaigne passent à l'Autriche.

1734
Reprise par l'Espagne. La Couronne espagnole, en la personne de Charles de Bourbon (futur Charles III d'Espagne) récupère Naples et la Sicile.

avec l'assentiment des élites régionales. En 1647, un pêcheur napolitain, Tommaso Aniello d'Amalfi (plus connu sous le nom de Masaniello), organisa une mutinerie contre les taxes sur les fruits, qui étaient alors le seul aliment à la portée des classes les plus pauvres de la région. Très démagogue, Masaniello sut attiser le malaise et la révolte populaires par ses discours très violents. Ses appels excitèrent les foules, qui se lancèrent à l'assaut du palais du vice-roi, des prisons et des lieux de recouvrement de la taxe sur les fruits. Le tumulte ne tarda pas à dégénérer, car le révolutionnaire improvisé, acclamé comme capitaine général par les foules, finit par basculer dans une violence sanguinaire et incontrôlée. Des jugements sommaires étaient en effet prononcés contre quiconque osait contredire ses dérives. Finalement, Masaniello fut assassiné et dépecé par des mercenaires du vice-roi. Il resta pourtant dans la mémoire populaire comme une figure de martyr héroïque et l'objet d'une certaine vénération. La nouvelle courut que quatre cents prêtres et plus de cent mille personnes assistèrent à ses obsèques, et que son cadavre démembré se recomposa miraculeusement pour bénir la foule.

Donnant une nouvelle preuve des capacités militaires qu'il avait déjà démontrées sur de nombreux champs de bataille, Juan José d'Autriche prit la tête de l'armée qui étouffa la rébellion. Mais quelques concessions furent faites aux révoltés : le vice-roi fut relevé de ses fonctions, on proclama une amnistie générale et, en 1648, on supprima les taxes controversées qui grevaient les produits de plus grande consommation.

Si les événements qui eurent lieu à Naples en 1647 s'inscrivaient dans le contexte des révoltes antifiscales qui affectaientt la monarchie espagnole depuis 1640, la révolte de Messine, en 1674, présenta un caractère bien plus international. Depuis 1672, ce port sicilien prospère souffrait de troubles provoqués par la lutte entre deux factions urbaines, les Merli et les Malvizzi. Le gouverneur espagnol de la ville, Luis del Hoyo, tenta d'utiliser ces affrontements au profit de la Couronne en renforçant la souveraineté espagnole face aux pouvoirs traditionnels du Sénat, de la noblesse et des riches bourgeois. En 1674, la dégradation de la situation aboutit à la révolte du peuple contre les troupes espagnoles. La ville réclama alors l'aide de Louis XIV. L'intervention française fut rapide et efficace, mais, comme c'était souvent le cas à l'époque, ce conflit local finit par prendre des dimensions internationales. En février 1675, la flotte française vainquit la flotte espagnole face à l'île de Stromboli. La même année, la ville prêtait serment de fidélité au souverain français. En 1676, la flotte hollandaise, puis la flotte espagnole furent démâtées par la marine de guerre de Louis XIV, ce qui montrait au passage les excellents résultats de l'ambitieux projet de reconstruction navale mis en œuvre par Colbert. Cependant, à mesure que la nécessité d'une paix stratégique s'imposait à la France, cette dernière se trouvait à nouveau confrontée à une Europe coalisée. Pragmatique, Louis XIV s'éloigna alors des patriciens de Messine. Le retrait des troupes françaises causa le chaos dans la ville italienne, et les révoltes populaires entraînèrent la fuite de l'aristocratie. Le nouveau vice-roi espagnol, le comte de Santisteban, rétablit l'ordre tout en se livrant à une très dure répression contre les insurgés.Après la guerre de Succession d'Espagne, les possessions espagnoles en Italie passèrent aux mains de l'Autriche et du duché de Savoie.

La Méditerranée au XVII[e] siècle

Dans l'histoire des mers d'Europe, le XVII[e] siècle fut sans doute marqué par l'apogée commercial de la mer Baltique et de la mer du Nord. En parallèle, la mer Méditerranée, qui avait occupé une

Naples et les révoltes anti-espagnoles

Les révoltes au Portugal et en Catalogne ne furent pas les seuls conflits internes dont souffrit l'Espagne pendant la décennie de 1640. En 1647, il y eut aussi la crise qui faillit faire de Naples une république indépendante.

Bien que la révolte de Masianello n'ait initialement été qu'une simple mutinerie de la population la plus défavorisée de Naples, elle se mua bientôt en une explosion du mécontentement général de la société napolitaine envers la monarchie espagnole. L'expulsion des autorités espagnoles en 1647 déboucha la même année sur la proclamation de la République sérénissime de Naples, dont la charge de doge (selon l'usage vénitien) fut confiée au Français Henri II de Guise, un descendant du roi napolitain René le Bon. L'aventure se révéla toutefois de courte durée. Le doge perdit rapidement l'appui de ses nouveaux sujets, et les Espagnols, commandés par Juan José d'Autriche, entrèrent à nouveau dans Naples en avril 1648, sans rencontrer de grande résistance de la part d'une population fatiguée d'une année de luttes et d'intrigues. Illustration : *La Révolte de Masianello*, peinte par Michelangelo Cerquozzi (galerie Spada, Rome).



place centrale dans l'histoire européenne depuis l'Antiquité et l'Empire romain, parut perdre progressivement toute l'importance qu'elle avait eue sur les plans politique et économique.

Pendant la première moitié du siècle, le calme relatif qui régnait en Méditerranée orientale était dû au fait que l'Empire ottoman ne se concentrait plus sur ses opérations maritimes. Les troupes du sultan combattaient prioritairement en Asie et en Europe centrale. La seule exception notable fut la guerre ottomane contre la Crète. Commencée en 1645, elle se prolongea par le siège de Candie (1648-1669) et fut une source inépuisable de nouvelles angoissantes, propagées à travers la chrétienté par les chroniques.

En comparaison, les eaux de la Méditerranée occidentale connaissaient plus de turbulences, car elles accueillaient l'un des champs de bataille de la longue lutte pour l'hégémonie en Europe que se livrèrent la France et l'Espagne entre 1635 et 1659. C'est ainsi qu'en 1642, au large de Barcelone, se déroula ce que l'on appela le « Rocroi naval », une défaite sans précédent infligée à la flotte espagnole par la flotte française. Les opérations navales françaises se manifestaient aussi par des harcèlements contre les possessions espagnoles sur les côtes italiennes. De même, c'est sur ce théâtre d'opérations que se déroulèrent les conflits entre chrétiens et Barbaresques, malgré les accords d'amitié ponctuels conclus avec les régences d'Afrique du Nord d'une part et les Ottomans d'autre part. En 1631, la France de Louis XIII avait notamment signé un traité et négocié des accords commerciaux avec le Maroc. Confirmé en 1635, ce traité fut durable.

En réalité, derrière ce long calme apparent, des tensions structurelles anciennes couvaient encore en Méditerranée, comme le combat entre l'islam et la chrétienté. L'une de ses caractéritistiques était d'avoir constitué un espace de violence structurelle tout au long du siècle. Dans l'histoire diplomatique complexe du XVII[e] siècle, rien ne vint symboliser la fin des conflits, rien ne fut comparable au traité d'Oliva, qui apporta une pacification générale en mer Baltique à l'issue des sérieux conflits qui avaient opposé les puissances nordiques. ■



La révolution baroque à Rome

Pendant le XVII^e siècle, dans la capitale du monde catholique, toutes les disciplines artistiques semblent s'allier pour vénérer et encenser le mystère de la religion dans la conscience des fidèles.

En 1600, le pape Clément VIII (1592-1605) proclama une année sainte. La même année, Giordano Bruno fut brûlé à Rome. Ces deux faits résument l'atmosphère qui régnait dans la cité des papes au XVII^e siècle, la ville d'une Église triomphante après le concile de Trente. La Rome de la Contre-Réforme fut en effet l'un des lieux d'où l'art baroque se répandit en Europe. Elle fournit un excellent exemple de la façon dont ce style refléta son triomphe et son pouvoir.

Depuis le début de la Renaissance, le monde ecclésiastique offrait l'un des débouchés les plus importants pour les œuvres des peintres et des architectes. Au XVII^e siècle, cette simple demande artistique se doubla d'une volonté de transformer l'art en un instrument de glorification de la religion catholique. Rome devint le théâtre principal d'une évolution spectaculaire : une profusion de lumière, de couleur et d'effets dynamiques devait faire contrepoids au style austère de l'art protestant. Dès la fin du XVI^e siècle, les pontifes avaient bénéficié de la nouvelle planification urbaine de Rome, grâce à laquelle on remplit peu à peu les espaces publics d'immeubles et de monuments flamboyants et baroques.

En 1585, le pape Sixte V avait ainsi projeté l'ouverture de nouvelles rues, dans l'idée de faire de la ville la *caput mundi* des catholiques. Au XVII^e siècle, d'autres papes – Urbain VIII (1623- 1644), Innocent X (1644-1655) puis Alexandre VII (1655-1667) – poursuivirent ces projets. C'est au XVII^e siècle que furent construites et décorées les grandes places de la ville : Quirinal, Capitole et Navone. Cette Rome spectaculaire était le reflet d'une époque marquée par l'expansion de la spiritualité catholique, en Italie et également en Europe. Les nouveaux ordres religieux et de grandes figures, comme François de Sales ou Vincent de Paul, exprimèrent très bien ce climat religieux de reconquête de l'espace géographique autant que culturel que l'Église avait perdu au profit du monde protestant.

UN CHEF-D'ŒUVRE. *L'Extase de sainte Thérèse*, du Bernin, sculpture en marbre (église Sainte-Marie-de-la-Victoire, Rome).

CHEFS-D'ŒUVRE DU BAROQUE ROMAIN

1568-1572

Église du Gesù. Construite pour les jésuites par Jacopo da Vignola et Giacomo Della Porta ; ses formes dynamiques en font la première grande église baroque.

1602-1626

Saint-Pierre du Vatican. Carlo Maderno fut chargé de donner à la basilique son plan en forme de croix latine et de dessiner sa façade.

1634-1664

Église de Saint-Luc-et-Sainte-Martine. Son plan est centralisé. Dominée par sa grande coupole, elle est l'œuvre de Pietro da Cortona.

1638-1641

Saint-Charles-aux-Quatre-Fontaines. Dans cette œuvre, Francesco Borromini rompt avec la ligne droite classique pour créer un espace ondulant.

1656-1667

Place Saint-Pierre. À la demande du pape Alexandre VII, Gian Lorenzo Bernini la dessina pour souligner la monumentalité de la basilique.



AUTOPORTRAIT. Gian Lorenzo Bernini, dit le Bernin (galerie Borghèse, Rome).

Art et religion

Toutes les disciplines artistiques se liguèrent pour captiver les consciences des fidèles. Les nouvelles techniques de trompe-l'œil permettaient de créer l'illusion d'une continuité visuelle entre la peinture plane et les structures tridimensionnelles, comme s'il n'existait pas de distinction stricte entre les fonctions de l'architecte, du sculpteur et du peintre. Les églises conçues par Francesco Borromini (1599-1667) en sont une illustration, en démontrant l'intérêt des lignes courbes par rapport aux droites. De son côté, Gian Lorenzo Bernini (1598-1680), le célèbre Bernin, passa à la postérité comme sculpteur et architecte alors qu'il jouissait aussi comme peintre de la considération de ses contemporains. En 1629, il fut nommé architecte de la basilique Saint-Pierre. C'est là que l'on trouve quelques-unes de ses réalisations monumentales les plus remarquables, parmi lesquelles les colonnades de la place et, surtout, l'énorme baldaquin surplombant l'autel, soutenu par des colonnes salomoniques de bronze. Mais il laissa d'autres édifices et de nombreuses sculptures, disséminés sur les places et dans les rues de Rome.

Si les grands artistes et leurs splendides œuvres proliféraient évidemment à la cour du pape, le modèle baroque s'étendit aussi à la décoration de lieux plus privés, comme les palais des cardinaux ou les grandes demeures de la bourgeoisie romaine. Au-delà des différences normales existant entre édifices publics et résidences privées, les caractéristiques communes à tout l'art baroque furent sa dimension décorative et son ostentation.

Le Bernin au service du Saint-Siège : la transformation de Saint-Pierre

Deux papes, Urbain VIII et Alexandre VII accordèrent leur confiance au Bernin pour qu'il fasse de la basilique vaticane le cœur du catholicisme. Le premier lui demanda de concevoir l'espace intérieur, que l'artiste conçut comme un grand décor baroque grâce au baldaquin et à la chaire de saint Pierre. Le second lui confia les abords de la basilique, en particulier la place, que le Bernin fit clore sur deux de ses côtés par des colonnades chargées de symbolisme. Il explique lui-même que l'église Saint-Pierre, qui est comme la mère de toutes les autres, doit avoir un portique qui montre qu'elle accueille comme une mère, à bras ouverts, les catholiques pour les confirmer dans leur foi, et les hérétiques pour les éclairer sur la vraie foi.



LE BALDAQUIN. Exécuté entre 1624 et 1633, c'était une commande d'Urbain VIII pour abriter la tombe de saint Pierre. Ses quatre colonnes salomoniques, hautes de onze mètres, expriment le dynamisme baroque. Le bronze provient du Panthéon.



LA CHAIRE DE SAINT PIERRE. Pour rehausser le trône en bois attribué au premier évêque de Rome, le Bern28/28/in imagina une mise en scène dominée par la lumière qui provient d'une vitre transparente au centre de laquelle est représentée la colombe du Saint-Esprit.





LA GRANDE COLONNADE. Le Bernin conçut la colonnade comme un espace visuellement fermé et orienté vers la basilique mais en réalité ouvert, pour accueillir les grandes fêtes du catholicisme, telle la bénédiction *urbi et orbi*. Les statues qui la couronnent sont des œuvres d'atelier, réalisées à partir des esquisses de l'artiste. Dans le projet d'origine, on avait prévu une troisième colonnade pour fermer la place.



1 L'OBÉLISQUE. Au centre de la place s'élève un obélisque d'une hauteur de 25 mètres et pesant 327 tonnes, rapporté d'Égypte par Caligula pour marquer le centre de son cirque. Selon la tradition, saint Pierre a été martyrisé à proximité.

2 LA COLONNADE. Elle est composée de 88 pilastres et 284 colonnes doriques d'une hauteur de 13 mètres, disposées en quatre rangées. La balustrade de la couronne compte 140 statues de saints de 3,20 m de haut, œuvres d'élèves du Bernin.

3 LE BALDAQUIN. Avec ses 29 mètres de hauteur, le baldaquin sert à remplir le vide ouvert sous la coupole de Michel-Ange, grâce au dynamisme ascendant que lui donnent ses colonnes spirales. Sous le baldaquin se trouve le tombeau de saint Pierre.

4 LA CROIX LATINE. Carlo Maderno fut le responsable du changement du plan en croix grecque prévu par Michel-Ange en un plan en croix latine. Pour cela, il ajouta trois espaces nouveaux, grâce auxquels la coupole est visuellement déplacée vers le fond.

5 LES MURS EXTÉRIEURS. Dessinés par Michel-Ange, ils sont conçus comme un mur enveloppant fait de surfaces planes séparées par des pilastres. Le tout est d'une grande cohérence stylistique. Ils comportent des fenêtres qui permettent d'éclairer l'intérieur.

6 L'ABSIDE. La chaire de saint Pierre se situe dans l'abside de la nef centrale. À cet endroit, la présence du seul vitrail coloré de toute la basilique infuse un certain symbolisme à la lumière qu'il diffuse et qui devient comme un reflet de la divinité.

7 LE DÉAMBULATOIRE. Il entoure les trois absides et se trouve dans l'espace ouvert sous les quatre colonnes qui soutiennent la coupole. Ses chapelles et ses autels conservent des reliques de saints et les monuments funéraires de plusieurs papes.

8 LES FONTAINES. À l'intérieur de la place, de chaque côté de l'obélisque, se trouvent deux fontaines. Celle au nord, de Carlo Maderno (1615), fut placée là par le Bernin, qui fit construire celle du sud par Carlo Fontana pour établir une symétrie.

9 LA COUPOLE. Dessinée par Michel-Ange et achevée en 1590 par son élève Giacomo Della Porta, elle a un diamètre de 42,56 m. Elle porte l'inscription en latin : « Tu es Pierre, sur cette pierre j'édifierai mon Église et je te donnerai les clefs du royaume des cieux. »

10 LA CHAPELLE SIXTINE. Située dans le palais Apostolique, elle doit son nom au pape Sixte IV qui la fit construire en 1471. Michel-Ange peignit sa voûte entre 1508 et 1512, et le mur de l'autel, qui représente le Jugement dernier, entre 1536 et 1541.

11 LA LUCARNE. La lanterne qui coiffe la coupole mesure 17 mètres de haut. Avec elle et la croix qui la surplombe, la coupole s'élève à 136,57 m. On peut y lire : « À la gloire de saint Pierre, le pape Sixte V, en l'an 1590, cinquième année de son pontificat. »

12 LA PLACE. Œuvre du Bernin, elle est composée de deux parties. Un premier espace trapézoïdal délimité par les bras de la colonnade et un deuxième espace de forme elliptique. Sa taille est impressionnante : 320 mètres de profondeur et 240 mètres de diamètre.

13 LA FAÇADE. Elle est de Carlo Maderno, qui l'acheva en 1614. Elle mesure 115 mètres de large pour une hauteur de 48 mètres. Sa balustrade porte 13 statues de 5,70 m de haut figurant les apôtres, sauf Pierre et Jean-Baptiste, avec le Christ, au centre.

Borromini, le zénith de l'architecture religieuse baroque

Profondément religieux, Borromini avait un caractère réservé et peu sociable. Il s'est toute sa vie disputé la faveur des papes avec le Bernin, l'autre grand architecte de l'époque. Il a laissé son empreinte dans plusieurs des plus belles églises de Rome.



SAINTE-AGNÈS-EN-AGONE. Le projet initial de 1652 était une commande d'Innocent X à Girolamo Rainaldi. Il fut repris et modifié par Borromini entre 1653 et 1657. Le dôme porte des fresques de Ciro Ferri.



LA FAÇADE DE SAINTE-AGNÈS. L'église domine le milieu du côté occidental de la place Navone. Borromini augmenta la distance entre les deux clochers et imagina une façade concave pour les faire ressortir.



SAINT-CHARLES-AUX-QUATRE-FONTAINES. Partie supérieure de la façade et clocher de l'église San Carlo à Rome, commencée par Borromini entre 1638 et 1641 et achevée après sa mort.



SANT'IVO ALLA SAPIENZA. Cette église est considérée comme l'un des chefs-d'œuvre de l'architecte en raison de sa valeur artistique et du niveau de technique qu'a nécessité sa construction.

Les façades des vieilles églises furent remodelées et chargées d'ornements aux volumes dynamiques, en accord avec le principe que le Bernin avait appliqué à la sculpture, selon lequel « l'homme n'est jamais plus semblable à lui-même que lorsqu'il est en mouvement ».

Un art baroque primitif se développa à Rome jusqu'en 1630. Son principal représentant fut Carlo Maderno (1556-1629), qui conçut la façade de l'église Sainte-Suzanne (1597-1603) et acheva la basilique Saint-Pierre (1606-1615). Maderno y compléta les plans de Michel-Ange en ajoutant une nef à trois travées et deux collatéraux. Il imagina aussi d'ouvrir la basilique vers le public par une façade de pilastres et de colonnes dotée d'un balcon qui servirait aux bénédictions *urbi et orbi* qui portent un tel écho lors des pèlerinages et des jubilés.

Le baroque romain atteignit son apogée entre 1630 et 1660, grâce à l'œuvre de deux grands architectes à la personnalité très particulière. La combinaison d'arts différents permit la création de grands complexes monumentaux, dont les artifices étonnants étaient destinés à impressionner le spectateur. Le baroque romain finit ainsi par accumuler un catalogue quasi encyclopédique d'éléments de construction, tant dans l'espace urbain qu'à l'intérieur même des édifices.



URBAIN VIII. Ce pape protégea les arts et fut le mécène de plusieurs artistes, parmi lesquels se détache le Bernin. C'est à ce dernier que fut commandée cette statue du pontife par les conservateurs chargés de l'administration et de l'entretien des monuments de la ville.

Le Bernin et Borromini

L'artiste connu sous le nom « Le Bernin » (Gian Lorenzo Bernini) fut l'architecte des papes Urbain VIII et Alexandre VII. Ses œuvres offrent une synthèse unique de l'architecture, de la peinture, de la sculpture et de la décoration. Son éducation jésuite lui avait inculqué le sens profond de la Contre-Réforme et il sut exprimer à la perfection la volonté de pouvoir de l'Église. L'exemple le plus connu est le baldaquin mentionné précédemment (1624-1633), qu'il conçut pour la basilique Saint-Pierre, mais son œuvre la plus transcendante fut la conception de l'intérieur de la basilique et de la place Saint-Pierre (1657-1667), car l'architecture y servait littéralement de théâtre, par sa forme et par son contenu expressif. Selon ses propres termes, ce qu'il désirait, c'était qu'en pénétrant dans le sanctuaire, les fidèles se sentent accueillis par les « bras maternels de l'Église ».

En matière de sculpture, l'œuvre du Bernin se caractérisa par l'exaltation du mouvement et par un rendu des textures que l'on considérait auparavant comme irréalisable. Ce naturalisme vibrant est perceptible dans ses premières œuvres (*David*, en 1619, ou *Apollon et Daphné*, en 1621 et 1622), mais il s'exprime pleinement dans l'*Extase de sainte Thérèse* (1646), son œuvre sans doute la plus universellement conue. En tant que portraitiste, il montra son sens de la mise en scène sur les tombeaux des papes Urbain VIII et Alexandre VII.

On doit à Francesco Borromini l'affirmation la plus audacieuse et la plus dramatique des formes baroques. Ainsi, l'église Sant'Ivo alla Sapienza (1652) constitue tout un ensemble de courbes, de contre-courbes, de droites, d'à-plats et de reliefs, un tourbillon qui s'élève vers la coupole et s'achève par un pinacle en spirale, symbole de la volonté d'élévation. L'église Saint-Charles-aux-Quatre-Fontaines (San Carlo alle Quattro Fontane, commandée par l'ordre espagnol des Trinitaires, construite de 1634 à 1644), l'église Sainte-Agnès et le palais Falconieri de Frascati sont d'autres exemples de son inépuisable créativité.

Parmi les élèves de Borromini, Pietro da Cortona (1590-1669) se distingua particulièrement. On lui doit d'importantes innovations, comme le frontispice semi-circulaire de Santa Maria della Pace (1656), mais il est surtout connu pour sa peinture et ses fresques, comme *L'Enlèvement des Sabines* (1629), chef-d'œuvre majeur de la peinture baroque.

LE PALAIS DE WILANÓW. Construit en 1677, c'était la résidence d'été du roi Jean III Sobieski. En page suivante, plateau d'argent à l'effigie de Jean III Sobieski (château de Montrésor, France).



LE NORD ET LE SAINT EMPIRE

En 1648, les princes allemands deviennent presque indépendants et les pouvoirs de l'empereur, purement honorifiques. En compensation, les Habsbourg de Vienne commencent à s'intéresser au Danube et à la centralisation de leurs domaines patrimoniaux. La Suède a sa période de grandeur, tandis que le parcours de la Pologne devient plus dramatique, car elle est la victime d'amputations territoriales successives.

Le Saint Empire romain germanique était constitué par l'union de régions très différentes, dont le lien principal était la fidélité à la Couronne impériale. Cependant, les empereurs ne furent jamais à même de contrôler l'ensemble du territoire ni de le gouverner de façon absolue. Malgré tout, leur pouvoir était indiscutable sur les terres d'Autriche et de l'ancienne Couronne de Bohême (Bohême, Moravie et Silésie), où l'empereur gouvernait avec l'aide d'un secrétaire et d'un conseil privé. Cette situation était l'une des conséquences de la guerre de Trente Ans. En 1620, la bataille de la Montagne Blanche avait démontré que toute velléité d'autonomie serait écrasée. Un fonctionnaire particulièrement efficace gouvernait donc l'Autriche et la Bohême sur un mode très centralisé, tandis que, dans les autres territoires, il devait s'adapter aux degrés divers d'union à la Couronne.

Les traités internationaux signés vers le milieu du XVII[e] siècle confirmèrent clairement la division politique et religieuse de l'espace germanique. À l'intérieur de chacun de leurs États, les princes allemands étaient pratiquement indépendants. Les prérogatives de l'empereur furent alors sommairement réduites à un rang honorifique. Le collège électoral (qui élisait le futur empereur) vit le nombre de ses membres passer de huit à neuf,

Le règne de Léopold Ier : une main de fer face aux Turcs et aux Hongrois

Le deuxième fils de Ferdinand III n'était pas destiné à régner. Il semble même que sa vocation était la musique. Mais la mort de son frère aîné, Ferdinand, en 1654, et de leur père, en 1657, le conduisit finalement à monter sur le trône impérial. Quand il mourut en 1705, il avait réussi à réunir les couronnes du Saint Empire, de la Bohême et de la Hongrie.

Léopold Ier fut un exemple typique de monarque absolutiste. S'appuyant sur une grande armée, il réussit à imposer un modèle d'État centralisé et à étendre les domaines des Habsbourg dans le bassin du Danube, aux dépens d'un Empire turc qui, en 1683, avait réussi à menacer Vienne pour la seconde fois (la première datait de 1529). Ce ne fut pas son unique ennemi, puisque l'empereur se battit aussi contre la France pour la succession au trône d'Espagne, au nom de son fils Charles. Ce dernier prétendait y avoir droit, en tant que fils de l'infante Marie-Anne, fille de Philippe III. Illustrations : à droite, *Allégorie du règne de Léopold Ier*, par Gérard Hoet (château d'Ambras, Innsbruck). ❶ **L'empereur** apparaît ici comme un nouvel Hercule qui mérite l'admiration universelle pour ses travaux comme sa victoire sur ❷ **l'hydre** qui se trouve à ses pieds. Léopold Ier apparaît accompagné par ❸ **les vertus,** la Foi, l'Espérance, la Justice, la Constance et la Tempérance ; à gauche, *Buste de Léopold Ier*, par Gabriel de Grupello (musée d'Histoire de l'Art, Vienne).





lorsque le duc de Hanovre fut promu au rang d'Électeur. La Diète, une assemblée qui veillait aux affaires générales, devint perpétuelle en 1663, mais ses capacités d'action furent sérieusement limitées lorsqu'elle fut divisée en trois collectifs (les Électeurs, les princes et les villes). La fragmentation politique de l'Allemagne fut encore aggravée par le fait que certains princes continuaient à partager l'héritage de leurs domaines entre leurs nombreux fils.

La guerre de Trente Ans fut terriblement coûteuse pour l'Empire. La Saxe et la Bavière, les États les plus importants en dehors de l'Autriche et du Brandebourg, furent dévastés. Jusqu'à la fin du XVIIe siècle, leur reconstruction matérielle engloutit des ressources considérables. La crise du monde germanique fut si profonde qu'elle se refléta même sur le plan culturel. La plupart des grands auteurs allemands de l'époque, comme, par exemple, Gottfried Leibniz, préféraient lire en latin ou en français plutôt qu'en allemand. Dans le domaine artistique, la situation était tout aussi dramatique. Cependant cette décadence culturelle n'empêcha pas la naissance d'un mouvement religieux de rénovation qui se traduisit à la fin du siècle par une montée du piétisme, propagée par le théologien luthérien Philipp Jacob Spener.

L'Empire austro-hongrois

Les puissances signataires des traités de Westphalie, en particulier la France et les Habsbourg, étaient les garants de cet ordre de choses dans le Saint Empire. Mais la France perdit peu à peu de son poids en raison de sa politique d'intervention militariste et de son attitude ambiguë concernant les confessions protestantes. À l'inverse, l'influence autrichienne ne cessait d'augmenter, surtout dans les territoires méridionaux de l'Empire. Parallèlement, dans les territoires du nord, le Brandebourg prenait de plus en plus d'importance et faisait contrepoids à l'Autriche.

L'échec des empereurs Ferdinand II et Ferdinand III marqua un tournant important dans l'histoire de la dynastie des Habsbourg. Finalement obligés de renoncer à la vieille utopie médiévale « un Empire, une chrétienté », car ces symboles

étaient dévalués en Allemagne par la valeur toute symbolique du titre impérial, les Habsbourg se replièrent sur leurs territoires autrichiens et sur les royaumes de Bohême et de Hongrie. Dès lors, leur objectif fut de créer un vaste empire danubien, qui deviendrait plus tard l'une des principales puissances européennes.

Le long règne de Léopold Ier de Habsbourg (1658-1705) fut décisif dans ce sens. À partir de 1680, ce souverain jeta les bases d'une armée permanente, établit un système d'impôts indirects régulièrement recouvrés et développa une administration impériale de plus en plus centralisée. Un autre de ses objectifs fut d'installer en Hongrie – régie par un système de monarchie élective – le type de gouvernement qui avait été imposé en Bohême. Il s'agissait de transformer la Hongrie en royaume héréditaire confessionnellement catholique mais culturellement germanique. Les résistances à ce projet furent multiples, non seulement de la part des sujets hongrois, mais aussi parce que plusieurs territoires appartenant historiquement au royaume de Hongrie étaient aux mains de l'Empire ottoman. Il faut aussi rappeler que pendant la première moitié du XVIIe siècle, le protestantisme avait progressé en Hongrie et que les tentatives autonomistes de cette région face à l'empire des Habsbourg avaient été constantes. Les efforts pour proclamer roi de Hongrie le prince de Transylvanie, dont le territoire hongrois était soumis au protectorat turc, étaient dans la droite ligne de ces objectifs. En 1670, un nouveau complot éclata, qui fut sévèrement réprimé.

Cependant, malgré toutes ces tensions, l'empire des Habsbourg fut également capable d'affronter les terribles défis qui menaçaient l'Europe : la grande peste de 1679 et l'assaut turc de 1683. Finalement, en 1683, après sa victoire contre les Turcs à la bataille de Vienne, Léopold Ier imposa un contrôle très étroit à la Hongrie. Il mena une répression sanglante à l'aide de tribunaux d'exception et obtint, en 1687, la reconnaissance du caractère héréditaire de la Couronne de Hongrie au profit de la maison d'Autriche. Léopold Ier dut toutefois accepter le maintien des lois traditionnelles et du système parlementaire du royaume.

HABSBOURG DU SAINT EMPIRE

- 1576-1612 — Rodolphe II
- 1612-1619 — Mathias Ier
- 1619-1637 — Ferdinand II
- 1637-1657 — Ferdinand III
- 1658-1705 — Léopold Ier
- 1705-1711 — Joseph Ier
- 1711-1740 — Charles VI



LE PREMIER DES VASA. Sigismond III de Pologne fut le premier roi polonais de la dynastie des Vasa, originaire de Suède. *Portrait de Sigismond III* par Martin Kober (château d'Ambras, Innsbruck).

En 1699, la Hongrie historique était entièrement intégrée à l'Empire. Grâce aux victoires du prince Eugène de Savoie sur les Turcs, les Ottomans durent céder les territoires hongrois qui, outre la principauté de Transylvanie, étaient sous leur domination depuis 1526. Bien que de nouvelles révoltes hongroises aient éclaté contre les empereurs autrichiens au début du XVIII[e] siècle, Léopold I[er], fut, parmi tous les souverains européens, celui qui apporta le plus de nouveaux territoires à sa couronne. Le solde de ses conquêtes définitives fut même supérieur à celui que laissa le puissant roi de France Louis XIV.

Il est certain néanmoins que Léopold I[er] n'a jamais pu se soustraire à l'influence française. Son règne s'écoulait en parallèle de celui du Roi-Soleil et des contentieux indirects sur des territoires de l'Empire germanique l'opposaient au monarque français. Les subsides et les pots-de-vin que la France payait pour séduire les princes allemands étaient toujours d'actualité, ce qui finit par saper une grande partie de la souveraineté de l'empereur d'Autriche sur le territoire de l'Empire.

L'autorité morale de Léopold I[er] elle-même fut contestée par les diplomates français envoyés à Vienne. Ils ne cessaient en effet de le rabaisser en racontant par exemple à la Cour de France que l'Empereur était « une montre qui avait constamment besoin d'être remontée ». Louis XIV n'avait jamais réussi à oublier l'échec subi en 1657, quand Mazarin avait tenté de faire attribuer la Couronne impériale au roi de France. Pour effacer ce camouflet, la politique économique et diplomatique de la France n'avait cessé de recourir à toutes sortes d'intrigues pour obtenir la signature de ce que l'on appela le « pacte du Rhin », entre les prince Électeurs de Mayence et de Cologne, le landgrave de Hesse et même le roi de Suède en sa qualité de seigneur de Brême. Louis XIV, sous le titre pompeux de « membre de la paix », avait également pris part à cette alliance qui menaçait l'autorité de l'empereur. Ces tensions permanentes entre l'empire des Habsbourg et la puissance du roi de France provoquèrent toute une série de conflits. Léopold I[er] réussit néanmoins à contrebalancer la prépondérance politique de la France par une habile politique d'alliances.

La Pologne, bastion catholique

Depuis son union avec la Lituanie en 1569, le royaume de Pologne était le plus grand d'Europe. Il s'étendait de la Baltique jusqu'à la mer Noire, et du Dniepr jusqu'à proximité de l'Oder. La fusion des deux royaumes était le fidèle reflet de la structure sociale et économique de cette vaste zone de grandes propriétés terriennes contrôlées par des familles aristocratiques. En favorisant l'union, ces aristocrates cherchaient une protection contre les attaques venues de l'étranger, mais dans les faits ils n'acceptaient qu'une autorité formelle et sans obligations fiscales excessives. Jusqu'en 1572, cette « république royale » entretint des liens particuliers avec la dynastie des Jagellons. Par la suite, on prit l'habitude de choisir comme souverain des personnages qui dépendaient des aristocrates qui les élisaient, et dont la neutralité satifaisait les différents clans. Ce système fut très efficace et il évita à la Pologne les guerres civiles endémiques qui dévastèrent l'Europe orientale dans la deuxième moitié du XVI[e] siècle.

Sigismond III (1587-1632) fut le premier roi polonais de la dynastie Vasa. Son élection se déroula selon le processus en usage, bien qu'il fût également héritier du trône de Suède. Il fut renversé à deux reprises, une première fois en 1594, puis en 1599. Cela empêcha la formation d'un immense royaume, qui aurait eu une taille exorbitante pour l'époque. En Pologne, Sigismond se trouva face à une aristocratie désunie, comme c'était souvent le cas. Il prit une décision d'une

LA COLONNE DE SIGISMOND III (p. 123). Elle fut érigée en 1644 sur la place du château de Varsovie, par Ladislas IV, en mémoire de son père qui transféra la capitale polonaise de Cracovie à Varsovie (musée historique de la Ville de Varsovie).

grande importance, notamment pour affirmer sa souveraineté : déplacer la capitale du pays de Cracovie à Varsovie. Il transféra ses possessions féodales d'Estonie à la Couronne polonaise et tenta de renforcer l'autorité royale sur l'importante région qu'était la Prusse. Dans le domaine des affaires étrangères, Sigismond III Vasa entreprit une politique d'expansion vers l'est, mais surtout de rapprochement diplomatique avec l'Empire. Ses liens familiaux avec les Habsbourg étaient en outre renforcés par une politique religieuse similaire. Tout comme la maison d'Autriche, le souverain polonais fut l'un des défenseurs les plus actifs de la Contre-Réforme catholique. Le catholicisme polonais prit racine grâce à la présence de collèges et d'écoles jésuites qui eurent le monopole effectif de l'éducation sur tout le territoire. Dans un royaume aux frontières étendues et sans défenses naturelles, Sigismond considérait que la religion constituait un lien vital entre ses sujets.

Ladislas IV (1632-1648) succéda au roi Sigismond III. Les deux monarques vécurent la fin de l'âge d'or de la Pologne, qui s'était enrichie grâce aux exportations vers l'Occident de produits tels que les céréales, le bois, le lin et le chanvre. Comme son père, Ladislas IV fut élu par l'oligarchie noble qui contrôlait la Pologne. Le fait que cette monarchie fût élue permet de comprendre la faiblesse effective des pouvoirs du roi. Il ne disposait même pas d'une armée en propre. De plus, la Diète, ou parlement aristocratique polonais, conservait le principe du droit de veto : le désaccord d'un seul de ses membres suspendait immédiatement la réalisation de tout projet.

Ladislas IV Vasa connut un règne assez chaotique, car il occupait plusieurs trônes. Malgré ses pouvoirs plutôt limités, il fut en effet officiellement roi de Suède jusqu'en 1648 et tsar de toutes les Russies entre 1610 et 1613. Ces liens le poussèrent à engager des opérations militaires sur ces deux territoires, notamment des campagnes en Russie qui prirent fin par le traité de Viazma, signé en 1634. En 1635, le traité de Stumdorf établissait une longue trêve entre la Pologne et la Suède. Malgré tout, le règne de Ladislas IV connut de longues périodes de paix.

MONARQUES POLONAIS

- **1587-1632** Sigismond III Vasa
- **1632-1648** Ladislas IV Vasa
- **1648-1668** Jean II Casimir
- **1669-1673** Michel Korybut Wisniowiecki
- **1674-1696** Jean III Sobieski
- **1697-1733** Auguste II
- **1733-1736** Stanislas Leszczyński



Jean III Sobieski, un roi de Pologne batailleur

Jean III Sobieski joua un rôle encore plus important que Léopold Ier dans la lutte contre la menace turque en Europe. En 1683, il défit la grande armée du vizir Kara Mustapha qui s'apprêtait à assiéger Vienne. Malgré cette victoire, son œuvre dans son propre royaume fut rendue difficile par la crise économique et par une noblesse peu disposée à renoncer à ses privilèges.

Fils de l'aristocrate Jacques Sobieski, Jean se distingua rapidement par ses dons de chef militaire. Il passa toute sa jeunesse sur les champs de bataille, où il battit Suédois, Tartares et cosaques. En 1665, ces succès lui valurent d'être nommé chef suprême de l'armée polonaise. Il avait alors quarante et un ans. En 1673, sa victoire à Chocim sur une armée turque très supérieure en nombre en fit un héros national, si bien qu'un an plus tard, à la mort de Michel Korybut Wisniowiecki, il fut élu roi de Pologne par la Diète de Varsovie. Cela ne l'empêcha pas de continuer à participer à des campagnes militaires. La plus célèbre de toutes fut la défense de Vienne : sous son commandement, les 11 et 12 septembre 1683, les Polonais, les Bavarois et les Autrichiens défirent les Turcs à la bataille de Kahlenberg. Illustration : *Portrait de Jean III Sobieski*, par Jan Treko (musée de la Bibliothèque Jagellon, Cracovie).

Après avoir échoué dans ses tentatives pour conserver les trônes de Suède et de Russie, Ladislas IV, qui rêvait de prestige européen, engagea une intense activité diplomatique auprès des puissances concernées par la guerre de Trente Ans. Il essaya d'en devenir le médiateur en envoyant constamment des délégués polonais auprès des différents dirigeants impliqués dans la guerre, y compris le chef militaire Albrecht von Wallenstein. En dépit de son acharnement, tous ses projets échouèrent, et la Pologne ne participa pas aux négociations de Westphalie.

Dans le domaine religieux, et à la différence de son père, Ladislas IV était partisan d'initiatives œcuméniques pour rapprocher catholiques, protestants et orthodoxes. Il se préoccupa également beaucoup des questions culturelles, comme en témoigne l'abondance de sa correspondance avec des personnes comme Galilée ou Hugo de Groot. Dans cet effort d'occidentalisation culturelle de son royaume, le roi se heurta à la puissante aristocratie. Tout comme elle s'était opposée à ses guerres d'expansion territoriale, elle refusa l'ouverture de théâtres ou la programmation d'opéras italiens. Cette attitude ouvertement xénophobe allait jusqu'à frapper de nouveaux droits, avec l'approbation du Parlement aristocratique, l'entrée sur le territoire d'œuvres d'artistes aussi reconnus que le peintre flamand Rubens.

Avec le souverain Ladislas IV, l'image de la monarchie polonaise possédait donc un certain prestige. Mais le règne de son demi-frère et successeur Jean II Casimir Vasa (1648-1668), ancien jésuite et cardinal, conduisit à un effondrement total. Le rôle parfois important que la Pologne avait pu jouer dans les conflits précédents se réduisit irrémédiablement d'année en année. En 1648, les Cosaques de Zaporozhia (les « terres sauvages »), dans la région du moyen Dniepr, se soulevèrent. Grâce à la protection du tsar de Russie, Alexis Ier, ils réussirent à expulser les Polonais de cette zone. Dans son opposition au monarque, le chef cosaque Jmelnytsky trouva de nombreux appuis intérieurs. Les paysans pensaient qu'il les libérerait de la servitude. L'Église orthodoxe était tentée par la promesse de pouvoir exercer sa domination sur le catholicisme. Même la noblesse luthérienne se joignit à cette alliance contre un roi jésuite. La gravité de la crise et le désordre qui régnait dans le pays incitèrent la Russie et la Suède à attaquer la Pologne. Les armées du tsar Alexis pénétrèrent rapidement en Lituanie et en Ukraine. De son côté, le roi de Suède, Charles X Gustave, envahit le nord de la Pologne. Pour faire face à ces attaques, Jean II Casimir chercha à s'allier à l'Électeur de Brandebourg, mais en échange de

son appui, le roi de Pologne dut renoncer à tous ses droits historiques sur le duché de Prusse. Au final, tout cela ne servit à rien, car la Pologne dut céder la Livonie intérieure à la Suède, tandis que le tsar Alexis réussissait à annexer une partie de la Russie blanche et tous les territoires ukrainiens situés à l'est du fleuve Dniepr.

Dans l'histoire polonaise, les invasions qui se succédèrent entre 1655 et 1660 sont connues sous le nom de « Déluge suédois ». La période fut sans aucun doute dramatique et le royaume ne retrouva plus jamais un rôle important dans la région. Le roi Jean II Casimir essaya toutefois de réformer les institutions en créant des normes fiscales permanentes et d'imposer un système bien contrôlé de succession héréditaire dans le royaume. Sur ce plan, le projet de suppression du droit de veto des nobles féodaux sur les propositions de succession au trône, bien qu'approuvé par la Diète, conduisit à un soulèvement aristocratique. Incapable de faire face à une situation de chaos politique et économique, le roi abandonna ses projets et abdiqua en 1668.

Jean III Sobieski fut élu roi en 1674. Il régna jusqu'à sa mort en 1696. Malgré ses glorieuses actions à l'étranger contre les Turcs, il ne put remédier au désordre intérieur. La persistance du droit de veto de la noblesse condamnait la politique du royaume à une impuissance et une anarchie permanentes. Après les invasions du Déluge suédois, la bourgeoisie urbaine et marchande, déjà peu nombreuse, dépérissait de plus en plus, à mesure que les seigneurs aggravaient la servitude des paysans. La prépondérance politique et économique de la noblesse influençait toute la société. Une minorité de puissants seigneurs très cultivés contrôlait la plus grande partie du territoire, avec une petite noblesse (connue sous le nom de *szlachta*) très nombreuse, combative et turbulente. L'unité interne était rendue encore plus difficile par l'hétérogénéité religieuse du royaume. Majoritairement catholique, il comptait néanmoins d'importantes minorités religieuses radicales et très localisées régionalement : les orthodoxes à l'est, les luthériens à l'ouest, et une forte population juive dans les villes.

LE SECOND SIÈGE DE VIENNE. Le plus fameux des exploits militaires de Jean III Sobieski fut sans aucun doute d'avoir libéré Vienne du siège mené par les Ottomans. La bataille de Vienne, ou de Kahlenberg, le 12 septembre 1683, qui s'acheva par une victoire polonaise, marqua la fin de la menace ottomane en Europe. Ci-dessus, *La Bataille de Vienne*, toile anonyme (musée d'Histoire militaire, Vienne).



AUGUSTE II DE POLOGNE. Surnommé le Fort, il tenta de fonder une dynastie royale en supprimant la monarchie élective. La Grande Guerre du Nord mit fin à son projet et laissa la Pologne soumise à la puissance russe, qui finirait par la priver de son indépendance nationale après le règne de Stanislas II Poniatowski (1764-1795).

Quand Auguste II, Électeur de Saxe, succéda à Jean Sobieski en 1697, les cartes stratégiques des équilibres régionaux étaient déjà distribuées. En 1699, la Pologne entra de plain-pied dans la Grande Guerre du Nord. Elle en sortit mortellement affaiblie. Auguste II mourut roi de Pologne en 1733, mais depuis 1717, son royaume n'était plus qu'un simple protectorat de la puissante Russie du tsar Pierre Ier dit le Grand.

La monarchie danoise

Durant une bonne partie du XVIIe siècle, le royaume du Danemark (qui comprenait la Norvège, une région à l'époque très pauvre et peu peuplée), fut le plus grand ennemi de la monarchie suédoise. Après la guerre de Trente Ans, il réussit à préserver ses atouts face au puissant royaume scandinave. Les possessions des souverains danois comprenaient la péninsule du Jutland et s'étendaient vers le sud jusqu'à inclure, en tant que propriété personnelle de la famille des Oldenbourg, le duché germanique de Holstein qui faisait partie du Saint Empire. La famille possédait également de nombreuses îles situées dans la zone stratégique des détroits et jusqu'aux zones orientales de la Baltique. Grâce à sa domination de la Scanie, la partie la plus méridionale de la Suède, et du Sund, le détroit qui sépare la Suède du Danemark, ce dernier contrôlait le passage de tous les navires qui pénétraient dans la Baltique. Cette situation géostratégique vitale – qui provoqua de fréquentes confrontations avec les royaumes voisins – est essentielle dans l'histoire du Danemark de cette période. Cependant, pour comprendre le contexte danois de l'époque, il est encore plus important de bien connaître les problèmes qui provoquaient des tensions entre le roi et les propriétaires terriens. En outre, l'adhésion très nette du Danemark au luthéranisme finit par l'entraîner dans le guêpier que constitua la guerre de Trente Ans en Europe centrale.

Comme c'était également le cas dans les autres monarchies scandinaves, il était devenu essentiel de renforcer le pouvoir du souverain face à la noblesse pour éviter une situation d'anarchie perpétuelle. Même certains clans de l'aristocratie s'impliquèrent dans cet effort de limitation des pouvoirs de la noblesse. C'est d'ailleurs en observant cette ligne d'action que la dynastie des Oldenbourg, qui occupait le trône du Danemark à l'époque, se distingua particulièrement.

Christian IV, qui régna de 1588 à 1648, était un monarque ambitieux et décidé, un bon exemple pour l'application de cette politique de renforcement du pouvoir royal. Il est d'ailleurs considéré comme l'un des héros militaires de l'histoire danoise. Sur le terrain de la politique intérieure, il fit avancer l'entreprise de consolidation des pouvoirs royaux face à la noblesse. Il renforça l'organisation de la défense du royaume et favorisa des réformes économiques importantes pour dynamiser l'expansion coloniale danoise qui commençait alors dans les Indes orientales. Dans le même temps, il tentait d'atteindre l'hégémonie militaire dans la région, face au puissant ennemi suédois.

En 1611, Christian IV lança une guerre contre la Suède en occupant le port suédois de Kalmar, – d'où le nom de guerre de Kalmar que prit ce conflit –, ce qui lui permit d'obtenir un traité favorable aux intérêts danois, à la signature de la paix de Knäred, en 1613. Il y gagna également une indemnisation d'un million de riksdalers (la monnaie suédoise de l'époque) pour dommages de guerre. À partir de 1626, ses rêves d'hégémonie le conduisirent à intervenir sur le théâtre allemand de la guerre de Trente Ans. Pour justifier son action, il se proclama défenseur du parti protestant, mais son véritable objectif était en réalité le contrôle militaire et commercial des estuaires des principales voies fluviales allemandes.

Les troupes danoises eurent toutefois du mal à affronter les puissants contingents de la Ligue catholique du comte de Tilly et de l'armée impériale du chef de guerre Albrecht von Wallenstein. À l'issue de trois campagnes et après les défaites danoises de Dessau et de Lutter – entre avril et mai 1626 –, les armées impériales s'attaquèrent au Danemark. La paix de Lübeck, ratifiée en 1629, marqua la fin des prétentions danoises à intervenir dans les affaires allemandes. Le Danemark évita malgré tout la perte de ses territoires.

Entre 1643 et 1645, une nouvelle guerre éclata entre la Suède et le Danemark sur le théâtre d'opérations du Nord. Cette fois, le conflit fut déclenché par l'invasion du Jutland, qui permit aux Suédois de s'approprier la péninsule en 1644. Ce fut une guerre d'usure, durant laquelle l'avantage changea à plusieurs reprises de camp. La médiation de la France et des Provinces-Unies permit finalement, en août 1645, de faire signer aux deux belligérants le second traité de Bromsbro qui mettait fin au conflit au prix de sacrifices territoriaux consentis de part et d'autre.

L'autre grand acteur de la politique danoise au milieu du XVII[e] siècle fut le roi Frédéric III, qui régna de 1648 à 1670. En 1660, après un peu plus d'une décennie de règne, il parvint enfin à s'emparer des leviers de contrôle du pouvoir qui avaient été depuis des siècles aux mains de l'aristocratie féodale et de la Diète. Pour y parvenir, il rechercha l'appui de la puissante bourgeoisie urbaine et mena une politique de création de nouveaux titres de noblesse, dont la permanence dépendait strictement de la fidélité au monarque. En 1665, le Parlement danois vota une loi qui reconnaissait le caractère héréditaire de la Couronne et qui laissait aux mains du monarque bon nombre des principales prérogatives politiques, législatives et financières. D'autres guerres contre la Suède eurent lieu par la suite, en 1657 et 1658, puis en 1658 et 1660, séparées d'un court intermède dû au traité de Roskilde de 1658. Le traité de Copenhague de 1660 confirma le traité de Roskilde et permit à Frédéric III de tirer parti de la renommée qu'il avait gagnée sur le champ de bataille et de faire avancer ses projets politiques.

FREDERIKSBORG. Ce châteaufut construit entre 1601 et 1620, sur ordre de Christian IV. Bel exemple du style Renaissance danois, c'est le plus grand palais de Scandinavie. Il devait représenter la puissance de la monarchie danoise. Il fut reconstruit après un incendie en 1839.

La fin tragique de Gustave II Adolphe, le « lion du Nord »

Fidèle à son surnom, le « lion du Nord » mourut alors qu'il combattait en première ligne, sur un champ de bataille. Sa légende en sortit encore grandie, après quatre guerres internationales au cours desquelles il avait montré, outre son immense courage, un grand talent de stratège. Sa mort à Lützen ternit la victoire des Suédois, mais son œuvre perdura jusqu'à l'aube du siècle suivant.

Nul ne sait jusqu'où serait arrivée la Suède si son histoire n'avait pas été marquée par la mort de Gustave II Adolphe. Le roi avait hérité à dix-sept ans d'un royaume plongé dans une profonde crise politique et économique et l'avait conduit à devenir l'une des premières puissances du monde. Son courage personnel lui coûta la vie sur le champ de bataille. Lors de l'une des dernières escarmouches de la bataille de Lützen, il remarqua que l'une de ses brigades était en difficulté. Il donna l'ordre de lui venir en aide et, prenant lui-même l'initiative, il chargea l'ennemi à la tête de sa petite escorte personnelle. Il reçut une première balle de mousquet dans le bras gauche ; une autre blessa son cheval, qui l'entraîna jusque dans les rangs ennemis, et c'est là qu'un cavalier impérial lui tira dans le dos. Tombé de sa monture et grièvement blessé, il fut achevé par une autre balle dans la tête. Illustrations : à gauche, monument à Gustave II Adolphe de Suède, dans la ville estonienne de Tartu ; à droite, *La Bataille de Lützen et la mort du roi*, par Carl Wahlbom (Musée national, Stockholm).





Le fils de Frédéric III, Christian V, fut proclamé prince héritier en 1655 alors qu'il n'avait que neuf ans. Il régna de 1670 à 1699 et développa encore la politique de monarchie absolutiste menée par son père. Parallèlement, il favorisait des réformes économiques dans l'esprit des doctrines mercantilistes qui étaient très à la mode en Europe occidentale à cette époque. Pour contrecarrer et limiter le pouvoir de la noblesse, il prit l'habitude de confier les charges publiques à des roturiers, en leur attribuant le titre de baron ou de comte. Sur le plan militaire, il participa à une nouvelle guerre contre la Suède (1675-1679). Dans le domaine de la politique intérieure, il se distingua par son œuvre d'unification législative et par la création d'un cadastre territorial en 1688.

Le successeur de Christian V, son fils Frédéric IV, régna entre 1699 et 1730. Il se trouva impliqué dans la Grande Guerre du Nord, tout en étant obligé de jongler en permanence avec les résultats changeants des sempiternels conflits avec la Suède. Dans le domaine de la politique intérieure, il continua l'occidentalisation du royaume par des mesures telles que l'adoption du calendrier grégorien ou la suppression des formes les plus dures de servitude paysanne qui avaient été en vigueur depuis le Moyen Âge.

L'hégémonie sur la Baltique

Après la signature de la paix de Westphalie, la Suède devint la première puissance de la région de la mer Baltique. Du point de vue territorial, elle acquit Brême, Verden et Bismarck dans le Saint Empire. De la même façon, elle s'empara de la Poméranie. Vers le milieu du XVII[e] siècle, la monarchie suédoise contrôlait également la Finlande, l'Ingrie, l'Estonie et la Lettonie. La mer Baltique était devenu un « lac suédois ». Les projets de la dynastie des Vasa suédois, qui régnaient depuis 1525, semblaient s'accomplir enfin.

Malgré une population peu nombreuse, la Suède s'imposait comme un grand royaume. En raison de sa pauvreté en ressources naturelles, le contrôle des routes maritimes et commerciales de la Baltique fournissait de toute évidence



une ressource géostratégique très importante. La Suède devait son importance internationale au fait que l'Angleterre et les Provinces-Unies dépendaient d'elle pour maintenir l'approvisionnement de leurs troupes en céréales et autres produits qui transitaient par les ports de la Baltique.

À la fin du XVI[e] siècle, les royaumes de Suède et de Pologne étaient intégrés sous la dynastie des Vasa. En 1592, Sigismond Vasa porta ainsi les deux couronnes de façon éphémère, celle de Pologne sous le nom de Sigismond III et celle de Suède sous celui de Sigismond I[er], mais son oncle Charles assurait la régence dans le royaume scandinave. L'intention de Sigismond était de poursuivre le processus d'union des deux royaumes et de restaurer, dans la mesure du possible, le catholicisme comme religion majoritaire dans cette région du nord-est de l'Europe. Cependant, la noblesse suédoise s'y opposa farouchement. Des arguments doctrinaires furent avancés, mais il s'agissait en réalité de préserver en Suède un ordre social et politique fondé sur la prédominance de l'aristocratie sur le monarque. La tentative du roi polonais d'envahir la Suède échoua et la Diète de Stockholm le déposa en 1599, créant un interrègne qui dura jusqu'en 1604.

C'est l'oncle de Sigismond, Charles IX, qui régna ensuite sur la Suède, de 1604 à 1611. Le plus important des problèmes qu'il eut à résoudre fut la politique agressive de la Pologne. Mais ce climat de guerre ne l'empêcha pas de gouverner et de prendre des mesures comme la promotion des enclaves portuaires dans les détroits baltiques. Cette action provoqua une violente riposte du Danemark, qui finit par imposer ses conditions à la Suède dans le traité de Knäred, en 1613. Gustave II Adolphe régnait alors, et ce traité fut la dernière victoire danoise face à la Suède.

Le roi Gustave II Adolphe occupa le trône de Suède de 1611 à 1632. On le surnomait le « lion du Nord ». Il fut, à n'en pas douter, le plus prestigieux des monarques suédois du XVII[e] siècle. À sa mort, toute la région qui entoure la mer Baltique était contrôlée par la Suède et ce royaume, jusqu'alors périphérique, était devenu une grande puissance militaire européenne.

LES ROIS DE SUÈDE AU XVII[e] SIÈCLE

- 1604-1611 — Charles IX
- 1611-1632 — Gustave II Adolphe
- 1632-1654 — Christine de Suède
- 1654-1660 — Charles X Gustave
- 1660-1697 — Charles XI
- 1697-1718 — Charles XII
- 1718-1720 — Ulrique Éléonore

Christine de Suède, la reine savante, protectrice des arts et des lettres

La mort de Gustave II Adolphe à la bataille de Lützen, en 1632, laissa la Couronne entre les mains de sa fille, alors âgée de six ans. Devenue majeure en 1644, elle montra rapidement un plus grand intérêt pour les arts, les sciences et les lettres que pour la politique et la guerre.

Le court règne de Christine (dix ans si l'on compte de sa majorité à la date de son abdication en 1654) représenta pour la Suède une renaissance culturelle. Sa devise était *Columna regni sapientia* (« La sagesse est le pilier du royaume »). Pour la mettre en pratique, elle n'hésita pas à dépenser des sommes considérables en œuvres d'art, au risque d'affaiblir encore plus les finances suédoises déjà précaires en raison des années de guerre et des besoins de l'armée. C'est ce qui la rapproche de cet autre grand collectionneur que fut Philippe IV d'Espagne, à qui elle offrit en 1654, peu après son abdication, le diptyque *Adam et Ève* d'Albrecht Dürer. Pourtant, les intérêts culturels de la reine ne se réduisaient pas à l'art, mais s'étendaient également à la philosophie et à la science. C'est pourquoi, en 1649, elle invita à sa cour René Descartes, le plus célèbre parmi le grand nombre d'érudits en tout genre qu'elle fit venir à Stockholm et dans la ville universitaire d'Uppsala. À Rome, où elle s'installa en 1655, Christine continua à collectionner des œuvres d'art, principalement des statues antiques, que l'on peut aujourd'hui contempler au musée du Prado à Madrid. Illustration : la Couronne de la reine Christine (Uhrenmuseum, Wuppertal).



CHRISTINE DE SUÈDE ET SA COUR (p. 131). Descartes, qui apparaît ici debout devant Christine de Suède, fut invité par la reine en octobre 1649. Les leçons privées de philosophie et de religion ne commencèrent qu'en décembre, dans la glaciale résidence royale. Descartes contracta une pneumonie et mourut en février 1650. Tableau de Pierre-Louis Dumesnil (1698-1781) (musée château de Versailles).

Bien que son règne se soit ouvert par la signature d'une paix humiliante avec le Danemark, le roi commença rapidement à préparer sa revanche. Il mit sur pied une armée puissante, fondée sur une nouvelle stratégie qui donnait la priorité à une infanterie légère appuyée par l'artillerie. C'est avec cet instrument que le fervent protestant qu'était Gustave II Adolphe tenta de créer un empire balte et protestant au nord de l'Europe. Avant d'intervenir dans le conflit allemand, le roi suédois signa des traités avec la Pologne en 1617 et la Russie en 1629.

De la même façon, profitant du fait que les Polonais étaient en pleine guerre contre l'Empire ottoman, Gustave II Adolphe s'empara, en 1621, de la ville de Riga, qui était devenue l'un des principaux ports internationaux de commerce. Seul Dantzig la dépassait en importance en Europe orientale. L'indiscutable succès économique se doublait d'un succès symbolique. Par opposition à la défaite protestante dans la guerre de Bohême, cette conquête suédoise signifiait une victoire de la Suède luthérienne sur la Pologne catholique.

Par cette opération, le roi de Suède voulait obtenir l'appui des Hollandais et des États du nord de l'Allemagne et remplacer le Danemark comme champion de la cause protestante. Dans son dessein de créer un empire marqué par la religion, la Suède put très vite compter sur l'appui de la France, surtout à partir de 1630, quand le royaume nordique se fut impliqué pleinement dans le tourbillon de la guerre de Trente Ans.

En 1631, la France signa avec la Suède le traité de Bärwald, qui attribuait au royaume nordique des subsides pour l'aider à financer cinq ans de campagne en Allemagne. En échange, les diplomates français demandèrent le respect de l'intégrité territoriale de la Bavière et du catholicisme dans les régions que les Suédois viendraient à occuper. Les victoires de Gustave II Adolphe furent foudroyantes. Ses troupes parcoururent tout le bassin du Rhin sans trouver de résistance. Il semblait impossible de les arrêter. Leurs alliés français eux-mêmes s'inquiétèrent de la violation des accords de Bärwald, car les combats s'étendirent à la Bavière, et l'armée suédoise occupa Munich. En mars 1632, l'armée impériale put toutefois se reconstituer, et le chef de guerre Wallenstein en assuma à nouveau le commandement. À la bataille de Lützen, en novembre de la même année, les Suédois vainquirent les troupes catholiques, mais le roi Gustave Adolphe mourut au combat.

Sa fille Christine, qui était restée en Suède sous la tutelle du chancelier Axel Oxenstierna, hérita de la Couronne. Elle n'avait à ce moment-là que six ans, et le chancelier assuma la régence du royaume. Dotée d'une intelligence et d'une mémoire remarquables, la jeune reine reçut une éducation particulièrement soignée, sans tenir compte de son sexe, si bien que l'on finit par la surnommer la « Minerve du Nord » en raison de sa production littéraire. Quand elle monta sur le trône en 1644, elle prit ses distances avec le chancelier Oxenstierna. Les nobles suédois ambitieux en profitèrent. Dès 1638, ils avaient commencé à s'approprier des terres du domaine royal déjà diminué par l'attribution de grandes propriétés aux généraux suédois, à leur retour des grandes campagnes à l'étranger.

Bien que la défaite de la Suède à la première bataille de Nördlingen en 1634 comportât la perte de certains territoires en Allemagne, l'alliance française permit au royaume nordique d'obtenir finalement des avantages aux traités de paix de Westphalie de 1648 : presque toute la Poméranie, avec l'important port de Stettin, sur l'embouchure de l'Oder ainsi que le duché de Brême, qui contrôlait le trafic sur la Weser et l'Elbe. Avec ces possessions, la Suède pouvait, dès lors, participer à la Diète impériale et gardait son statut de grande puissance européenne.



L'ÉCHEC DU *VASA*, LE GRAND NAVIRE ROYAL SUÉDOIS

L'un des rêves de Gustave II Adolphe était de créer une flotte qui permettrait à la Suède de contrôler la mer Baltique. C'est ainsi qu'en 1625, il signa un contrat avec le Hollandais Henrik Hybertsson pour construire quatre navires, et, parmi eux, celui qui devait servir de porte-étendard à la marine suédoise. Le roi spécifia qu'il voulait un navire plus important, pourvu d'une plus grande puissance de feu que tous les navires existants. Ce navire devait s'appeler *Vasa*, du nom de la dynastie royale suédoise. Les travaux commencèrent dans les chantiers navals de Stockholm en 1626. Plus de 400 hommes y participèrent à plein temps. Deux années plus tard, l'imposant navire de 1 210 tonnes était prêt, long de 69 mètres, haut de 52 depuis la quille jusqu'au grand mât. Il fut mis à l'eau le 10 août 1628, avec le capitaine danois Sofring Hansson et une centaine d'hommes à bord. À la sortie du port, il tira quelques salves. Mais l'impensable survint : un coup de vent d'une force moyenne causa son naufrage. Peu après, il disparaissait devant tout Stockholm, avec ses voiles déployées. Ce qui devait être l'orgueil de la Suède devint un motif de honte. Miraculeusement, le *Vasa* se conserva intact sous les eaux, et on réussit à le renflouer en 1961. On peut le voir aujourd'hui au musée Vasa de Stockholm.





L'ÉCUSSON ROYAL. La poupe du *Vasa* était une représentation du pouvoir de la maison royale de Suède, dont l'emblème est soutenu par deux lions. Dans la partie supérieure, on voit le roi lui-même, entouré de deux glyphes qui le couronnent. L'ensemble était peint de couleurs vives.

1 LA COQUE. Selon des calculs modernes, si la coque avait été plus large de 50 centimètres, le navire ne se serait pas déstabilisé.

2 LA BATTERIE HAUTE. En plus d'une cargaison mal arrimée, une autre raison du naufrage était le poids des canons situés en hauteur.

3 LE PONT. Avant le lancement, des marins couraient d'un bord à l'autre pour tester la stabilité, mais l'expérience fut interrompue et ignorée.

4 LA BATTERIE BASSE. Les sabords des canons étaient ouverts, si bien que l'eau y pénétra avec le coup de vent et que le navire fit naufrage.

TROP DE CANONS

Le *Vasa* comptait 64 canons, dont 48 de gros calibre. Ils se répartissaient sur trois ponts : le pont supérieur, la batterie haute et la batterie basse. Tous ces canons étaient en bronze, pour un poids total d'environ 80 tonnes. C'était l'ordre impératif du monarque Gustave II Adolphe de disposer d'une telle capacité de feu, inconnue sur les autres navires. Le roi fit la sourde oreille aux conseils des constructeurs, qui pensaient que le nombre de canons serait excessif et pourrait mettre en danger la stabilité et la navigabilité du navire.



Le génie militaire du roi de Suède Charles XII

Pour ce qui est de l'ardeur guerrière, le malheureux Gustave II Adolphe trouva un digne successeur en la personne du roi Charles XII. Son habileté stratégique lui valut le surnom d'Alexandre du Nord.

À la différence de son père Charles XI, qui consacra la majeure partie de ses efforts à la restructuration de l'État suédois, Charles XII voulait replacer la Suède au premier rang de la scène internationale. Il le fit par une politique agressive d'expansion, favorisée par l'éclatement rapide de la coalition antisuédoise formée par le Danemark, la Pologne et la Russie peu de temps après son accession au trône. « À partir de maintenant, cela sera ma musique », dit-il en entendant les coups de canon des premières campagnes. Ses premiers succès le conduisirent, en 1707, à entraîner son royaume dans une entreprise aventureuse : l'invasion de la Russie. S'il réussit à occuper l'Ukraine, il fut battu à la bataille de la Poltava, sur la route de Moscou. Il dut se réfugier dans l'Empire ottoman jusqu'en 1713. De retour en Suède, il commença une nouvelle guerre en attaquant la Norvège, mais mourut en 1718, pendant le siège du fort de Fredriksten. Ce fut également la fin de son pays en tant que puissance européenne. Illustration : *Portrait de Charles XII* (collection privée).



Les nobles finirent par imposer leurs directives au gouvernement suédois. En 1650, alors que l'on souffrait de la plus mauvaise récolte depuis un demi-siècle, les paysans, les villes et le clergé cherchèrent l'appui royal pour essayer de réduire les droits seigneuriaux des aristocrates grands propriétaires terriens. Toutefois, la reine Christine maintint une attitude distante, plus intéressée par les aspects culturels de sa cour, où elle s'était entourée de savants et de philosophes comme René Descartes. Christine s'était en outre de plus en plus éloignée des austères rites protestants suédois. En 1654, elle finit par renoncer au trône et partit pour l'Italie. En 1655, au grand étonnement de ses anciens sujets et de l'Europe de son temps, la reine se convertit au catholicisme et changea son nom en Marie-Christine Alexandra Vasa. Elle prit sa première communion des mains du pape Alexandre VII.

Ce qui est certain c'est que la Suède ne pouvait maintenir l'expansion territoriale atteinte en 1648 qu'au prix d'inévitables conflits avec ses voisins. En 1655, le contrôle du port de Dantzig conduisit le roi Charles X Gustave (1654-1660) à déclarer la guerre à la Pologne. C'était une tentative pour renouer avec la domination suédoise autour de la Baltique en profitant d'un moment difficile pour la Pologne, alors empêtrée dans une guerre contre la Russie. Les Suédois avancèrent rapidement et occupèrent les villes de Varsovie et de Cracovie. La peur qu'avaient les grandes puissances de la région d'une résurgence de l'hégémonie suédoise conduisit à la formation d'une coalition qui réunissait le Danemark, la Russie, le Brandebourg et l'empereur. Le Danemark fut malgré tout rapidement soumis, et le traité de Roskilde de 1658 permit à la Suède de contrôler les rives nord du détroit d'Øresund, la route obligée pour le trafic commercial entre la mer du Nord et la Baltique.

La Pologne, le Brandebourg et l'Empire romain reprirent la lutte la même année, avec l'appui en sous-main de la flotte hollandaise. Cette fois, la guerre fut plus intense et tourna en défaveur des intérêts suédois. En novembre 1659, les alliés remportèrent la victoire à Nyborg. Seule l'intervention française permit à nouveau d'atténuer les



dures exigences de la trêve imposée par les vainqueurs. En mai 1660, la paix fut signée au monastère d'Oliva, accords connus sous le nom de traités d'Oliva et de Copenhague. La Suède perdait une partie des territoires gagnés par le traité de Roskilde, mais elle réussissait à conserver la Scanie. En complément, la Russie et la Pologne signèrent respectivement avec la Suède les traités de Kardis (1661) et Androussovo (1667), par lesquels elles purent s'approprier des territoires dans la région de Smolensk et à l'est de l'Ukraine. La Première Guerre du Nord laissait en Europe nord-orientale un triangle à l'équilibre très fragile, entre les trois puissances qui aspiraient alors à une hégémonie sans partage sur la région : la Suède, la Russie et la Pologne.

Un déclin rapide s'amorçait cependant pour la Suède. Le règne de Charles XI (1660-1697) fut en effet marqué par une réactivation des guerres. Le roi s'obstina à mener un conflit désastreux contre le Brandebourg, où il essuya une défaite à Fehrbellin (1675). Il affronta ensuite le Danemark et les Provinces-Unies, sans grand succès. Seule l'intervention de Louis XIV permit à la Suède de récupérer la Poméranie et la Scanie, perdues dans le fracas des combats, entre 1676 et 1679.

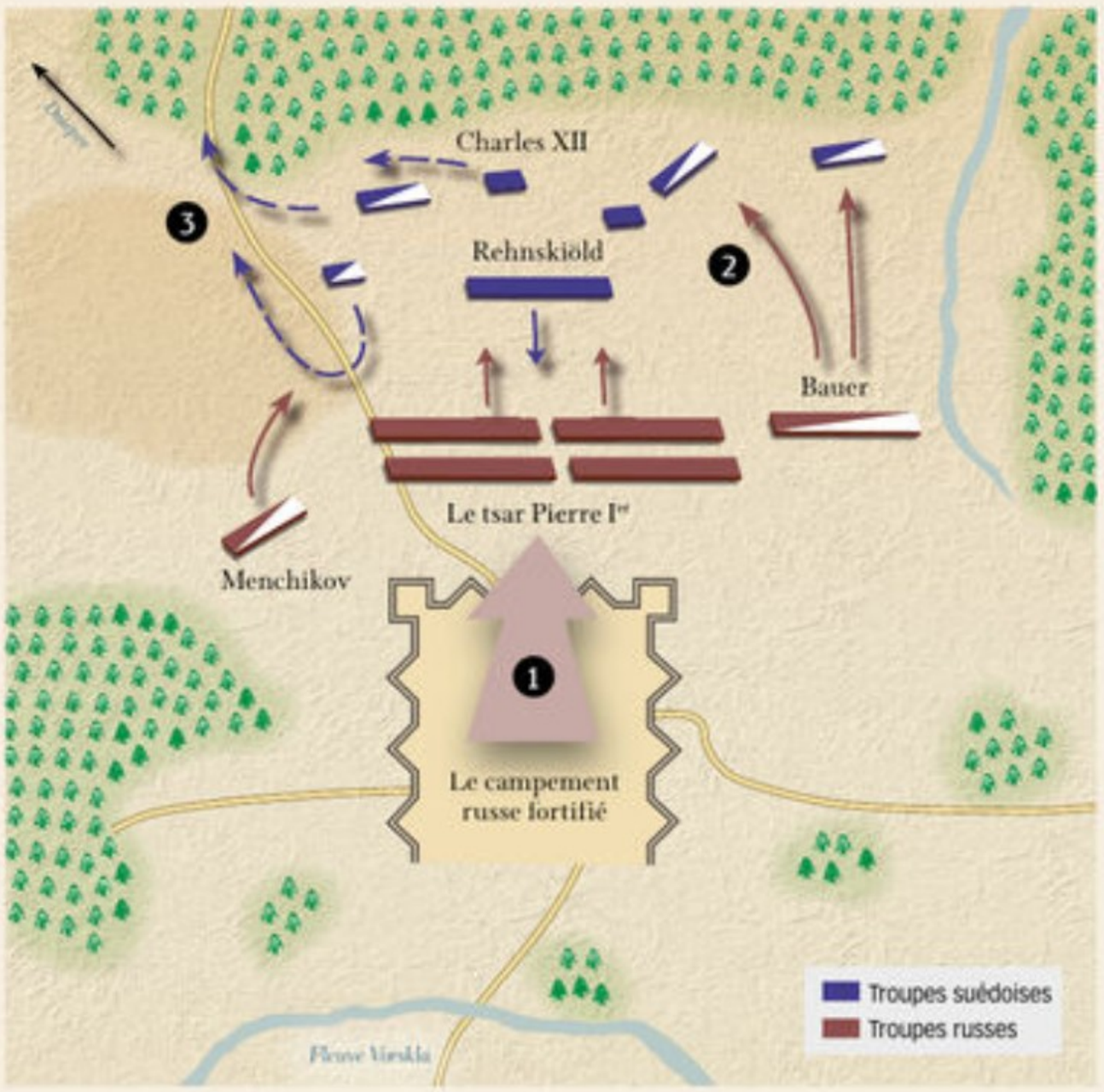
Cette escalade militaire que le royaume de Suède menait depuis le début du XVII[e] siècle obligea la Couronne à vendre une grande partie de ce qui lui restait de son patrimoine, et qui passa naturellement aux mains de la noblesse des grands propriétaires terriens. Les aristocrates acquirent de la sorte de plus en plus de pouvoir dans le pays. Le clergé luthérien, les habitants des villes ainsi que les paysans réclamèrent alors au Riksdag, le parlement suédois, que les biens aliénés par les aristocrates soient restitués à la Couronne. Mais leur insistance resta sans effet. En 1680, Charles XI réussit toutefois à imposer cette réintégration au patrimoine royal et à affaiblir de fait le pouvoir de l'aristocratie. Il put dès lors gouverner en souverain absolu sur un royaume qui connaissait une période de grande prospérité grâce à ses richesses minières, à sa métallurgie et au déploiement d'une très importante activité commerciale.

LA BATAILLE D'ÖLAND. En 1676, une flotte alliée danoise et hollandaise attaqua les navires suédois dans la Baltique. Le 1[er] juin, elle détruisit pratiquement la puissance navale de la Suède, dans une bataille qui se déroula face aux côtes de l'île d'Öland (Musée maritime, Stockholm).

Poltava : la fin de l'hégémonie suédoise

Malgré ses dons pour la guerre, Charles XII ne put rien faire pour empêcher la défaite à la bataille de la Poltava. À son issue, une nouvelle puissance, la Russie, se faisait une place sur la scène européenne.

Charles XII, qui avait déjà défait les Russes en 1700 à la bataille de Narva, voulait prendre Moscou et obliger ainsi la Russie à signer une alliance qui donnerait à la Suède une position prépondérante dans le Nord. Mais le roi sous-estima la dureté du climat et la capacité de combat des Russes. À cela s'ajoutait la tactique de la terre brûlée utilisée par les Russes, qui rendit l'hiver de 1709 encore plus dur pour les envahisseurs. Mais la bataille décisive eut lieu le 8 juillet à Poltava. Ce jour-là, vingt mille Suédois affrontèrent des troupes presque deux fois plus nombreuses. De plus, Charles XII fut blessé et dut déléguer la direction de la bataille au maréchal Rehnskiöld. Avant midi, l'armée suédoise était anéantie. Ceux qui ne furent pas tués furent faits prisonniers et finirent employés à la construction de Saint-Pétersbourg pour le tsar Pierre Ier. Illustrations : *La Bataille de la Poltava*, peinture de Denis Martens le Jeune (musée de l'Ermitage, Saint-Pétersbourg) ; à gauche, casque habituel dans les troupes de cavalerie européennes au XVIIe siècle (Saint Louis Art Museum, Missouri).



❶ **DÉBUT.** Les Russes retranchés réussissent à repousser les attaques suédoises et se mettent à contre-attaquer.

❷ **CONTRE-ATTAQUE.** L'attaque initiale des Suédois faiblit lorsque les Russes les attaquent sur leur flanc droit et leur arrière-garde.

❸ **FUITE.** À 11 h du matin, voyant que tout est perdu, Charles XII donne l'ordre de se retirer en direction du Dniepr.



Charles XII, qui régna de 1697 à 1718, n'avait que quinze ans lorsqu'il monta sur le trône. Il dut sans attendre faire face aux pressions exercées sur la Suède par les royaumes voisins. Le tsar Pierre Ier de Russie et les rois de Pologne et du Danemark s'unirent pour tenter de démembrer la puissance suédoise, en profitant du manque d'expérience présumé du jeune roi. Mais Charles XII s'avéra être un chef militaire exceptionnel. Grâce à sa puissante armée, il s'imposa à ses adversaires en 1700 et 1701. Malgré cela, sa chance fut éphémère.

La Grande Guerre du Nord

La Grande Guerre du Nord décida de l'avenir de la Suède, de la Pologne et de l'ensemble de l'Europe de la Baltique. Ses origines remontaient aux anciens conflits politiques et territoriaux, mais elle éclata sans doute en raison de la concentration de personnalités marquantes au sein de la génération qui gouvernait ces pays à peu près en même temps, vers la fin du XVIIe siècle. Le tsar Pierre Ier le Grand régna sur la Russie à partir de 1682. Auguste II de Pologne, dit le Fort, monta sur le trône en 1697. Charles XII, surnommé l'« Alexandre du Nord », prit les rênes de la Suède à partir de 1697. Frédéric IV de Danemark débuta son règne en 1699. Quant à Frédéric Ier, il conduisit la Prusse à partir de 1701. Chacun de ces monarques avait la prétention d'imposer par la force militaire ses droits sur la mer Baltique et son littoral, et d'aller jusqu'aux détroits qui la font communiquer avec la mer du Nord.

Le conflit commença en 1698, lors de l'alliance mentionnée plus haut entre la Russie et la Pologne contre la Suède. L'année suivante, Frédéric IV de Danemark se joignit aux opérations militaires contre les territoires suédois. Contre toute attente, la réaction du roi de Suède, Charles XII, fut foudroyante. Il s'imposa rapidement à la coalition en défaisant successivement les troupes danoises et russes. En 1700, la bataille de Narva constitua une victoire spectaculaire contre les troupes du tsar de Russie. S'inspirant ensuite des campagnes de son grand-père Charles X, le jeune roi prit Varsovie et défit le roi Auguste II de

Pologne à la bataille de Kliszov, en 1702. La Suède paraissait avoir obtenu l'hégémonie sur la région et elle imposa aux vaincus des conditions de paix très sévères. Le roi de Pologne fut obligé d'abdiquer et l'empereur d'Autriche dut accepter la liberté de culte en Silésie (1707). Cependant, son obstination à continuer ses campagnes militaires contre la Russie se retourna rapidement contre Charles XII. La pénétration massive des troupes suédoises dans l'immensité de l'Ukraine rendit leur approvisionnement pratiquement impossible et les mena au désastre de la bataille de la Poltava, en 1709. La Russie des tsars prit alors le relais historique de la Suède et de la Pologne déclinante comme grande puissance de la Baltique.

La Prusse, la nouvelle puissance

Les Électeurs du Brandebourg qui furent à l'origine de l'essor de cette province appartenaient à la dynastie des Hohenzollern. Leurs domaines avaient triplé en superficie au cours de la première moitié du XVII[e] siècle et cessé d'être un pays modeste et inhospitalier de marais et de territoires désertiques situé au centre de l'Allemagne. En 1614, les Hohenzollern avaient reçu par héritage le riche duché de Clèves, dans la région du Rhin, ainsi que les deux comtés voisins de Mark et de Ravensberg. En 1618, à la mort du duc Albert Frédéric, ils s'étaient emparés du duché de Prusse, un territoire vaste mais pauvre et peu peuplé. Enfin, dans le cadre des traités de Westphalie, Frédéric-Guillaume I[er] avait obtenu la Poméranie orientale, ainsi que les évêchés de Magdebourg, d'Halberstadt et de Minden.

La configuration territoriale du Brandebourg et de la Prusse s'était en réalité constituée de façon quelque peu accidentelle. Au début du XVII[e] siècle, la Prusse était un simple fief de la Couronne polonaise, séparé du Brandebourg par la Poméranie, qui était elle-même partagée entre la Pologne et la Suède. À l'ouest, en revanche, le Brandebourg avait bien consolidé ses bases en s'adjoignant les duchés rhénans de Juliers et de Clèves, d'une grande importance stratégique et traditionnellement disputés par la France et le Neubourg. En contrôlant ainsi une partie de la Rhénanie,



Frédéric Guillaume Ier de Prusse, le « roi-sergent »

Toujours habillé de son uniforme, le fils de Frédéric Ier fit tout son possible pour doter son royaume d'une armée qui fit l'envie des autres puissances européennes. La discipline et la capacité d'organisation qu'il inculqua à ses soldats finit par se transmettre aussi à la société prussienne.

La forte tradition militaire prussienne connut un développement nouveau et décisif avec Frédéric Guillaume Ier. Son principal objectif était le renforcement de l'armée. Pour y arriver, il créa l'École de cadets de Berlin, établit un système de recrutement efficace et augmenta les effectifs de quarante millle à quatre-vingts mille hommes. En outre, la protection dispensée à l'industrie et sa politique de colonisation des terres en friche de Prusse orientale jetèrent les bases d'une prospérité économique qui permit au roi non seulement d'entretenir cette armée, mais encore de la doter de l'armement le plus moderne. Les résultats ne se firent pas attendre, et la Prusse devint la grande puissance militaire de l'Europe. Paradoxalement, le « roi-sergent » ne combattit que dans sa jeunesse, contre Charles XII de Suède. Après la défaite de ce dernier, il ne fit plus la guerre. Illustration : *Portrait de Frédéric Guillaume Ier*, par Georg Wenceslas von Knobelsdorff (SPSG Berlin-Brandebourg).

les margraves Électeurs de Brandebourg bénéficièrent également des alliances fluctuantes avec la France, notamment sous l'administration du comte Adam de Schwarzenberg, l'excellent ministre du margrave Georges Guillaume Ier de Brandebourg, qui gouverna de 1619 à 1640.

Frédéric Guillaume Ier (1640-1688), également connu sous le nom de Grand Électeur, réussit à faire de cet ensemble hétérogène de domaines un grand pays moderne. Il fit porter ses premiers efforts sur l'unification administrative. Pour y parvenir, il priva les assemblées provinciales de leurs prérogatives financières et fit du Conseil d'État secret qu'il installa à Berlin le principal organe de gouvernement. Il établit en même temps un système fiscal générant des recettes régulières, grâce à la création d'impôts permanents sur la consommation (notamment la bière) et à l'exercice d'un monopole royal sur la vente de sel. Pour pallier la faiblesse de la population, il favorisa l'immigration de colons hollandais au Brandebourg, en Prusse et en Poméranie. Il attira aussi les protestants français au moyen de l'édit de Potsdam, permettant l'arrivée de plus de vingt mille immigrés qui créèrent des enclaves manufacturières et agricoles aux alentours de Berlin. Ces projets de colonisation donnèrent de bons résultats grâce au rôle décisif que jouèrent les canaux navigables construits entre les fleuves Oder, Spree et Elbe, ainsi qu'à l'établissement d'une politique douanière protectionniste. En revanche, dans les possessions seigneuriales de Prusse et du Brandebourg, les liens de servitude féodale entre les paysans et les seigneurs furent consolidés. Grâce à ses revenus fiscaux réguliers, Frédéric Guillaume Ier put constituer une armée permanente de trente mille mercenaires. Cette puissance militaire permit au Brandebourg de jouer un rôle très important dans la politique européenne de la deuxième moitié du XVIIe siècle. En 1657, le Grand Électeur obtint de la Pologne la pleine souveraineté sur les terres du duché de Prusse. Enfin, en 1675, il remporta une impressionnante victoire sur les Suédois, à Fehrbellin.

Frédéric III (1688-1713), qui lui succéda, ne possédait pas la forte personnalité de son père. Tourmenté par ses rêves épiques de grandeur, il était obsédé par le titre de roi. Il ne pouvait le porter au Brandebourg qui appartenait à l'Empire, mais c'était possible en Prusse, où les Hohenzollern jouissaient d'une pleine souveraineté. En novembre 1700, l'empereur Léopold le reconnut comme roi de Prusse. Le 18 janvier 1701, au cours d'une somptueuse cérémonie à Königsberg, le margrave Électeur de Brandebourg devint Frédéric Ier de Prusse. Il se couronna lui-même. Derrière son apparente vanité,

le nouveau monarque pouvait se féliciter d'avoir joué une bonne carte politique. Dans l'avenir, les Hohenzollern calvinistes passeraient protocolairement devant les autres princes allemands. Dans le domaine religieux, ils deviendraient les rivaux en Allemagne des Habsbourg catholiques.

Au milieu du XVII[e] siècle, la Prusse des Brandebourg avait présenté un schéma territorial qui ressemblait à celui de l'empire des Habsbourg. C'était un conglomérat de provinces soumises au pouvoir du Grand Électeur. Mais les Prussiens avaient réussi à mener à bien une centralisation politique tout à fait remarquable. En échange de la garantie d'exemptions d'impôts et de privilèges sociaux pour la noblesse, les États provinciaux avaient cédé leur droit de voter les dispositions fiscales. Le Grand Électeur était ainsi en mesure d'organiser une armée de taille extraordinaire, très supérieure à ce que pouvait normalement espérer un État relativement petit. Cette armée finit d'ailleurs par devenir la colonne vertébrale de la Prusse. C'est ainsi que Frédéric Guillaume I[er] de Prusse (1713-1740) devint le premier souverain européen à paraître en public revêtu le plus souvent de son uniforme, ce qui lui valut d'ailleurs son surnom de « roi-sergent ».

La politique royale prussienne entraîna également la création d'un corps de bureaucrates et d'administrateurs, assistés par l'appareil fiscal centralisé. Les commissaires locaux chargés du recouvrement des impôts et de la gestion administrative de l'armée devinrent responsables devant un commissaire de la guerre établi à Berlin. Cet organisme changea plus tard de nom pour devenir un Directoire général, dont les attributions couvraient toute l'administration du pays. La survivance des pouvoirs sociaux et économiques de la grande aristocratie fit de cette bureaucratie d'administrateurs la classe moyenne. À plus long terme, les nobles finirent par pénétrer aussi dans les interstices de cet appareil administratif et militaire, non plus sur un plan honorifique mais de façon active. Le sort de la Prusse allait se fonder sur le maintien de cet État militaire, qui serait l'axe sur lequel se construirait l'avenir de l'Allemagne au long des XVIII[e] et XIX[e] siècles. ■

LA CHAMBRE D'AMBRE. Elle fut offerte par Frédéric Guillaume I[er] de Prusse à Pierre I[er] le Grand pour resserrer les relations entre la Prusse et la Russie. L'original, un ensemble de panneaux de diverses tailles, de plinthes et de meubles faits d'éclats d'ambre – à l'époque l'ambre coûtait douze fois plus que l'or – se trouvait dans le palais de Tsarskoïe Selo. Démonté par les troupes nazies en 1941, il a disparu à partir de 1945. La chambre fut reproduite à l'identique en 2003.

LE MONDE À LA FIN DU XVII^e SIÈCLE




Cap Nord
SUÈDE
Stockholm
Copenhague
DANEMARK
PROVINCES-UNIES
Amsterdam
SAINT EMPIRE
Paris
Vienne
Rome
Istanbul
EMPIRE OTTOMAN
Le Caire
Aden
Cap Gardafui
SULTANAT DE ZANZIBAR
Zanzibar
Saint-Paul de Luanda
ANGOLA
Mozambique
MOZAMBIQUE
Sofala
COLONIE DU CAP
Le Cap
Cap de Bonne-Espérance
ANTARCTIQUE
Arkhangelsk
Obdorsk
EMPIRE RUSSE
Moscou
Kiev
Samara
Azov
Tara
SIBÉRIE OCCIDENTALE
SIBÉRIE ORIENTALE
Okhotsk
Irkoutsk
PERSE
Ormuz
INDE MOGHOLE
Calcutta
Goa
Cochin
Colombo
CEYLAN
CHINE MANDCHOUE
Shanghai
Xiamen
Macao
MACAO
TAÏWAN
JAPON
Kagoshima
Manille
PHILIPPINES
Malacca
SUMATRA
JAVA
CÉLÈBES
TIMOR
Détroit de Torres
OCÉAN INDIEN

CHRONOLOGIE COMPARÉE

EUROPE

1600-1615

- Giordano Bruno est brûlé pour hérésie à Rome
- Fondation des Compagnies des Indes orientales d'Angleterre et de Hollande
- Union des Couronnes d'Angleterre et d'Écosse
- Trêve de la monarchie hispanique avec l'Angleterre et les Pays-Bas
- Expulsion de trois cent mille Maures des royaumes hispaniques
- Assassinat d'Henri IV, suivi de la régence de Marie de Médicis
- Après la période des désordres, début de la dynastie des Romanov en Russie

1616-1630

- Début de l'époque des grands favoris : le duc de Richelieu, le comte-duc d'Olivares
- Défenestration de Prague, début de la guerre de Trente Ans
- Intervention de Christian IV du Danemark dans l'Empire
- Pétition des droits en Angleterre
- Mort de Maurice d'Orange
- Wallenstein au service de l'empereur



1631-1648

- Étape suédoise de la guerre de Trente Ans avec, pour protagoniste, le roi Gustave II Adolphe
- La France et l'Espagne en guerre ouverte
- Révoltes dans diverses parties de la monarchie hispanique (Catalogne, Portugal, Naples)
- Début de la guerre civile anglaise
- Le cardinal Mazarin, Premier ministre. Olivares perd la faveur royale
- Paix de Westphalie, qui met fin à la guerre de Trente Ans
- Règne de Louis XIV, régence d'Anne d'Autriche

AMÉRIQUE

1600-1615

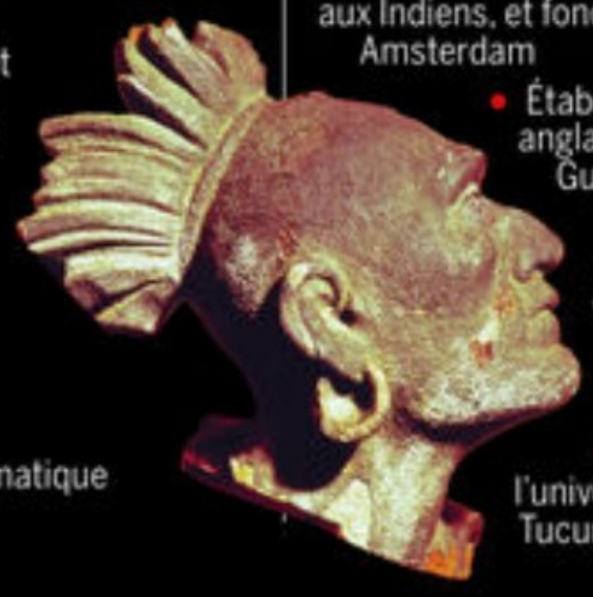
- Premiers établissements permanents britanniques en Amérique du Nord (Jamestown)
- Missions jésuites au long de l'Amazone
- Premiers recensements et développement urbain de Mexico et de la ville des Rois (Lima)
- Épisodes de la capture et de la christianisation de la princesse indienne Pocahontas
- Fondation du tribunal de commerce de Mexico.
- Début de la culture systématique du tabac en Virginie

1616-1630

- Voyage des Pères pèlerins sur le *Mayflower*, établissement en Amérique du Nord. Fondation de Plymouth
- Achat de l'île de Manhattan aux Indiens, et fondation de la Nouvelle-Amsterdam
- Établissements hollandais, anglais et français en Guyane
- Fondation de Boston et création de la colonie du Massachusetts

Faits culturels :

- Fondation de l'université de Córdoba del Tucumán



1631-1648

- Fondation de Rhode Island et du Connecticut
- Les Anglais s'emparent des Bahamas

Faits culturels :

- Publication du premier livre dans les colonies anglaises d'Amérique du Nord
- Fondation de Harvard, la première université d'Amérique du Nord

AUTRES CIVILISATIONS

1600-1615

- Afrique : Formation de l'empire Oruba depuis son centre initial à Oyo, au sud du Nigeria
- Asie : Premières églises chrétiennes construites en Chine
- Début du shogunat Tokugawa au Japon
- Expulsion des jésuites du Japon
- Apogée de l'école mongole de peinture, sous le règne de Jahangir
- Guerres entre la Perse et l'Empire ottoman

1616-1630

- Afrique : Premières colonies françaises à Madagascar
- Asie : Décadence de la dynastie des Safavides
- Le Japon interdit l'entrée de son royaume aux étrangers. Début d'une période d'isolement de deux siècles
- Répression au Japon du soulèvement shimabara
- La dynastie mandchoue prend le pouvoir en Chine



1631-1648

- Afrique : L'estuaire du Sénégal devient une enclave française pour la traite d'esclaves africains
- Asie : Les Mongols ordonnent la destruction de tous les temples hindous récents et marquent ainsi la fin de la politique de tolérance religieuse. Construction du Taj Mahal
- Océanie : Abel Tasman atteint les côtes de Tasmanie, de la Nouvelle-Zélande, des îles Tonga et Fidji

	1649-1665	1666-1680	1681-1700
	• Charles Ier, roi d'Angleterre, est décapité • République et protectorat en Angleterre, gouvernements de Cromwell • Les Frondes en France • Lutte pour l'hégémonie suédoise sur la mer Baltique • L'Empire russe s'étend vers la Sibérie jusqu'à la côte pacifique • Restauration de Charles II sur le trône anglais • Charles II d'Espagne succède à Philippe IV	• Incendie de Londres • Apogée militaire de Louis XIV • Traité d'Aix-la-Chapelle, qui met fin à la guerre de Dévolution et apporte la paix entre la France et l'Empire • Traités successifs de Nimègue, qui maintiennent l'équilibre militaire en Europe • Guillaume III stathouder des Pays-Bas • Le royaume du Portugal se sépare définitivement de la monarchie espagnole • Persécution contre les catholiques en Angleterre	• Conflit gallican entre la France et la papauté • Les Turcs, en guerre contre la Pologne et l'Autriche, assiègent Vienne • Révocation de l'édit de Nantes • Marie et Guillaume d'Orange, souverains d'Angleterre. Fin de la dynastie des Stuarts • Traité de Répartition pour résoudre la succession en Espagne • Traité de Karlowitz, entre la Turquie et Venise, la Pologne et l'Autriche • Début de la dynastie des Bourbons en Espagne



	1649-1665	1666-1680	1681-1700
	• Occupation anglaise de la Jamaïque • Premières attaques du pirate anglais Henry Morgan contre les villes de la Caraïbe espagnole • Missions du père jésuite Vieira au Brésil • La Nouvelle-France reçoit le statut de province royale de France Faits culturels : • La cathédrale de Puebla de Los Angeles est achevée	• La Nouvelle-Amsterdam est renommée New York par les colons anglais qui viennent de s'installer • Fondation de la Compagnie de la baie d'Hudson • Expansion française vers le delta du Mississippi • Tremblement de terre de Lima • Soulèvement des Indiens peuplant le nord de la Nouvelle-Espagne	• Découverte d'importants gisements d'or au Brésil • La France obtient la moitié occidentale de l'île de Saint-Domingue • Expéditions de jésuites espagnols en Californie • Le pirate William Dampier rencontre sur l'île de Juan Fernandez le marin Alexandre Selkirk, qui inspirera Robinson Crusoé • Fondation de Philadelphie et création de la colonie de Pennsylvanie • Premiers établissements mennonites en Amérique du Nord



	1649-1665	1666-1680	1681-1700
	• Afrique : Installation hollandaise au cap de Bonne-Espérance • Asie : Retrait des princes et de brahmanes-hindous de Java et Bali. La petite île devient le dernier refuge de l'hindouisme dans le Sud-Est asiatique • Première ambassade russe à la cour impériale de Pékin • Règne d'Aurangzeb, apogée de l'Empire mongol • Les Hollandais prennent le Sri Lanka aux Portugais	• Asie : Le royaume K'ang Hsi, de Shen Tsu, entraîne un développement culturel extraordinaire en Chine • Les Portugais s'établissent à Macao • Les jésuites prêchent en Chine • Bombay est cédée à la compagnie anglaise des Indes orientales • Les Hollandais commencent l'importation de porcelaine Kakiémon du Japon	• Afrique : Une flotte d'Oman chasse les Portugais de Mombasa et de Zanzibar • Asie : L'époque Genroku est l'apogée culturel de l'ère Tokugawa au Japon • Les empereurs mandchous ordonnent à tous les Chinois de se raser la tête, ne gardant qu'une grande natte • Les Anglais fondent Fort Williams, à l'embouchure du Gange, qui deviendra Calcutta



LISTE DES DYNASTIES

EMPEREURS DU SAINT EMPIRE

Maison des Habsbourg

Rodolphe II	1576-1612
Mathias Ier	1612-1619
Ferdinand II	1619-1637
Ferdinand III	1637-1657
Léopold Ier	1658-1705
Joseph Ier	1705-1711
Charles VI	1711-1740

ROIS D'ANGLETERRE

Maison des Tudors

Élisabeth Ire	1558-1603

Maison des Stuarts

Jacques Ier (Jacques VI d'Écosse depuis 1567)	1603-1625
Charles Ier	1625-1649
République et protectorat	1649-1660
Charles II	1660-1685
Jacques II	1685-1688

Maison d'Orange

Marie II	1689-1694
Guillaume III	1689-1702

ROIS D'ÉCOSSE

Maison des Stuarts

Jacques VI (Jacques Ier d'Angleterre après 1603)	1567-1625

ROIS D'ESPAGNE

Maison des Habsbourg

Philippe III	1598-1621
Philippe IV	1621-1665
Charles II	1665-1700

Maison des Bourbons d'Espagne

Philippe V	1700-1724

ROIS DU PORTUGAL

Maison de Bragance

Jean IV	1640-1656
Alphonse VI	1656-1683
Pierre II (régent entre 1668-1683)	1683-1706

ROIS DE FRANCE

Maison des Bourbons

Henri IV	1589-1610
Louis XIII	1610-1643
Louis XIV	1643-1715

DUCS DE SAVOIE

Charles Emmanuel, le Grand	1580-1630
Victor Amédée Ier	1630-1637
François Hyacinthe	1637-1638
Charles Emmanuel II	1638-1675
Victor Amédée II (roi de Sardaigne depuis 1720)	1675-1730

DUCS DE FERRARE-MODÈNE

Maison d'Este

César	1597-1628
Alphonse III	1628-1629
François Ier	1629-1658
Alphonse IV	1658-1662
François II	1662-1694
Renaud III	1694-1737

DUCS DE MANTOUE

Maison de Gonzague

Vincent Ier	1587-1612
François IV	1612
Ferdinand	1612-1626
Vincent II	1626-1627

Maison de Nevers

Charles Ier	1627-1637
Charles II	1637-1665
Ferdinand Charles	1665-1708

DUCS DE TOSCANE

Ferdinand Ier	1587-1609
Côme II	1609-1621
Ferdinand II	1621-1670

DOGES DE VENISE

Marino Grimani	1595-1605
Leonardo Donato	1606-1612
Marcantonio Memmo	1612-1615
Giovanni Bembo	1615-1618
Nicolo Donato	1618
Antonio Priuli	1618-1623
Francesco Contarini	1623-1624
Giovanni Cornaro Ier	1625-1629
Nicolo Contarini	1630-1631
Francesco Erizzo	1631-1646
Francesco Molin	1646-1655
Carlo Contarini	1655-1656
Francesco Cornaro	1656
Bertuccio Valiero	1656-1658
Giovanni Pesaro	1658-1659
Domenico Contarini II	1659-1675
Niccolò Sagredo	1675-1676
Alvise Contarini	1676-1684
Marcantonio Giustinian	1684-1688

Francesco Morosini	1688-1694
Silvestro Valiero	1694-1700

STADHOUDERS DES PROVINCES-UNIES

Maison de Nassau

Maurice	1585-1625
Frédéric Henri	1625-1647
Guillaume II	1647-1650
Interrègne	1650-1672
Guillaume III	1672-1702

ÉLECTEURS DE BAVIÈRE

Maison de Hohenzollern

Maximilien Ier le Grand	1597-1651
Ferdinand Marie	1651-1679
Maximilien II Emmanuel	1679-1726

ÉLECTEURS DE BRANDEBOURG

Joachim III Frédéric	1598-1608
Jean III Sigismond	1608-1619
Georges Guillaume Ier	1619-1640
Frédéric Guillaume Ier	1640-1688
Frédéric III (roi de Prusse en tant que Frédéric Ier, à partir de 1701)	1688-1701

ROIS DE PRUSSE

Frédéric Ier (Frédéric III de Brandebourg jusqu'en 1701)	1701-1713
Frédéric Guillaume Ier	1713-1740

ROIS DE SUÈDE

Maison de Vasa

Sigismond	1592-1599
Régence	1599-1604
Charles IX	1604-1611
Gustave II Adolphe le Grand	1611-1632
Christine	1632-1654

Maison du Palatinat

Charles X Gustave	1654-1660
Charles XI	1660-1697
Charles XII	1697-1718
Ulrique Éléonore	1718-1720

ROIS DU DANEMARK

Maison d'Oldenbourg

Christian IV	1588-1648
Frédéric III	1648-1670
Christian V	1670-1699

TSARS DE RUSSIE

Maison des Godounov

Boris Godounov	1598-1605
Fédor II	1605
Dmitri le Faux	1605-1606

Maison des Chouïski

Vassili IV	1606-1610
Interrègne	1610-1613

Maison des Romanov

Michel Ier	1613-1645
Alexis Ier	1645-1676
Théodore III	1676-1682
Co-tsars Ivan V et Pierre Ier	1682-1696
Pierre Ier	1696-1725

ROIS DE POLOGNE

Maison des Vasa

Sigismond III	1587-1632
Ladislas IV	1632-1648
Jean II Casimir	1648-1668

Maison des Wisniowiecki

Michel Korybut	1669-1673

Maison des Sobieski

Jean III	1674-1696

Maison de Saxe

Auguste II	1697-1706, 1709-1733

ROIS DE HONGRIE

Maison de Habsbourg

Rodolphe II	1576-1608
Mathias II	1608-1619
Ferdinand II	1618-1637
Ferdinand III	1625-1647
Ferdinand IV	1647-1654
Ferdinand III (deuxième règne)	1654-1657
Léopold Ier	1657-1705

PAPES

Clément VIII	1592-1605
Léon XI	1605
Paul V	1605-1621
Grégoire XV	1621-1623
Urbain VIII	1623-1644
Innocent X	1644-1655
Alexandre VII	1655-1667
Clément IX	1667-1669
Clément X	1670-1676
Innocent XI	1676-1689
Alexandre VIII	1689-1691
Innocent XII	1691-1700
Clément XI	1700-1721



PORTRAIT DE LOUIS XIV, SCULPTÉ PAR LE BERNIN EN 1665. MARBRE. CHÂTEAU DE VERSAILLES.

© GIANNI DAGLI ORTI/AURIMAGES

XVII^e SIÈCLE : MONARCHIES ABSOLUES

TEXTES : Bernat Fernández (texte principal) ; Juan Carlos Moreno Jaume Prat (textes complémentaires)

Le Monde HISTOIRE &CIVILISATIONS

Malesherbes publications
67-69, avenue Pierre-Mendès-France
CS 11469, 75707 Paris Cedex 13. Tél. : 01 48 88 46 00

Directeur de la publication : MICHEL SFEIR

RÉDACTION :
Rédacteur en chef : JEAN-MARC BASTIÈRE
Première secrétaire de rédaction : ÉMILIE FORMOSO
Directrice de la création : NATALIE BESSARD

ADMINISTRATION-PROMOTION-ABONNEMENTS :

Secrétariat général : CATHERINE LEBEAU
Assistance de direction : JUDITH FRANÇOIS
Contrôle de gestion : BLANDINE CANVA (responsable), RYM EL OUFIR (contrôleuse de gestion)

Fabrication : NATHALIE COMMUNEAU (directrice de la fabrication), SYLVINA LE FLOCH, FABIENNE COSTES (cheffes de fabrication)
Numérisation : SÉBASTIEN LAURENT, HUBERT JOURDIN, BRYAN SILVA RODRIGUES

Commercial : FLORENCE MARIN (directrice marketing), EMMANUELLE LEBRUN, MAGALI NOHALES, ROMANE PALCZEWSKI, LAËTITIA SO

Publicité : DAVID OGER (01 48 88 46 03).

Chargée d'édition web / événements : ORNELLA BLANC-MONALDI

Service relation abonnés : 67-69 avenue Pierre-Mendès-France CS 21470, 75212 Paris Cedex 13
De France : 01 48 88 51 04.
De l'étranger : (33) 1 48 88 51 04.
E-mail : serviceclient@histoire-et-civilisations.com
• **Belgique :** Edigroup Belgique, Bastion Tower, place du Champ-de-Mars 5, 1050 Bruxelles. Tél. : 070 233 304.
E-mail : abonne@edigroup.be
• **Suisse :** Asendia Press Edigroup SA, chemin du Château-Bloch 10, 1219 Le Lignon (Suisse). Tél. : 022 860 84 01.
E-mail : abonne@edigroup.ch

Directeur de la diffusion et de la production : XAVIER LOTH
Directrice des ventes : SABINE GUDE
Cheffe de produit : EMILY NAUTIN-DULIEU
Assistante commerciale : CHRISTINE KOCH (01 57 28 33 25)
Vente au numéro et relation diffuseur : Numéro vert 0 805 05 01 47

Promotion et communication :
ANNE LAURE SIMONIAN (relations presse, 01 48 88 46 02), CHRISTIANE MONTILLET

Imprimerie : ROTOFRANCE IMPRIMEUR
Dépôt légal : à parution.
ISSN : 2417-8764 (édition papier)
ISSN : 2728-9559 (édition en ligne)
Commission paritaire : 0925K91790

SITE INTERNET : www.histoire-et-civilisations.com

COURRIER DES LECTEURS : ÉMILIE FORMOSO
Histoire & Civilisations : 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11469, 75707 Paris Cedex 13.
E-mail : courrier-histoire@mp.com.fr

Histoire & Civilisations est publié sous licence de RBA REVISTAS, S.L. Il contient des matériaux dont les droits d'exploitation appartiennent à RBA Revistas, S.L. Toute reproduction, totale ou partielle, sans l'autorisation de la Direction est interdite.

PEFC 10-31-1507
Certifié PEFC
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées
www.pefc-france.org

Origine du papier : Allemagne
Taux de fibres recyclées : 0 %
Eutrophisation : Ptot = 0,017 kg/t
Ce magazine est imprimé en France chez ROTOFRANCE IMPRIMEUR, sur du papier PEFC issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées, imprimé avec des encres conformes à la norme Blue Angel.

NATIONAL GEOGRAPHIC SOCIETY
Inspirer le désir de protéger la planète

NATIONAL GEOGRAPHIC SOCIETY est enregistrée à Washington D.C., comme organisation scientifique et éducative à but non lucratif dont la vocation est « d'augmenter et de diffuser les connaissances géographiques ». Depuis 1888, la Society a soutenu plus de 9 000 expéditions et projets de recherche.

GARY E. KNELL *President and CEO*

BOARD OF TRUSTEES
JEAN N. CASE *Chairman*, TRACY R. WOLSTENCROFT *Vice Chairman*, WANDA M. AUSTIN, BRENDAN P. BECHTEL, MICHAEL R. BONSIGNORE, ALEXANDRA GROSVENOR ELLER, WILLIAM R. HARVEY, GARY E. KNELL, JANE LUBCHENCO, MARC C. MOORE, GEORGE MUÑOZ, NANCY E. PFUND, PETER H. RAVEN, EDWARD P. ROSKI, JR., FREDERICK J. RYAN, JR., TED WAITT, ANTHONY A. WILLIAMS

RESEARCH AND EXPLORATION COMMITTEE
PETER H. RAVEN *Chairman*
PAUL A. BAKER, KAMALJIT S. BAWA, COLIN A. CHAPMAN, JANET FRANKLIN, CAROL P. HARDEN, KIRK JOHNSON, JONATHAN B. LOSOS, JOHN O'LOUGHLIN, STEVE PALUMBI, NAOMI E. PIERCE, JEREMY A. SABLOFF, MONICA L. SMITH, THOMAS B. SMITH, CHRISTOPHER P. THORNTON, WIRT H. WILLS

NATIONAL GEOGRAPHIC PARTNERS
DECLAN MOORE CEO

SENIOR MANAGEMENT
SUSAN GOLDBERG *Editorial Director*, CLAUDIA MALLEY *Chief Marketing and Brand Officer*, MARCELA MARTIN *Chief Financial Officer*, COURTENEY MONROE *Global Networks CEO*, LAURA NICHOLS *Chief Communications Officer*, WARD PLATT *Chief Operating Officer*, JEFF SCHNEIDER *Legal and Bussines Affairs*, JONATHAN YOUNG *Chief Technology Officer*

BOARD OF DIRECTORS
GARY E. KNELL *Chairman*
JEAN A. CASE, RANDY FREER, KEVIN J. MARONI, JAMES MURDOCH, LACHLAN MURDOCH, PETER RICE, FREDERICK J. RYAN, JR.

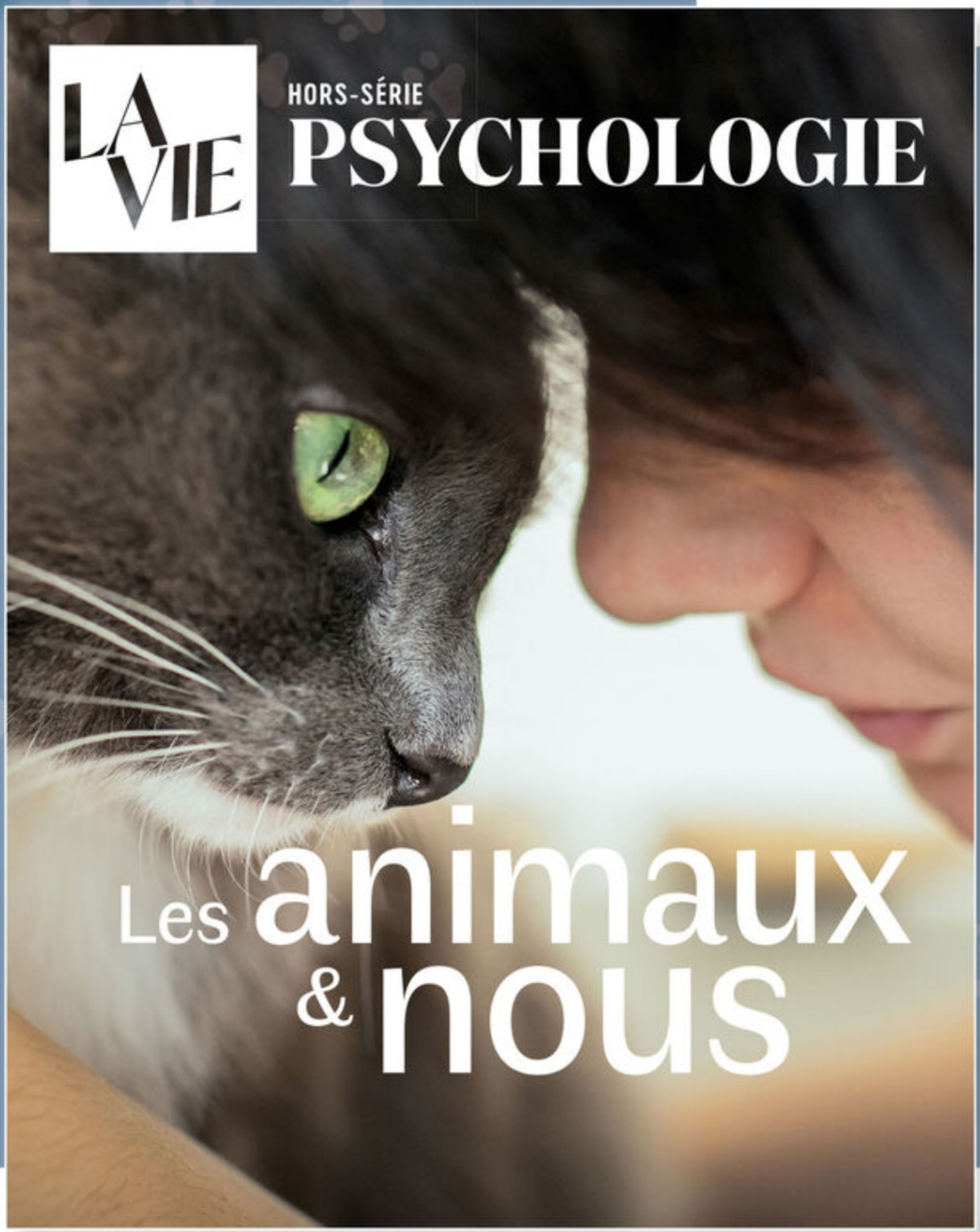
INTERNATIONAL PUBLISHING
YULIA PETROSSIAN BOYLE *Senior Vice President*, ROSS GOLDBERG *Vice President of Strategic Development*, ARIEL DELACO-LOHR, KELLY HOOVER, DIANA JAKSIC, JENNIFER JONES, JENNIFER LIU, LEIGH MITNICK, ROSANNA STELLA

Histoire & Civilisations est édité par **MALESHERBES PUBLICATIONS** S.A. au capital de 868 050 euros
ACTIONNAIRE PRINCIPAL : SEM
PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL : Michel Sfeir

GROUPE LE MONDE
PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE : Louis Dreyfus
MEMBRE DU DIRECTOIRE : Jérôme Fenoglio

Photographies. Age FotoStock : 15, 20, 24-25, 59hg, 57, 78, 91, 104, 114b, 130, 130-131 ; Aisa : 10-11, 17, 26-27, 26, 30, 35b, 44, 44-45, 45h, 45b, 49, 58h, 58b, 59bc, 60, 63b, 66, 68-69, 74, 80-81, 85, 92, 95, 96, 96-97, 197h, 97c, 98, 99, 111, 112, 114hg, 114hd, 122-123, 127, 133, 142 ; Alamy/Aci Online : 71, 101, 134 ; Album : 6, 8, 35h, 40h, 63h, 97b, 102-103, 125, 139 ; Album/akg-images : 14, 16-17, 21, 28, 37, 38, 54-55, 56hg, 56b, 59bd, 59ad, 70d, 72, 75, 86hg, 106, 109, 128, 132, 140, 141 ; Album/Oronoz : 12, 29, 48, 53, 56hd, 59bg, 82, 100, 108 ; Bridgeman/Index : 32-33, 39, 40b, 42-43, 43, 50, 54, 59hc, 77, 80, 84, 88, 95, 115, 114-115, 117, 136, 138 ; Manuel Cohen/The Art Archive : 116hg ; Corbis : 4-5, 41, 70g, 86hd, 90b, 129, 134-135, 135 ; Gtres/Hemis.fr : 13h, 61, 65, 70-71, 73, 79, 84-85, 86b, 87, 90h, 107, 118 ; Erich Lessing/Album : 9, 13b, 31, 38, 46-47, 47, 51, 52, 55, 57, 64d, 76, 88-89, 104-105, 119, 120-121, 120, 124, 126, 137 ; Photo Scalh, Florence : 116hd, 116bd, 116bg ; The Art Archive : 33, 64g. Schémas : Alejandra Villanueva. Cartographie : Víctor Hurtado (documentation), Merche Hernández, Eosgis.

NOUVEAU



LES ANIMAUX ET NOUS
UN HORS-SÉRIE DE 68 PAGES - **8,50 €**
SUR **BOUTIQUE.LAVIE.FR**

NOUVEAU



LES EMPEREURS QUI ONT FAIT LA CHINE
UN HORS-SÉRIE DE 212 PAGES - **14,90 €**
CHEZ VOTRE **MARCHAND DE JOURNAUX**
SUR **BOUTIQUE-HISTOIRE-ET-CIVILISATIONS.COM**